

M. Souslov condamne les « variantes nationales » du marxisme
LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,20 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne, 16 pes. ; Grèce, 100 dr. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 y. ; Pays-Bas, 100 f. ; Portugal, 200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 95 cts ; Yougoslavie, 10 a. din.
Tarif des abonnements page 15
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4307-25 Paris
Tél. Paris 97-5552
Tél. : 770-91-29

M. Aldo Moro a étendu au chef du P.C.I. ses consultations politiques

Le gouvernement italien adopte un plan d'urgence

Le désarroi de la démocratie chrétienne
La consultation de M. Enrico Berlinguer par M. Aldo Moro a été une certaine sensation. Elle avait été précédée par les socialistes, mais il est très rare que le chef du gouvernement italien et le secrétaire général du parti communiste s'entendent pour rendre public une conversation qui revenait à mettre le leader du principal parti d'opposition sur le même plan que les dirigeants des formations en fait alliées à la démocratie chrétienne. Officiellement, entre le P.C.I. et les instances gouvernementales les contacts directs n'ont jamais cessé au cours des dernières années.

Allait-on voir se précipiter la mise en place d'un « compromis historique » ? On pouvait se poser la question lorsque M. Berlinguer sortit du palais Chigi. Mais à en juger par la prudence pointilleuse des propos du secrétaire général du P.C.I., elle était prématurée. Une fois de plus, c'est une stratégie à long terme que dessine la formule ; ce sont les développements d'un état de fait qu'elle envisage : la coopération des deux grands partis de masse, communiste et démocrate chrétien, est aux yeux du P.C.I. instable.

Est-il encore, seul de cet avis ? Le mot d'ordre de « gouvernement d'urgence » a été lancé dans les dernières semaines par M. Ugo La Malfa, secrétaire général du parti républicain et mentor du régime depuis trente ans. Il est difficile de voir en lui un rallié aux thèses communistes, qu'il a toujours combattues. La notion de « gouvernement d'urgence » demandait à être éclaircie. Impliquait-elle la participation des communistes, leur soutien extérieur ou, simplement, leur abstention, telle qu'elle a été pratiquée dans les derniers mois en faveur du cabinet Moro ? Le P.C.I., quant à lui, attend. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la soif du pouvoir ne précipite pas ses gestes.

Si hâtives et si fragmentaires que soient les mesures économiques arrêtées par le gouvernement dans la soirée du 17 mars, M. Berlinguer ne les a pas catégoriquement condamnées, encore qu'elles aient immédiatement suscité la réaction hostile de la Fédération unitaire des métallurgistes, se rencontrant en l'occurrence avec le patronat. Le « Il est urgent d'attendre » à quoi revient ses propos s'explique : ces mesures sont d'attente, dans un délai de deux mois, le Parlement aura à transformer en loi les décrets immédiatement applicables.

Toute prise de position est suspendue en attendant l'issue du congrès de la démocratie chrétienne, qui s'ouvre ce jeudi à Rome. En apparence, il aura à trancher une querelle de personnes : M. Benigno Zaccagnini sera-t-il confirmé dans ses fonctions de secrétaire général ? Mais l'enjeu pour ce parti qui gère le pouvoir depuis trente ans engage bien plus que le choix d'une tactique ou la confirmation de l'évolution vers l'ouverture à gauche aux communistes.

Car la démocratie chrétienne est tragiquement au pied du mur parti de notables vieillies et rompus moins par l'âge que par l'exercice du pouvoir. Coupés de la réalité du pays, élevant l'empirisme quotidien à la hauteur d'un dogme, totalement dépourvus de tout « projet de société », trébuchant sur la nécessité d'une « idéologie », l'absence de tout accord avec les faits les rendait lumbos de cette « doctrine sociale de l'Eglise » qui leur a si longtemps servi de camouflage, les catholiques prennent la mesure de leur inadaptation aux transformations subies par l'Italie sans qu'ils s'en aperçoivent.

Ce n'est pas en quatre jours qu'ils régleront une telle faille. Et, cependant, c'est du degré de prise de conscience que feront apparaître les débats du congrès que dépendent les choix des autres partis.

Le gouvernement italien a adopté, dans la nuit du 17 au 18 mars, une série de décrets-lois destinés à faire face aux conséquences de la chute de la lire. Mais comme le soulignait récemment l'O.C.D.E., les difficultés économiques de l'Italie ne peuvent être résolues par des actions à court terme. Pour rembourser ses dettes, il lui faut dégager un surplus commercial régulier, ce qui implique de limiter la consommation intérieure. Mais comment faire accepter à la population les sacrifices indispensables si l'on ne parvient pas à créer un certain consensus lié à des réformes en profondeur.

C'est sans doute dans cette perspective que le président du conseil, M. Aldo Moro, a reçu successivement, mercredi, non seulement M. Saragat, leader du parti social-démocrate, et De Martino, secrétaire général du parti socialiste, mais aussi M. Berlinguer, secrétaire général du P.C.I. Il devait s'entretenir ce jeudi, avec M. La Malfa, secrétaire général du parti républicain.

La gravité de la situation va évidemment dominer les débats du congrès de la démocratie chrétienne, qui s'ouvre ce jeudi. Enfin, on a appris que, grâce à l'accord des socialistes-démocrates, le Laikum, dont Rome est la capitale, serait la sixième région à avoir un gouvernement à participation communiste.

De notre correspondant

Rome. — Les rumeurs les plus alarmistes circulaient à Rome dans la journée du mercredi 17 mars, après que la lire eut enregistré une baisse jamais atteinte : le congrès démocrate-chrétien, prévu pour le lendemain, allait être renvoyé ; le gouvernement de la Banque d'Italie, consulté la veille, avait menacé de s'en aller ; le gouvernement lui-même était sur le point de présenter sa démission.

Il n'en a rien été et, comme prévu, le conseil des ministres s'est réuni dans la soirée pour couper la poire en deux : les mesures d'austérité ne sont pas aussi draconiennes que l'exigeaient certains

membres du gouvernement. La consultation des dirigeants de tous les partis politiques — à commencer par M. Enrico Berlinguer, secrétaire général du parti communiste — donnait à ces dispositions un peu plus de poids, sans d'ailleurs en modifier l'essentiel. L'objectif est toujours de renforcer la lire par une réduction des liquidités en circulation.

LE TAUX D'ESCOMPTE est relevé de quatre points : il passe de 8 % à 12 %, doublant ainsi par rapport au début de la crise monétaire.

ROBERT SOLE

(Lire la suite page 2.)

La crise monétaire menace d'être la plus grave depuis la guerre

Les tensions restaient très vives sur les marchés des changes jeudi matin. Le deutschemark et le franc suisse font l'objet d'une forte demande qui a pour résultat indirect de faire baisser le dollar sur toutes les places. A Paris, la devise américaine valait 4,71 F et à Francfort 2,5350 DM, d'où un cours du deutschemark à Paris de 1,85 F (pour 100 DM), ce qui représente une dévaluation de la monnaie française par rapport à la monnaie allemande de 5,35 % par rapport à vendredi dernier. Toutes les devises qui participent encore au « serpent » sont, y compris le florin néerlandais, à leur plancher par rapport au deutschemark. Le cours du franc suisse, qui, depuis plusieurs semaines, s'élevait légèrement au-dessus de celui du deutschemark, l'a dépassé jeudi matin. A Zurich, le dollar valait seulement 2,5250 francs suisses. La lire s'est légèrement redressée après avoir atteint son taux le plus bas mercredi après-midi (890 lire pour 1 dollar) ; on cotait jeudi matin 873 lire. La livre se maintenait. Certains assurent que les gouvernements seraient obligés de fermer les marchés des changes et que, ou bien, le deutschemark serait réévalué à l'intérieur du « petit serpent », ou bien celui-ci éclaterait. La crise monétaire actuelle apparaît en tout cas comme l'une des plus graves — sinon la plus grave — qu'aient connues l'Europe depuis la guerre.

Le chaos qui règne actuellement sur la scène monétaire européenne est sans doute la crise la plus grave que la C.E.E. — et au-delà l'Europe occidentale tout entière — ait connue depuis la fin de la guerre. Le risque est qu'il engendrera un retour en force de l'inflation tout en faisant dans un délai peut-être court, avorter la reprise économique.

Dans une pareille éventualité, malheureusement probable, on ne voit pas comment les fragiles structures que se sont données les pays européens pour s'organiser pourraient survivre. Ce n'est pas assez dire que le Marché commun est menacé de se désagréger. Des millions de personnes sont à moitié engagés dans

Quinze présidences de conseils généraux passent à la gauche

Après leur renouvellement à la fin des scrutins des 7 et 14 mars, les conseils généraux de tous les départements de la métropole (exception faite de Paris) se sont réunis mercredi 17 mars pour élire leurs présidents. Quinze présidences ont passé à la gauche.

On compte 66 réélus parmi lesquels notamment quatre membres du gouvernement (M. Bord de Brou, le Bas-Rhin, M. Chirac en Corrèze, M. Lecanuet en Seine-Maritime et M. Médecin dans les Alpes-Maritimes) et M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste.

Les nouveaux élus sont au nombre de 29 : 10 socialistes, 2 communistes et 5 radicaux de gauche pour l'opposition : 3 U.D.R., 3 républicains indépendants, 1 centre gauche, 1 radical, 1 mod. majorité et 1 centre républicain pour la majorité présidentielle.

Quinze présidences passent de la majorité à l'opposition, dont dix vont au P.S. (Allier, Côte-d'Or, Nord, Gers, Gironde, Lot, Landes, Puy-de-Dôme, Sarthe, Savoie, Territoire-de-Belfort), trois au Mouvement des radicaux de gauche (Charente - Maritime, Corse-du-Sud, Tarn) et deux au parti communiste (Essonne, Val-de-Marne). En revanche la majorité entières l'ain aux radicaux de gauche et l'Eure-et-Loir au parti socialiste.

R. B.

(Lire la suite page 9.)

Les difficultés de la presse parisienne

UN CONFLIT QUI N'EN FINIT PAS

Cent cinquante travailleurs du Livre, pour la plupart ouvriers du « Parisien libéré », ont occupé, ce jeudi matin 18 mars, peu avant 8 heures, le paquebot « France » amarré dans la zone industrielle du Havre depuis la fin de l'occupation par son équipage en décembre 1974.

Par cette opération, qui pourrait également comporter une conférence de presse avec la participation d'un secrétaire confédéral de la C.G.T., le Syndicat du livre veut réaffirmer son intention d'obtenir un accord

global et régional sur les problèmes de la presse, posés notamment par l'introduction du matériel moderne de composition, cet accord devant tenir compte du sort des ouvriers du « Parisien libéré ».

Le Syndicat du livre se déclare favorable à l'introduction du matériel moderne dans les imprimeries, mais refuse « les licenciements sauvages ».

Jacques Sauvageot analyse ci-dessous la crise de la presse parisienne, qui vient d'entamer son troisième mois de conflit aigu.

par JACQUES SAUVAGEOT

Il y a plus de trois mois, sous le titre « Trois points chauds dans une presse en crise », on évoquait ici même (1) la situation de trois grands quotidiens parisiens : France-Soir, le Parisien libéré, le Figaro. Depuis la situation s'est progressivement et partout dégradée, et le moment est venu de faire le point des difficultés actuelles, car la bataille pour la survie de l'information écrite ne devrait laisser indifférent ni l'opinion, ni le pouvoir, ni la presse elle-même.

C'est le Parisien libéré qui, bien évidemment, retient d'abord l'attention. Après une échec de négociations, en novembre 1974, ce journal décidait, le 4 mars 1975, de fermer une de ses imprimeries en renonçant à son édition sur grand format. Cette première phase du conflit n'eut qu'un temps et, dès le 6 mai, les deux

imprimeries du Parisien libéré étaient occupées par leurs ouvriers, qui se mettaient en grève illimitée. C'était mal connaître la fabuleuse énergie de M. Emile Annauy qu'imagine sa capitulation. Vint l'époque des « éditions pirates », tirées en Belgique, puis l'installation à Saint-Ouen et à Charvres d'unités d'impression qui fabriquent encore aujourd'hui le Parisien libéré et certaines de ses éditions régionales. Le conflit se fit le quotidien du matin crée son propre réseau de distribution, renouant, après deux vaines tentatives, à compter ses exemplaires aux Messageries de presse. Les ouvriers du Livre continuent d'occuper les deux imprimeries parisiennes et tiennent une guerre de harcèlement quasi-quotidienne contre un journal dont ils refusent l'existence, sous sa forme

actuelle, de même que leur propre existence en tant que M. Annauy.

Si les rapports sociaux ne peuvent s'analyser autrement qu'en termes de guerre, la lutte, de bataille et de stratégie, marque donc aujourd'hui les points. Le propriétaire du Parisien libéré a gagné son pari impossible et démontré qu'on pouvait, aux portes de la capitale, éditer (sous la protection, il est vrai, des forces de l'ordre) un journal quotidien sans le concours de la Fédération du Livre C.G.T. Mais, bien qu'il ne soit pas homme à s'endormir dans les délices de Capoue, est-il permis de lui suggérer que, après avoir vaincu, il faut savoir, mieux qu'Hannibal, utiliser sa victoire ? Le moment n'est-il pas venu pour lui de négocier, d'employer à nouveau une partie au moins de ceux qui concourent à la fabrication, à contribuer à régler le problème posé par la perte d'emploi et de ressources des grévistes, de participer au plan d'ensemble de restructuration des imprimeries de quotidiens et, enfin, de regagner les Messageries de presse, puisqu'il est maintenant établi que la diffusion du Parisien libéré ne peut se retrouver son niveau antérieur tant qu'elle sera confiée, au prix de considérables sacrifices financiers, à un réseau paralysé et exclusif ?

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR-LE JOUR

Valéry Chirac d'Estaing

Il peut paraître injuste que Mme Soulier-Séfé respice les tomates destinées à la réforme de M. Solon. Mais n'est-ce pas une grande loi de la vie politique de faire payer à l'un les erreurs de l'autre ? Ainsi, c'est M. Chirac qui décide et c'est M. Chirac d'Estaing qui se fait souffrir. Il est vrai que les Français n'y comprennent plus grand-chose. Ils croyaient avoir élu M. Chirac d'Estaing, et c'est, semble-t-il, M. Chirac qui est parti au pouvoir. ROBERT ESCARFIT.

Il n'y a pas qu'à...

par ANDRÉ FONTAINE

Sondage officiel, encore que le pouvoir ait refusé jusqu'à la dernière seconde d'en comprendre la portée, les cantonales ont confirmé ce qu'enseignaient depuis quelque temps les sondages tout court : ce gouvernement réussit de moins en moins à convaincre les Français qu'il est le mieux à même de répondre à leurs préoccupations. Ce n'est évidemment pas le retour au flottement du franc, décidé quelques instants après la clôture du scrutin, qui les aura fait changer d'avis. Et l'opinion se répand que le compte à rebours de la victoire de la gauche, en 1978, a déjà commencé.

Au désenchantement de ce que l'on hésite désormais à appeler majorité, à la confiance accrue de l'opposition, il existe certes des raisons spécifiquement françaises : le fait qu'elles soient, à l'occasion, contradictoires ne les empêche pas de s'additionner. Déterminé à gouverner « au centre », le président de la République ne peut ni

satisfaire les couches conservatrices qui ont voté pour lui par anticommunisme ni séduire ceux qui rêvent d'une société désaliénée du pouvoir de l'argent. Aux uns, il paraît trop faible, aux autres, trop autoritaire. A ceux-ci, trop réformiste, à ceux-là, pas assez. Tous ou presque le trouvent hésitant et donc versatile.

Aux énarques dont le pouvoir est entouré, l'Economist reprochait déjà sous Pompidou le péché de suffisance. Le temps n'a pas beaucoup arrangé les choses. Il y a aussi les bêtes de certains ministres, les rivalités de certains autres, le manque d'atomes crochus entre l'U.D.R. et les parlements que lui a imposés le réajustement de sa base électorale, les désaccords profonds que l'on subodore au sein du gouvernement sur des sujets fondamentaux comme l'Europe, les relations avec les Etats-Unis, le monde arabe ou Israël.

(Lire la suite page 9.)

LA MORT DE LUCHINO VISCONTI

Un condottiere marxiste

Le cinéaste italien Luchino Visconti est mort le mercredi 17 mars à Rome. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Un masque algu et taciturne, comme on en voit sur certaines médailles de la Renaissance. Il y avait du condottiere chez ce patricien, né d'une vieille famille milanaise. Aristocrate et marxiste. Le « conte rouge » du cinéma italien. La dernière fois où je le vis, il sortait d'un palais vénitien, entouré d'une cour bruyante. Il parlait de Proust qu'il avait, un moment, envisagé de transcrire à l'écran. Une sorte de nostalgie proustienne l'habitait, dont le Gaspard, Mort à Venise, de Visconti et Pasolini portaient la trace. Artiste, esthétique, dans ses fibres les plus secrètes, et ne cherchant pas à s'en défendre. Ayant le goût de tous les raffinements. Passionné par son époque, et presque d'un autre siècle. L'homme était hyper sensible, orgueilleux, secret et à tout perdu sur la voie d'une œuvre révolutionnaire qui, par son souffle, rappelait les grandes fresques soviétiques.

JEAN DE BARONCELLI

(Lire la suite page 17.)

ROBERT MERLE
Madrapicour
"L'étrange voyage d'un avion sans équipage vers une destination inconnue."
Roman - 320 pages, broché 38 F, relié 50 F
SEUIL

AU JOUR-LE JOUR

Valéry Chirac d'Estaing

Il peut paraître injuste que Mme Soulier-Séfé respice les tomates destinées à la réforme de M. Solon. Mais n'est-ce pas une grande loi de la vie politique de faire payer à l'un les erreurs de l'autre ? Ainsi, c'est M. Chirac qui décide et c'est M. Chirac d'Estaing qui se fait souffrir. Il est vrai que les Français n'y comprennent plus grand-chose. Ils croyaient avoir élu M. Chirac d'Estaing, et c'est, semble-t-il, M. Chirac qui est parti au pouvoir. ROBERT ESCARFIT.

A dater du lundi 22 mars, à 0 heure
le nouveau numéro
d'appel téléphonique du journal
Le Monde
devient :
246-72-23

EUROPE

Grande-Bretagne

Cinq ministres se sont portés candidats à la succession de M. Wilson

Londres. — Cinq membres du cabinet Wilson sont déjà engagés dans la course à la succession. D'ici à lundi 22 mars, le nombre des concurrents pourrait aller jusqu'à six ou même sept. Aucun d'entre eux ne peut donc espérer obtenir la semaine prochaine plus d'une certaine voix. Aussi est-il probable qu'un second tour de scrutin sera nécessaire le 30 mars, et peut-être un troisième, le 6 avril, avant que l'un des candidats obtienne la majorité absolue.

Le secrétaire du Foreign Office, M. Callaghan, est entré en lice dès mercredi matin. En tant que candidat du centre, il est le favori de la plupart des observateurs. Il se contente de jouer la carte de l'unité du

De notre correspondant

parti, tandis que le deuxième participant à la course, le ministre de l'Intérieur, M. Jenkins, se classe plus nettement à droite.

La gauche du parti divisée

L'alle gauche travailliste a causé, en revanche, une certaine surprise en alignant deux candidats rivaux. M. Benn, le ministre de l'Énergie, qui affiche aussi le socialisme le plus « dogmatique », a, au cours d'une conférence de presse, annoncé sa candidature,

alors que le ministre du travail, M. Foot, dont les titres, au sein du Labour, sont beaucoup plus anciens et plus considérables, avait, lui aussi, pris place sur la ligne de départ.

M. Benn est jusqu'ici le seul qui ait exposé ce qui peut être considéré comme un manifeste électoral. Réaffirmant les thèses traditionnelles de la gauche du parti, il a plaidé en faveur d'une « économie de siège » et d'un programme de prise en charge par l'État des principales industries britanniques. M. Foot a préféré, en revanche, réitérer les principes de l'« aménagement » en parlant de résoudre les graves problèmes du pays par des mesures équilibrées.

Le cinquième candidat officiel est M. Crosland, ministre de l'Environnement. Bien qu'il soit un brillant théoricien du « socialisme démocratique », ses chances paraissent assez faibles. Le leader adjoint du parti, M. Short, et M. Jones, ministre de la Santé, de la consommation, ont également renoncé à faire acte de candidature.

L'attitude du chancelier de l'échiquier, M. Healey, suscite plus d'étonnement. Alors qu'il pourrait être l'un des candidats les plus sérieux, il laisse entendre, pour l'instant, qu'il ne s'engagera pas dans la bataille. M. Healey, il est vrai, a considérablement réduit ses chances de succès la semaine dernière, lorsqu'il a déclaré en termes violents la gauche du parti, qui avait provoqué une déstabilisation du gouvernement au Communisme.

Les mauvaises langues affirment aujourd'hui que M. Wilson a saboté la cause de M. Healey pour favoriser celle de M. Callaghan. Aux yeux de la plupart des commentateurs, le secrétaire au Foreign Office bénéficierait, en effet, dans cette bataille du soutien secret de M. Wilson. Le chancelier de l'échiquier s'efforcerait maintenant de négocier pour rester à son poste dans le prochain cabinet.

Dans cet obscur combat, les considérations de politique étrangère ne jouent qu'un rôle mineur. Certaines questions ne s'en posent pas moins d'une façon immédiate. M. Crossland, qui est attendu à Londres lundi prochain, ne renoncera-t-il à son premier ministre démissionnaire et à un ministre des Affaires étrangères dont personne ne sait encore quelle sera la fonction une ou deux semaines plus tard.

Vendredi dernier, M. Wilson avait causé une certaine surprise en convoquant l'ambassadeur soviétique à Downing Street. On se demande si le premier ministre n'aurait pas révélé, alors, ses intentions à l'égard de la fonction de ministre soviétique devant être maintenue ou abandonnée.

Un autre problème est posé par le Conseil européen qui doit se tenir à Luxembourg au début du mois prochain. Personne ne peut être certain qu'à ce moment-là, le nouveau occupant de Downing Street sera désigné (1). Personne ne doute non plus que la plupart des partenaires du Marché commun souhaitent plutôt la victoire de M. Jenkins, dont les convictions européennes sont bien connues. M. Callaghan, en revanche, ne paraît pas pour d'une sympathie excessive. Bruxelles, où il a adopté, depuis le début, des positions réputées nationalistes, pour ne pas dire « impérialistes ».

La masse des députés travaillistes et du grand public se trouve beaucoup plus en harmonie avec les attitudes pro-américaines de M. Callaghan. Mais ces considérations, qui débordent le cadre de la politique anglaise en général et de la « cuisine travailliste » en particulier, ne jouent qu'un rôle très réduit dans la bataille.

JEAN WETZ.

(1) Le Conseil européen (réunion triennale des chefs de gouvernement de l'Europe des Neuf) a été fixé depuis plusieurs semaines aux 17 et 18 avril à Luxembourg. Le gouvernement luxembourgeois, qui prévoit la convocation de ce conseil, a confirmé, mercredi 17 mars, que la réunion était maintenue à la date prévue.

Espagne

L'opposition de gauche décide de créer une organisation commune

De notre correspondant

Madrid. — Le mercredi 17 mars, la Junte démocratique d'Espagne, contrôlée par les communistes, et la plate-forme de convergence démocratique, d'inspiration démocratique-chrétienne et socialiste, ont décidé d'établir « immédiatement » un organisme unitaire regroupant toute l'opposition.

Les observateurs estiment que cette organisation, qui n'a pas encore reçu de nom, ne pourra se concrétiser sans difficultés. Chez les démocrates-chrétiens, dont le dirigeant est le professeur Joaquín Ruiz-Giménez, on annonce, il y a quelques jours, l'apariçion d'un « courant » autonome, animé par M. Fernando Alvarez de Miranda, et par M. Inigo Cavarro, qui ne cachent pas leurs réticences à l'égard d'un éventuel accord avec le parti communiste d'Espagne. Les partis qui préconisent le plus ardemment la création d'un organisme unitaire auquel participeraient les communistes, sont le parti carliste du prince Charles-Eugène de Bourbon-Parme, les démocrates-chrétiens du professeur Ruiz-Giménez, les libéraux de M. Ignacio Camunas et le parti socialiste ouvrier espagnol de M. Felipe González.

Mercredi également, dans un hôtel de Madrid, a eu lieu la présentation de la Fédération des partis socialistes (F.P.S.), composée de six partis, pour la plupart régionaux : la Convergence socialiste de Catalogne, la Convergence socialiste du pays valencien, Euzkoabak (parti socialiste basque), le parti socialiste des îles Baléares, la Reconstruction socialiste, et le parti socialiste de Galice. Parmi les dirigeants de la F.P.S. figure M. Juan Garces, citoyen espagnol qui fut conseiller politique du président chilien Salvador Allende.

Ces six partis ont décidé de faire de la F.P.S. un « organisme ouvert à tous les partis socialistes ». Son programme insiste sur la diversité des « nationalités » existant en Espagne, préconise un socialisme d'autogestion et le droit pour ces « nationalités » de s'autodéterminer. Aucun de ces six partis n'est intégré dans la Junte démocratique ou dans la Plate-forme de convergence démocratique.

Du côté du pouvoir, ces dernières journées ont été agitées à un point tel que, le 15 mars, on tenait pour certaine la démission du président Arias Navarro et de son gouvernement. Mais, après plusieurs réunions de ministres au siège de la présidence du gouvernement, on a l'impression à Madrid, ce 18 mars, que la crise a été écartée, notamment du fait

de la décision du gouvernement de présenter d'urgence aux Cortes un projet de loi de réforme syndicale.

Cependant, le gouvernement est toujours menacé par les quelques trois cent cinquante amendements qui ont été présentés aux Cortes lorsque leur a été soumis l'ensemble des mesures économiques préparées par M. Juan-Miguel Villar. Mr. vice-président du gouvernement et ministre des finances. Plusieurs de ces amendements affectent la totalité du projet de loi.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

Portugal

NOUS GOUVERNERONS SEULS OU NOUS SERONS DANS L'OPPOSITION

affirme M. Soares

Invité par la Fédération du parti socialiste du Fay-de-Dôme, M. Mario Soares a tenu le mercredi 17 mars un meeting à la Maison de la culture de Clermont-Ferrand devant plus de sept cents de ses compatriotes émigrés.

M. Mario Soares a déclaré, alors que nous le rapportons notre correspondant à Clermont-Ferrand : « La situation des émigrés portugais est préoccupante. Il y a trois millions de leur pays, dont plus d'un million en Europe. C'est une grave hémorragie pour le Portugal, mais celui-ci souffre d'un taux de chômage important et il n'est pas possible d'envisager dans l'immédiat un retour massif au Portugal de ses compatriotes émigrés ».

Abordant ensuite les problèmes électoraux, M. Soares a placé son auditoire « devant un choix clair et net ». « Nous allons, seuls au combat, à-t-il dit. Nous respectons le verdict populaire, mais, ou bien les socialistes gouverneront seuls, ou bien ils passeront dans l'opposition ».

M. Soares a affirmé que son parti n'avait conclu aucune alliance avec quelque parti que ce soit.

En Turquie, le parti républicain du peuple (social-démocrate) a déposé, le 17 mars, une motion de censure contre M. Demirel, le premier ministre, et deux autres membres de son cabinet. Le P.R.P. accuse M. Demirel, M. Yilmaz Ergenekon, ministre des finances, et M. Halil Basol, ministre du commerce, d'avoir abusé de leur pouvoir pour étouffer une affaire de fraude fiscale dans laquelle est impliqué M. Yalçın Demirel, vingt-cinq ans, neveu du premier ministre. — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

LA CRISE LIBANAISE

La Syrie tente de susciter un accord sur la désignation d'un successeur du président Frangie

De notre envoyé spécial

Beirut. — Une semaine après le coup de force militaire, le président Frangie résistait toujours. Ce nouvel épisode de la guerre civile paraît s'éterniser — et, en cela, l'opération lancée le 10 mars par le général Ahdab est un échec.

Le gouvernement syrien, ayant repris sa « médiation » après avoir porté un coup d'arrêt à l'offensive menée contre M. Frangie (le Monde du 18 mars), de secrètes tractations ont eu lieu à Damas ces dernières quarante-huit heures. Elles pourraient durer plusieurs jours. Toutes les parties au conflit n'y participent pas. Tel est le cas de M. Kamal Joumblatt, leader du Mouvement national (Front démocratique libanais), qui a vivement critiqué la dernière initiative du gouvernement syrien, en accusant celui-ci de s'immiscer dans les affaires intérieures libanaises.

Les délégués qui s'étaient rendus à Damas — notamment deux représentants du parti phalangiste et les principaux chefs de la résistance palestiniennne, dont M. Yasser Arafat, qui s'est entretenu pendant plus de six heures avec le président Assad — sont rentrés à Beyrouth le 17 mars. L'objet de ces pourparlers peut se résumer par cette question : « Quand et comment assurer la succession du président Frangie ? Car l'idée de sa démission est acquise, à condition qu'elle ne soit pas obtenue par la force. Il ne s'agit plus que de s'entendre sur la candidature la plus acceptable et de définir le calendrier de la succession ».

En dépit de l'urgence du choix, les divers milieux politiques ne semblent guère en mesure, pour l'instant, de désigner celui qui pourrait avoir les plus grandes chances de succéder à M. Frangie. Ce sera sûrement un chrétien maronite conformément au pacte conclu en 1943, lors de l'indépendance, entre les partis politiques libanais et les représentants des principales communautés religieuses. Les formations chrétiennes — et semblerait-il, les Syriens — peuvent avoir l'assurance que les grandes lignes institutionnelles du régime seront maintenues. Les partis islamiques et progressistes ont toujours affirmé qu'ils fonderaient un nouveau régime, tout en réclamant, pour l'instant, la décentralisation du système politique.

Parmi les noms de personnalités maronites qui sont mentionnés, deux reviennent le plus souvent dans la presse libanaise : ceux de M. Elias Sarkis, Raymond Eddé les plus cités, Michel Khoury, Hany Hany, et Jean Azzi. On évoque également le nom du général Hanna Sidi, commandant en chef de l'armée, qui était aux côtés du général Ahdab lors du coup de force, et parfois celui du colonel Jules Boustani, chef du deuxième

bureau, un des proches du président Frangie, ce qui est un lourd handicap dans les circonstances actuelles. On fait cependant les plus grandes réserves sur la candidature d'un militaire.

Jouissant d'une réputation de « technocrate », M. Elias Sarkis, gouverneur de la Banque du Liban, est en outre l'héritier du cheikhisme libanais fondé par le général Fouad Chehab, qui a succédé à M. Camille Chamoun à la présidence de la République, après la première guerre civile de 1958, pour mener un programme de réformes économiques et sociales en s'appuyant sur un pouvoir fort. Il paraît donc être des favoris du gouvernement syrien et des partis conservateurs. Mais il a le désavantage de n'être pas dépourvu de manières d'anciens politiques traditionnelles. Déjà candidat en 1970, il avait été le principal adversaire de M. Frangie, qui l'avait écarté d'un vote de majorité.

M. Raymond Eddé, avocat, fils d'un ancien chef de l'Etat au temps du mandat français, député et leader du Bloc national, est l'homme politique le plus en

vue de la droite libérale et modérée. Médiateur inlassable aux moments de la dispute entre les deux camps qui s'affrontaient, il aurait les meilleures chances d'être admis par le plus grand nombre, s'il n'avait depuis longtemps dénoncé l'extrémisme des phalangistes et de leurs alliés et critiqué la médiation syrienne dès le mois de janvier.

Fils du premier président de la République après l'indépendance du Liban, M. Michel Khoury, directeur de société, a la réputation de vouloir changer les mœurs d'un régime déconsidéré, ainsi que les rapports inter-communautaires. Il croit à la coexistence arabe du Liban.

Comme lui, M. Pierre Helou jouit de nombreuses amitiés dans les milieux progressistes. Homme d'affaires entreprenant, faisant preuve d'un grand dynamisme en politique, il est l'ami de M. J.-J. S.-S. libanais, il est l'ami de M. Joumblatt dans la région du Chouf.

Francis Cornu.

L'agitation anti-israélienne se poursuit en Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Les manifestations anti-israéliennes qui se poursuivent à Jérusalem-Est et en Cisjordanie depuis plus de trois semaines pourraient entraîner une modification des rapports entre la population arabe et les autorités d'occupation. Plusieurs centaines d'arabes de ce faubourg, ce soldat avait tiré en l'air, et quel que instant plus tard, une camionnette Peugeot portant une inscription militaire est arrivée au même endroit et une rafale est partie de cette camionnette en direction des manifestants. Ce jeudi matin, la police militaire n'avait pas encore réussi à retrouver la trace de la Peugeot et de ses passagers.

Un enfant de onze ans a été très grièvement atteint, mais n'est pas mort, comme on l'a cru d'abord. S'il succombait, on pourrait redouter la façon dont sa mort sera présentée au cours des sermons dans les mosquées durant les services religieux de ce vendredi 19 mars.

Mercredi, alors que les violences avaient lieu à Jérusalem-Est et dans certaines agglomérations de la Judée (Hebron, Bethléem, Khalkhoul), la Samarie et ses grandes villes, Naplouse et Djenin, étaient calmes.

André Scemama.

L'Inde a refusé de livrer à l'Egypte des pièces de rechange de Mig-21

De notre correspondant

New-Delhi. — Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a confirmé que l'Egypte avait demandé, « à un certain temps », à New-Delhi de lui fournir des pièces de rechange de Mig-21. Le gouvernement indien a expliqué « en toute amitié », aux Egyptiens qu'il ne pouvait pas satisfaire cette demande, en raison de ses engagements contractuels.

L'Inde est un des rares pays, hors du bloc soviétique, qui fabriquent sous licence le Mig-21 et sa version améliorée, le Mig-21M. Le gouvernement de Mme Gandhi est fort embarrassé par la crise entre Le Caire et Moscou. Il n'était pas question qu'il fournisse à l'Egypte des pièces que ses alliés soviétiques refusent aujourd'hui au président Sadate. Mais il ne peut pas non plus oublier complètement les déclarations de solidarité faites au nom du non-alignement.

En mai 1975, M. Chavan, ministre indien des Affaires étran-

gères, avait fait au Caire une visite à l'issue de laquelle les deux pays avaient affirmé leur désir de coopérer pour « l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques ».

Dans le domaine aéronautique, un accord avait été signé il y a dix ans pour la fabrication en commun d'un avion de combat supersonique, le HF-24. L'Egypte, qui devait fournir le moteur, n'avait pas encore commencé à travailler à sa réalisation. L'Inde avait fabriqué seule l'appareil, en utilisant un moteur britannique.

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a précisé que les Egyptiens ont fait « une petite erreur par inadvertance » en invoquant un accord de coopération dans le domaine de l'aviation militaire pour réclamer à New-Delhi des pièces de rechange. L'ancien accord pour la fabrication du HF-24 n'a rien à voir avec l'entretien des MIG-21, a dit le porte-parole.

JEAN DE LA GUERIVIERE.

FRANTEL WILSON TOULOUSE

LE 20^E HOTEL FRANTEL.

Réservation centrale Paris 828.88.00 Télex 200.726

frantel

Des hôtels au cœur des villes.

POLITIQUE

L'élection des présidents

De nombreux incidents politiques et certaines revendications régionalistes ont troublé les scrutins

AINES. — M. Charles Barz, M.D.S.P., président du conseil régional de l'Ain, au sein duquel il représentait le conseil général de l'Ain, ne sera pas contraint de renoncer à sa présidence : en effet, bien que battu aux dernières cantonales, il a été désigné par le conseil général pour continuer de siéger à cette assemblée. M. Jacques Feltier, ancien vice-président du Centre démocrate, qui s'était rapproché de la gauche au point de soutenir M. Mitterrand en 1974 et d'envisager d'adhérer au Mouvement des radicaux de gauche, a été réélu à la présidence du conseil général par les 26 voix de la majorité contre les 18 voix de la gauche. M. Feltier a constitué récemment avec M. Caillaud, ancien vice-président des radicaux de gauche, un groupe d'élus se situant « dans une opposition raisonnée et responsable ».

Les travaux de l'assemblée départementale ont été retardés par la venue à la préfecture de délégations des unions Rhône-Poulenc de Gauthy et de Moy-de-l'Ain et de celle d'Octave de Soissons.

ALPES-MARITIMES. — La majorité, par 25 voix contre 9, a refusé de désigner ses représentants au conseil régional de Provence-Côte d'Azur. M. Icart, député R.I., a expliqué ainsi ce vote : « L'octroi par le ministre de l'Intérieur d'un plan prioritaire d'actions départementales pour les Alpes-Maritimes, procédure très exceptionnelle, marque une étape importante sur la voie d'une reconnaissance de notre autonomie régionale. Rester dans le rang pour glaner quelques crédits serait contraire pour peu de chose les fruits de nos efforts passés ».

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Les communistes, qui demandaient la représentation proportionnelle pour le bureau, n'ont plus participé aux scrutins après l'échec de leur candidat au poste de premier vice-président, battu par le candidat socialiste, M. Charles Bonifay, laissant aux socialistes tous les postes.

M. Daulou, porte-parole communiste, s'adressant aux conseillers socialistes, a déclaré : « Votre attitude est une mise en cause de la gestion démocratique des affaires du département. Nous ne demandons que notre place, mais toute notre place ; il est grand temps que se termine une situation où la classe ouvrière n'a pas sa juste représentation au sein des assemblées élues ».

Les socialistes avaient subordonné leur accord à un engagement préalable des élus communistes concernant le vote du budget. Or, celui-ci ne leur avait pas été donné.

Pour les désignations au conseil régional, les deux candidats communistes élus ont bénéficié des suffrages socialistes, alors que les conseillers communistes n'ont pas apporté les leurs aux candidats socialistes, qui ont cependant été élus.

CORREZE. — M. Chirac, président du conseil général, ayant proposé à l'opposition un poste de secrétaire, M. Franchère, député et conseiller communiste, a refusé en lui répondant : « Nous ne voulons pas que l'on nous octroie ce qui nous revient ». La gauche, ayant demandé que les membres de la commission départementale soient désignés à la proportionnelle, n'a obtenu que deux sièges, dont les titulaires ont démissionné et ont été remplacés par des conseillers de la majorité. M. Chirac était candidat à la commission du développement urbain. M. Franchère s'est exclamé : « Ainsi, monsieur le premier ministre, vous montrez en première ligne », à quoi M. Chirac a répondu : « Oui, et cela ne fait que commencer ».

CORSE-DU-SUD. — A l'unanimité, le conseil général a adopté une motion de M. Nicolas Alfonsi, député radical de gauche, demandant au gouvernement la libération du docteur Edmond Simeoni, leader de l'ancienne A.R.C., emprisonné pour sa participation aux événements sanglants de l'été dernier.

COTES-DU-NORD. — M. Charles Josselin, député socialiste, nouveau président du conseil général, a proposé, mercredi 17 mars l'application de la représentation proportionnelle dans le département, à condition que la même règle soit appliquée dans les trois autres conseils généraux bretons. Le Morthuan et l'Ille-et-Vilaine ont refusé. Dans le Finistère, la majorité a éliminé les communistes lors de la désignation des représentants au conseil régional. En conséquence, la gauche, dans les Côtes-du-Nord, a accaparé la représentation au conseil régional (4 P.S. et 3 P.C.), mais elle a appliqué la représentation proportionnelle lors de la désignation de la commission départementale, organisme permanent du conseil général en dehors des périodes de sessions.

Ce groupe, animé par M. Jacques Marcot, réélu dès le premier tour dans le canton de Somberton, a uni ses cinq voix à celles de la majorité — qui ne pouvait compter en principe que sur dix-sept suffrages — contre la gauche, qui a rassemblé les dix-neuf voix des élus appartenant aux partis signataires du programme commun.

COTE-D'OR. — La constitution d'un groupe-chambré de conseillers non-inscrits réputés « divers » a empêché les socialistes d'envahir la présidence de l'assemblée départementale, à laquelle ils pouvaient prétendre à l'issue du deuxième tour des cantonales.

EUROPE. — Le conseil général a voté une nouvelle fois, en adoptant par 24 voix contre 9 et 3 bulletins blancs une motion préalable, d'élire ses représentants au conseil régional de Haute-Normandie en vertu d'un plaidoyer de M. Claude Michel, député socialiste et nouveau conseiller général, qui insistait sur la position délicate de M. Michel en tant que député du département, conseiller général des Andelys, et Jean de Broglie, R.I., ancien ministre, député, conseiller général de Rouen, ont soutenu que la position de l'assemblée départementale ne s'opposait pas à la loi, mais au décret d'application.

LOT-ET-GARONNE. — Il aura fallu trois heures de difficiles discussions aux conseillers généraux des partis de gauche pour échouer dans la présentation d'une candidature unique à la présidence. Socialistes et communistes présentaient M. Casassus, les socialistes disposant de neuf voix et les communistes de sept. En face d'eux, les divers gauches modérés et sans étiquette en alignaient dix-sept. Au centre, les radicaux de gauche pouvaient jouer les arbitres avec cinq mandats. Les négociations ont été bloquées par l'exigence des conseillers socialistes et communistes, qui voulaient un représentant P.S. à la présidence et le partage des autres postes entre les seuls partis se réclamant du programme commun.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — Les quatre représentants de la gauche élus au bureau du conseil général ont démissionné de leurs fonctions quelques minutes seu-

lement après leur élection, pour protester contre le fait qu'aucun membre de la gauche ne figure parmi les sept représentants élus au conseil régional de Lorraine.

NIEVRE. — Pendant le discours de M. Maurice Besson, P.C., qui

NORD : la gauche empêche M. Ségard de siéger au conseil régional

De notre correspondant

LILLE. — Pour la première fois depuis de nombreuses années, la représentation proportionnelle n'a pas été appliquée au conseil général du Nord pour la répartition des postes du bureau. M. Albert Denvers (P.S.), député, président de la communauté urbaine de Dunkerque, a été réélu président avec 44 voix seulement, celles des socialistes, des communistes et de M. Georges Donnes (M.D.S.P.).

Les conseillers de l'intergroupe favorables à la majorité ont quitté la séance, leur président, M. Norbert Ségard, secrétaire d'état aux P.T.T., en tête. M. Ségard s'agitait pour la première fois dans l'assemblée départementale. Socialistes et communistes se sont donc répartis les postes de vice-présidents et de secrétaires.

M. Arthur Notebart a ensuite expliqué le motif de cette attitude de la gauche. « Nous vous remercions de la monnaie de votre pièce. Nous sommes prêts à appliquer cette proportionnelle, mais qu'elle soit aussi appliquée par la majorité dans d'autres départements ».

présidait la séance en tant que doyen d'âge, le préfet, M. Christian Leroy, les sous-préfets et les fonctionnaires ont quitté la salle. M. Besson avait déclaré que les élections cantonales avaient vu « la victoire de l'union de la gauche et l'échec de M. Giscard d'Estaing et de la majorité présidentielle ».

PYRÉNÉES-ORIENTALES : divisions à gauche

Les péripéties qui ont marqué la désignation de M. Gregory à la présidence du conseil général des Pyrénées-Orientales, ont provoqué une vive protestation des communistes locaux, qui ont évoqué, jeudi 18 mars, dans l'édition de l'« Humanité », Port de ses huit conseillers, contre six au P.S. et un aux radicaux de gauche, le nombre de mandats ayant été estimé, avec M. Deval, centriste, que le président de l'assemblée départementale doit être bien élu afin que son autorité soit largement assise ». Le groupe des républicains indépendants (dix membres) a protesté, par la voix de M. Monnien, et contre le refus de la nouvelle majorité d'admettre une représentation proportionnelle des divers groupes au sein du bureau ». Les R.I. ont fait savoir que, dans ces conditions, ils ne solliciteraient aucun poste.

La même méthode a été appliquée pour la désignation des conseillers qui représenteront le département au conseil régional. En refusant tous les sièges à la majorité bien fragile, les partis de gauche barrent pratiquement la route du conseil régional à M. Norbert Ségard qui était fait élu à Lille. Cette attitude affirmant son intention de mener une action au sein même du conseil régional. Le secrétaire d'état n'a pas pris la parole, mais il a annoncé que « l'intergroupe de la majorité présidentielle du conseil général se constituait en assemblée régionale ». Cette assemblée groupera les élus majoritaires des conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais et les personnalités qualifiées du conseil régional.

GEORGES SUEUR.

sénateur, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, ce dernier malgré l'intervention téléphonique de M. Robert Fabre, ont refusé d'appliquer les consignes nationales. M. Gregory qui, absent de la séance, avait laissé croire à son retrait politique, est revenu et, grâce à son vote et au bénéfice de l'âge, puisqu'il y avait égalité à onze voix, l'a emporté sur M. André Touré, député communiste. A la suite de ces incidents, M. François Mitterrand a demandé qu'une commission d'enquête du sénat national du P.S. se rende dans les Pyrénées-Orientales.

SARTHE. — La majorité de gauche résultant du renouvellement du conseil général est apparue bien fragile. Entre les neuf élus du programme commun et les dix représentants de la gauche traditionnelle, l'entente a été difficile à établir. Les socialistes présentant au premier tour Mme Bonneau, P.S., les « socialistes indépendants » soutenant M. Polignat, sénateur. Mais les communistes déclinaient de voter dès le premier tour pour M. Polignat. De nouvelles difficultés sont apparues entre la gauche du programme commun et la gauche « indépendante » lors de la désignation des membres du bureau.

BAS-RHIN. — M. André Bard, secrétaire général de l'U.D.R., a reçu la soutien non seulement des élus de son parti, mais aussi de la quasi-totalité des centristes, sa position à la présidence du conseil régional d'Alsace — où il a été réélu, il y a deux mois, par 20 voix contre 19 à M. Pflimlin, C.D.P. et un bulletin blanc, n'est plus aussi assurée. En effet, le conseil général du Bas-Rhin y était représenté jusqu'à présent par neuf membres : sept U.D.R., deux C.D.P. Les élus U.D.R. du conseil général ne seront plus que cinq, un siège revient au Centre démocrate, un autre est supprimé au bénéfice de la commune de Schiltigheim, qui vient de dépasser le chiffre de trente mille habitants, et qui sera représentée au conseil régional par un chrétien de gauche, adjoint au maire. Comme, en revanche, dans le Haut-Rhin, l'U.D.R. enlève un siège au Centre démocrate, la voix du représentant de Schiltigheim sera décisive : s'il décide de saluer aux réformateurs, il peut l'an prochain balayer M. Bard.



	L'Essentege à Honfleur	Le Rosing à Honfleur	Les Mémoris à Courseulles sur Mer	La Courseulles à Courseulles sur Mer	Saint-Michel à Courseulles	Bel Courseulles à Courseulles
	Rue aux Chânes Lyonnais: 76.	Boulevard Alphonse Allais Lyonnais: 77.	Rue des Bains Lyonnais: 76.	Quai Est Lyonnais: 77.	Chemin de la Dérive Lyonnais: 76.	Av. de Franceville Lyonnais: 77.
moins de 100 000 F	STUDIO 20,96 m ² - R.D.C. mer 81 000 F		2 PIÈCES 34,19 m ² - R.D.C. Sud STUDIO 26 m ² - 1 ^{er} étage Sud 71 000 F	2 PIÈCES 38,20 m ² - R.D.C. Est 55 000 F STUDIO 29,56 m ² - 1 ^{er} étage Sud 75 000 F	STUDIO 25,94 m ² - 1 ^{er} étage Sud 80 000 F	STUDIO 20 m ² - 4 ^{ème} étage Ouest 65 000 F 28 m ² - 1 ^{er} étage de chaumière 82 000 F
entre 100 000 F et 160 000 F	2 PIÈCES 33,56 m ² - 1 ^{er} étage, mer Sud 114 000 F	2 PIÈCES 40,59 m ² - 1 ^{er} étage, 3 chambres 140 000 F 31,20 m ² - 2 ^{ème} étage, 1 chambre 115 000 F	3 PIÈCES 48,98 m ² - 2 ^{ème} étage, mer Sud 145 000 F	2 PIÈCES 50,95 m ² - 2 ^{ème} étage Sud 125 000 F	2 PIÈCES 45,73 m ² - 1 ^{er} étage Sud 153 000 F	2 PIÈCES 27 m ² - 4 ^{ème} étage Nord-Ouest 120 000 F
plus de 160 000 F	3 PIÈCES 50,52 m ² - 1 ^{er} étage, mer Sud 174 000 F		DUPLEX 4 PIÈCES 71,12 m ² - 1 ^{er} et 2 ^{ème} étage mer 186 000 F	3 PIÈCES 73,04 m ² - 2 ^{ème} étage Nord-Ouest 183 000 F		3 PIÈCES 51 m ² - 3 ^{ème} étage Nord-Ouest 168 000 F

La Normandie à deux heures de Paris.
Très proche de la mer et des plaisirs de la plage, les résidences Jacques Ribourel ne sont qu'à 200-220 kilomètres de Paris.
L'autoroute A3 (jusqu'à Caen, sortie Dozulé et Pont l'Évêque en 76) et le turbo-train (départ gare Saint-Lazare) les mettent à deux heures de la capitale.

Le contrat prix bloqué une sécurité, deux avantages.
Avec le contrat prix bloqué, vous vous mettez à l'abri de toute augmentation et des mauvaises surprises. Avec le contrat prix bloqué vous paierez dans quelques mois votre appartement au prix d'aujourd'hui; donc moins cher.
Et pendant que vous réunissez les fonds nécessaires à votre apport personnel, votre appartement prend de la valeur.

Propriétaire avec 5% à la réservation.
A la réservation il suffit d'un petit 5% pour devenir propriétaire. En douceur et sans vous priver. Ensuite Jacques Ribourel vous laisse payer 15% en 2 ans.

Crédit bancaire jusqu'à 80%.
Pour acquérir votre résidence il peut vous faire bénéficier d'un prêt de 80% sur 18 ans. C'est une facilité qui vous permet de voir plus grand et de ne pas vous refuser notamment une cuisine bien indépendante du séjour.

Un confort soigné.
Chaque appartement comprend balcon ou loggia, parking souterrain, chauffage électrique bi-fonction ou gaz naturel, salle de bains et cuisine entièrement équipées, nombreux rangements, finitions d'excellente qualité.

En Normandie,
la qualité
Jacques Ribourel
sous contrat
prix bloqués.

Renseignements et ventes
Jacques Ribourel
120 Champs Elysées
Paris 8^e Tél. 256 00 90
-métro et parking George V-

Jacques Ribourel pour vos vacances et week-ends heureux. Jacques Ribourel

مركز الامم المتحدة

des conseils généraux

POLITIQUE

Quinze présidences passent à la gauche

(Suite de la première page.)

L'opposition, qui disposait de vingt-huit présidences, en a donc désormais quarante et une (28 au P.S., 10 aux radicaux de gauche et 3 au P.C.F.). Les socialistes gagnent huit sièges, les radicaux de gauche deux et le P.C.F. deux. Les cinquante-quatre sièges qui ne vont pas aux partis signataires du programme commun des gouvernements de la gauche sont répartis entre 17 R.I., 11 U.D.R., 6 Centre démocrate, 5 « mod. maj. », 3 radicaux de droite, 2 indépendants, 1 modéré, 1 centre divers et 1 M.D.S.E. (Mouvement démocrate socialiste de France). Le C.D.P. a cinq nouveaux élus mais perd trois présidences, les républicains en conquièrent trois mais en abandonnent une. Le Centre démocrate a un nouvel élu mais concède quatre départements. Les élections du 17 mars n'ont pas toujours été l'image de l'évolution qui s'était dessinée à l'occasion des scrutins des deux dimanches précédents, et l'on relève quelques « anomalies ». M. Lousian (P.S.) est réélu dans le Lot-et-Garonne avec les voix de la droite, de même que les radicaux de gauche élus dans l'Indre (M. André Gassier) et le Lot-et-Garonne (M. René Andrieu). Les conditions dans lesquelles M. Jacques Pelletier, sénateur, est réélu dans l'Aisne le font apparaître comme ralliant la majorité, alors qu'au moment de l'élection présidentielle de mai 1974, c'est vers M. Mitterrand qu'il avait penché. Dans les Pyrénées-Orientales, M. Pams, sénateur, ne s'est pas plié aux obligations de la discipline de vote, ce qui pourrait lui valoir d'être écarté de ses fonctions de vice-président du Mouvement des radicaux de gauche. Ce cas est relevé avec sollicitude par l'« Unité » de ce journal, qui se plaint plus d'un fois du manque de rigueur et d'esprit « unitaire » de ses partenaires. Le débat n'est pas clos. — R. B.

M. MAX LEJEUNE : la gauche n'a pas obtenu le raz de marée qu'elle escomptait.

M. Max Lejeune, président du Mouvement démocrate socialiste de France, regrette « que la présentation artificielle des services de l'intérieur n'ait pas fait ressortir la tendance de résultats favorables aux démocrates socialistes, socialistes démocrates et socialistes indépendants, qui formaient la gauche d'aujourd'hui ». Les deux tours, indique M. Lejeune, ont permis à la coalition socialiste-communiste de concrétiser par la conquête de sièges dans les conseils généraux le rassemblement de suffrages opéré par elle depuis 1970, tant aux élections législatives de 1973 qu'aux présidentielles de 1974. « Force est de constater que cette coalition n'a pu provoquer, en dépit de la conjoncture économique mondiale défavorable au gouvernement et à sa majorité parlementaire, le raz-de-marée qu'elle escomptait. »

LES MILITAIRES ONT PU EXERCER LEUR DROIT DE VOTE

Le ministère de la défense dément « que la moindre entrave à l'exercice du droit de vote ait été constatée dans les casernes lors des élections cantonales ». Après avoir indiqué que « de longue date, les armées participent à chaque citoyen sous l'uniforme l'exercice du droit de vote dans les conditions prévues par la loi », le ministère fait remarquer que, durant la récente campagne pour les élections cantonales, « des appels du contingent ont été faits aux candidats ». L'« Unité » avait affirmé dans son numéro du 13 mars que, lors du premier tour, des soldats avaient été assignés et que le matériel de vote par procuration n'était pas arrivé dans certaines casernes.

« M. Lucien Neuwirth, porte-parole de l'U.D.R., a déclaré mardi 16 mars, à R.T.L. : « Le parti socialiste a réussi l'exploit de mécontenter, même contradictoirement, par exemple, ceux des producteurs et ceux des consommateurs. Nous ne sommes pas fondamentalement inquiets, car le projet socialiste est loin d'être cohérent. Il met en cause l'autogestion, alors que nous avons l'exemple des échecs en Yougoslavie, et plus récemment en Algérie. Au moment des choix fondamentaux, cela n'incitera pas les Français à aller dans ce sens. » M. Neuwirth a ajouté : « La situation va s'améliorer et le comportement même de la majorité s'adapter davantage aux aspirations des Français. Un nouveau cycle paraît nécessaire, c'est-à-dire qu'il faut ouvrir plus largement le débat et réaliser les réformes de façon concrète et plus directe ».

Libres opinions La République narcissique

par PIERRE BOURGEADE

C OUPS de fusil. Coups de matraque. Coups de pistolet-mitrailleur. Français contre Français. Il n'y a plus de démocratie : il n'y a plus qu'un seul moyen de se faire entendre : la violence. Contre cette violence, le pouvoir connaît un seul remède : les forces de l'ordre. Celles-ci commencent à renâcler. Qu'elles renoncent, tout s'écroule.

Voilà où nous en sommes, après deux années de « société libérale avancée ». Le pouvoir, semble-t-il, organise la chute de la France. Pouvoir omnipotent, futile et solitaire, qui a fini par se couper de tout ce qui n'est pas lui-même. Que pourrait-il savoir de la France, aujourd'hui ? Le Parlement n'est plus qu'un Parlement-croupion. Une majorité inconditionnelle acquiesce automatiquement à tout ce que désire le chef de l'Etat, hors de ce simulacre, tous les corps intermédiaires ont sauté. Ils sont remplacés, à tous les niveaux, par d'innombrables organismes de « concertation » (maître-mot : maître-mensonge). C'est-à-dire par d'innombrables assemblées, conseils, comités, où les représentants de l'exécutif sont toujours en majorité, et où, par conséquent, à longueur d'année, le pouvoir se concerta avec lui-même. Ce n'est plus la démocratie représentative. C'est une « république » narcissique. C'est un vaste système de « Cortès ».

Où le dialogue ou la force. Il n'y a pas de troisième terme. Refusant systématiquement le dialogue, M. Giscard d'Estaing (homme payé de bonnes intentions, affirme-t-on : mais ces payés commencent à devenir glorieux) n'a pas le choix. La violence s'installe dans le pays. Elle se substitue au débat politique. Si on aime son peuple, on a le cœur serré. N'y a-t-il d'autre issue que ces affrontements ? Ce climat de guerre civile ?...

Il ne semble pas qu'il y ait d'autre issue, hélas ! le régime étant ce qu'il est, le président étant ce qu'il est. Régime « présidentiel » auto-satisfait, M. Giscard d'Estaing va bien : la France peut-elle être malade ? La fusillade de Montredon a « surpris » l'Elysée. De même, les coups de feu d'Algerie avaient « surpris ». Combien de fois le sang doit-il couler encore pour que le président ne soit pas « surpris » ? Quelle sorte de cri doit pousser le peuple ? Les viticulteurs du Midi ont tout tenté. Ils se sont épuisés en déclarations, explications, avertissements. Rien. Ils ont menacé. Rien. Ils ont barré les routes, détruit des voies ferrées, détourné des touristes, incendié des camions-citernes. Rien. Ils ont mis à sac des perceptions, des gendarmeries, des entrepôts. Rien. Ils ont annoncé qu'ils se mobiliseraient, qu'ils prenaient les fusils, qu'ils allaient tirer. Rien. Tous les Français les ont vus à la télévision. Tous les Français les ont entendus. Tous les Français ont pensé : « Ça va mal finir, on les pousse à bout, ils vont tirer. » Le pouvoir n'a rien vu, rien entendu, rien pensé. Résultat : deux morts. Deux morts de plus.

Jamais, depuis Vichy, et depuis le Second Empire (Empire qui, déjà, se disait « libéral »), un tel fossé n'a existé entre le pouvoir et le peuple. Le « présidentielisme » déclaré de l'Elysée semble n'être qu'un mot. Il est un mal. Un mal profond. Peut-être un mal mortel.

Qui dit « présidentielisme » dit que l'exécutif se trouve rassemblé en une seule main. Le « gouvernement », dont la composition et la durée dépendent du bon plaisir du président, et où les « techniciens » se substituent naturellement aux « politiques », n'est plus qu'un conseil de hauts fonctionnaires, un suprême organe d'exécution. C'est une option. Adaptée au monde moderne, pourquoi pas ? Mais si cette option est adoptée (question préalable : la décision, en ce domaine, appartient-elle au seul président ? Les citoyens n'ont-ils pas leur mot à dire ?), elle implique qu'autour de celui qui exercera la plénitude de l'exécutif soient mis en place un certain nombre de « garde-fous ».

C'est ce qui se passe aux Etats-Unis, où fonctionne le régime présidentiel-type, régime vers lequel, de toute évidence, M. Giscard d'Estaing tourne les yeux. Le président des Etats-Unis semble tout puissant. Or, quatre « garde-fous » limitent singulièrement ses pouvoirs. Premièrement, le président n'est élu que pour quatre ans. Deuxièmement, le Congrès exerce sur lui un contrôle permanent, notamment budgétaire : il peut, s'il le désire, refuser les moyens de sa politique au président. Il peut même, dans des circonstances exceptionnelles, le déposer, ou, par la seule menace de la déposition, le contraindre à se retirer : nous venons de le voir avec M. Nixon. Troisièmement, la Cour suprême veille en permanence au respect des droits individuels. Quatrièmement, enfin, « last but not least », le président n'exerce ses compétences qu'en matière fédérale. Une part immense du pouvoir demeure entre les mains des citoyens, au niveau de chaque Etat confédéré.

En France, aujourd'hui, aucun de ces quatre « garde-fous » n'existe. Le président a devant lui sept longues années d'omnipotence. Le Parlement, pour l'instant, est à sa botte. Le Conseil constitutionnel, qui a fait preuve d'un certain esprit d'indépendance, n'exerce son contrôle que dans un domaine étroitement limité. Enfin, et surtout, le président ayant affirmé son hostilité foncière à la région (comme niveau possible d'une certaine autonomie politique, culturelle, humaine), tout se décide à Paris. Disons le mot : tout se décide dans le bureau du président.

Ce système est-il bon ? Les faits répondent. La crise ne résout. Le chômage persiste. L'inflation jamais maîtrisée. La monnaie flottante. Le pays en révolte larvée. Une sorte de pourrissement généralisé, atteignant l'une après l'autre les structures étatiques ou sociales : armée, justice, entreprises, paysannerie, université. Les diverses catégories de citoyens approchent du seuil de l'exaspération. L'évidente dégradation de la puissance économique de la France, de son image politique, de son influence dans le monde. Un violent sentiment de fin d'époque. Et, par moments, pour bien montrer qu'il ne s'agit pas là d'illusions mais de réalités, ces explosions soudaines, qui semblent inévitables à chacun des Français et, surprennent le seul habitant de l'Elysée. Drame phobique. Morte inutile. Narcisse ensanglanté.

Combien de temps cela peut-il durer ?

Il n'y a pas qu'à...

(Suite de la première page.)

Il y a surtout l'apparente incapacité à dominer la crise, à sortir du cercle vicieux de l'inflation et du chômage. De ce point de vue, l'échec du retour dans la « serpent », présenté l'an dernier comme la preuve par neuf de la réussite de l'équipe au pouvoir, a valeur de symbole.

Une crise quasi universelle

Cette crise, cependant, est quasi universelle : il n'y a guère que la Suède et la Norvège, dans le moment présent, pour y échapper vraiment. Elle déborde l'économie pour atteindre, dans une odeur de scandale généralisée, aux bases mêmes de la société libérale, « avancée » ou pas. L'Italie est dans un état de décomposition. M. Wilson abandonne la barre au milieu de la tempête, M. Ford ne doit sa remontée aux élections primaires qu'au repoussoir idéal à lui fourni par la candidature Reagan.

Il n'est pas jusqu'à M. Helmut Schmidt, malgré sa grande autorité personnelle, et cet atout fantastique qu'est la discipline naturelle du peuple allemand, qui ne se voie en sérieux péril de perdre, aux élections d'octobre au Bundestag, la majorité qu'il a déjà perdue au Bundestag.

Pourtant, les citoyens aspirent au changement : lorsqu'ils ont un gouvernement modéré, ils votent pour la gauche ; lorsqu'ils ont un gouvernement social-démocrate, ils votent pour la droite. M. Thatcher a trouvé à peu près les mêmes accents pour inviter M. Wilson à évacuer le 10 Downing Street, ce qu'il s'est empressé de faire, que M. Mitterrand et Marchais pour constater l'échec de M. Giscard d'Estaing. Et l'on n'a pas parlé du Portugal.

Les hommes changent volontiers de maître, a dit Machiavel, pensant trouver mieux. A la limite, on peut imaginer que, par un mouvement contraire, la gauche viendrait au pouvoir en France et en Italie au moment où elle devrait céder la place en Angleterre et en Allemagne : il y a là un risque de division profonde entre les pays de la Communauté européenne que ne doit pas sous-estimer celui qui veut en elle, comme la logique « parait l'enseigner, le seul moyen de rassembler assez de puissance pour pouvoir se faire enfin entendre au sérieux par les grands de ce monde.

Mais cette contradiction suggère une autre réflexion, qui porte sur ce qu'on est en droit d'attendre, raisonnablement, du changement. A moins d'une série de miracles, rien n'annonce un assainissement véritable de la situation économique. La perspective de l'arrivée de la gauche aux affaires ne va pas inciter aux investissements ni au rapatriement des capitaux placés à l'étranger. Le fait, récemment souligné par M. Bidoglio, que l'industrie française occupe grosso modo cinq cent mille travailleurs en surnombre ne pas pas pousser les chefs d'entreprise à beaucoup contribuer à la réduction du chômage. La sortie du franc du « serpent » va relancer l'inflation, qui n'en avait certes pas besoin. Et ce serait beaucoup demander aux syndicats attachés à la lutte des classes qu'ils facilitent par la modération de leurs revendications le maintien à la tête de l'Etat des couches sociales dont ils combattent la domination.

Ce qu'il faudra donc bientôt dire, c'est que la tâche des équipes de relâche, où que ce soit, ne sera pas facile. Tout il s'en faut, ne sera pas possible. Sans un minimum de discipline et d'austérité librement consenties, la gauche au

pouvoir serait bientôt obligée soit de les imposer par la force, soit de laisser la place à d'autres qui le feraient avec d'autres méthodes et pour d'autres intérêts. Le mot de Montesquieu selon lequel il n'y a pas de démocratie sans vertu, autrement dit, en termes plus contemporains, sans civisme, n'a rien perdu de sa valeur. Le Chili et le Portugal, entre autres, sont là pour le rappeler : chacun sait d'ailleurs que, si les communistes italiens sont si peu pressés

de s'emparer d'un pouvoir qui est pourtant à la portée de leur main, c'est parce qu'ils savent parfaitement que la gauche, surtout en période de récession généralisée, peut très bien, une fois parvenue au pouvoir, échouer.

Dans les temps où nous entrons, la démagogie est bien la pire ennemie de la démocratie et du socialisme. Pour prendre le contre-pied d'une formule familière, il n'y a pas qu'à...

ANDRÉ FONTAINE.

M. FRANÇOIS MITTERRAND DÉJEUNE A L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, accompagné de M. Pierre Mauroy, Robert Pontillon, Lionel Jospin, membres du secrétariat, Gérard Jaquet, délégué permanent auprès du premier secrétaire, sont allés à déjeuner ce jeudi 18 mars par l'ambassadeur des Etats-Unis en France, M. Kenneth Rush.

Le parti socialiste a précisé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des contacts que le premier secrétaire entretient habituellement avec les chefs de mission à Paris.

Dans le cadre de ses contacts internationaux, M. Mitterrand a dîné mardi 16 mars avec M. Léopold Sedar Sanghor, président de la République du Sénégal. Il rencontrera le 26 mars, à Bonn, M. Willy Brandt, président du S.P.D. Le parti socialiste précise enfin que le 14 mars, lors de son déplacement au Portugal, M. Mitterrand a reçu M. Otelo de Carvalho, ancien commandant du CORCON.

A l'Assemblée nationale

LES SOCIALISTES BÉNÉFICIERONT D'UN « POOL » D'ASSISTANTS

Réuni, mardi 16 mars, à l'Assemblée nationale, le bureau du groupe socialiste a décidé de regrouper dans un « pool » des collaborateurs dont pourront disposer les députés à partir de la prochaine session (le Monde du 12 février). M. Georges Fils de la Drôme, a précisé que « les élus socialistes, présidents de conseils généraux, régionaux ou maires de villes de plus de trente mille habitants, auront donc leurs assistants à leurs collègues qui ne bénéficient pas du même soutien logistique, en les mettant à la disposition du « pool ». Le groupe socialiste n'entend pas engager autant d'assistants qu'il compte de députés, ce qui lui permettra de verser à certains collaborateurs de haut niveau, une rémunération mensuelle supérieure aux 3 500 francs (plus les charges sociales) fixés par le service des affaires financières de l'Assemblée.

BRIGHTON
cravaterie-chemiserie
PRIX
40^e ANNIVERSAIRE
dans sa collection exclusive de cravates de soie lourde, jacquard, foulard, shantung, rayures
SPECIAL 58
15, RUE ROYALE PARIS
ouvert de 9 h 30 à 19 h

LE CENTRE DEMOCRATE ET LE C.D.P. VERS L'UNITÉ

Le bulletin d'information du Centre démocrate, parti que préside M. Jean Lecanuet, indique que le « Centre des démocrates sociaux » — formation qui regroupera le Centre démocrate et le C.D.P. — sera une réalité politique, dépassant, en les supprimant, les structures actuelles des partis constitutifs. On lit aussi dans le bulletin qu'une « troisième composante formée par un certain nombre de personnalités politiques et syndicales tiendra renforcé le nouveau mouvement qui se situera résolument au centre gauche ».

Le parti de M. Lecanuet et celui de M. Duhamel réuniront leurs conseils politiques respectifs afin d'élaborer un nouveau manifeste. Celui du Centre démocrate siègera le 10 avril au Palais Bourbon. Quant au C.D.P., il organisera une semaine de réflexion réservée aux membres de son conseil politique et aux responsables de ses fédérations. Une commission mixte fera ensuite la synthèse des deux textes adoptés et celle-ci sera rendue publique au cours d'une conférence de presse commune convoquée avant le congrès constitutif du nouveau parti, congrès prévu pour le milieu du mois de mai.

« M. Olivier Guichard, ancien ministre, député U.D.R. de Loire-Atlantique, propose dans une déclaration publiée par France-Soir du 17 mars que M. Chirac prenne l'initiative de réunir une « convention de la majorité », estimant : « Cette convention ne saurait être un congrès d'unification, elle devrait être beaucoup plus qu'un « show ». Soigneusement préparée, elle pourrait être une démonstration d'unité, une rencontre d'hommes qui s'ignorent trop, le moyen, enfin, de définir non pas un programme, mais une charte de la démocratie représentative. Sous la V^e République, cette cohésion a toujours été assurée par le premier ministre. »

LE MONDE diplomatique

NUMERO DE MARS
LA FORCE ET LE DROIT DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES
• ISRAËLIENS ET PALESTINIENS LE DOUBLE REFUS (Daniel Amit)

LE NUMERO : 5 F
à rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09
Publication mensuelle du Monde
En vente partout.

N'IMAGINEZ PLUS LE MASSAGE, VEZ LE DECOUVRIR... POUR VOTRE BIEN-ETRE.

L'Institut Charmeroi vous propose le plaisir de découvrir le massage qui vous conviendra le mieux :

Massage thaïlandais,

prodigué avec toute la délicatesse extrême-orientale.

Massage nordique,

dispensé par de vigoureuses mais néanmoins attentives jeunes Vicking.

massages - relaxations

et pour la première fois restaurez-vous en bronzant.

47 rue de la Galie 124 avenue du-Main
633 24 32 et 633 91 59 556 82 54

Pour l'Institut CHARMEROI, seul votre bien-être est important.

Pour ses manteaux,
un homme élégant connaît un bon faiseur.
Pour un pyjama en crêpe de soie,
il aura maintenant

monsieur balmain

261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)

ÉDUCATION

Les modifications des études universitaires

Les grèves d'étudiants contre la réforme du deuxième cycle universitaire continuent dans de nombreuses universités. La première d'actions, organisée mercredi 17 mars par la « coordination des comités de grève », a été marquée par plusieurs manifestations, importantes seulement à Lille, à Nancy et à Paris, où de brefs incidents se sont produits avec les policiers. Les grèves d'étudiants continuent dans plus de vingt-cinq universités : plusieurs se sont jointes au mouvement mercredi, mais une lassitude est perceptible dans d'autres établissements où la grève dure depuis plusieurs semaines. Une rencontre nationale des étudiants en grève doit avoir lieu ce jeudi à l'université Paris-X-Nanterre. Elle doit s'achever en fin d'après-

midi par un défilé de la gare Saint-Lazare au secrétariat d'Etat aux universités. L'administration, de son côté, et notamment Mme Samuël-Selb, secrétaire d'Etat, semble adopter une attitude moins abrupte qu'au cours des semaines passées. Lors de la réunion de la conférence des associations étudiantes, mercredi matin, où plusieurs délégués, notamment ceux de l'UNEF (unité syndicale) et de la Fédération nationale des étudiants de France (les deux à quinquante la salle après avoir exigé la suppression de toute allusion à une sélection dans le texte de la réforme), ont vigoureusement condamné la réforme, Mme Samuël-Selb a déclaré en substance qu'elle comprenait les inquiétudes des étudiants sur

leur avenir. Elle a affirmé que la réforme avait pour objectif de mieux les armer pour trouver des emplois — face notamment aux cadres formés directement par les entreprises. Elle a d'autre part indiqué que la mise au point de la réforme donnerait toutes garanties quant au caractère national des diplômes de deuxième cycle. Elle a également précisé qu'elle n'avait pas voulu, la semaine dernière, formuler de menaces aux étudiants, mais simplement rappeler les exigences des diplômes nationaux. Dans le même esprit, M. Quermone, directeur des enseignements supérieurs, a adressé à tous les présidents d'université, dont la conférence se réunit jeudi, une lettre pour expliquer les intentions de l'administration.

Plusieurs manifestations de protestation ont eu lieu à Paris et en province

● A PARIS, quatre mille étudiants et lycéens ont défilé dans les rues à l'appel de la « Coordination des comités de grève » et des deux UNEF, du centre universitaire Jusieu à Saint-Germain-des-Près. Des brefs heurts se sont produits en fin de parcours avec les forces de police. A Paris, les étudiants, groupés par établissements, portant des banderoles contre la réforme du deuxième cycle, et « universités ouvertes aux travailleurs », et suivis par plusieurs centaines de lycéens, ont traversé le quartier latin en direction d'un ministère de l'éducation, dans un certain dé-

filé. Les manifestations ont eu lieu dans le centre de la ville. Après les violentes manifestations du mardi 16 mars (le Monde du 17 mars), une pluie incessante a contribué à calmer les rangs. Les manifestations ont été plus nombreuses à Limoges. Après un « sit-in » au centre de la ville, les étudiants se sont rendus en cortège à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Une porte en verre, sous la poussée des manifestants, a volé en éclats. Des mots d'ordre d'occupation des locaux ont été lancés, mais ils n'ont pas été suivis et la manifestation a été dispersée sans autre incident. A Orléans, un peu

La réforme doit être faite pour les étudiants déclare le directeur des enseignements supérieurs

techniques a reconstruit les projets, les comparant, les regroupant. Il les a harmonisés afin de mieux les identifier aux vœux des étudiants, des enseignants, des chercheurs et de l'opinion publique ; c'est dans l'esprit de cette fonction que s'écrit, vraisemblablement sous la forme de notes, le dialogue entre l'administration et les universités. D'autre part, affirme-t-il, « il n'a jamais été question ni de transformer les universités en écoles professionnelles ni de mettre fin à leur rôle d'enseignement fondamental et de recherche ». Les particularités des formations fondées sur la connaissance approfondie des disciplines ou des groupes de disciplines subsistent. Elles doivent mieux distinguer le niveau de la licence — où la formation devra être plus « courante » — du niveau de la maîtrise où la spécialisation retrouvera tout son sens. Elle sera pédagogique, globale qu'elle sera chaque établissement, à côté des formations à caractère interdisciplinaire et des formations à finalité professionnelle. Il s'agit simplement de trouver un « nouvel équilibre » et, par les discussions avec les « porteurs de vues », de mieux utiliser l'expérience des filières récentes, notamment des maîtres des sciences et techniques, de proposer des formations « créatives » à l'initiative professionnelle. Il s'agit simplement de trouver un « nouvel équilibre » et, par les discussions avec les « porteurs de vues », de mieux utiliser l'expérience des filières récentes, notamment des maîtres des sciences et techniques, de proposer des formations « créatives » à l'initiative professionnelle.



Maintenant, priorité aux travailleurs manuels.

(Dessin de KONE.)

sordre. Les manifestations ont repris les slogans habituels : « Abrogation de la réforme Soisson », « Chô-chô-chômage ras-le-bol », « Chômeur diplômé, c'est pas un métier », ainsi que « Nice, villes, fascistes, hors des fers ».

Arrivés vers 16 h. 30 au carrefour de la rue du Bac et du boulevard Saint-Germain, terme fixé par la préfecture de police à la manifestation, ils s'y sont regroupés, derrière des rangs de leur service d'ordre, face aux policiers et aux C.R.S., qui bloquaient en nombre le passage vers le ministère de l'éducation. Après avoir hésité, des responsables ont invité alors les étudiants à se disperser et leur donnaient rendez-vous pour les manifestations du lendemain. Mais, après un temps d'attente, les étudiants ont refusé et furent lancés en direction des forces de l'ordre et une petite barricade, sirot renversée, fut érigée à l'entrée de la rue Bonaparte. Mais les policiers et les gendarmes mobiles les dispersèrent rapidement par des grenades lacrymogènes suivies de brèves charges : au bout d'une demi-heure, tous les manifestants avaient quitté les lieux. Aucun n'a été interpellé. Malgré la brièveté des heurts, vingt-trois policiers, dont un commissaire, ont été blessés, selon la préfecture de police.

● EN PROVINCE, les manifestations, en général, ont revêtu peu d'ampleur. Toutefois, à Lille, où la « grève active » lancée en sciences économiques s'est étendue à plusieurs U.E.R. scientifiques, trois mille étudiants ont défilé en direction du réfectoire, gardé par des forces de police. Après négociations, une délégation a été reçue par une collaboratrice du recteur. Les manifestants, revenus vers le centre de la ville, se sont dispersés sans incidents. A Nancy, deux mille cinq cents étudiants des deux universités, en grève mercredi, ont manifesté dans les rues.

● A Amiens, la chambre régionale de Picardie a été occupée dans l'après-midi, pendant une heure, par des étudiants qui avaient auparavant défilé en ville et n'avaient pu pénétrer dans le réfectoire. A Bordeaux, deux cents

plus de trois cents étudiants et lycéens se sont aussi rendus en cortège dans l'après-midi devant les locaux de l'ANPE, où ils ont pénétré. Il n'y a pas eu d'incident. Auparavant, des petits groupes d'étudiants étaient allés à l'entrée des principales cantines de la ville pour tenter de « populariser » leur mouvement. A Nice, deux cents étudiants environ, ont manifesté dans le calme.

Si les suppléments vous ont coûté autant que la chambre,



vous vous êtes trompé d'hôtel. Domage.

De nombreux suppléments sont gratuits dans chaque hôtel Holiday Inn : piscine, chambre avec deux grands lits, salle de bains privée, télévision, parking, navette pour les hôtels proches des aéroports... plus beaucoup d'autres avantages auxquels vous ne vous attendez pas. Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en Europe. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Mont-Carlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.

Holiday Inn HOTEL

Bureau de réservations : Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles Lindbergh - 94150 Rungis. Téléphone : 686 50 87 - Téléc. 204696.

Dans la presse parisienne

LE PARISIEN LIBRE : l'effort et le désordre.

Les étudiants a-t-ils joué à nouveau les moultins de Paris et se jeter à l'eau ?... à la suite de nombreux, qui, pseudo-étudiants, sont des professionnels du désordre ? Ils risquent de le payer toute leur vie, les conseillers ne sont pas les payeurs. « Approcher l'université de travailler pour les entreprises », c'est-à-dire de préparer les jeunes à intégrer à l'économie, n'est-ce pas d'ailleurs un comble en période de chômage ? L'heure, estiment les observateurs, est à l'effort, non au désordre.

LIBERATION : la réponse gouvernementale.

« J'ai de grandes charges de police, telle semble être la seule réponse que le gouvernement ait jugé bon de donner aux cinq mille étudiants qui, au milieu de la semaine dernière, ont manifesté devant l'université de Jussieu ».

LE QUOTIDIEN DU PEUPLE : violence et répression.

« On s'apprête à nous ressortir le spectre des étudiants brûlés de voitures de mai 68 ». C'est particulièrement mal vu d'un pouvoir qui a assassiné deux paysans le mois dernier, qui lâche maintenant hebdomadairement ses C.R.S. dans les usines occupées, d'un pouvoir qui démontre chaque jour que même la violence et la répression ».

BOUGE : un nouveau mouvement.

« Lots de babillements des « petits enfants » de mai 68, se dessine l'ébauche d'un nouveau mouvement. Les étudiants, les plus importantes depuis 1968 autour de questions universitaires, sont accablés au milieu qu'ils mettent en branle. Une situation qu'illustreront à la fois la mobilisation de Jussieu tranquille, sans histoire depuis plusieurs années, et la volonté d'animation, de prise en charge de la grève sur la majorité des campus provinciaux ».

Pour suivre à la radio les cours d'Anglais de la BBC A L'ÉCOUTE DE LONDRES. Textes et explications en français. Abonnement 12 N° par an, F 40. Spécimen gratuit sur demande à : EDITORIAL BUREAU, 8, rue de Béri - 75008 PARIS.

Des jeunes gens d'extrême droite attaquent un local de l'UNEF au centre Censier (5^e arrondissement)

Le parcours habituel...

12 h. 15, mercredi 17 mars, au centre universitaire Censier, dans le cinquième arrondissement, où, depuis le matin, les étudiants sont en grève contre la réforme du second cycle. Une vingtaine de jeunes gens d'extrême droite armés de bâtons de pioches, certains se dissimulant le visage avec un mouchoir, ont pénétré dans le local, comme à l'exercice, et ont attaqué les étudiants qui les ont vus venir. Un coup de la rue voisine a alerté un agent de police qui parvient à arrêter les porteurs de violence. Les autres, à la cadavre, se sont dispersés. Les étudiants ont été blessés, mais les premiers examens, d'après les premiers examens, n'ont pas de lésion orlante. Sa femme, qui se trouvait avec lui dans le local de la coopérative, a été contusionnée. Une jeune militante de l'UNEF a été blessée aux jambes, aux bras et au visage par le contenu d'un des cocktails Molotov lancés par le commando. Un étudiant et un apprenti ont été aussi blessés et le projectionniste du centre n'a pu se réfugier dans sa cabine de projection, à laquelle les assaillants ont alors tenté de mettre le feu de l'extérieur.

Après le départ du commando, les commentaires vont bon train. « Cette fois encore on a pu démolir les lieux où se trouvent les locaux Molotov, explique un responsable de l'administration, mais que se passera-t-il la prochaine fois ? Les portables métalliques qui soutiennent les escaliers ne sont pas protégés et pourraient se déformer sous l'effet d'une chaleur intense. En cas d'incendie, le système d'alarme sonore est pratiquement inaudible... — D. Dh.

Dans ce local, les animateurs de la coopérative, pour la plupart des militants de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF-Renouveau) de tendance communiste ou socialiste entendent des livres et des disques. On y trouve du matériel de sonorisation destiné aux Trois jours pour le Chili, une série de débats et d'activités théâtrales et cinématographiques qui devaient avoir lieu au centre, mercredi 17, jeudi 18

et vendredi 19 mars, au profit des opposants chiliens au régime du général Pinochet. Est-ce l'objectif du commando ? Un étudiant chilien, qui a participé à la préparation de ces « trois jours », a été violemment frappé à la tête d'un coup de manche de pioche et transporté dans un hôpital parisien. D'après les premiers examens, il n'aurait pas de lésion orlante. Sa femme, qui se trouvait avec lui dans le local de la coopérative, a été contusionnée. Une jeune militante de l'UNEF a été blessée aux jambes, aux bras et au visage par le contenu d'un des cocktails Molotov lancés par le commando. Un étudiant et un apprenti ont été aussi blessés et le projectionniste du centre n'a pu se réfugier dans sa cabine de projection, à laquelle les assaillants ont alors tenté de mettre le feu de l'extérieur.

SOCIÉTÉ

Le conseil des ministres devait examiner un projet de loi sur l'adoption

M. Jean Lecanuet, ministre d'Etat, garde des sceaux, devait présenter, au conseil des ministres du jeudi 18 mars, un projet de loi modifiant la législation de l'adoption. Préparé à la fois au ministère de la santé et à celui de la justice, ce projet, dont l'examen par le Parlement est prévu pour la session de printemps, vise à accroître le nombre d'enfants juridiquement adoptables.

Accélérer les procédures sans les précipiter

La législation actuelle sur l'adoption est vieille de 1911. Elle est trop faible par rapport à la demande. En principe, les pupilles de l'Etat, qui sont plus de 40 000, sont tous adoptables juridiquement, mais 6 500 d'entre eux ont moins de six ans, et l'on sait que seuls les très jeunes enfants trouvent « preneurs », sans oublier les exigences de certains candidats-parents qui ne veulent pas d'enfants de couleur.

« marché » — et l'image est fréquemment employée — l'offre est nettement trop faible par rapport à la demande. En principe, les pupilles de l'Etat, qui sont plus de 40 000, sont tous adoptables juridiquement, mais 6 500 d'entre eux ont moins de six ans, et l'on sait que seuls les très jeunes enfants trouvent « preneurs », sans oublier les exigences de certains candidats-parents qui ne veulent pas d'enfants de couleur.

En avril 1974, puis en juillet 1975, des circulaires avaient été envoyées aux directions départementales de l'action sociale et sociale par le ministère de la santé leur demandant de mieux utiliser les possibilités offertes par la loi. En effet, si ce sont les tribunaux qui prononcent les déclarations d'abandon, ce sont les D.D.A.S. qui doivent déposer des requêtes devant les tribunaux. A ces deux niveaux, il semble qu'on ait, c'est du moins l'opinion des ministères intéressés, fait preuve d'une trop grande prudence.

Les circulaires précitées n'ayant apparemment pas eu l'efficacité escomptée, la nécessité d'une modification de la loi elle-même a été décidée. La notion vague de « déshérence manifeste » pendant un an serait remplacée par celle d'« absence de contacts » avec les parents, l'appréhension étant laissée au juge. Cette disposition devrait permettre d'abréger les délais de la procédure et d'accroître l'importance des critères humains dans l'intérêt de l'enfant. D'autres dispositions, moins importantes, concernent la suppression de l'obligation de dépenses du président de la République, par exemple pour l'adoption d'enfants par des parents ayant déjà des enfants légitimes.

Un débat passionné

Le débat — souvent passionné — sur le problème de l'adoption provient en France d'une différence — pouvant aller de un à dix — entre le nombre d'enfants juridiquement adoptables et le nombre de candidats-parents, qui sont souvent des couples stériles. En termes de

Nécessité de maintenir les liens du sang ou urgence de compenser les manques affectifs, telles sont les deux considérations qui s'opposent. Pour les uns, les motivations des parents adoptants doivent être testées et la durée des procédures n'est pas forcément un mal ; pour d'autres, les enfants maintenus « entre deux eaux » pâtissent gravement de cette durée.

Il paraît sûr que la précipitation, en cette affaire, n'est pas une garantie de la réussite. Vouloir accélérer les procédures dans le seul intérêt — bien compréhensible — des « demandeurs » serait dangereux. L'appréhension laissée aux juges devrait écarter ce risque. Du côté des services sociaux, certains se sont déjà élevés contre la volonté d'« améliorer le rendement » dans un domaine où l'intérêt des enfants ne peut s'apprécier par des statistiques mais cas par cas.

BRUNO FRAPPAT.

la réforme du deuxième

Les accès

Rouler le moment

BC English for Management

السلامة

ÉDUCATION

La réforme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire

Le ministre de l'éducation a rendu public, mercredi 17 mars, le troisième avant-projet de décret d'application de la loi du 11 juillet 1975 relatif à l'éducation. Il concerne le deuxième cycle de l'enseignement secondaire (les actuels collèges d'enseignement technique et les lycées).

Soumis aux différents partenaires du ministère, notamment les syndicats d'enseignants, ce texte sera ensuite examiné officiellement par le conseil de l'enseignement général et technique, le conseil supérieur de l'éducation nationale et le

conseil interprofessionnel consultatif. La réforme doit entrer en vigueur à la rentrée de 1977, pour la première année du deuxième cycle. Elle sera ensuite progressivement appliquée aux classes suivantes : en juillet 1980 sortiront les premiers bacheliers « nouvelle formule ».

Les lycées intégreront la formation générale et technique

A l'issue du collège, les élèves sont inscrits dans un lycée, soit par leur famille, soit par eux-mêmes lorsqu'ils sont majeurs, conformément aux décisions d'orientation et d'affectation dans les lycées. Les lycées dispensent quatre types de formation générale ou professionnelle sanctionnés par des diplômes différents. Sous réserve des dispositions du code du travail, toutes les formations professionnelles sont accessibles aux élèves des deux sexes. L'avant-projet de décret précise les structures de chacune des formations, mais les objectifs, les programmes, les horaires, les enseignements optionnels, seront fixés par des arrêtés ministériels.

QUATRE FORMATIONS.

Le baccalauréat préparé en trois ans. Il n'y a plus de distinction entre le baccalauréat de l'enseignement général et le baccalauréat de technicien. Simplement le baccalauréat pourra comporter une mention complémentaire attestant d'une qualification professionnelle dans un domaine technique déterminé. Les deux premières années de cette formation (seconde, première) constituent le « cycle de détermination ». Il comporte six enseignements fondamentaux obligatoires pour tous les élèves : langue française, langue vivante étrangère, mathématiques, sciences humaines et économiques, sciences physiques et naturelles, éducation physique et sportive, et une série d'options offertes au choix des élèves. En seconde, ces options portent exclusivement sur des matières autres que celles du tronc commun pour permettre à l'élève d'explorer des domaines nouveaux. En première, il peut s'ajouter des options d'approfondissement de certaines matières du tronc commun. Celles-ci devraient être limitées aux mathématiques et aux sciences physiques. Le cycle de détermination doit permettre aux élèves, au terme de deux années, de choisir les options et l'orientation qu'ils prendront ultérieurement. La classe

terminale est considérée comme une « année de spécialisation ». Seules la philosophie et l'éducation physique y sont obligatoires. Le reste de la formation est composé exclusivement d'enseignements optionnels dont le nombre n'est pas limité : lorsqu'il y a acquisition d'une qualification professionnelle, l'élève doit combiner plusieurs options dans le même domaine qui lui permettront d'exercer une activité de technicien. Le diplôme de bachelier, avec ou sans mention de qualification professionnelle, est délivré aux élèves qui ont satisfait à deux séries de contrôles : à l'issue de la classe de première, l'élève réussit pour être admis en classe terminale et d'autre part, à la fin de la terminale. La nature des épreuves sera fixée par un autre décret. On ne pourra redoubler la classe terminale qu'une seule fois. Les options seront passées indépendamment l'une de l'autre : repasser que celles où l'on aura échoué, les autres étant définitivement acquises.

Le baccalauréat de technicien. Il sera délivré à l'issue d'une formation de trois années qui ne comportera pas de changement par rapport à l'organisation actuelle. Le certificat d'aptitude professionnelle et le brevet d'études professionnelles. Ces deux diplômes nationaux sont préparés en deux ans dans des lycées d'enseignement professionnel qui remplacent les actuels collèges d'enseignement technique (C.E.T.). La formation qui mène actuellement à un C.A.P. en trois ans sans diplôme à l'issue, les élèves qui auront suivi une formation professionnelle dans une classe préparatoire de lycée d'enseignement professionnel pourront rejoindre les classes de C.A.P. L'organisation de ce cycle est diversifiée pour tenir compte de la formation générale et technique reçue antérieurement par ces élèves. A titre transitoire, une formation particulière en trois années au C.A.P. est maintenue. Les titulaires du C.A.P. et du B.E.P. peuvent être autorisés à poursuivre leurs études dans un lycée pour préparer un brevet de technicien ou le baccalauréat. Ils peuvent

soit être admis directement en classe terminale au diplôme postulé, soit suivre une période d'adaptation dont la durée et les conditions seront adaptées à leur niveau.

FORMATION POST-SECONDAIRE ET ÉDUCATION PERMANENTE.

Comme aujourd'hui, les lycées assureront la préparation au concours d'entrée dans les grandes écoles et au brevet de technicien supérieur. Des formations nouvelles de niveau équivalent pourront être mises en place pour répondre des besoins qui pourraient apparaître.

Le texte affirme la vocation des lycées à assurer la formation permanente et les concours de promotion sociale. Il revient en outre aux lycées d'organiser des actions d'adaptation professionnelle destinées à des personnes titulaires d'un diplôme ou n'ayant pas fini un cycle d'études.

L'AUTONOMIE DES ÉTABLISSEMENTS.

L'autonomie pédagogique donnée aux lycées est équivalente à celle définie pour les collèges. Elle s'applique à la répartition des élèves en classes et en groupes, ces derniers pouvant être constitués d'élèves appartenant à une ou plusieurs classes réunies pour des enseignements spécifiques (travaux pratiques, langues vivantes, conférences, projection de films, par exemple...). L'autonomie comprend aussi l'utilisation des contingents annuels d'heures d'enseignement mis à la disposition de chaque lycée : la définition de certains sujets d'études tenant compte en dehors des programmes nationaux des caractéristiques de l'établissement et de la région ; l'organisation des activités scolaires concourant à l'action éducative (foyers socio-éducatifs, ateliers, clubs, visites, voyages).

L'AUTO-EVALUATION.

La vérification de la progression des connaissances et

Le « partage » entrant en application

Deux universités sont créées à Clermont-Ferrand

La « partition » de l'université de Clermont-Ferrand, décidée par le secrétariat d'État aux universités, va entrer en application : un décret publié au *Journal officiel* du mercredi 17 mars précise la répartition des unités d'enseignement et de recherche entre les deux futurs établissements. D'un côté, le bloc santé (médecine, pharmacie, odontologie), le droit et les sciences économiques, et l'Institut universitaire de Clermont. De l'autre, les sciences, les lettres, l'U.E.R. de technologie, l'école de chimie, l'I.U.T. de Montchoux, l'observatoire et l'U.E.R. d'éducation physique.

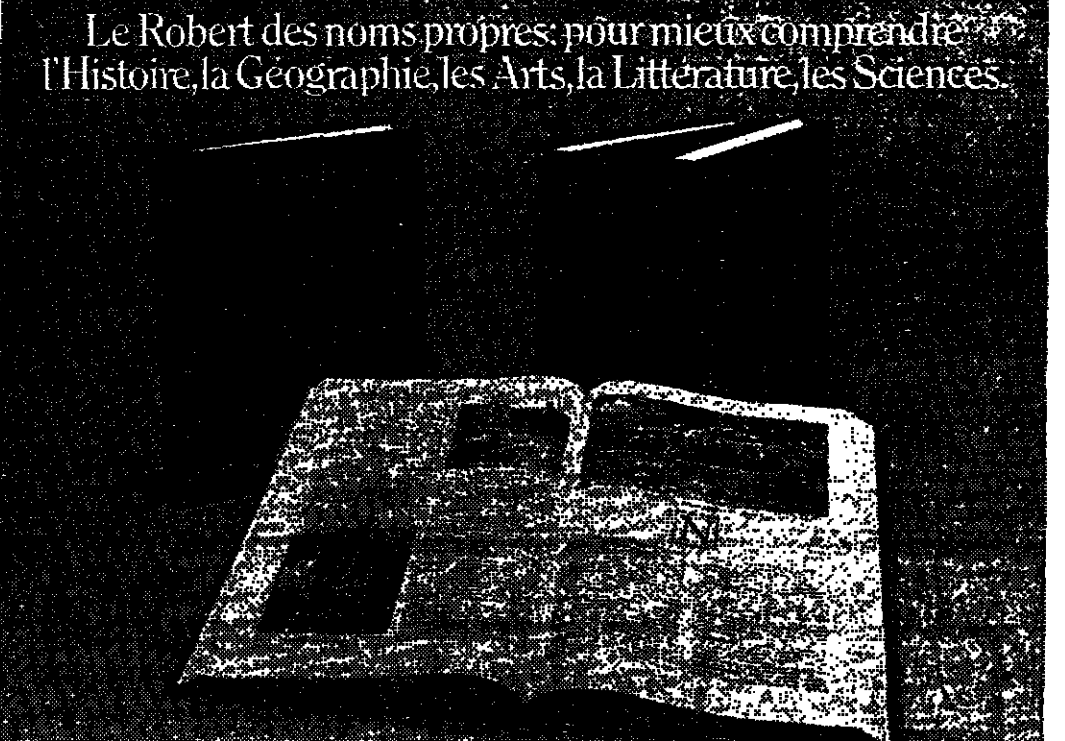
Des assemblées constitutives provisoires (compréhensives des mêmes catégories de personnes que les conseils d'université) vont être mises en place pour préparer les statuts des deux universités. Elles-ci vont être dirigées par deux administrateurs provisoires nommés par le recteur, et assistés de commissions consultatives composées des directeurs d'U.E.R., de deux étudiants et d'un représentant de chacune des catégories de personnel administratif, technique, ouvrier et de service, élus par leurs pairs des assemblées consultatives.

Le partage décidé par

Mme Saunier-Salté correspond assez largement aux projets des universitaires (médecins, pharmaciens et juristes) qui ont été les artisans de la scission ; les économistes, en revanche, souhaitent être réunis avec les lettres. Toutefois, certaines modifications y ont été apportées. Elles correspondent à la fois à des demandes des enseignants (par exemple à ceux de l'U.E.R. de technologie, hostiles à la partition, et peu disposés à coopérer avec les partisans), et au désir du recteur, M. Jean-Claude Dichamps, d'éviter de créer, comme à Aix-Marseille, une université « utile », ayant des débouchés assurés, et une université « culturelle » mais sans débouchés professionnels. Aussi le recteur n'a-t-il pas réussi à maintenir totalement l'autre exigence qu'il avait posée pour définir la ligne de partage entre les deux établissements : préserver les unités géographiques formées par les anciennes facultés.

Mais le succès des « scissionnistes » risque, comme à Aix-Marseille, de susciter de nouvelles tentatives du même ordre. Ne vaudrait-il pas mieux encourager les universitaires à essayer de vivre ensemble plutôt que favoriser un ementement des universités ? — C.H.

Le Robert des noms propres : pour mieux comprendre l'Histoire, la Géographie, les Arts, la Littérature, les Sciences.



Le Dictionnaire Universel des Noms Propres de Paul Robert est aux noms à majuscule ce que le Grand Robert de la langue française est aux noms communs : un ouvrage de référence capable de répondre à toutes vos questions. 4 volumes de 800 pages chacun, 40 000 noms propres, depuis la rivière Aa (France) jusqu'au peuple Zyriane (Sibérie), 5 000 illustrations en couleurs.

Le Robert des noms propres :

- pour mieux connaître l'Histoire : les civilisations, les grands personnages (Alexandre le Grand et Mao Tsé-Toung), les événements (la retraite des Dix Mille et Mai 68) ;
- pour mieux connaître la Géographie : les régions du globe, les pays, les fleuves, les montagnes, les mers... (230 cartes et plans originaux en couleurs) ;
- pour mieux connaître les Arts : les peintres, les sculpteurs, les architectes, les musiciens, les cinéastes, les comédiens, les chorégraphes et les danseurs ;
- pour mieux connaître la Littérature : les auteurs (Eschyle et Pablo Neruda), les œuvres (l'Illiade et le Nouveau Roman), la presse depuis ses origines ;
- pour mieux connaître les Sciences : les chercheurs, les découvertes, les théories scientifiques.

Comme le Grand Robert de la langue française, célèbre pour sa méthode analogique, le Robert des noms propres offre la commodité du classement alphabétique tout en soulignant les rapports qui existent entre les noms. Grâce au système de renvois, vous pouvez désormais satisfaire votre curiosité en allant beaucoup plus loin dans votre information : à partir d'"Eisenstein", par exemple, vous découvrirez "Alexandre Nevski" (le personnage historique et le film), le "lac Tchouda" et "Prokofiev".

C'est également un dictionnaire des noms propres de conception délibérément moderne et universelle. Parce que les réalités d'aujourd'hui sont aussi importantes que celles du passé, vous trouverez, dans le Dictionnaire Universel des Noms Propres, Valéry Giscard d'Estaing, Kissinger, Fidel Castro, Eddy Merckx, les Beatles, Astérix et Brigitte Bardot. Parce que l'univers ne se borne pas à l'Europe Occidentale, une juste place est faite aux civilisations des autres continents, et vous pouvez compléter vos connaissances sur le texte indien du Mahabharata, la ville de Brasília ou le peintre japonais Hokusai.

Le Dictionnaire Universel des Noms Propres de Paul Robert : cinq dictionnaires en un seul. Histoire, Géographie, Arts, Littérature, Sciences.

Reculer le moment du choix

Imprecis sur des aspects aussi essentiels que les programmes, les horaires ou les modalités du baccalauréat qui seront définis par un décret, l'avant-projet de décret donne aux lycées une physionomie nouvelle, conforme aux « propositions pour une modernisation du système éducatif » rédigées par le ministre il y a un an. Ce projet ne manque pas de louables ambitions, puisqu'il se propose d'adapter l'enseignement à chaque élève et de faire de l'ensemble des lycées un réseau de formation au cœur de la population en regroupant notamment, l'enseignement général et l'enseignement technique et l'enseignement d'adaptation à la vie professionnelle. Si, d'autre part, la volonté de décloisonner l'enseignement professionnel par rapport à l'enseignement général est contenue dans plusieurs mesures, c'est surtout sur l'organisation pédagogique que des lycées que le texte aura des répercussions importantes.

La principale conséquence est en fait de reculer le choix décisif d'orientation, en dépit du maintien des lourdes procédures actuellement en vigueur. Les décisions prises à l'issue du collège ont pour effet de ventiler les

élèves entre quatre types de formation conduisant à autant de types de diplômes : baccalauréat, brevet de technicien, certificat d'aptitude professionnelle, brevet d'études professionnelles. Mais alors qu'à l'intérieur des actuels lycées classiques et modernes les lycées techniques, on oriente, en outre, les élèves vers de multiples sections spécialisées et hiérarchisées dès la classe de seconde, le nouveau texte supprime ces filières. Il instaure, dans les deux premières années de lycée (les actuelles classes de seconde et de première), un tronc commun de connaissances et de compétences par des options choisies par les élèves et ne portant pas (du moins en seconde) sur les matières obligatoires. Elles sont conçues comme une « exploration » de domaines nouveaux à partir de laquelle chaque élève doit pouvoir se déterminer. Les options de formation sont donc dénommées « cycle de détermination », en opposition à l'ancien « cycle de spécialisation » qui qualifie la classe terminale.

La responsabilité de l'élève

Pourtant, les choix décisifs sont en fait reportés d'un an et non pas de deux, comme on pourrait le croire. En effet, le projet prévoit en seconde année du cycle de détermination (l'actuelle classe de première) d'ajouter des options d'approfondissement. Celles-ci ne devraient porter que sur les mathématiques et les sciences physiques, car, dans ces disciplines, précises et rigoureuses, une année ne suffit pas pour acquérir un niveau suffisant. La hiérarchie entre littéraires et scientifiques disparaît donc en première.

Il sera, d'autre part, difficile d'échapper à la hiérarchie entre établissements, puisque tous les lycées ne pourront pas proposer toutes les options possibles. Les contours de l'année de spécialisation sont encore très flous, les contenus et les objectifs de l'enseignement optionnel de même que les modalités du nouveau baccalauréat — qui comportera deux séries de contrôles à l'entrée et à la sortie de la classe terminale — restent à encore définir. Or, ce sont les caractéristiques essentielles de cette année de formation dont on sait seulement que les enseignements obligatoires seront la philosophie et l'éducation physique et que le nombre des options ne devrait pas être limité.

La responsabilité donnée à l'élève dans le choix des options tout au long de la formation secondaire est une innovation intéressante. Non seulement il a la liberté de choisir, mais il doit être aidé dans ce choix par un enseignant qui l'ont part, régulièrement — et pas seulement par l'intermédiaire des bulletins trimestriels — de l'évaluation de sa progression afin de lui permettre de « modular » ses efforts et d'être capable de déterminer lui-même son avenir, seul ou avec sa famille.

Le principal danger d'un tel système réside apparemment dans sa complexité. La volonté d'adapter l'action éducative à chaque élève a en effet, aussi intéressante qu'elle puisse être, sa mise en œuvre véritable sera sans doute longue et difficile. L'autonomie des lycées, qui dispose de la liberté de l'enseignement, doit, d'autre part, leur permettre d'adapter aussi l'action éducative aux caractéristiques et à l'environnement de l'établissement. Encore peut-on s'interroger sur les limites de cette autonomie, les décisions appartenant au chef d'établissement, et le conseil d'établissement n'apparaissent pas comme un organe consultatif. Mais, précise-t-on au ministère, les modalités de participation à la vie des établissements feront l'objet du prochain avant-projet de décret.

CATHERINE ARDITTI.

BBC English for Management

- Cours d'anglais direct pour hommes d'affaires, commerciaux et étudiants. Les cours sont modernes, pratiques et développés par la British Broadcasting Corporation.
- Hébergement en pension complète dans un centre d'entraînement moderne, spécialement conçu pour les étudiants. Un service attentif et cuisine soignée.
- Des cours sont donnés durant toute l'année.
- Cours d'anglais en Angleterre pour secrétaires de direction.
- Des cours peuvent être donnés sur place pour groupes partout en Europe.
- Pour une documentation complète écrire à :

Recruitment Officer
English for Management
115 Management Centre
Lane End, near High Wycombe
Buckinghamshire, England
Tel: High Wycombe 0494 881655
Telex: 918319 Britair London

Pour son habit de cérémonie,
un homme élégant a son fournisseur attitré.
Pour un blouson d'agneau très raffiné,
il aura maintenant

monsieur balmain

261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)

JUSTICE

APRÈS LA MORT D'UN RESSORTISSANT ALGÉRIEN

Douze organisations mettent en cause le procureur de la République d'Annecy

Annecy. — Douze organisations — sections locales ou départementales de syndicats, partis politiques ou associations (1), — viennent de publier un communiqué dans lequel elles mettent en cause M. Pierre Granier, le procureur de la République d'Annecy, pour la manière dont celui-ci a évoqué, à l'automne dernier, deux affaires criminelles concernant des ressortissants algériens.

Après la découverte dans le lac d'Annecy, le 7 octobre, du corps de M. Sihamane Azoua, et la détermination de son identité, M. Mohamed Azoua, venu en France pour enquêter sur les conditions de la mort de son parent, ces organisations avaient exprimé dans un texte commun leur étonnement à propos de l'attitude du parquet et avaient condamné « les silences, les censures, les contradictions » mais sans penser, selon elles, qu'« on cherchait à étouffer l'affaire » (Le Monde du 12 décembre 1975).

En République fédérale d'Allemagne

UN PRÉSIDENT DE TRIBUNAL ESTIME QUE LA RÉCLUSION À PERPÉTUITÉ EST ANTICONSTITUTIONNELLE

(De notre correspondant.) Bonn. — Depuis que la peine de mort a été abolie en République fédérale d'Allemagne en 1949, avec l'entrée en vigueur de la loi fondamentale, les quelques parlements ne rencontrant guère d'écho dans l'opinion publique. Bien plus, le président du tribunal de Vorden-an-der-Aaer (Basse-Saxe), M. Heinrich Breckmann, vient de mettre en cause la réclusion à perpétuité en l'estimant anticonstitutionnelle au terme d'un procès engagé contre un policier qui avait tué un jeune drogué. Le magistrat n'a pas prononcé la sentence mais suspendu la procédure en attendant la décision du tribunal constitutionnel.

M. Breckmann considère que l'article 211 du code pénal est contraire à la Constitution parce qu'en cas de meurtre, il ne prévoit que la réclusion à perpétuité, sans prendre en considération les circonstances du crime. Selon M. Breckmann, l'exclusion définitive de la société et la destruction psychique du coupable, consécutives à une détention à vie, sont une atteinte à la dignité de l'homme, dont la loi fondamentale fait du respect, un devoir. Il n'existe aucune possibilité de réexaminer le cas d'un condamné au terme d'un certain délai pour savoir si la réclusion à perpétuité est toujours nécessaire et le droit de grâce est aléatoire. Aussi M. Breckmann a-t-il voulu, par sa décision, obliger le tribunal constitutionnel à prendre position.

De notre correspondant

Ces attaques avaient d'ailleurs conduit la section d'Annecy de l'Union syndicale des magistrats à élever une protestation (Le Monde daté des 6-7-8 décembre 1975). Les organisations vident aujourd'hui le communiqué que M. Granier avait rendu public le 21 novembre. Son texte affirmait que les éléments médicaux pratiqués, soit immédiatement après la découverte du corps, soit un mois plus tard, à sa demande, n'avaient permis de déceler « ni blessures, ni traces suspectes », et que les deux médecins avaient conclu « à une noyade par hydrocution ». « Inexact », disent les responsables des différentes organisations syndicales, puisque le second certificat médical, établi le 7 novembre 1975, fait état de « plusieurs traces de lividité associées ».

Des manœuvres criminelles

De manière tout aussi catégorique, le procureur indiquait que l'autopsie pratiquée à l'Institut médico-légal de Lyon, dans le cours de l'information judiciaire ouverte pour homicide volontaire, n'avait « révélé aucune trace suspecte et a permis de conclure à une noyade ». « Faux », disent encore les signataires du communiqué, puisque ce rapport contenait l'énumération des lésions traumatiques décelées : excoarations au niveau des tibias et pas moins de quatre hématomes. De plus, les spécialistes de médecine légale indiquent : « On peut affirmer que la mort est due à une submersion », les lésions provenant, dans ce cas, de la chute du corps dans l'eau, ils terminent par

cette réserve : « On ne peut cependant pas exclure des manœuvres criminelles pour le pousser à l'eau ». « Pourquoi 6-7-8 fait silence, alors que ces indications étaient la base de l'agression ? », s'interrogent militants, syndicalistes et politiques. Faute qu'aucune enquête sérieuse n'ait été entreprise dans des délais raisonnables ?

Sur la seconde affaire criminelle, l'attitude du parquet ne paraît pas moins difficile à comprendre. Dans le communiqué du 21 novembre, l'accent était mis sur le taux d'alcoolémie (2,3 g) de la victime, M. Mohamed Azoua, laissant accroître ainsi l'hypothèse d'une chute accidentelle entraînée par un excès de boisson. Or, deux semaines plus tard, le juge d'instruction, M. Max Doumont, chargé de l'information sur ces deux affaires, rejetait dans son procès-verbal de transmission sur les lieux — la thèse de l'accident, « bien que suggérée par l'intensité de l'imprégnation alcoolique, en raison de l'épaisseur du crâne et de l'éloignement de la vitre ». Il ajoutait même : « L'hypothèse de la défenestration criminelle nous paraît plus vraisemblable », et il en donnait l'appui d'une explication logique. Les conclusions du magistrat instructeur, faites en présence du procureur, n'ont fait l'objet d'aucun communiqué complémentaire. (.) — B. E.

(1) C.F.T.M., C.G.T., F.O., F.E.N., S.A.R., S.F., F.S., F.P.T., M.R.A.P., Amicale des Algériens en Europe, Association algérienne de coopération franco-algérienne.

Au tribunal de Paris

UN CHIRURGIEN EST RELAXÉ APRÈS LE DÉCÈS D'UN PATIENT QU'IL AVAIT OPÉRÉ

La septième chambre correctionnelle de Paris a relaxé le docteur Paul Nemegyei, défendu par M. Pechenard, qui avait pratiqué deux interventions chirurgicales en juin et juillet 1969, à la clinique « Nollet », sur M. Hocine Alloul, conseiller à l'ambassade d'Algérie, qui devait décéder le 30 septembre 1969 après avoir subi d'autres opérations à la clinique de Passy.

M. Oussedik, au nom de la veuve du défunt, avait fait état de certaines conclusions d'experts paraissant reprocher au chirurgien d'avoir coupé un nerf du trop petit du colon, le tribunal note : « L'estimation des experts du troisième collège, que Nemegyei n'a pas entendus toutes les parties malades de l'intestin, n'a pas de base certaine, les experts eux-mêmes ayant écrit dans leur rapport que les divers troubles frappaient non seulement le segment colique extérieurement, mais encore, probablement, les segments d'amont et d'aval du colon. Il en résulte que les experts ne sont pas certains que le prévenu ait commis une maladresse ou une imprudence, puisqu'ils ne sont pas en mesure d'affirmer que toute la portion malade de l'intestin du patient n'a pas été enlevée... »

FOOTBALL

Saint-Etienne est qualifié pour les demi-finales de la Coupe d'Europe

Le Bayern de Munich, tenant du titre, le Real de Madrid, le P.S.V. Eindhoven et l'A.S. Saint-Etienne disputeront les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions. Ces quatre clubs se sont qualifiés sur base des matches « retour » des quarts de finale qui se disputaient mercredi 17 mars. La victoire de Saint-Etienne sur le Dynamo

de Kiev, pour espérer qu'elle ait été, n'en relâche pas moins de l'exploit qui a été salué par le président de la République lui-même. Immédiatement après le match, M. Roger Rocher, président de l'A.S. Saint-Etienne, a, en effet, reçu un télégramme de félicitations de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Le refus de renoncer

De notre envoyé spécial

À ce qui faisait sa force. En affrontant en « sparing-partner » à Saint-Etienne, agrippés à leurs buts d'avance du match aller, les Soviétiques ont tout perdu, le match, la qualification pour les demi-finales et aussi un peu de leur prestige. Ils ont vite, et mieux que d'autres, pris les défauts de la Coupe d'Europe. Que ce soit à leurs dépens, sur vu du match, n'est pas sans doute personne.

Dans l'acharnement à attaquer comme dans l'obstination à défendre, ce sont deux équipes épuisées qui ont atteint la fin du temps réglementaire avec un score égal (2 à 2) sur l'ensemble des deux matches. Pour en arriver là, il avait fallu, dix minutes après le premier but marqué par Revelli, que Larqué obtienne l'égalisation sur coup franc. Quelle maîtrise dans la tir du capitaine stéphanois, bien placé, il est vrai, juste aux 18 mètres. Quelle précision aussi de l'exploit, hors de portée du gardien Rudakov, dans le seul axe qu'offrait le mur soviétique.

Pour beaucoup les prolongations, jouées clopin-clopant, mais toujours avec la même volonté d'engagement de la part des Stéphanois, ne semblaient pas pouvoir apporter la décision. Il y avait trop de fatigue loi et là pour porter le coup décisif d'un côté comme de l'autre. De sorte qu'on entrevoyait déjà que l'affaire se réglerait par des tirs de penalty, comme le veut le règlement en cas d'égalité sur les deux matches. C'est alors que Patrick Revelli réussit à donner la balle de match à Dominique Rocheteau qui, à bout portant, signala la victoire stéphanoise. Un Rocheteau habitant pas par moment, prie de crampes, et qui trouve quand même des ressources pour cet ultime effort. Le garçon qui ne doute pourtant de rien d'habitude, reproche, après le match, qu'il ne se serait jamais cru capable de porter l'estocade.

Ainsi Saint-Etienne, pour la deuxième année consécutive, est parvenu en demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Son

adversaire, que le tirage au sort désignera, est à choisir parmi Eindhoven (Pays-Bas), le Real Madrid et ce vieux ennemi qu'est le Bayern de Munich, tenant de la Coupe d'Europe, qui avait éliminé Saint-Etienne l'année passée. Mercredi soir, après leur match et leur victoire, les Stéphanois étaient bien partagés quant au club qu'ils s'apprêtaient à affronter en demi-finale. A leurs yeux, le plus prestigieux reste le Real Madrid, mais il y a aussi de compte à régler, la revanche à prendre sur le Bayern de Munich.

FRANÇOIS JANIN.

Basket-Ball

En finale de la Coupe des vainqueurs de coupes

VICTOIRE DE MILAN SUR TOURS

L'équipe de Milan a remporté sa troisième victoire en Coupe des vainqueurs de coupes de l'Europe par le score extrêmement serré de 88 à 83. Ce résultat a été acquis à Turin devant six mille fans italiens et quelques milliers de supporters venus de France ou ressortissants français s'efforçant d'encourager leurs joueurs. Finalement, les joueurs de Milan ont obtenu la performance de revenir à un point (80-81). Le match s'équilibrait un moment jusqu'à ce que l'équipe italienne parvienne à marquer sans peine à décrocher son adversaire. L'A.S.P.O. Tours, qui est assurée de conquérir cette année le titre de champion de France, est le deuxième club, après l'U.S. Valenciennes, à avoir disputé une finale de Coupe d'Europe.

Marqueurs pour Tours : Bowen (21 pts), Sénégal (16 pts), Raymond (12 pts), Duvion (10 pts), Bellot (8 pts), Bonneau (6 pts), Bergeron (4 pts), Demars (2 pts).

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Étude de M^{rs} MENDILARAT et ARMENGAT Notaires associés, 24-26, r. Salengro, 69002 LYON-2^e TEL : 26-06-30 et 26-25-68

VENTE VOLONTAIRE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

le LUNDI 12 AVRIL 1976 à 15 heures, en l'étude d'une importante ville de style baroque, située dans le quartier de St-Jean-de-Luz, rte de St-Basile, composée de : gd et pet salons, s. à mang., cuis., 2 ch. env., 4 ch. matras, 2 s. bns, gar. Terr. 2.500 m². Mise à prix : 700.000 F. Pour visiter, s'adresser à l'étude.

Vente sur surenchère au Tribunal de Grande Instance d'Evry, le MARDI 7 AVRIL 1976, à 14 h.

19 TERRAINS

dépendant d'un lotissement à PULLAY (Eure)

Résidence du Val d'Hamont MISES A PRIX : de 18.000 à 25.000 F selon les lots

S'ad. à la Sté d'Avances Stéfani, Créteil, Paris, Durance, 2, r. Saint-Thomas, à Evry. Tél. (03) 52-02-16

Vente a/Publie, Judic. Palais Justice Evry, rue des Mairies 10 avril, 14 h.

TERRAIN 3.338 M²

lieu-dit « LA CROIX BRUSSE » WISSOUS (Essonne)

MISE A PRIX : 5.000 F

Consigné, pr enchère : Bességis, M^{re} DU CHALARD Tél. 077-12-27

ADJUDICATION VOLONTAIRE le samedi 19 avril 1976, à 15 h., à Compiègne (Oise), S. P. Pourdier, à la CAISSE REG. DE CREDIT AGRICOLE DE FOISE de :

1) A COMPIEGNE (Oise) - MAISON LIBRE

8 pièces ppales + 2 étages, confort. - MISE A PRIX : 200.000 FRANCS.

2) A PARIS (17^e) - 49, rue LEMERCIER

8 APPARTEMENTS occupés de 3, 4 ou 5 p., aux 1^{er}, 2^e, 4^e et 5^e étages. MISES A PRIX : 4.500, 4.800, 5.500, 6.000 et 9.000 F.

5 CHAMBRES

occupées au 9^e étage. MISES A PRIX : 32.000, 34.000, 35.000 et 36.000 F.

4 LOCAUX COMMERCIAUX LOUÉS

CONSIGNATION POUR ENCHÈRES : 20 % DES MISES A PRIX (par chèques certifiés). Faculté de régler moitié du prix à 4 mois. S'ad. à la Sté d'Avances Stéfani, Créteil, Paris, Durance, 2, r. Saint-Thomas, à Evry. Tél. (03) 52-02-16

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, le 3 AVRIL 1976 M^{re} BRUGUEROLLE, notaire à BESSEGES

CHATEAU DE ROBIAC

s/s commune de ROBIAC par BESSEGES (Gard) Appartenant à la commune de MABRY (Mosne)

CHATEAU ET PARC (4 ha 03 a 50 ca) Terres agricoles (2 ha 1 a 32 ca) ; jardins (56 ha 53 a 30 ca)

MISE A PRIX : 450.000 F

Pour visiter s'adresser à M^{re} BRUGUEROLLE.

FINANCE

FORMATION POUR CADRES NON-SPECIALISTES DE LA FINANCE

- Outils et concepts de base : 17 au 22 mai
- Décisions de gestion et de politique financière : 14 au 19 juin



Centre de formation continue
C.F.S.A. (M.E.C., I.S.A., C.F.C.)
Inser. et docum. sur Demande
C.F.C., 75008 PARIS - BOULEVARD
Tél. 956-30-90

TF1 ET A2 S'EXPLIQUENT SUR LE « DOUBLOH » SAINT-ETIENNE-KIEV

La direction de TF1 et celle d'A2 ont fourni l'une et l'autre, dans un communiqué des éclaircissements sur les raisons qui ont amené la retransmission simultanée, le 17 mars, à 20 h 30, du match de football Saint-Etienne-Kiev.

La direction de TF1 rappelle qu'elle avait renoncé à diffuser le match aller et que, dès le 11 mars, les dirigeants de l'A.S. Saint-Etienne confirmaient leur accord pour confier à la première chaîne la retransmission en direct du match retour. Cinq pays, membres de l'Eurovision, avaient accepté de reprendre les images de TF1. La direction d'Antenne 2 précise, d'autre part, qu'en fonction de l'entente intervenue avec la Fédération de football le 8 janvier 1976 elle se réservait toutes les manifestations sportives ayant lieu un mercredi soir, mais que « cela semble poser quelques problèmes à TF1, qui a pris des engagements particuliers avec Saint-Etienne ».

Rappelons que M. Jean Jullian et Claude Lelouch, à la tête de la délégation parlementaire pour la radio et la télévision,

سك ان الال

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

CONTROVERSE AUTOUR DU TRACÉ DE L'AUTOROUTE PAU-BAYONNE

Pour l'amour de l'Adour

« La bataille de l'Adour commence » : ce slogan est signé du comité de défense de la basse-vallée de l'Adour et des gaves, qui conteste le tracé de l'autoroute A-64 Pau-Bayonne.

Situé aux confins des Landes et des Pyrénées-Atlantiques, ce secteur rassemble différents « pays » irrigués par l'Adour et ses affluents, les gaves. Il n'a pas l'attrait de la côte mais a du caractère : des châteaux et des maisons seigneuriales émergent dans un paysage paisible. C'est là que l'autoroute passera, en longeant l'Adour sur une vingtaine de kilomètres, de Bayonne jusqu'à Saint-Laurent-de-Gosse, puis la gava de Pau sur une trentaine de kilomètres jusqu'à Orthez.

Basques, Landais et Béarnais sont tous à la fois intéressés, mais à des titres divers, par cette réalisation. A Bayonne et à Pau, on réagit en termes économiques : il s'agit plus spécifiquement de désenclaver le Pays basque le plus rapidement possible. Le conseil municipal de Bayonne a récemment émis un vœu demandant l'abandon du projet. A Pau, l'administration préfectorale et le conseil général ont instigé l'action de ces comités de défense qui, sous couvert de l'intérêt général ne protègent que des intérêts privés et retardent les travaux.

Mais, si les travaux sont déjà en cours aux portes d'Orthez, en revanche il n'existe pour le reste du tracé ni calendrier ni concessionnaire désigné. Quant aux Landais, ce sont les véri-

tables riverains de la future autoroute, et c'est donc chez eux que s'est formé un comité de défense, que préside le Dr. Bernard Loub-Normet. Il se déclare fort de l'appui d'une douzaine de maires sur les quinze communes touchées par le projet. Selon les adversaires de l'autoroute, ce tracé ruine les exploitations agricoles, car il traverse les meilleures terres ; il amène dans une région où les crues surviennent avec brutalité ; enfin il détériore le site.

C'est à Paris, ce jeudi 18 mars, que commence la « bataille de l'Adour ». En effet, le comité de défense a recherché l'appui du journaliste suisse Franz Weber qui, depuis quelques années, s'est fait une spécialité de ce genre de combats.

Les adversaires du projet proposent que le tracé soit dévié d'Orthez à Dax et Saint-Gaudens-de-Morlaàs (Landes), où il serait alors raccordé à l'autoroute A-63 qui dessert Bayonne et la frontière en 1980. Cela permettrait, soulignent-ils, d'économiser dix-sept kilomètres de travaux sur le tracé sud. Mais, tant à Bayonne qu'à Pau, on rétorque que les futurs usagers auraient à en parcourir dix-sept de plus.

CHRISTIAN BOMBEDIAC.

QUALITÉ DE LA VIE

Les travaux du groupe Gruson

PEUT-ON COMPTABILISER L'ENVIRONNEMENT ?

Le groupe interministériel d'évaluation de l'environnement, qu'anime M. Claude Gruson, ancien directeur de l'Institut de la statistique (INSEE), s'est réuni le mardi 16 mars, sous la présidence de M. André Fossat, ministre de la Qualité de la vie.

Depuis sa création, en 1972, le groupe Gruson a publié huit rapports.

Un premier rapport, intitulé « Vers une évaluation du cadre de vie », a été rédigé. Il analyse les méthodes de travail possibles et étudie plusieurs thèmes comme la santé, l'habitat, les transports urbains et les milieux de travail. Une enquête est en cours dans l'agglomération rouennaise depuis bientôt un an afin d'analyser, dans ce cas concret, les conséquences de la qualité de la vie.

Deux autres documents ont été discutés cette année par le groupe. L'un traite des relations entre l'agriculture et l'environnement et analyse les conséquences des mutations chroniques sur la gestion et l'usage de l'espace rural. Le dernier concerne l'évaluation des risques techniques sur les déchets radioactifs.

Enfin, le groupe a toujours pour ambition de jeter les bases d'une sorte de comptabilité nationale du cadre de vie qui prendrait en compte les notions de milieu et de patrimoine naturel.

★ Deux rapports du groupe Gruson sont publiés par la Documentation française, 55, quai Voltaire, Paris-7 : « Vers une évaluation du cadre de vie », 28 pages, 48 F ; « Éléments pour une évaluation de l'espace rural », 190 pages, 25 F.

CONTRE LES EXCÈS DE L'AUTO

L'automobile tue sept fois plus que les accidents du travail : seize mille morts et trois cent cinquante mille blessés par an. Mille décès chez la société. L'automobile détruit les villes et les forêts. L'automobile, c'est le plus puissant cocktail de poison du monde moderne, poisons l'air et les océans.

Tous ces chiffres ont été rappelés, mercredi 17 mars, par M. Philippe Salas-More, l'un des organisateurs du premier « contre-salon de l'auto ». Du 22 au 25 mars, une exposition démontre les dangers de l'usage individuel de la voiture individuelle et son effet négatif sur la santé.

« L'automobile doit servir et non asservir » : tel est le mot d'ordre de ces organisations qui proposent de nouvelles mesures : limitation de la vitesse à 50 km/h en ville, à l'heure sur les routes et 110 km/h sur les routes ; interdiction de la circulation des véhicules ; augmentation des sanctions ; et l'obligation de l'assurance pour tous les véhicules. Il ne s'agit pas de maltraiter, mais de vérifier les risques de leur utilisation. M. Salas-More.

(1) 18, bd Jourdan, 75014 Paris, 10 h. à 18 h. Entrée libre.

Paris

M. LAFAY RÉPOND À L'ARCHEVÊQUE DE PARIS A PROPOS DES EXPULSIONS

En réponse à une lettre de l'archevêque de Paris à propos des expulsions dans la capitale (le Monde du 17 mars), M. Bernard Lafay, président du Conseil de Paris, a déclaré que la majorité de l'Assemblée parisienne a toujours « témoigné sa sollicitude aux locataires menacés d'expulsion ». M. Lafay précise que le Conseil de Paris a notamment obtenu chaque année des pouvoirs publics que soit augmenté le délai de suspension des expulsions pendant la période d'hiver, ce délai allant ainsi du 15 novembre au 31 mars.

Après avoir souligné que la situation de nombreux foyers touchés par le chômage préoccupe

au premier chef l'Assemblée parisienne, M. Lafay ajoute que le 8 mars dernier le Conseil de Paris a ainsi adopté un vœu présenté dans les groupes de la majorité pour demander « que des mesures soient prises pour assurer le logement des locataires de bonne foi, tout particulièrement des travailleurs privés d'emploi ».

Dans sa lettre adressée aux pouvoirs publics parisiens, l'archevêque demandait qu'aucune expulsion ne soit opérée contre des chômeurs qui ne pourraient pas payer leur loyer.

Bretagne

● **LIBERTÉ POUR LA CULTURE BRETONNE.** — Le bureau du mouvement culturel breton Kuzul ar Brezhoneg estime que la récente visite de M. Chirac en Bretagne n'a fait que confirmer la volonté du pouvoir de consacrer à cette culture un moyen viable d'existence. Les demandes minimales du mouvement culturel breton sont, dit le mouvement : la possibilité d'échanger le breton à l'école primaire et dans le premier cycle du secondaire, la création d'une option de langue et culture bretonnes au baccalauréat, la création d'une licence d'enseignement de breton, un service d'enseignement breton à la radio et à la télévision. (Kuzul ar Brezhoneg, 28, rue des Trois-Prêtres-Le Goff, 22000 Saint-Brieuc.)

● **PERMIS DE CONSTRUIRE EN « SURSIS » AUX BATHIGNOLLES.** — Le Conseil d'Etat a ordonné le 17 mars le sursis à exécution pour le permis de construire le nouveau marché des Bathignolles, dans le dix-septième arrondissement. Le Conseil d'Etat a notamment estimé que la dérogation accordée en matière de densité était illégale. La reconstruction du marché des Bathignolles a été confiée à la société civile immobilière Moines-Bathignolles. Le projet remis en cause par le Conseil d'Etat envisage d'installer le nouveau marché au premier étage d'un bâtiment à usage d'habitation réservé aux cadres retraités avec parkings en sous-sol. M. Louis Moulinet, conseiller de Paris socialiste, devrait demander le 18 mars au préfet de Paris d'entreprendre des études nécessaires pour modifier le programme de reconstruction remis en cause par la décision du Conseil d'Etat.

TRANSPORTS

La conjoncture maritime est au plus bas ESTIMENT LES ARMATEURS FRANÇAIS

« L'armement français a une force, sa jeunesse, mais l'endettement de ses entreprises est énorme : 7 milliards de francs, soit une année de chiffre d'affaires. Et, compte tenu du rythme de développement, cet endettement va se trouver porté à 14 milliards dans trois ans », a déclaré le 17 mars M. Philippe d'Orsay, député général du Comité des armateurs (C.C.A.F.).

Pour que le pari engagé par la profession réussisse, il faut, selon le C.C.A.F., que l'accroissement des coûts, notamment les charges d'équipage, soit modéré. Les responsables de la flotte se sont plaints aussi qu'en 1976 « les courtiers portuaires aient répercuté sur les navires, et par conséquent à leurs propriétaires, les hausses de recettes dues aux baisses de trafic ».

Pour M. Poirier d'Orsay, la conjoncture maritime mondiale est au plus bas : début février, le tonnage mondial désarmé atteignait 59 millions de tonnes et

l'annulation des commandes représentait 43 millions de tonnes. La France est encore relativement préservée puisque 2 % seulement de sa flotte est désarmée. Mais la marge brute d'autofinancement par rapport au chiffre d'affaires a diminué en 1975, selon les types de transports, de 25 % à 50 %.

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, qui assistait au dîner du C.C.A.F., a toutefois donné une bonne nouvelle aux armateurs en déclarant : « Mon collègue des finances vient de me donner son accord à l'engagement du régime fiscal des « grévais » (1) afin de faciliter la mobilisation de nouveaux capitaux, sous forme de nouveaux emprunts, pour les armateurs jusqu'à la par la « grosse aventure » de la mer ».

(1) Régime selon lequel la propriété d'un navire peut être répartie entre un nombre important d'actionnaires, chacun d'eux étant admettant, début par exemple 0,5, 1 ou 2 % du capital d'un bateau.

CORRESPONDANCE

Les équipages d'Air France et la sécurité

Le 8 février dernier, un équipage, pour mener à bien des repos réglementaires, avait obligé le Boeing 747 d'Air France Buenos Aires-Rio-Paris, à se poser à Dakar. L'équipage, dont, depuis l'U.D.R. des Hauts-de-Seine, qui voyageait à bord de cet appareil, avait alors dénoncé « la décadence de la compagnie nationale » (le Monde des 25-26 février). M. Jean-Jacques Vetter, pilote de ligne d'Air France, répond ci-dessous à cette accusation :

« Face à toutes ces attaques verbales il est nécessaire de bien poser le problème. A une époque où l'on met facilement un chef d'entreprise en prison pour non-respect des consignes réglementaires de sécurité ayant entraîné mort d'homme, je ne permets de poser une question : « Si un accident aérien tuant plusieurs personnes survenait et que l'équipage de l'appareil ait dépassé les limites du temps de travail définies par le secrétariat général à l'aviation civile (cela pour satisfaire, par exemple, le bon vouloir d'un député se trouvant à bord), qui mettrait-on en prison ? »

Peut-on reprocher aux équipages de respecter les règles de sécurité ? Je ne pense pas que ce soit là l'avis des passagers, enfin pas celui de la très grande majorité. La compagnie nationale peut, au contraire, être fière du haut niveau de sûreté qu'elle a atteint à ce jour, grâce d'une part à la très haute qualification des mécaniciens qui assurent l'entretien des avions et des matériels annexes et, d'autre part, au « suivi » très strict des équipages des consignes de sécurité et à leur travail qu'ils font avec un maximum de conscience professionnelle.

Un exemple récent que je me permets de rappeler, montre sans ambiguïté l'efficacité d'un personnel particulièrement bien entraîné. Il y a quelques mois, à la suite de l'éclatement d'un pneu, un Boeing 747 d'Air France prenait feu sur l'aéroport de Bombay, cela juste avant le décollage. Grâce à l'action déterminante de l'équipage, quatre cents passagers furent évacués en un temps record de quatre-vingt-dix secondes.

● **CONCORDE SUR WASHINGTON.** — C'est le 24 mai prochain qu'Air France inaugurera (en même temps que la British Airways) la liaison Paris-Washington. Départs : les dimanches, mercredis, et vendredis, de Paris, à 20 heures (heure locale), arrivées à Washington à 17 h. 50 (heure locale) ; retour : les lundis, jeudis et samedis, de Washington, à 13 heures (heure locale), arrivées à Paris à 22 h. 50 (heure locale). Prix aller : 830 dollars ou 4200 F.

● **UN TUNNEL ROUTIER SOUS LE CANAL DE SUEZ.** — Le groupe britannique de travaux publics Tarmac vient de signer avec l'Égypte un contrat d'une valeur de 30 millions de livres sterling pour la construction d'un tunnel routier sous le canal de Suez. Ce contrat de construction est le premier proposé à l'étranger par l'Égypte depuis l'édification du haut barrage d'Assouan par les Soviétiques. Le tunnel, d'une longueur de 2 kilomètres, sera percé au nord de Suez. — (A.F.P.)

Les Etats-Unis avec Air France: des tarifs moins chers sans les contraintes du charter.

BOSTON
1750F

CHICAGO
2050F

HOUSTON
2845F

LOS ANGELES
2585F

NEW YORK
1775F

WASHINGTON
1955F

Voici les nouveaux tarifs Apex* de printemps aller-retour, au départ de Roissy, et sur les vols réguliers 707 et 747.

Ils existent également, tout aussi avantageux, pour les autres grandes villes des Etats-Unis, au départ de Paris. Par exemple : Dallas 2805 F, Miami 2135 F, Phoenix 3050 F, San Francisco 2585 F

les avantages:

Vous partez à la date de votre choix (**), vous voyagez sur vols réguliers et vous bénéficiez ainsi du service complet Air France.

Si vous voulez avancer la date de votre retour, vous pouvez reporter la valeur de votre billet, à valoir sur un tarif régulier, ce qui n'est pas le cas avec le charter.

les conditions:

Quand on veut économiser jusqu'à 50% du prix d'un voyage, il faut bien accepter quelques conditions.

Les tarifs Apex sont valables pour des séjours de 22 à 45 jours.

Pour en bénéficier, vous devez acheter votre billet deux mois avant la date du départ.

En cas d'annulation, il vous sera retenu 256 F ou 10% maximum du prix du voyage.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à votre Agent de Voyages agréé ou à Air France (Tél. 535.61.61).

AIR FRANCE

* Ces tarifs sont publiés sous réserve d'homologation gouvernementale. ** Supplément pour les traversées effectuées du 1^{er} juillet au 30 septembre et légère majoration (77 F par sens) pour les vols de week-ends.

مسافر الى الامم

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18.03.76 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18.03.76 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le jeudi 18 mars à 0 heure et le vendredi 19 mars à 24 heures :
Les perturbations venant de l'atlantique se déplacent dans leur partie septentrionale à leur arrivée sur l'Europe occidentale tendent à se déplacer vers le sud-est, mais une tendance orageuse commencera à se développer près de l'Atlantique.
Les vents s'orienteront au sud-ouest sauf près des frontières du Nord et du Nord-Est où ils resteront orientés au nord-est et au nord-ouest un peu sur nos côtes occidentales.
Les températures varieront peu par rapport à celles de jeudi, sauf peut-être sur l'extrême Nord et Nord-Est où elles pourront être un peu plus basses.
Le 18 mars à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 1013,9 millibars, soit 78,7 millibars de mercure.
Température (le premier chiffre

indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 mars : le second, le minimum de la nuit du 17 au 18 mars) : Ajaccio, 18 et 4 degrés ; Biarritz, 12 et 7 ; Bordeaux, 12 et 5 ; Brive, 11 et 5 ; Clermont-Ferrand, 14 et 7 ; Dijon, 13 et 3 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 9 et 5 ; Lyon, 13 et 4 ; Marseille-Marianna, 18 et 4 ; Nancy, 13 et 5 ; Nantes, 12 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 3 ; Paris-Le Bourget, 13 et 10 ; Pau, 12 et 6 ; Perpignan, 17 et 8 ; Rennes, 13 et 8 ; Strasbourg, 13 et 4 ; Toulouse, 11 et 3 ; Valenciennes, 13 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 23.
Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 5 et 2 degrés ; Athènes, 15 et 10 ; Bonn, 9 et 5 ; Bruxelles, 11 et 5 ; Casablanca, 18 et 15 ; Copenhague, 2 et -1,5 ; Genève, 13 et 1 ; Lisbonne, 16 et 8 ; Londres, 9 et 6 ; Madrid, 17 et 1 ; Moscou, -1 et -3 ; New-York, 1 et 4 ; Palma de Majorque, 18 et 11 ; Rome, 19 et 8 ; Stockholm, 1 et -13.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 18 mars 1976 :

DES DÉCRETS

● Portant publication de l'échange de lettres (ensemble cinq pièces jointes) entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République malgache concernant le passage sous responsabilité des installations industrielles de la direction des constructions et armes navales de Diego-Suarez ;

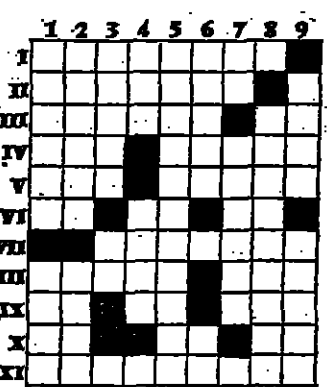
● Portant organisation d'un cycle préparatoire au concours interne de l'Inspection du travail.

DES LISTES

● L'admission à l'école militaire de la flotte en 1976 ;
● L'admission à l'examen organisé au Conservatoire national des arts et métiers pour l'obtention du titre d'ingénieur diplômé par l'Etat (session 1974) ;
● Des élèves de l'Institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitat du Conservatoire national des arts et métiers ayant obtenu aux sessions de l'année universitaire 1974-1975 le diplôme de cet établissement.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1409



HORIZONTALEMENT

I. Devient coquet en grandissant. II. Jeu de boules. III. Cherche à avoir le dernier mot. Invite à se déplacer. IV. Récolte beaucoup de pépins pour une seule pomme. V. Localité de France. Se gâte facilement le dos. VI. Fin de participe. Conjonction. Désigne une auguste victime. VII. Sa valeur ne tient qu'à un fil. VIII. Un homme avec qui on pouvait compter. Transpire. IX. Abréviation. Pronom. Voit un lever astral. X. Désigne une reine. Article. Fin de participe. XI. Fume beaucoup.

VERTICALEMENT

1. Son travail se fait le plus souvent assis. 2. Transporté. Pleurs. 3. Dans le Gard. Symbole chimique. 4. Première moitié. Personnage libéral. 5. Un qui savait se fendre. 6. D'un vers ambuleux. Dans une défense. 7. Deux consonnes. 8. Ne craignent pas les étourdissements. 9. Dépot. Pas aigle.

Solution du problème n° 1408

Horizontalement
I. Cordier. II. Tr. Loir. III. Gelée. O. IV. As. Gnon. V. Anclens. VI. Enlèves. VII. Tu. As. VIII. Tartes. IX. EN. ROS. X. Scie. XI. Bojars.

Verticalement
1. Cigarettes. 2. Urée. 3. A. Rein. 4. Duéne. 5. E. Exerier. 6. Oie. 7. Ro. Nez. 8. A. Io. Au. Le. 9. Froussardes.

GUY BROUTY.

loterie nationale Liste officielle DES SOMMES A PAYER, TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETS ENTIERS

TERMI-MAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER	TERMI-MAISON	FINALES et NUMEROS	GROUPE	SOMMES A PAYER
1	1	tous groupes	50	6	2 406	tous groupes	1 000
	97	tous groupes	150		6 336	tous groupes	1 000
	391	tous groupes	350		05 086	tous groupes	10 000
	781	tous groupes	250		43 766	tous groupes	10 000
	43 761	groupe 5	10 050		59 126	autres groupes	2 000
	44 461	autres groupes	2 050		95 246	tous groupes	10 000
	05 011	tous groupes	10 050				
	19 441	groupe 2	100 050		057	tous groupes	200
	22 041	autres groupes	2 050		097	tous groupes	200
	34 321	groupe 1	100 050		947	tous groupes	200
2	92	tous groupes	100	7	43 767	groupe 5	10 000
	43 762	groupe 5	10 000		48 267	autres groupes	2 000
	63 152	tous groupes	10 000				
	6 243	tous groupes	1 000	8	0 648	tous groupes	1 000
	8 443	tous groupes	1 000		8 118	tous groupes	2 500
	43 763	groupe 5	10 000		43 768	groupe 5	10 000
	2 264	tous groupes	1 000		34 058	autres groupes	2 000
	3 204	tous groupes	1 000				
	5 934	tous groupes	2 500		9	tous groupes	150
	43 764	groupe 5	10 000		19	tous groupes	250
	77 974	autres groupes	2 000		89	tous groupes	550
		tous groupes	10 000		179	tous groupes	10 050
3	095	tous groupes	200	9	06 769	tous groupes	10 050
	185	tous groupes	200		81 669	tous groupes	2 000 050
	865	tous groupes	200		43 769	groupe 5	2 000 050
	0 165	tous groupes	1 000			autres groupes	20 050
	43 765	groupe 5	10 000	0	270	tous groupes	200
	50 655	tous groupes	10 000		5 000	tous groupes	1 000
	56 245	tous groupes	10 000		14 690	tous groupes	10 000
					43 760	groupe 5	10 000
						autres groupes	2 000
4	46	tous groupes	100	13			

TRANCHE DES PRIMEVERES
TIRAGE DU 17 MARS 1976
PROCHAIN TIRAGE
LE 24 MARS 1976
à SAINT-MANDE (Val-de-Marne)

Permanence des centres de formation féminins

Voici la liste des centres d'information féminins fonctionnant en France sous l'égide du C.I.F.
● PARIS. — C.I.F. B.P. 400. 75007 Paris Cedex 07. Tél. : 95-35-60. Du lundi au vendredi, de 9 h. à 12 h. 15 et de 14 h. à 17 h. 15.
● RISSANVON. — Maison de la formation 21, rue de la République. 25000 Besançon. Tél. : 83-60-77. Poste 203. Du lundi au jeudi et le vendredi matin.
● BELLE-ÉPINE. — Centre commercial de Belle-Épine. Cedex C 740. 94301 Rungis principal. Tél. : 697-11-30. Poste 44. Du lundi au vendredi, de 11 h. à 18 h.
● BOURGOGNE-BELLANCOURT. — Mairie, avenue Morizet. 52100 Bourgogne. Tél. : 605-35-30. Poste 337.
● CREST. — Préfecture du Val-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle. 94000 Créteil. Tél. : 397-25-00. Poste 30-33. Lundi, mardi et vendredi, de 9 h. à 16 h. mercredi et jeudi, de 9 h. à 16 h.
● GRENOBLE. — 8, rue Pierre-Duclos. 38000 Grenoble. Tél. : 44-28-39. Du lundi au vendredi, de 11 h. à 19 h.
● LILLE. — Maison de l'éducation permanente, 1, place Georges-Lyon. 59000 Lille. Tél. : 33-11-34 et 33-53-72.
● LYON. — Syndicat d'initiative, place Bellecour. B.P. 254. R.P. 8222 Lyon Cedex 1. Tél. : 37-45-40. Du lundi au vendredi, de 13 h. 30 à 16 h. 30. et le samedi, de 9 h. à 12 h.
● MARCQ-EN-BAROEUL. — 125, rue Pasteur. 59700 Marcq-en-Baroeul. Tél. : 51-98-11. Le lundi, de 14 h. à 17 h.
● METZ. — Association mosellane pour la promotion du travail féminin, 35, rue Haute-Salle. 57000 Metz. Tél. : 75-33-12. Du lundi au vendredi, de 8 h. à 12 h. et de 13 h. à 17 h.
● MONTPELLIER. — Mairie, 2, place Pétrarque. 34000 Montpellier. Tél. : 70-22-44. Jeudi et vendredi, de 13 h. 30 à 17 h. 30.
● NANTERRE. — Préfecture des Hauts-de-Seine, 177, avenue Joliot-Curie. 92013 Nanterre, niveau 1. Tél. : 789-93-00. Poste 55-58. Du lundi au vendredi, de 9 h. 30 à 16 h. 30.
● ROUBAIX. — Mairie, chambre de commerce, 2, rue du Château. 59100 Roubaix. Tél. : 70-38-50. Poste 245. Les mardis et jeudis, de 9 h. à 11 h. 30.
● SAINT-ETIENNE. — 12, rue Générat. 42000 Saint-Etienne. ● SAINT-MAUR. — Mairie, place de la Mairie. 93100 Saint-Maur. Tél. : 283-22-40. Poste 23. Lundi après-midi de 14 h. à 16 h.
● STRASBOURG. — 2, place du Marché-aux-Poissons. 67000 Strasbourg. Tél. : 30-49-22. Accueil le mardi, permanence téléphonique du lundi au vendredi, de 9 h. à 11 h. ● TOULOUSE. — 25, Grande-Rue. Saint-Michel. 31000 Toulouse. ● TOULOUSE. — 25, rue de l'Abbaye-de-1200. 31000 Toulouse. Tél. : 74-33-43. Du mardi au samedi, de 9 h. à 12 h. ● VALENCIENNES. — Centre d'action sanitaire et sociale, 23, rue G.-Farras. 59000 Valenciennes. Tél. : 43-97-72.

la TUNISIE

"à la carte"

à des prix sans concurrence et ... sans surprise

Quel que soit votre budget "vacances", quel que soit le temps dont vous disposez, REPUBLIQUE TOURS vous permet de partir librement à la découverte de la Tunisie en choisissant le moment de votre départ, la durée de votre séjour et la catégorie de votre hôtel.

3 formules au choix

ainsi qu'une grande gamme de séjours.

WEEK-END
(baie de Tunis ou Hammamet)

à partir de **695 F**

MINI-SEMAINE
(4 ou 5 jours)

à partir de **795 F**

SEMAINE
hôtel Ezzahra ***

à partir de **1110 F**

Prix comprenant : Voyage Paris/Tunis/Paris. Logement, petit déjeuner, 1/2 pension, assistance. En collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.

Appellez votre Agent de voyages ou REPUBLIQUE TOURS
Tél. 355.39.30

DEMANDE DE DOCUMENTATION

NOM _____ Adresse _____

REPUBLIQUE TOURS - 61, rue de Maite
75541 PARIS Cedex 11

VENTES

A NEW-YORK
1 400 000 DOLLARS
POUR GAUGUIN

Une toile de Gauguin, *Nature morte à l'estampe japonaise*, peinte en 1888, a été vendue 1,4 million de dollars, mercredi soir, chez Sotheby Parke Bernet de New-York. C'est un record pour une œuvre de Gauguin, et presque le record pour une œuvre de l'époque impressionniste, détenu jusque-là par Renoir.
Lors de la vente, une toile de Georges Rouault, *Trio*, — une scène de cirque, — a été adjugée pour 280 000 dollars, un Van Dongen, *Trinité*, Fernandez, pour 160 000 dollars.
En revanche, une *Maternité*, de Picasso, dont la valeur était estimée entre 700 000 et 800 000 dollars, n'a pas trouvé d'acquéreur. Des œuvres de Toulouse-Lautrec, Sisley, Monet, Vuillard, Braque et Chagall ont reçu des offres jugées insuffisantes et n'ont pas été vendues.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai d'Anvers-Paris

Vendredi

VENTES
S. L. - Faïences, Porcelaines anc. M. Vandermersch, M. Pescheteau. S. L. - Crèmerie ancienne, S.C.P. Laurin, Goullou, Buffetaud, Tailleur. Décorations. C. de Chevalier. M.M. J.-B. Charles, S. Bourget. S. L. - Successeur M. C. et divers. Tableaux modern. Estampes. Affiches. Dessins. Aquarelles. Peintures. M. Rousselle. — S.C.P. Couturier, Nicolay.
S. L. - Tableaux mod. M. Robert.

VENTE A VERSAILLES

M. P. et J. MARTIN, c.-p. 28. S. L. imp. Cheval-Léon - 950-38-08. DEMANDEZ 31 MARS. GALENIE DES CRYVAL-LECHERS 14 h. 30 - ART EXTRE-ORIENT 14 h. 30 - SIKES ET MEUBLES Ch. X. - Louis-Philippe, Nap. III. HOTEL DES CRYVAL-LECHERS 14 h. - GRANDS VINS Exposition vendredi et samedi.

مکان الزمیل

ARTS ET SPECTACLES

DE LUCHINO VISCONTI

Un condottiere marxiste

(Suite de la première page.)

Cependant, déjà dans *La terre tremble* apparaissent les prémices de ce qu'on appellera la « contradiction » viscontienne. L'homme de la beauté, l'homme de théâtre qu'il est et qu'il ne cessera d'être, percute sous le cinéaste engagé. Les images raffinées de *La terre tremble* semblent suspectes à certains orthodoxes, et Visconti est accusé d'avoir « désamorçé » par ses recherches formelles le contenu idéologique de son film.

La terre tremble, dont le réalisateur a en partie financé lui-même la production, fut un échec. Plusieurs années passent. Visconti délaisse le cinéma au bénéfice du théâtre (il monte *Shakespeare*, dans des décors de Salvador Dalí, Tchekhov, Sartre, Tennessee Williams, Anouilh, Gollon...). Un seul film pendant cette période : *Belshazzar* (un rôle admirable pour Anna Magnani), qui, avec le recul du temps, nous paraît comme une sorte d'adieu au néoréalisme. Puis, en 1954, c'est le coup d'éclat de *Senso*.

Dans ce film inoubliable, Visconti assume sans réserve sa « contradiction ». Riche de son expérience théâtrale, sachant qu'il possède le sens inné du spectacle, sûr de ses moyens, il s'élève du champ clos du « verisme » pour s'abandonner à un « réalisme romantique » dont les liens avec l'opéra italien sont évidents. « J'ai fait sauter les sentiments exprimés dans la *Traviata* de Verdi

par-dessus la rampe, dans une histoire de guerre et de rébellion. » Non seulement la critique sociale se réfère ici à une époque révolue (le Risorgimento), ce qui lui enlève de son élan, mais ce n'est qu'à travers les arabesques d'une folle intrigue amoureuse qu'elle se dessine. Et, à plus de vingt ans de distance, il nous faut bien admettre que c'est d'abord le sombre et brûlant poème, le bouleversant visage d'Alida Valli, la très stendhalienne bataille de la Custoza et ces admirables images d'une Venise en voie de décomposition, qui surgissent dans notre mémoire.

Senso marque une étape décisive dans la carrière de Visconti. Sans doute est-il faux de dire que le cinéaste rompt alors avec ses préoccupations antérieures. Ce qu'il cherche, c'est plutôt à les dépasser en se dépassant lui-même. *Senso* prolonge d'une certaine manière *La terre tremble*, le romanesque cinématographique devenant un instrument de connaissance totale de l'âme humaine. « Ce sont les passions et les conflits sociaux qui animent et bouleversent l'histoire », a déclaré, un jour, Visconti. Jusqu'à la fin de sa vie, le « comte rouge » est resté fidèle à cette proposition. Il n'empêche qu'à partir de *Senso* sa tendance fut davantage de s'intéresser aux grands élan lyriques, aux mouvements de l'âme et du cœur, qu'au combat révolutionnaire.

Après les *Nuits blanches*, où le for-

malième rejoint presque l'abstraction, Visconti éprouve cependant le besoin de renouer avec un thème moderne et populaire en réalisant *Rocco et ses frères*. Mais ce film, d'une gravité et d'une puissance dramatique exemplaires, ne fait qu'effleurer le problème social (l'émigration italienne) que l'auteur a inspiré. Et, dans les œuvres qui suivent, si les préoccupations politiques ou idéologiques demeurent présentes, elles sont comme sublimées par la démarche artistique du réalisateur, par le foisonnement luxuriant de sa mise en scène. Elles deviennent signes, symboles, rappels peut-être, d'une espérance perdue. Progressivement, elles s'effacent devant des inquiétudes d'un autre ordre — moral ou philosophique — que l'on devine propres à l'auteur.

Ainsi en fut-il — pour ne parler que des œuvres majeures des dernières années — dans l'élégante fresque familiale du *Gépard*, où la haute sérénité du prince Salina dissimule mal la hantise de la mort et le sentiment de la vanité du monde ; dans le tumultueux et tragique opéra des *Damées* ; dans *Luigi*, récit d'un pourrissement, d'une déchéance, d'un désespoir ; et plus encore naturellement dans ces deux chants d'adieu, ces deux chants funèbres, que furent *Mort à Venise* et *Violence et Passion*.

Quand il parlait de *Violence et Passion*, Visconti mettait volontiers l'accent sur l'aspect politique du film, sur ce qu'il appelait l'« examen d'une société malade ». Et, certes, cet aspect existait. Mais il comptait moins que le drame personnel du héros, que la tristesse, le désespoir, l'isolement, de cet intellectuel au déclin de l'âge, incapable de renouer avec la vie et ses semblables des liens volontairement rompus. *Violence et Passion* a la gravité d'un requiem, écrivons-nous au moment de la sortie du film. Requiem pour un homme qui maintenant va glisser dans la mort. En fait, nous pressentons que ce film admirable était un testament.

De *La terre tremble* à *Violence et Passion*, Visconti a inscrit l'évolution d'un artiste chez qui coexistaient la générosité du cœur, l'intelligence critique, une immense culture, un certain dynamisme et un pouvoir créateur que la maladie elle-même ne put altérer. Des contradictions, des conflits personnels, des passions de l'homme, l'œuvre est née. Une œuvre flamboyante, faite de lucidité et de beauté pure, enracinée dans la réalité, porteurs également d'inquiétudes, de déchirements secrets, l'œuvre, en définitive, d'un grand artiste qui était un humaniste.

JEAN DE BARONCELLI.

● M. MICHEL GUY : le premier Européen.

« Luchino Visconti a été depuis trente ans le premier Européen de grande culture », a déclaré M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, il a mis les ressources de la tradition la plus raffinée, la plus aristocratique, au service du renouvellement le plus audacieux des formes d'expression européenne. On sait ce que le cinéma lui doit, et à travers la culture, la littérature et même la mythologie rétrospective. On sait moins qu'il a été l'artisan essentiel de la résurrection de l'opéra et que ses mises en scène ont ouvert une voie. Sa mort est pour l'Europe, pour la civilisation, une perte irréparable. »

Petites nouvelles

■ La composition des nouvelles commissions chargées de procéder au choix des films susceptibles d'être présentés dans les festivals internationaux et dans les manifestations cinématographiques à l'étranger est fixée par un arrêté ministériel, signé par M. Michel Guy et Jean Sauvagnargues. Deux collèges (opéra et long métrage) de trois membres, désignés pour un an par le secrétaire d'Etat à la culture, arrêteront la liste des films sélectionnables ; à ces trois personnalités s'ajouteront, pour le festival de Cannes, un représentant des organisateurs, et, pour les autres manifestations, des représentants du ministère des affaires étrangères et d'Unitas Film. La réforme des anciens comités de sélection — mise en place par M. Jacques Duhamel — a été décidée par M. Guy. L'an passé, incontesté de la représentation française à Cannes.

■ Le long métrage « Maxine » réalisé en 1971 par Howard Sack et Sarah Kermadec a obtenu le premier prix du cinquième Festival international des droits de l'homme. Des récompenses ont également été attribuées à « Miroirs à l'éclat » de Vito Marcato (1971) et à « L'été ma jante » de Peter Basso (1974).

THEATRE DE PARIS

des souris et des hommes

« La meilleure représentation des « Souris et des hommes » que nous ayons jamais vue. »
Mme JOHN STEINBECK
DIMANCHES 15 h., 18 h. 30

ORCHESTRE DE PARIS

SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE

LAWRENCE
FOSTER
GABRIEL
TACCHINO

YES
Symphonie n° 4
GERSHWIN
Concerto pour piano en fa
BERNSTEIN
Dames d'opéra
(West Side Story)
PALAIS DES CONGRES
Jeu 1^{er} avril, 20 h. 30
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
Samedi 3 avril, 10 heures
Location : Palais des Congrès
et Th. des Champs-Élysées

EGLISE DE LA MADELEINE

Vendredi 19 mars, 20 h. 30
ENGLISH
CHAMBER
ORCHESTRA
Dir. R. LEPPARD
B. SOUSTROT, trompette
U. REINEMANN, harpion
BACH - HUMMEL
TELEMANN -
HAENDEL
PATHE MARCONI EMI

400^{ème} THEATRE GYMNASSE MARIEBELLE

Viens chez moi
Habite chez une
copine
Rire non Stop
38 Bd Bonne Nouvelle 7701615
Soirée 21h Matin 15h Adm : 01.46.20.00.00
LOCATION THEATRE ET AGENCES

LE THEATRE DES DEUX ANES

va fêter joyeusement la 200^{ème} de la

mondaine revue « SERRE - VIS

COMPRE » qui continue sa bril-

lante carrière avec F.-J. VAIL-

LARD, CH. VESSEL et Jacques

MEYERAN en tête de distribution.



Prolonger le répertoire classique du cinquième traditionnel en lui ajoutant comme contenu la démythification du héros. Vous fidez des clowns « MACLOMA » qui sont au Théâtre de l'Agassiz à la Cartoucherie jusqu'au 4 avril 1976 (réservations : 88-38-21). Dario FO, qui a été leur maître à penser, dit d'eux que leur « élan » est salutaire... (pour adultes de préférence !)

Percussions de Strasbourg ICARE

Parabole musicale-crétion
Dramaturgie musicale : Maurice Guillaud
Argumentation musicale : Percussions de Strasbourg
Interprétation : Jean-Pascal Guénichon - Percussions de Strasbourg
Réalisation : Maurice Guillaud
le 18 mars à 14 h. 30 et à 20 h. 30
le 21 mars à 20 h. 30
GALERIE THEATRE, 28, rue des Francs-Bourgeois. Tél. 272-73-52

BEAUX ARTS TRIO

Cercle
Interallée
23 mars
à 21h
Brahms - Haydn - Beethoven
PHILIPS

REPRISE POUR 7 REPRESENTATIONS SEULEMENT de la dernière création de MAURICE BEJART "NOTRE FAUST" ballet du xx^e siècle

du mercredi 21 au mercredi 28 avril (relâche dimanche 25 avril)

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES
Places de 10 à 60 F
Location à partir du 21 mars au théâtre
11 h à 17 h 30. Toutes agences et par tél. 225.44.38

THEATRE D'ORSAY

COMPAGNIE RENAUD BARRAULT
avant la tournée en URSS et aux USA
6 dernières
18-19-23-31 à 20 h 30 - dimanche 28 à 15 h et 18 h 30
Les nuits de Paris
en alternance avec
des journées entières dans les arbres
dernière 4 avril
PETITORSAY
18 h 30 Isabel et Angel Parrà
20 h 30 Portrait de Dora
location 7, quai Anatole-France - tél. : 548.65.90 et agences

ma ECOLE MUNICIPALE DE MUSIQUE ET DE DANSE

Méromanes, devenez Musiciens l'ensemble vocal de l'école municipale de musique d'argenteuil s'agrandit

Nous sommes déjà plus de 85, hommes et femmes de tous les âges, notre dénominateur commun : la musique et le chant. Nous voulons être encore plus nombreux afin de faire plus et plus beau. Sous la direction de Michel PIQUEMAL, notre répertoire va du chant de la Renaissance à la musique contemporaine, en passant par les œuvres des grands maîtres (Bach, Mozart, Fauré, etc.). Si vous aimez la musique (même si vous avez peu de connaissances), venez nous rendre visite un jeudi soir, cela ne vous engage à rien. Des amis viennent nous écouter et sont toujours les bienvenus. NOUS RECHERCHONS tout particulièrement des voix de ténor et de basse.

A bientôt.
INSCRIPTION
à l'école municip. de musique et de danse d'Argenteuil, 50, boulevard Héloïse, 95100 - ARGENTEUIL
Tél. : 961-70-01.
RÉPÉTITION
tous les jeudis soirs à l'école municipale de musique (ancienne mairie d'Argenteuil), de 19 h. 30 à 21 h.

En bref

Chanson

Helène Martin chante Aragon...

Chansons-Roman : on peut donner le titre, qui engage à aller voir. Ou bien recopier la Lettre à Aragon, qu'a écrite Helène Martin. Ou bien se contenter de : « Ces mots impossibles à dire, ces mots près du cœur, ces mots près des lèvres. » N'importe quoi, s'arrêter là, citer tous les poètes qu'elle cite, en hommage, en signe d'amitié, Aragon en tête, Aragon en fin. Ou encore (et encore Aragon) renvoyer au *Paysan de Paris* dont elle chante quelques pages (mais ne pas donner la référence, pour que l'on se perde dans le roman).

Et tout cela, pour ne pas avoir à choisir d'adjectif, pour ne pas raconter la voix que l'on a entendue, de peur que le bonheur allie à sa perte.

Cl. D.

★ Nouveau Carré, 21 h.

Cinéma

« Les Décimales du futur »

Robert Fuest, qui fut le magistralement inspiré par les aventures fantastiques de « l'abominable docteur Phibes », s'est perdu corps et bien dans ce film de science-fiction, dont le scénario tournant autour de la fabrication d'un Messie immortel pour une ère nouvelle de l'humanité — est à peu près incompréhensible. On suppose qu'il s'agit d'une parodie, à cause de quelques situations absurdes, de citations de *Docteur Folamour* et *Orange mécanique*, et, surtout, de la séquence finale dans un laboratoire de Laplace où un super-ordinateur est alimenté par les cerveaux de savants géniaux, marquant dans l'alcôve. Le « prix spécial » du jury du dernier Festival d'Avoriaz ne doit avoir sa raison d'être que pour le travail du décorateur. Car, à part cela, le film est sans intérêt et d'un incommensurable ennui. — J.-S.

★ Styl. Martens, les trois Baumgarten (V.O.).

Théâtre

Deux groupes de recherche

Dans le théâtre en sous-sol de l'Ecole normale, blanc clinique, de longues boîtes verticales, blanches, libérant des jambes, des bras, des corps qui miment,

dans le ralenti et le silence des actions symboliques, une sorte d'historique de la folie, nourri d'antipsychiatrie.

A la Cartoucherie de l'Epée de Bois, de grandes constructions métalliques montées sur roulettes jouent aux autos tampons sur le plancher qui en tremble, dégageant un bon, une jambe, un corps. Trois jeunes gens torse nu tapent sur les surfaces lisses, déclenchent un tonnerre dérisoire et annoncent en français des phrases écrites par William Burroughs.

Le spectacle de l'Ecole normale s'appelle *Souvenirs d'enfance* ou *les Réducteurs de tête* ; il est dû au Théâtre du Regard dirigé par Pierre Fritel. Celui de la Cartoucherie s'appelle *The Penny Arcade Peep Show* ; il est dû au Plan K, groupe belge dirigé par Frédéric Flamand. Tous deux se réclament de la « recherche » (recherche d'une réalité étouffée, occultée par l'ordre et ses lois), et à aucun moment n'évitent ce piège premier, primaire : le travail qui se mord la queue, le narcissisme un peu puéril. Après quoi, ils peuvent bien — comme le Théâtre du Regard — mettre en place des tableaux agutcheurs — prometteurs même, — rien ne se passe puisqu'ils ne s'adressent à personne d'autre qu'à eux-mêmes. — C. G.

★ *Souvenirs d'enfance*, 45, rue d'Ulm, 20 h. 30.

★ *Penny Arcade Peep Show*, Cartoucherie de l'Epée de Bois, 20 h. 30.

« C'est pas d'main l'abeille »

Le clown Auguste n'aime pas les clowns blancs. Des types bizarres, les clowns blancs : ils ne parlent pas la même langue, n'ont pas la même couleur de peau, et arrivent d'un lieu où par wagons entiers, pour creuser des tranchées en ville, balayer la France, travailler au chaud dans les fonderies, les mines, bref retirer le pain de la bouche aux bons Augustes de chez nous.

Le clown Auguste n'est pas raciste, mais quand un clown blanc vient lui demander la main de sa fille, il a comme une syncope.

Fable claire et de bon aloi, *C'est pas d'main l'abeille* est jouée à la gaillarde, comme un intermède de clowns dans un petit cirque ambulancier des familles, avec calembours et gélipettes.

Jean-Claude Martin (Auguste), Kathia David (sa fille) et Alain Roland (le clown blanc) peignent que invitée aussi bien dans les cantines des fabriques que dans les kermesses communales : ils expriment en images nettes, avec goût, des choses vraies.

M. C.

★ Studio-Théâtre 14, 21 h.

Le Monde DES LIVRES

Jean Ferniot satirique

UN GRAIN DE SABLE DANS LES ROUAGES

★ LES HONNÊTES GENS, de Jean Ferniot, 216 p., 22 F.

Une vieille femme de ménage est licenciée pour avoir eu un malaise cardiaque dans le fauteuil du P.-D. G. dont elle fait les bureaux, la chose passe inaperçue : la fin d'une pauvre vie.

Si une bande de jeunes saccage un hôtel particulier de Neuilly, on conclut sans plus à un acte de vandalisme et on passe. C'est habituel aujourd'hui.

Si le chef de la bande est le petit-fils de la vieille femme de ménage et qu'il a enterré l'expédition chez le P.-D. G. pour venger sa grand-mère, l'incident commence à prendre du corps. Les syndicats, les mouvements gauchistes s'en emparent.

Si la femme du P.-D. G., tombée amoureuse du petit voyou, le soustrait à la police alors que ses copains sont pris, et s'en va le cacher dans sa maison de campagne et al l'aventure est découverte, alors l'affaire devient sérieuse. Elle mobilise grande presse, justice, conseils d'administration, préfectures, cabinets ministériels.

Si la police arrive trop tard pour empêcher le P.-D. G. d'être tué par le voyou dans des circonstances fort honorables pour ce dernier, c'est un scandale qui éclate et le ministre de l'Intérieur saute, même si l'on a arrêté les deux complices qui s'enfuyaient ensemble.

Tel est le crescendo que suit fort habilement le dernier roman de Jean Ferniot, *Les Honnêtes Gens*. C'est mené tambour battant. La tension ne cesse de croître en même temps que la dimension du livre. On part d'une série de gros plans sur des personnages assez conventionnels. On traverse une histoire d'amour à laquelle on ne croit qu'à moitié. Et, la scène se remplit à mesure que s'enfile l'événement, on débouche sur une satire sociale qui démonte les rouages d'un certain monde — l'establishment — où tout se tient, se soutient et se met en branle dès qu'on a touché à l'un des liens.

La portée nouvelle de son roman incite à poser quelques questions à Jean Ferniot.

D'abord, lui qui entend sur les ondes, qu'on voit sur le petit écran, dont on lit les articles, les essais, et non seulement les écrivains mais ceux qu'il recommande à son émission télévisée ou qu'il publie dans la collection qu'il dirige chez Gallimard, qu'attend-il en plus de la création romanesque ?

« Une autre forme d'écriture, une délivrance de l'assujettissement à l'information. La mise en scène de personnages, leur destruction ou construction intérieures, le choc des sentiments, c'est tout de même autre chose que le commentaire de l'actualité ! A travers tout cela, je veux exprimer ma vision des rapports qui existent entre les hommes. »

Cette réponse définit déjà un certain type de roman : classique et psychologique. Intrigue, personnages, drames... Du réalisme. La trait est noir. Pourquoi si noir ? Tout dans la vie a réussi à Jean Ferniot, qui ne cache pas la modestie de ses origines — il est un



★ Dessin de Julien.

enfant de la Mouffe — ni son passage par le séminaire, dont il lui reste des traces, bien qu'il se sente aujourd'hui plus grec que chrétien.

« J'ai une trop haute idée de l'homme pour ne pas être déçu par les hommes. Je dois cette formule à Julien Benda dont la Trahison des clercs m'a beaucoup marqué. En fait, je suis surtout attaché aux valeurs abstraites, la vérité, la justice, la solidarité, le dévouement, l'amour. Les hommes ne font que les trahir, avec leurs nationalismes, leurs racismes, leur égoïsme, leurs déceptions. Mais le scepticisme que le nourris à leur égard est combattu par un enthousiasme. Je voudrais que les choses se passent mieux. Et je le dis, sans grande illusion. »

JACQUELINE PIATIER.

(Lire la suite page 21.)

PORTRAIT

GABRIEL MATZNEFF, le « libertin sentimental »

★ CETTE CAMISOLE DE FLAMMES (Journal, 1953-1962), de Gabriel Matzneff, La Table ronde, 252 p., 39 F.

« J'ETAIS Athos, le grand seigneur misanthrope, secret, différent... »

Gabriel Matzneff, qui se retrouvait aussi dans les allures d'Armand, tient le journal de sa vie depuis l'âge de seize ans. « Cette camisole de flammes » nous en fait découvrir la première tranche, qui va de 1953 à 1962 : l'adolescence de l'auteur, ses aventures amoureuses, la fréquentation de Ségolène, de Lucrèce, de Shopenhauer et de Nietzsche, sa rencontre avec Montherlant, son service militaire, ses débuts à « Combat ». « Ce garçon que j'ai été, je ne le rends pas, dit-il dans le préface. Une convenance profonde ne cesse pas d'exister entre nous. »

De l'éducation d'un jeune homme : ce qui prend forme, se dessine dans le cours de ces années où « l'entrée » dans l'âge adulte passait par la guerre d'Algérie et par « l'école d'asservissement » qu'était devenue « la carrière des armes », c'est le visage d'un « réfractaire », c'est une pratique individualiste, opposée aux mœurs modernes. Français d'origine russe, et pédéraste — au vrai sens du terme, c'est-à-dire amoureux de jeunes garçons, sans qu'il renonce aux femmes ni aux jeunes filles, — l'auteur se sent « un peu métèque », un peu exilé. Alors, il choisit de s'exiler lui-même. Il refuse la famille, rejette les carrières. Tenir un rôle social lui semble déshonorant. « Esprit de l'indépendance », écrit-il. L'Etat ne lui inspire que de la haine ; et il demeure éloigné du patriotisme — comme de toutes les idéologies, — car il se sent l'âme russe et romaine autant que française.

Ses positions le tiennent, parfois, comme une « camisole de flammes » — l'une d'elles amènera une tentative de suicide, — mais la camisole, c'est aussi tout ce qui nous fait vieillir avant que n'en vienne la saison, tout ce qui détermine, restreint, réduit l'individu : le sacrifice et la perte de soi. L'auteur entend s'isoler de « l'humanité grise », de « la ter-

mière », se soustraire aux devoirs, aux contraintes, ne servir que lui-même, ne vivre qu'à sa guise. « Mieux vaut périr en restant soi-même que prospérer en se reniant... » Il se veut désinvolte et s'applique à mener une « existence ironique ». La vie sera une flânerie, un voyage. « Libertin sentimental », amoureux sceptique, il n'a souci que de ses plaisirs, de ses passions. L'amateurisme : voilà sa philosophie.

Narcisse, quelquefois, transparent, mais il ne résiste guère à l'humour de l'auteur. Celui-ci ne cesse de s'interroger, de se mettre en question. Ne pas se mentir, être soi-même : entreprise difficile quand le moi se voit un scandale ; et puis, cela implique de vivre avec la pensée de la mort. Matzneff relate cette aventure, d'un ton « naturel », sans jamais se donner un masque tragique : « Je ressemble à Kirov », dit-il, par mon obsession du suicide, et aussi

par mon habitude de boire du thé la nuit. »

La pensée du suicide revient très souvent sous la plume de l'auteur. Il éprouve cette sorte de pessimisme, cette désillusion qui conduisent à ne chercher refuge dans aucun « divertissement », à ne fonder sa cause sur rien, comme disait Stimer, et qui accompagnent la seule vraie passion de la vie. « Philosophie pour désemparés. »

Autre paradoxe : les rapports de Matzneff avec la religion. L'Eglise orthodoxe le séduit, sans la conquérir. C'est la « sensualité » de la religion qui l'attire. Et puis, elle incarne sa « nostalgie de la victoire sur le désespoir et sur la mort ». Mais cette nostalgie ne le détourne pas de l'athéisme.

Un dernier trait : son goût de la provocation. « J'aime assez, écrit-il, que la fête de mon régime soit l'anniversaire d'une dé- faite. »

FRANÇOIS BOTT.

ROBERT LAFFONT

Vient de paraître dans la collection La vie selon...

HENRI LABORIT

Eloge de la fuite

FRINGALES

« Tous nés d'une femme », de Jean-Louis Bory « Journal d'un innocent », de Tony Duvert

La liberté, comme la vraie révolution, est une conquête continue et jamais achevée. Quand cèdent les pressions du dehors, il reste les plus tenaces, celles qu'on a pris goût à s'imposer soi-même.

Les homosexuels en savent quelque chose. Bien qu'ils ne forment plus la « tribu damnée » dont parlait Proust à mots couverts, et que le Gide de *Corydon* s'excusait d'excuser, bien que Cocteau, Genet, et le chambardeur culturel de ces dernières années aient affirmé leur goût à la différence, beaucoup continuent à se sentir, à se préférer, maudits.

Tout en militait au premier rang sur les principes comme essayiste et journaliste, Jean-Louis Bory occupe une partie de sa vaste autobiographie romancée à témoigner de ces séquences psychologiques. *La Peau des zébrés* (1969) décrivait les échecs douloureux, vers les années 58, d'une sentimentalité à la Dely. La fringale de plaisir qui fait suite à ces déboires, et sert de thème à *Tous nés d'une femme*, conduit à une autre aliénation, que seule abolit l'« harmonie du cœur et du sexe », annoncée pour le troisième tome.

QUAND s'ouvre le deuxième volet d'aujourd'hui, le narrateur François-Charles relève d'au moins trois désespoirs d'amour, dont l'un l'a mené au bord du suicide. Il veut encore croire à la passion en valant, et fidèle, mais son nouvel ami, gauchiste en banlieue, le déçoit. A Marrakech, où il tente de l'oublier, des compagnons d'un soir lui donnent le goût des rencontres anonymes et furtives.

Retour à Paris, il retrouve ses vieilles envies de conjugalité orgueilleuse. Mais le gauchiste l'en délie en le trompant lors d'un week-end entre amis. Après une dernière tentative de vie commune avec un barbu bulgare vite ennuyeux, notre boy-scout prolongé se dévergonde sans vergogne. Des bains de vapeur spécialisés aux hasards des trottoirs, ce n'est plus qu'une chasse au plaisir, vorace, insaisissable.

Il faut les qualités prodigieuses d'un rapin alsacien, et un nouveau miracle de l'amour, apparemment durable cette fois, pour réconcilier en lui l'ange et la bête, et lui assurer — ce sera le titre de la suite à venir : *Le Ciel par dessus le marché*.

Tous nés d'une femme est le deuxième roman de Bory depuis *Mon village à l'école allemande*, Goncourt 1945. Par des surréalistes, des

rééditions et des reclassements a posteriori, l'auteur espère donner à cet ensemble, d'inspiration autobiographique, la dimension d'une fresque comparable à celles du XIX^e siècle, dont il est nourri.

Il est trop tôt pour se demander s'il a réussi de ce point de vue. Ce qui est certain, c'est que la peinture de notre époque n'est qu'une conséquence de l'entreprise. L'intention avouée est d'abord de lutter contre le temps et l'oubli. On reconnaît cette démarche de sauvegarde intime à ce que les souvenirs sont choisis à raison de l'émotion qui s'y attache pour l'auteur, avec l'espoir répandu par Proust que la mémoire est naturellement sélective, et non en considération de ce qui promet ou non d'intéresser autrui.

Le week-end de Pâques où le gauchiste trahit est raconté par le menu à la manière d'un pense-bête, ainsi que les frénésies qui s'ensuivent, notant l'évidence, admise par Bory lui-même, que « rien n'assomme comme les aventures sexuelles des autres ».

Mais le journal intime prend valeur de document. Les événements politiques et culturels de l'année 1961 — convulsions d'Algérie, plasticages à Paris, discours gauchistes, vol de Gagarine, découverte de *West side story*, des *Misfits* et du twist — ont la juste couleur, déjà passée, qu'on leur donne chez les intellectuels du système arondissement, après les *Mémorables* de Beauvoir et avant le gauchisme.

Le livre reflète surtout les difficultés rencontrées par un homosexuel pour vivre dans sa chair la liberté revendiquée par son esprit. Il y a certes, un progrès décisif par rapport à la *Peau des zébrés* : il ne s'agit plus de dépendre du caprice des autres, tout en rêvant de durée, ni à jouer les Phédra plaquées, selon le schéma hétérosexuel de l'impossible bonheur féminin. Mais les réflexes masochistes persistent dans ce qu'il croit être son attachement sensuel.

BIEN qu'il déclare l'ignorer — dans *Ma moitié d'orange*, — un sens du péché digne de Green accompagne ses chasses, et peut-être les agréments en secret. Pas de fièvre nocturne sans rendez-vous avec sa propre nuit !

A défaut de péché, la fatalité du mal est présente. Il croit que la nature porte à s'entre-déchirer, il parle du « labyrinthe de la chimérisse » et n'a de cesse d'y échapper, comme à un poison et à un anachisme petit-bourgeois aussi limité que la morale judéo-chrétienne.

L'exaltation de rencontrer anonymement une femme égale à la sienne, et

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

comme elle avivée par les restes d'indécence, crée bientôt à une nostalgie du supplice et à la pensée familière de la mort. Celle-ci n'est pas seulement présente au chevet de l'onde dont les lèvres s'appellent à lécher les lèvres ; elle rôde à l'angle des rues mal famées, sur chaque visage, dans le squelette médiéval qui pointe sous notre « sac de peau ». « Faire la vie » n'est qu'une manière de nier un nous le cadavre.

Cette dramatisation du plaisir comme drogue aliénante et remède contre l'effroi du néant porte, elle aussi, sa marque des années 60. Et c'est par cet art d'être pleinement de son temps, accordé à ses élans et ses chagrins, tout feu tout flamme, que Bory mérite de rester.

TONY DUVERT se ressent d'être de vingt-cinq ans son cadet. Né en 1945, il n'a pas subi la morale sexuelle qui imprégnait l'enseignement même laïque, jusqu'à la guerre, ni les honneurs qui lui survivent. Sa libération ne s'encombre pas des diktats et des rituels transgressés.

Une innocence païenne directement héritée des antiques et des libertins baignait les perversions du *Paysage de fantaisie*, prix Médicis 1973. *Journal d'un innocent* nous replonge dans cet univers, sans fausse ni souffrance, du désir plus qu'assouvi ; promettant finitude et occupation exclusives de l'existence. Livre « porno », comme le clame l'auteur ? Pas même, s'il est vrai que le genre suppose une lecture ornée, jamaise. Accomplissements et orgasmes se succèdent, à raison de deux par page en moyenne, avec le naturel qu'on pourrait trouver aux ébats de folles bestioles, au secret d'un bois.

L'EUROPE ne permet pas encore de telles oisivetés voluptueuses. Aux patios, au climat brillant, à la désinvolture effrontée et parfois cupide des petits partenaires, on devine, sans en être informé clairement, que ce paradis se situe dans quelque médina où Bory, et avant lui Gide, Lawrence, Montherlant peut-être, ont appris à ne pas rougir d'une « contre-nature » variable selon les latitudes.

Malgré son âge, l'auteur ressemble plus à ces grands devandiers socratiques qu'aux hippies, dont il extérie le « gauchisme libertaire » et la mesquinerie insensée, sous leurs épaulettes et leurs colifichets. Il refuse également le rigorisme de la Chine, où la sexualité serait « dépassée », et la duplicité des intellectuels qui s'en émerveillent sans avouer leur attachement aux victs cachés d'Occident. Cheveux ras, douché de frais, c'est sa raison de vivre, comme d'autres respirent, de « manger des mitoches par tous les bouts ».

Cat telle est sa préférence : les « chimpanzés à voix claire et petites ventres frais », « les petites brutes à succion de lait ». Ainsi délivré des craintes de vieillir ou de s'attacher, il part à la découverte minutieuse des corps et de ses propres émois avec la candeur fascinée... des premiers hommes sur la Lune.

Comme il faut bien, à un moment, causer, Duvert reprend parfois les réflexions du *Bon sexe illustré* (1974). Mais il mesure lui-même le risque de « braquer » l'horreur, et se sait meilleur dans l'exploration sans tabou de l'Eros comme d'un monde à peine défriché, sur lequel la littérature a encore beaucoup à dire.

NON pour se contempler elle-même dans la métaphore des corps, comme c'est la mode. Au contraire, l'auteur se reproche le réel et le contrôle que l'écriture impose au détriment de la vie. Mais il s'admet, se veut, écrit, à condition que ce soit au service de son insatiable plaisir, et le journal de cette dévotion compose une œuvre authentique, où passe, élégante et glacée sur fond de chambre close, l'ombre savante de Sade, sans un gros ni un grand mot.

A part une caresse au bras aussi émouvante que, pour un enfant, un « compliment adroit de grande personne », aucune des mille douceurs décrites ne saurait être précisée ici. Mais toutes confirment que la salacité commence avec le regard de qui ne s'est pas accepté comme réserve de sensations inouïes et ineffables. La ligne de partage n'est pas entre homosexuels et hétérosexuels, mais bien entre l'humanité et les cafards, ceux qui aiment le plaisir et les autres.

Quant à se plaindre que tous les orgasmes finissent par se ressembler et par lasser, c'est oublier comme le reste de l'existence se répète, et c'est injurier la nature autant que l'art des mots. Sainte Thérèse d'Avila reconnaissait elle-même au corps autant de ressources et de ressources qu'à l'âme.

Il fallait l'humour bizarre de Jarry pour dénier toute importance à un acte qu'on peut recommencer indéfiniment. Barrès était plus près de la vie, et de notre époque, quand il assurait, lui qu'on croit d'habitude si sérieux : « L'animalité ne lasse jamais ».

★ *Tous nés d'une femme*, de Jean-Louis Bory, Gallimard, 394 p., 45 F.

★ *Journal d'un innocent*, de Tony Duvert, Ed. de Minuit, 276 p., 32 F.

si vous aimez LES LIVRES
si vous ne savez plus où les acheter...
ULTRA RAPIDEMENT
à des prix imbattables
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
150 modèles vitrés
Superposables - juxtaposables
Des centaines de combinaisons
d'assemblage
Spécialité de l'ustensile
Meubles contemporains et de style
Catalogue illustré gratuit
LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
61, rue Froidevaux-75014 PARIS
Tél. : 633.73.33
Ouvert tous les jours,
sauf le samedi, de 9h à 19h

recherches
interdisciplinaires
Collection dirigée par P. Dérive

topologie et perception
par C.P. BRUTER
T.1. - Bases philosophiques
et mathématiques

Préface de R. THOM
Une remarquable introduction aux théories, réputées
difficiles, de la Dynamique Qualitative et des Catastrophes.

« La catastrophe (entre en rigueur et intuition) auquel
Claude Bruter s'est résolu ne me paraît pas loin
d'être le meilleur possible. » (Gaston de la Providence)
1974, 256 p., 146 fig., 64 F (+ port 5 F)

T.2. - Aspects neuro-
physiologiques
Parallèle des découvertes récentes de la neurophysiologie,
l'histoire montre ce que peut apporter à cette
discipline, tant du point de vue théorique que du
point de vue expérimental. L'emploi des concepts de
base des théories mathématiques les plus actuelles,
exposés dans le tome 1. Ouvrage original, riche de
tous les détails.

1975, 268 p., 110 fig., 98 F (+ port 5 F)

l'archipel scientifique
Études sur les fondements
et les perspectives de la science
par P.A. WEISS

Relevons sur la science, par l'un des plus grands
logiciens de notre temps, l'œuvre d'un grand philosophe,
et pourtant de lecture facile. Le style
direct et l'usage de Paul Weiss, sans mépris des
tabous, nous introduisent d'emblée au cœur des
questions les plus importantes.

1974, 266 p., 114 fig., 72 F (+ port 5 F)

l'arc et la corde
Un modèle d'antagonismes
dialectiques en biologie et
sciences humaines
par E. BERNARD-WEIL

Une intéressante tentative de modélisation de certains
phénomènes de régulation, apparemment para-
doxale, rencontrés en biologie. L'auteur en examine
à la fois les aspects scientifiques et philosophiques,
et montre que des processus analogues peuvent aussi
se rencontrer en psychologie et en socio-économie.
Il se pourrait que E. Bernard-Weil ait mis le doigt
sur un type de phénomène très général, et dont
l'importance est encore inconnue dans de nom-
breux domaines.

1975, 160 p., 11 fig., 70 F (+ port 5 F)

maloine, s.a. éditeur
22, rue de la Harpe - 75001 Paris
Tél. : 01 42 33 42 00

Dans le n° 110 du
magazine littéraire

Michel BUTOR
un dossier, un entretien

Quand les colporteurs
étaient des bibliothécaires
et des libraires.

L'antipsychiatrie et la drôle
de machine.

John Cowper Powys.
Joë Bousquet.

En vente en kiosques : 6 F.

MAGAZINE LITTÉRAIRE
40, rue des Saints-Pères, 75007 Paris
Tél. : 544-14-04

Hubert Juin, poète et critique

LECTEUR DU XIX^e SIÈCLE

* LECTURES DU XIX^e SIÈCLE,
d'Hubert Juin : 16/18, 318 p., 12 F.

CRITIQUES ou chroniques ?
On pouvait déjà poser la
question avec les *Libertins*
de la raison qu'Hubert Juin
publiait en 1968. Il se promenait
alors sur les chemins du dix-
huitième siècle, comme il nous
promène aujourd'hui sur ceux
du dix-neuvième. Il rencontrait
Montesquieu, Voltaire, Rousseau,
Diderot, mais aussi Vauvenargues,
Chamfort et Sade. Il nous
fait rencontrer aujourd'hui
Lamartine, George Sand, Miche-
let, Dumas, Nerval, Hugo, mais
aussi Charles Nodier, Charles
Fourrier, Eugène Sue, Théophile
Gautier et les écrivains de la
Commune. Les monstres sacrés et
les autres. Du moins avait-on fait
longtemps une différence.
Hubert Juin l'abolit en condui-

sant ce qu'il appelle son « errance
plutôt désorientée parmi quel-
ques courants subjectivement choi-
sis ». Il a dans l'idée qu'un
livre s'ouvre autrement à mesure
que l'histoire se modifie. C'est
ce qui donne tout son intérêt à
ces *Lectures du dix-neuvième*
siècle, qui seront suivies d'autres.
Si Hubert Juin casse les sta-
tues, c'est parce qu'il s'applique
à découvrir d'abord les modèles,
et que cette découverte — celle
de la vie — lui permet de jouer
sans respect l'iconoclaste.
A qui s'attarder ? Ce sera
affaire de goût, de curiosité sur-
tout, avec l'assurance que pour
chaque chapitre la qualité est la
même : élégance de l'écriture,
étendue de la connaissance. Évi-
demment George Sand, dont
1976 marque le centième anni-
versaire de la mort, pourra bénéficier
d'une certaine faveur. Il dit

d'elle, rappelant ses insultes pour
la Commune : « Je crois tout bon-
nement que 48 ne passait pas et
lui restait dans la traversée de
l'esprit. » Reste « le pêle-mêle
d'une grande âme ». Ce qu'il écrit
de Michelet, de la façon dont
l'historien de la Révolution fran-
çaise a vu Robespierre et du
regret qu'il eut, peu ou prou,
de l'avoir vu ainsi, est assez bref,
mais l'analyse paraît fondée.
Hubert Juin voudrait voir, les
écrits du « sursaut de bouillie »,
puisque Charles Fourier se quali-
fiait ainsi, au premier rang de
nos bibliothèques, convaincu qu'il
faut lire aujourd'hui cette œuvre
« dans l'optique de son intuition
généreuse ».

Comme toute bonne critique,
celle d'Hubert Juin, dans ces tex-
tes qui s'échelonnent de 1958 à
1974, est en intimité avec l'his-
toire. Pour parler comme on le
fait aujourd'hui, elle s'efforce à
chaque coup d'aller plus loin. Et
lui plaît d'exposer l'Alexandre
Dumas des *Mohicans de Paris* au
Victor Hugo des *Misérables*, c'est
parce que l'un et l'autre tradui-
sent la façon dont il avait
vécu la première moitié de ce dix-
neuvième siècle, pas tellement
facile, lui non plus, à digérer poli-
tiquement. De là aussi, pour une
bonne part, viendront plus tard
les divergences, les partages
devant la Commune, encore que
rien ne soit jamais ni simple ni
définitif. Mais la conclusion
d'Hubert Juin s'impose : tout bien
décanté, ceux qui applaudissent
la mitraille de la « Semaine san-
glante » resteront dans l'histoire
de la littérature comme les « nan-
dis des lettres », tandis que ceux
qui refusent l'ordre de Versailles
y demeureront des « novateurs ».

J.-M. Th.

La nostalgie du lieu

* LE CHEVAL BLEU, d'Hubert Juin : Rougerie, 11, rue des Sapeurs,
87-Limoges, 33 pages.

LES œuvres en prose d'Hubert Juin, depuis une dizaine d'années,
chantent à la fois une comédie aimée, les Ardeanes, et un passé qui
s'y ramasse, mais qu'il a transformé en mythe. *Le Sanglier*,
La Cimenterie, les *Trois Cousins*, *Paysage avec rivière*, entre autres, par-
lement à l'écrit, une atmosphère paysanne où l'écrit se heurte sans
cesser au réel, et s'en nourrit, ce qui donne à la prose d'Hubert Juin un air
de géorgique qui ne manque ni d'émotion ni de sauvagerie sensée.

Les poèmes du *Cheval bleu* reprennent les mêmes thèmes d'une
enfance qui se reconstruit par un cortège d'images, de légendes, de mythes,
de petites scènes familiales. L'élégie ainsi composée se meut avec une aisance
virgilienne. On se croirait parfois en présence d'un Francis Jammes moderne
chez qui les grâces viennent vers l'inquiétude ; ou d'un Claudel païen.
Le *discours des branches* des mots échevelés l'herbe
qui s'enlève à perdre haleine vers le bleu de l'horizon
On inclinent les têtes dans la brume où l'on s'y prendrait garde
Si sont perdus les lieux Voici : des brindilles ténues,
une cage où le crépuscule est prisonnier Rien ne
bouge Ni l'air aux veines vertes Ni l'eau Ni le miroir
Invisible le roi assure la puissance Il étend une tache
rouge en l'air où lui le sang
Les faneaux sont plantés droit Cypripis qui relient
endormis Ils s'agitent plus ils regardent loin
sur une mer qui n'est qu'un miroir l'éclair
celui des yeux des dans la dernière dernière l'ordre
premier du lieu dit le commandement l'eau
fraîche entraîne le monde à deux battements à l'ère
ouvert...

La rivière persiste chargée de rêves Elle écrit de travers
avec des lettres vertes Un pont l'enjambe : c'est le terme de
l'écriture Voilà les augures des rivières du monde en tablier
noir et des ponts à bout de bras où se jouent les rivières
De grandes femmes vagues vagues du monde des langues les mots
d'écrit : Elles sont couronnées de cimetières de cimetières
venant d'Asie parce que tel est le plaisir original des enfants
des copistes lointains dans nos géographies de boutons d'or Le
naï nous parait pour les gaudes dans les bords liés de chêne
Le discours incertain nous porte : ils ne se taisent pas ne
disent rien...

ALAIN BOSQUET.

L'Académie Goncourt et la Société des gens de lettres sont invitées en U.R.S.S.

L'ACADEMIE GONCOURT et la Société des gens de lettres
seront invitées à cette première prise de
contact. Doivent en principe par-
ticiper à ce voyage de printemps :
— Du côté de l'Académie Goncourt :
MM. Hervé Bazin, Armand Lanoux, son président et
son secrétaire général, puis
MM. Bernard Clavel, Michel
Tournier, Robert Sabatier, Em-
manuel Robler, Jean Cayrol.

— Du côté de la Société des
gens de lettres, MM. et Mmes
Fres Cazaux (président), Pierre-
François Callet et Hélène Tour-
naire (vice-présidents), puis
Claude Jannière, Magali, Pierre
Rous, Pierre Beau.

La Dentellière, de Pascal
Léautaud (prix Goncourt 1974), sera
publiée par les Éditions Molodtsova Gvardia. Tirage
prévu : 100 000 exemplaires. C'est
le premier contrat de cession
que les Éditions Gallimard passent
avec l'Agence internationale sovié-
tique des droits d'auteur depuis
que l'U.R.S.S. a signé la convention
internationale sur le copyright.

jean-pierre delarge

serge grafteaux
dr. jean-louis happert

**MÉDECIN
D'H.L.M.**

35F

«un médecin et un humaniste...»
(Philippe Bourard - R.T.L.)

déjà paru : MEME SANTERRE par Serge Grafteaux - 35 F

LITTÉRATURE

Deleuze et Guattari découvrent le rhizome

* LE RHIZOME, de Gilles Deleuze et Félix Guattari. Ed. de
Minuit, 76 p., 5,50 F.

TOUT le monde le reconnaît : il y a plusieurs espèces de livres.
Reste à savoir lesquelles. Deleuze et Guattari en distinguent trois
— et, puisqu'ils ne pensent pas comme tout le monde, ils disent
simplement : il y a la racine, le rhizome et le rhizome. Ne vous en
faites pas : « Il faut absolument, affirment-ils ailleurs, des expressions
inexactes pour désigner quelque chose exactement. »

La racine, c'est le livre-classique-image-du-monde. Entendez : celui
qui suppose une pensée de l'arbre, autrement dit un tronc. Faut-il tout
vous expliquer ? La figure de l'arbre, qui a dominé la « culture »
occidentale (mais où : les plantations et la philosophie), comporte
toujours un tronc qui se ramifie, une unité principale qui se divise :
l'un qui devient deux (et deux qui devient quatre, etc.). Conséquence :
cette logique binaire des arbres — toujours à l'œuvre dans la
structuration et l'information — ne permet pas de penser la
multiplicité, sinon justement en la soumettant à la transcendance d'une
unité primordiale. Ce qui est le plus sûr moyen de la manquer.

La racine, est-ce mieux ? C'est le livre-écrit de la littérature
moderne, de Joyce à Burroughs. Typographie dispersée, vocabulaire
inouï, syntaxe fragmentée, paraissent rendre ses droits au multiple.
Mythification, disent Deleuze et Guattari : il y a toujours une unité
restaurée quelque part. Le monde est devenu chaos, mais le livre
demeure une totalité close. Bref, c'est la forêt qui cache l'arbre.

Alors ? Eh bien, le rhizome. Très différente d'une racine, cette tige
souterraine bourgeonnante servira désormais à nommer une écriture et
une pensée de la multiplicité immanente. Vous pouvez y connecter
n'importe quel point avec n'importe quel autre, sans ordre privilégié,
sans parcours obligé, sans hiérarchie : « L'idéal d'un tel livre serait
d'établir toutes choses sur un plan d'extériorité, sur une seule page,
sur une même page : événements vécus, déterminations historiques,
sur une même page : événements vécus, déterminations sociales. » Sachez
concepts pensés, individus, groupes et formations sociales. « Sachez
encore qu'on entre dans un livre-rhizome par n'importe où et que, si
jamais on le brise, il se reconstruit. Il n'y a rien en lui à comprendre
ni à interpréter : c'est un agencement, une petite machine à faire
fonctionner, en la branchant à d'autres, en y prénant ce que vous
voulez. Exactement : un livre-service. »

C'est pourquoi on a pris, au passage, seulement ce qui pouvait
tenir sur notre plateau. De toute manière — ça, vous l'avez peut-être
deviné — il n'est jamais réellement question de livre ni de plante dans
ce texte. Pour le reste, déguisez-vous en rhizome (ce lui, autrui, la
nom des herboristes : « coupeurs de racines ») et partez à la découverte.
Vous serez le choix entre un dernier adieu à la psychanalyse, une
panthère rose, l'histoire de l'Amérique, quelques tourmis, un modèle
qui échappe au structuralisme comme à la grammaire générative, une
théorie de la guérilla, une orchidée, etc. Et si vous butez sur cette
petite phrase : « Ils sont devenus fous », c'est que Deleuze et Guattari
se moquent bien de ce que l'on pense d'eux. Ils rient. Un très
grand rire.

ROGER-POL DROIT.

VIENT DE PARAÎTRE

Romans français

GABRIEL DELAUNAY : *Nul ne sait*
le premier des *Contes* du Centre
national des lettres, ancien directeur
général de la R.T.F., ancien préfet,
romancier, essayiste, historien, jour-
naliste, donne ce troisième roman, le
romancier de l'œuvre (Albin Michel,
250 p., 29 F.)

JEAN DAIVE : *Le Jeu des séries sé-
riales*. — Premier roman d'un des
poètes du groupe de l'Éphémère, éga-
lement directeur de la revue *Fragment*.
(Flammarion, « Textes », 90 p.,
26 F.) Du même auteur paraît égale-
ment sous la qualification de double
récit : 1, 2, de la série non aperçue.
(Flammarion, « Textes », 154 p.,
38 F.)

JEAN ANGLADE : *Les Singes de*
l'Europe. — Ces *Sacris Français*.
Par le romancier du *Chien de Ségur*.
Un roman de l'Europe de l'Est, de
la satire, de la science et du genre, drôle
ou amer. (Julliard, 202 p., 30 F.)

JEAN BARNY : *Moi me sœur*. —
Troisième roman de l'auteur de
Austerlitz première. (Le Seuil, 160 p.,
25 F.)

REJEAN DUCHARME : *Les Enlun-
nités*. — Le sixième roman de cet
écrivain québécois depuis *l'Avant*
des *Arctiques*. (Gallimard, 290 p., 38 F.)

ANNE-MARIE CAZALIS : *Le Cour*
au poing. — Le roman du philo-
sophe allemand Ferdinand Lassalle,
mort à trente-huit ans, dans un duel.
(La Table ronde, 254 p., 42 F.)

Poésie

ANDRÉ SUARES : *Antennes du*
Paroquet. — Ensemble de courts
poèmes inédits parus dans les
deux cent dix-neuf cahiers laissés par
André Suarez, à sa mort, en 1948.
(Rougerie, 11, rue des Sapeurs, 87
Limoges, 150 p.)

L'ANNÉE POÉTIQUE 1975. — Une
sélection de la production poétique
de langue française parue dans l'an-
née avec quelques traductions de
poètes étrangers de premier plan, et
un annuaire de la vie poétique, de
l'activité des revues, prix littéraires,
etc. (Seghers, 350 p., 38 F.)

Littérature étrangère
YANNIS RITSOS : *La Sonate au clair*
de lune et autres poèmes 1956-1963
suivis d'une chronologie et de textes
critiques. Trad. de Gérard Péroz.
(Seghers, coll. « P.S. », 30 F.) Du
même auteur, les *Violles Femmes* et
le *Texte français* de Bruce Rary.
(Éditions Fan Morgana - Disque,
19, rue de l'Université, 74 Mont-
pellier, 80 p.)

LAWRENCE DURRELL : *l'Esprit des*
lieux. — Recueil de lettres et d'ar-
ticles qui jalonnent le périple de l'au-
teur, de l'Inde où il naquit aux
environs de Nîmes, où il habite. Trad.
de l'anglais par Jean-René Major.
(Gallimard, 490 p., 61 F.)

Textes

SAMUEL BECKETT : *Pour finir es-
sayer et autres essais*. — Un recueil
de quelques textes courts de l'auteur
de *En attendant Godot* datés de 1960
et 1975. (Éditions de Minuit, 55 p.,
9 F.)

Histoire

GUY CHAUSSINAND-NOGARET :
Une histoire des élites. — 1700-
1848. L'étude des élites comme cou-
ronnement et miroir des sociétés.
(Mouton, « Le savoir historique »,
380 p., 64 F.)

GERARD SIVERY : *Mirages méditer-
ranéens ou réalités atlantiques*. —
Pour l'Europe du troisième au quin-
zième siècle. (PUF, coll. « Le fil des
temps », 285 p., 49 F.)

Souvenirs

GILBERTE BROSSOLETTE : *Il s'ap-
pelait Pierre Brossollette*. — Raconté
par sa femme, le résistant entré
dans la légende, mais aussi le jour-
naliste, le militant politique, l'homme.
(Albin Michel, 288 p., 39 F.)

Écrits intimes

YVONNE DE BREMOND D'ARS :
Qui a volé la sapinette ? — La
célèbre antiquaire du faubourg Saint-

Honoré livre le dix-neuvième volume
de son journal qui évoque une
cuisine d'actualité. (Machecoul-Lim-
bourg, 240 p., 40 F.)

Essais

THOMAS MOLNAR : *Le Socialisme*
sans visage. — A contre-courant,
l'auteur, professeur à la City Uni-
versity of New-York, dénonce dans
l'affaiblissement de l'Est le mal poli-
tique d'aujourd'hui. (PUF, coll.
« Virages », 192 p., 38 F.)

BEATRICE DIDIER : *Sade*. — Un
essai sur les principaux thèmes de
« l'anti-univers » sadien, démon-
trant que son apologie du désir est
aussi apologie de l'écriture. (Denoël-
Gonthier, coll. « Méditations »,
208 p., 10,50 F.)

Sciences humaines

MARY JANE SHERREY : *Nature et*
évolution de la sexualité féminine. —
Publiée il y a dix ans aux États-Unis,
cette étude inspirée par les travaux
de Masters et Johnson soutient que
seule la suppression de la sexualité
« insatiable » des femmes a permis
la construction de l'ordre social. Tra-
duit de l'anglais par Catherine Kes-
tenberg. (PUF, « Le fil rouge »,
206 p., 45 F.)

PAUWELS

Blumroch
l'admirable

«Un des ouvrages les plus authentiques que
je connaisse. En plus c'est un roman d'amour.»
Yvan Audouard - Canard Enchaîné

«Voilà un livre qui réjouit l'esprit»
André Brincourt - Le Figaro

«J'ai passé 24 heures fabuleuses à le lire»
Jean-Jacques Brochier - Magazine littéraire

GALLIMARD

Sous la Coupole

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JEAN BERNARD

Le discours du récipiendaire

MESSEURS,

Il est doux, il est facile d'être reconnaissant. Il est plus difficile de remercier quand six cent cinquante hommes illustres vous ont, à cette place, précipité et ont, depuis trois siècles, exprimé leur gratitude en termes choisis et choqués. Fais, merveilleusement neutre. En ce jour solennel, en ce jour d'humilité et d'orgueil, on me permettrait de prendre comme protecteur l'un des plus glorieux titulaires du XXV^e fauteuil, d'Alfred Assolant. En ce jour, le 15 décembre 1954, il disait : « *L'ère des monnaies a des études abstraites, obligés depuis de m'y consacrer par l'adoption qu'a dû m'imposer de moi une compagnie savante et célèbre, je me contenterais d'admirer vos travaux. C'est donc moi à mes écrits que vous avez accordé vos suffrages qu'à mes sentiments pour vous, à mon âme pour la gloire des lettres, à mon attachement pour tous ceux qui, à votre exemple, se font respectueux par leurs talents et par leurs mœurs. Vais-je donc les titres que j'apporte ici, ils m'honoreraient et ne me coûteraient point à les conserver. »*

Humilité et orgueil. Humilité pendant l'attente. Un journaliste de la télévision voulait enregistrer cette attente et en transmettre aussitôt les images. Il fut étonné d'être éconduit. Orgueil quand vient l'heureuse nouvelle, orgueil mêlé de respect et de gratitude lorsque aussitôt vous entourent la grâce et la générosité de ceux qui vous accueillent. Humilité à nouveau quand arrivent les lettres. Ces lettres louaient toutes Marcel Pagnol et me louaient d'avoir le bonheur de lui succéder. « *Vous avez de la chance. Il avait tant d'esprit. Il vous aura fait de copieux rétrogrades le plus spirituel du monde.* »

Marcel Pagnol, qui préparait le panégyrique de Maurice Donnay, reçut le même compliment : mais un homme d'esprit remplace un homme d'esprit. Tandis qu'aujourd'hui, ces lettres aussi apportent des conseils, recommandent des méthodes : « *Obscurcissez la copie, suggère un correspondant, évaluez et faites projeter un des meilleurs films de Pagnol. Laissez-vous entendre Raimu et Fernandel. Ainsi Pagnol serait présent parmi nous.* » Mais Marcel Pagnol est bien présent. Il est toujours été un homme heureux. Sa dernière entreprise, comme les autres, est réussie. Il franchit le seuil profond, ruisseau calomnié. Il entre tout entier, tout de suite, sans en être, sans pénitence, dans l'immortalité.

Cristallisation de Topaze

D'ABORD, et peut-être avant tout, en créateur. Comme Harpagon, comme Tartuffe, Topaze est devenu un nom commun, un nom heureusement choisi avec sa première syllabe de maquisard, sa deuxième syllabe toute dorée, non qui désormais définit une espèce. Une espèce rare qui a valeur de modèle. Certes les entrepreneurs, les intermédiaires sont presque toujours honnêtes : les conseillers municipaux presque tous, ne sont pas vénaux. Berville, Castel-Bénac sont des exceptions. Mais les tentations obscures, les corruptions réprimées, les impulsions, les petites trahisons de ceux qui restent presque honnêtes, provisoirement honnêtes, sont brusquement éclairées par le modèle.

Tel je dois être prudent. J'allais entreprendre ce qu'on appelle, je crois, en langage scolaire, une explication de texte. Je dois avancer avec précaution en songeant sans cesse à ce qu'on peut dire me surveillent, experts rompus aux rigueurs des narrations, rédactions, devoirs de style, compositions françaises. L'un est l'enfant Marcel Pagnol, si doux qu'il comptait avec aisance l'analyse logique et le commentaire grammatical, si doux et en même temps alerte, alerte, avec probablement entre les dents le petit appareil siffleur qui imite si bien le pinson et le merle, réjouit les camarades, exaspère le maître. L'autre expert est le jeune professeur Marcel Pagnol, avec le regard de Bonaparte au pont d'Arcole. Marcel Pagnol à l'âge où il hésite entre la chaire de la faculté et le trépan, entre la revue internationale des études grecques et le théâtre.

Déjà, il est indulgent pour autrui, exigeant pour lui-même. Déjà il allie, à la méthode universitaire la plus traditionnelle, les propositions les plus neuves et probablement le pastiche, comme dans les textes si subtils et si vifs qui précèdent les traductions des *Euclyides* et de *Hérodote*. Ce Topaze, qui deviendra modèle, nous le voyons se former tout au long de la pièce. Harpagon, Tartuffe ne changent pas. Nous les connaissons mieux quand le dernier acte se termine, mais dès la première scène, ils étaient déjà Harpagon et Tartuffe. Knock améliore ses méthodes : il est déjà tout entier dans la fameuse voiture du Dr Parpalais. Mais, et ceci est nouveau, nous assistons à la naissance de Topaze. Le pauvre professeur de la pension Mithra ouvre sa trizite barbe noire, avec ses mouchettes en celluloid, est devenu au quatrième acte, un homme d'affaires rusé et bien vêtu, portant lunettes d'écaille. Les maximes résignées de la salle de classe « *l'argent ne fait pas le bonheur* » sont remplacées par les maximes martiales du bureau directeur « *le temps c'est de l'argent* ». Et de fait l'argent oriente la mutation, « *l'argent peut tout, c'est lui qui gouverne le monde.* » Ces petits rectangles de papier bruisent, c'est le langage moderne la parole. Les moutons qui étaient en sûreté dans un parc sont bien loin.

Poésie et vérité

Il n'est pas de frontière entre le cœur et l'esprit. Il n'y a pas deux sortes de connaissances. La vieille, la classique, le sacro-sainte rivalité qui, dès les bancs du collège ou du lycée, a longtemps opposé scientifiques et littéraires, n'a posé qu'un faux problème. L'installation d'un illustre hémérologue au fauteuil d'un dramaturge, d'un écrivain sensible, démonte une fois de plus un illusoire antagonisme. Il est réconfortant d'entendre le professeur Jean Bernard broser en lettré le portrait de Marcel Pagnol et analyser en initié son œuvre, mais encore découvrir chez le père de César, de Marius et de Fanny un autodidacte passionné de mathématiques et de physique, voire de physiologie et de médecine, ce que personne jusqu'à ce jour ne soupçonnait.

Pour sa part, M. Étienne Wolff, qui dans son laboratoire fabrique des monstres plus réels que les créatures des auteurs de fictions et autres rêves, démontre que la littérature lui est tout aussi familière. Il expose, bien entendu, avec une autorité et une compétence exceptionnelles, les travaux de M. Jean Bernard sur la leucémie, qui auront contribué dans un avenir qu'on espère proche à vaincre le cancer. Et, ce faisant, il formule en quelques paragraphes les impératifs de la vraie recherche, si l'on

veut obtenir des résultats aussi probants que les succès inscrits à l'actif du nouvel académicien : « Les applications médicales de la science, qui ont été votre but, votre souci constant, sont l'aboutissement de longues recherches de science fondamentale, d'une poursuite acharnée des dernières conquêtes de la science. »

Est-ce tout ? Ce ne serait déjà pas si mal. A son tour, M. Étienne Wolff dissipe notre ignorance et révèle au M. Jean Bernard un écrivain de race (qui a d'ailleurs donné à une maladie le nom d'une héroïne de Barbey d'Aurevilly), soit qu'il donne un livre de réflexion sur la médecine, soit que l'ancien titulaire de la chaire d'Adrien Monnier compose et publie des recueils de poèmes où il exprime ses angoisses et ses espoirs. L'Académie dont il fait désormais partie n'avait d'ailleurs décerné, en 1959, le prix Valadier.

Aucune dualité n'est concevable entre des activités apparemment éloignées, lorsque ces activités tendent toutes vers un même objectif : l'Homme. L'Homme qui se profile avec ses exigences et ses misères, avec son besoin de grandeur, dans les engagements des savants et des poètes, comme à travers les discours académiques.

J.-M. D.

Premier triomphe

C'est n'est pas la critique universitaire, c'est la simple observation qui a établi les deux lois qui, pour l'art dramatique, gouvernent la naissance des chefs-d'œuvre. L'auteur du chef-d'œuvre est nécessairement jeune. Il a nécessairement écrit deux ou trois pièces

ouvrent brusquement la porte, annonçant la victoire, la victoire de la franchise, du mouvement, de la vie, du sourire, puis des larmes et du sang. Ces amis, messagers du triomphe, sont les compagnons des périodes difficiles, les convives d'abord, écrivains, journalistes, comédiens du déjeuner des moins de trente ans, puis, après Pagnol plus tard, « *qui me paraît aujourd'hui bien naïf, car il est justifié la candidature de tous les enfants des écoles* »

Les fils d'instituteurs

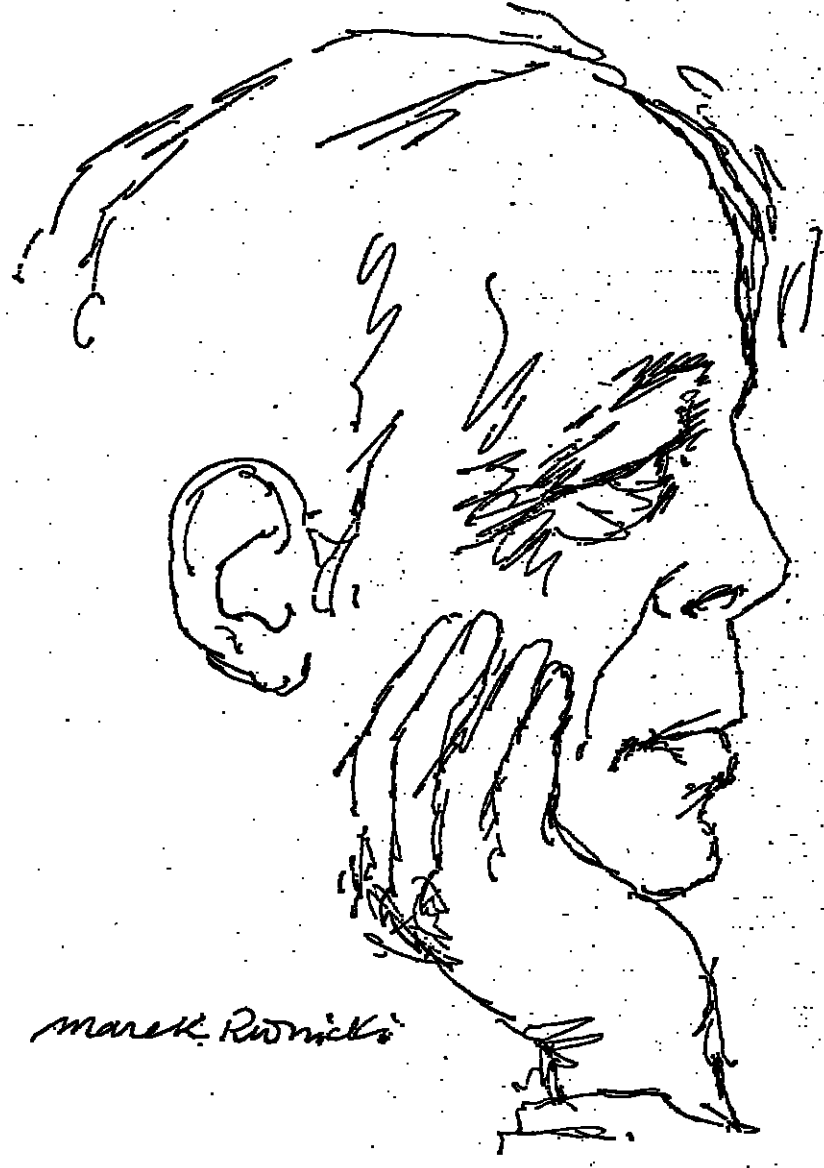
TROIS thèmes dans l'œuvre de Pagnol ne cessent de s'entrelacer : l'instituteur et l'école, Marseille, la Provence.

Pagnol est avant tout et fortement fils d'instituteur. La vocation enseignante de la famille est cependant récente. Les aïeux venaient d'Espagne, d'où leur nom, étaient, selon la tradition et peut-être la légende, autant et plus gitan, bohémien, romanesque, Castillans. Ils furent des artisans, travaillant les matières nobles, l'acier d'abord, qu'ils trempaient, la pierre ensuite qu'ils taillaient. Le grand-père de Marcel, maître appareilleur de pierres, avait acquis dans la réputation qu'il fut chargé par les Parisiens de sculpter la façade de l'hôtel de Ville, détruite en 1871. C'est lui qui va orienter, changer les activités familiales. Changement total. Il ne savait lui-même ni lire ni écrire : il voulait que ses six enfants, quatre filles et deux fils, fussent tous les six instituteurs. Jérôme Tharaud, qui recevait à cette place en 1947 le nouvel académicien, en était tout étonné. « *On n'est rien que d'y penser* », et Marcel Pagnol lui-même a appelé un jour que son père, ses oncles et ses tantes auraient pu, seuls, former tous les jours du département.

De nombreux domaines ont été consacrés aux instituteurs français, au rôle qu'ils ont joué au début de ce siècle, à leur valeur pédagogique (dont tous ceux qui sont passés par l'école communale peuvent porter témoignage), à leur courage, à leur simplicité, au conflit avec le curé d'abord rigide, puis plus souple, quatre filles et deux fils, tous instituteurs déjà au temps de Joseph et de Jules, de Manon des sources, de la Femme du boulanger.

Les fils d'instituteurs n'ont pas, semble-t-il, été l'objet de la même attention. On les trouve pourtant nombreux dans les universités, les académies. Le même jour, en 1948, l'Académie française élut le fils d'Henri Farigoule, instituteur à Montmartré, le fils de Joseph Pagnol, instituteur à Marseille. Les fils d'instituteurs assument dans la fonction publique de hautes responsabilités et parfois la plus haute. Ils sont certes très divers. Mais certaines vertus, certains traits leur sont communs : le sens profond du bien public, la confiance accordée aux vertus de l'homme, une confiance plus grande encore accordée à la science, seule capable d'aborder et de résoudre les grands problèmes, le respect des valeurs de culture, le respect des humbles et le respect des hiérarchies, le respect du père instituteur.

Les fils d'instituteurs, au temps de la III^e, étaient souvent boursiers au lycée, puis professeurs. Marcel Pagnol enseigna d'abord à Tarascon, à Fautais-sur-Ariège, à Aix-en-Provence, au lycée Saint-Charles de Marseille, avant d'être nommé en 1922 professeur adjoint d'anglais au lycée Condorcet. Il a probablement toujours appartenu à l'université. Le jour où il est reçu sous cette auguste coupole il se présente à vous comme un universitaire. Universitaire un jour, universitaire toujours, dira-t-il plus tard. Et quand un grand lycée de Marseille devient le lycée Marcel-Pagnol, « *je n'aurais jamais cru, s'étonne-t-il, que mon nom figurerait sur plusieurs milliers de feuilles de retenue.* »



M. JEAN BERNARD (Dessin de Marek Rodnicki)

avant celle qui triomphe. Il en fut ainsi pour Corneille, pour Racine, pour Boissard, pour Pagnol. Il avait, adolescent, écrit deux drames en vers, *Ulysse chez les Phéniciens*, *Catalpa*, puis tard un vaudeville, *Tonton*. Il avait fondé la revue *Fortunio*, qui deviendra les *Glorieux Cahiers du Sud* et pour laquelle, rédacteur en chef et souvent rédacteur unique, il s'efforcera sur le marbre un plaisant roman, *Phoebus*. Il avait donné au théâtre les *Marchands de gloire* avec Nivoux, et *Phoebus*, qui deviendra *Jazz*. Plusieurs légendes entourent la naissance de Topaze. L'une, fautive, veut que la pièce ait d'abord été refusée par onze directeurs de théâtre. En fait, Topaze avait été porté simultanément à cinq directeurs différents qui, tous les cinq, l'acceptèrent. Sur le conseil d'Antoine, Pagnol donna la pièce au sixième directeur, celui des Variétés.

Une autre légende, peut-être plus vraie, décrit le soir de la Première. Pagnol accablé par les réflexions de deux machinistes : « *Ce n'est pas une pièce pour la maison.* » — « *C'est une pièce pour Jouvet.* », disait l'autre. Il quitte les coulisses : il va se cacher dans une loge, sous les combles. Il est descendu, il fume sans s'en rendre compte, le médiateur des changements qui peut-être amélioreront la pièce. Soudain, les amis

maternelles, et, d'autre part, il était chargé de faire tout notre mérite dans le seul bien que nous étions assurés de perdre », les jeunes auteurs aussi qui se réunissent la nuit chez l'un ou chez l'autre, racontaient l'histoire de leur prochaine pièce, lissaient l'acte terminé à la compagnie assise en rond sur le tapis. « *Nous étions, dit Pagnol, tout le contraire d'une société d'administration mutuelle. Le lecteur était souvent interrompu par des bêtises concertées, des roulements simulés ou des applaudissements étonnés. Alors il demandait sur un ton un peu sarcastique : qu'est-ce que vous faites à ma place ? On lui conseillait d'abord d'aller travailler au déchargement des wagons ou de faire de la politique. Puis, après les plaisanteries d'usage, chacun disait son mot en toute sincérité. On présentait des critiques, des remèdes, des solutions. Et parfois même un des lecteurs relisait en hâte son brouillon de la scène qu'il proposait.* »

Marseille la véritable

LA tragédie se préoccupe peu du monde extérieur. La même anti-chambre fatiguée accueille Polyxène, Bérénice, Ciana ou Mécène.

La comédie décrit les mœurs et les caractères. Asses souvent séparément. Topaze est de tous les temps, de tous les pays, de toutes les régions. Marius, Fanny, César, ne peuvent être que de Marseille. Pauvre de tout Marseille. Mais des ruelles, des places qui entourent, qui entourent le Vieux-Port avant les transformations parisiennes apportées par la guerre et l'occupation. Le Vieux-Port du temps des ourins, des violets, des pourpours, des arapèdes avec les petits bars, les boutelles ornées d'éclatantes ligatures, le vrai paradis et la bouillabaisse, la banquette de moleskine, les tables rectangulaires en marbre, l'éventail de coquillages, moitié moules, moitié dorées. Tous près ferraillent les châtiments des grues, sifflent les sirènes. Sur les caisses de marchandises on sur la coque des bateaux, de beaux noms sont écrits : Le Phé, Suz, Adm, Colombo, Mascassar.

Nous connaissons Marseille et les Marcellais vus par les Parisiens ou par les écrivains qui se voulaient pas trouver le confort intellectuel des hommes du Nord. D'où le Marius pour Parisiens avec son casque, sa barbe à deux pointes sa courtoisie exclusivement faite de son vocabulaire réduit à deux mots : bagasse et troum de l'air.

Pour la première fois, voici Marseille la véritable, gale, tendre, pudique. Il n'y a presque pas de mots grossiers dans l'univers de Pagnol. Les héros sont simples, ou tout au moins apparemment simples. Ils sont lucides, perspicaces. Escartafage, le capitaine qui a l'air d'un pirate et le centre d'un bourgeois, n'ignore pas qu'il est paresseux : « *Je ne sais pas si c'est le climat. On restait assis toute la journée. Il y a longtemps que j'ai remarqué qu'à Marseille il n'y a rien d'autre que le climat, le travail* », ou encore : « *Chaque année, au moment du concours de boules, mon bateau a besoin de passer au radoub pour rafraîchir la peinture océanographique et ça dure quatre jours, les quatre jours du concours de boules.* » Il sait qu'il n'est pas désintéressé, ni du côté des dépenses : « *Rien que trois coups de sifflet, c'est tout. Mais nous sommes tous à la vague.* » ni du côté des recettes : « *Combien sont-ils ? Ils sont un, mais ils ont le col et la canne.* » Il sait que sa femme est infidèle, quelle le trompe avec le président des pisseurs : « *Celui qui a une belle barbe rousse ; il sait que ses amis le savent ; il est malheureux quand un étranger apprend son infamie.* »

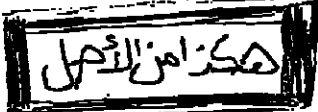
Honorine tire de sa profession revenus modestes et injures blessantes : « *Si mes rascasses n'étaient pas plus frustes que vous, je n'en vendrais guère.* » Elle a cru que Fanisse voulait répondre : « *Elle comprend que c'est Fanny qui demande en mariage. Violamment dépitée, elle prépare les insultes poissonnées les plus fortes. Mais la lucidité intervient. Honorine saisit les avantages de la proposition pour Fanny, pour elle-même ; elle négocie.* »

Les parties de cartes

CES héros sont honnêtes, vertueux, les fonds d'honnêteté étant recouverts par quelques strates de cupidités menues, de menagements légers. Les irrégularités sont recouvertes, acceptées. Elles donnent de la couleur à la vie de tous les jours : « *Si on ne peut plus tricher avec les amis, ce n'est plus la peine de jouer aux cartes* », dit César après s'être fendu le cœur. Ainsi on trompe ses compagnons au jeu ou dans le commerce, au besoin en leur vendant comme stable un bœuf jaloux, c'est-à-dire un bœuf qui peche facilement sur le côté et qui, au premier essai, se retourne dans le port. D'autres, plus tard, vendront sous le nom glorieux d'anciens des trognons des années moisis, gonflés, peints de petits champignons verts. Mais on est fidèle en amour et en amitié. On affronte avec courage les difficultés de la vie. Fanny, j'allais dire Orane Demazis, aime tous jours Marius, mais ne trahit pas Fanisse. « *Quand tu es parti tout à l'heure devant cette femme, j'ai cru que je tombais vers toi* », mais aussi : « *Cet enfant, tu ne l'auras pas. Il est planté en haut d'une famille comme une croix sur un clocher.* »

Fanny meurt sans illusion, mais non sans regret. Lucide lui aussi : « *Sh ! Honoré, il paraît que tu es malade* », lui dit son ami le curé Eleazar, qui feint de venir à l'improviste. Fanisse répond : « *Où, il paraît que je suis malade, et toi, mon pauvre Eleazar, il paraît que tu es malade.* » Ils ne sont pas naïfs. Ils connaissent le vice, la corruption des mœurs sans être atteints eux-mêmes. Ils font face aux grandes misères humaines en souriant, en riant, souvent en souffrant aussi. Rien de plus émouvant que la dernière partie de cartes, contrepoint nostalgique de celle de Marius, la partie qui fait la mort de Fanisse, la partie au cours de laquelle les amis imaginent le jeu de Fanisse et prennent, en même temps, cruellement conscience de sa disparition.

(Lire la suite page 22.)



Sous la Coupole

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JEAN BERNARD

MONSIEUR,

VOUS avez été élu en 1972 par l'Académie des sciences, en 1973 par l'Académie de médecine, en 1975 par l'Académie française : glorieux palmiers qui reconnaissent et honorent vos mérites. Reportons-nous à quinze ans en arrière. Bien que vos services passés fussent éminents, votre carrière brillante, votre renommée mondiale, vous ne songiez pas encore à entrer dans notre compagnie. La conclusion n'est pas celle que des esprits chagrins et contempteurs s'empressaient de tirer : dans cette circonstance, l'âge du candidat ne fait rien à l'affaire. Car il y a des découvertes, des réussites qui demandent des années de travail, de longues vérifications, une lente maturation, un labeur obscur, une patience de termites.

Pour prendre un exemple proche de vous, nous ne devons pas croire qu'un remède au cancer s'improviser en un jour, comme le fruit d'une illumination soudaine. Après combien d'années peut-on déclarer qu'un malade est guéri ? Pour les cancers du sang, nous avons d'abord prononcé le terme de rémission, de rémission courte, puis longue, enfin, après douze, quinze ans sans récidive, nous avons timidement timidement parlé de guérison. Quinze ans de traitements précédés par des années d'études, de réflexions, de recherches théoriques, d'essais sur des animaux, puis sur l'homme, d'échecs répétés, de déconvenues, de résultats décevants, puis encourageants, de victoires d'abord incertaines, puis certaines !

Dans un rien de temps, comme le temps a dû vous paraître long, comme vous avez dû être impatient ! Comme vous avez dû souhaiter que les années passent vite, avant de pouvoir prononcer le grand mot de guérison ! Ne voyons-nous pas que de tels délais repoussent assez loin l'âge d'admission dans nos académies ? Et l'on s'étonne que beaucoup d'entre nous entrent dans nos compagnies à l'âge de l'usage et du raisonnement, comme dit le poète.

Sans doute des savants peuvent-ils montrer précocement leur génie, comme c'est le cas dans les sciences théoriques. Mais dans les sciences expérimentales, en biologie, en médecine, dans les sciences humaines, rien ne saurait remplacer l'expérience qui ne s'acquiert qu'après un long apprentissage. Ainsi, votre exemple vient égarer une opinion qui n'est ni toujours ni partout correcte et qui pourtant est vraie. Votre génie, monsieur — que votre modestie bien connue ne souffre pas de ce terme, prenez-le dans le sens du latin *ingenium*, votre génie, dit-il, avait besoin de temps et d'expérience pour s'imposer, pour vous mener au faite de la réussite et des honneurs. Rappelons-nous que les premières découvertes de Pasteur étaient de cristallographie, c'est-à-dire d'une sorte de géométrie complexe. Ce n'est qu'après 1885, à l'âge de soixante-trois ans, qu'il se risqua à affronter directement une maladie humaine, la rage, dont il triompha.

Vous nous apportez encore un autre enseignement : c'est que les applications médicales de la science, qui ont été votre but, votre souci constant, ont été votre génie. Les longues recherches de science fondamentale, d'une poursuite acharnée des dernières conquêtes de la science. Quel puissant édifice de recherches pures a servi de tremplin à vos découvertes ! Songez que les appareils à irradiations dont vous vous servez ont pour origine lointaine, mais directe, la découverte de Roentgen, les corps radioactifs de la Pierre et Marie Curie, les radio-isotopes ou corps marqués de Frédéric et Irène Joliot-Curie. Quelle longue chaîne s'est dénouée, quels perfectionnements se sont succédés, combien de découvertes complémentaires se sont accumulées pour aboutir à cet accomplissement : irradier une région limitée d'un organe, à une profondeur calculée, avec une dose précise de rayonnement ! Et si nous tournons nos regards vers la chimiothérapie, quelle incalculable série de substances complexes n'a-t-elle pas fallu extraire, décomposer, analyser, synthétiser, inventer, éprouver sur des organismes vivants, depuis la découverte de Fleming jusqu'aux composés que vous utilisez pour le plus grand bien de vos patients ! L'on comprend alors votre avertissement sévère : « Le grand malheur pour un malade, c'est d'être soigné par un médecin ignorant. La conscience sans la science est ténue. »

Vous n'avez pas manqué à la règle que vous élisez. Vous avez suivi pas à pas les progrès de toutes les sciences dont votre domaine pouvait être tributaire, et vous nous avez montré les réalisations qu'on pouvait attendre d'un médecin, doublé d'un scientifique de grand savoir et de grand cœur. Car il est temps que je parle de votre vie et de votre œuvre exemplaires.

Le véhicule de l'hérédité

VOUS avez vécu depuis l'âge de trois ans dans le quartier de Luxembourg que vous n'avez qu'indolument quitté, pendant la guerre de 1914-1918. Presque toute votre enfance et toute votre carrière ont eu pour site familial la grandiose perspective sur les jardins et les « églises » de ce pays, qui est l'honneur et la fierté de notre ville. Vous rejoignez dans ce décor Gide et d'autres grands écrivains. Si Paris et son quartier Latin ont inspiré bien des talents, seuls un bien des vocations il n'est pas douteux que les médecins ont bénéficié en tout

premier lieu de son atmosphère de travail, d'intellectualité et d'émulation. Vous avez fait de brillantes études au lycée Louis-le-Grand. Nous y étions ensemble et nous ne le savions pas. Vous rappelez-vous la devise de cette vieille maison inscrite sur un coin du charmant jardin qu'on ne saurait pas à trouver au milieu de bâtiments d'un style si désespérant : « Phœbus labor, deinde quiescat otia » ? Beaucoup d'heures pour le travail, quelques-unes pour les doux loisirs. De cette maxime, vous avez, je crois, suivi le premier conseil, et pas le second.

Au cours de vos études de médecine, vous avez été formé par de grands patrons, qui ont confirmé ou orienté votre vocation : parmi eux Paul Chevallier, Gaston Ramon, et notre vénéré confrère de l'Académie des sciences, le professeur Robert Debré, qui continue d'exercer parmi nous son admirable autorité. C'est un peu le hasard qui a déterminé, dites-vous, votre vocation d'hématologiste. Vous entendez par là que c'est la rencontre avec Paul Chevallier. De ce jour, votre sillon était tracé. Combien fécond, combien riche d'espérance et de réalités ! Arrêtons un moment et demandons-nous quelle aurait été votre carrière si, au lieu de suivre la voie de l'hématologie, vous aviez opté pour la cardiologie ou pour la gynécologie par exemple. Ces spécialités ont certainement perdu ce que l'hématologie, grâce à vous, a gagné. Quelles belles découvertes auriez-vous faites aussi dans ces domaines ?

Celui de l'hématologie était immense et riche. Le plus humain, quel de plus noble, que de se consacrer à ce tissu, qui irrigue notre corps, baigne nos organes, les nourrit, les aère, les purifie. Les protéines, les sels, les vitamines, les parasites, contre toute incurable étrange ? Ses fonctions sont multiples et presque infinies. Ses cellules sont ton-

jours en alerte, ses défenses toujours prêtes, ou, si elles ne le sont pas, il s'en prépare de nouvelles. Nos analyses et le langage courant lui assignent en outre le rôle de véhicule de l'hérédité. S'ils n'ont pas raison, ils n'ont pas non plus tort à fait tort. On le sait depuis l'admirable découverte des groupes sanguins par Landsteiner. Il n'y a pas de sang bleu au sens propre du terme, si ce n'est chez ces malheureux enfants cyanosés qu'on opère et guérit souvent de nos jours. Mais il y a des caractères héréditaires qui sont responsables de la compatibilité ou de l'incompatibilité des sangs au cours des transfusions et des greffes.

Parmi votre œuvre scientifique, vous avez consacré une part de votre activité à la recherche des races humaines. Vous avez publié avec Jacques Ruffié deux livres sur l'hématologie géographique qui sont de véritables sommes, faites de travail personnel et d'érudition. On s'étonne qu'à côté de vos autres activités, scientifiques et cliniques, vous ayez pu consacrer à une œuvre aussi monumentale. Il y a tant à dire que mon choix ne peut être qu'arbitraire et parcimonieux. Vous tendez à substituer à la notion de races humaines celle de type hématologique. Un exemple des plus suggestifs de votre démonstration est fourni par le type basque. On sait que les facteurs sanguins O, A, B, de même que Rhésus positif et Rhésus négatif, sont inégalement répartis dans les différentes ethnies. Le type basque est l'un des plus singuliers au monde : il est caractérisé par une fréquence élevée du gène O, une proportion faible du gène A, celle de B étant presque nulle. Disons 10 %, 23 %, 1 %. La répartition des gènes Rhésus + et Rhésus - présente aussi des singularités. Mais c'est un type moyen, autour duquel se situent des écarts plus ou moins considérables.

Ces chiffres caractérisent un groupe ethnique, non les individus qui en font partie. Une population homogène, donc de type pur, aurait 100 % de représentations du même groupe sanguin. En réalité, ce qui définit une ethnie, c'est la stabilité dans l'indépendance. Cette stabilité est due à un équilibre entre les facteurs génétiques et la pression de l'environnement. De cette étude, égayée par beaucoup d'autres arguments, vous concluez qu'il n'y a pas de races humaines pures. Votre collaborateur Jacques Ruffié va même plus loin en proclamant avec enthousiasme, dans des articles de grande diffusion, qu'il n'y a pas de races humaines. Comme on le comprend, quand on songe aux méfaits du racisme ! Soit dit en passant, Ruffié, qui prônait tant les vertus de la race nordique, aux yeux bleus et aux cheveux blonds, était un affreux hybride de populations mélangées, au carrefour le plus insupportable de l'Europe.

Autre exemple de votre enquête : on trouve, dans le sang de certaines populations noires d'Afrique et d'Amérique, une hémoglobine anormale appelée hémoglobine S, qui produit une déformation en faucilles des globules rouges. Cette maladie héréditaire entraîne des troubles graves, en particulier une forte anémie chez les sujets qui en sont atteints. L'anomalie se maintient à travers les générations, malgré le grand désavantage qu'elle présente dans la sélection naturelle. Mais les malades qui en sont porteurs ne contractent presque jamais le paludisme, autre fléau qui sévit dans les mêmes régions. L'anomalie S protège donc contre la malaria. Entre deux maux la sélection naturelle choisit le moindre, elle permet aux porteurs de l'anomalie de vivre tant bien que mal et de la transmettre aux générations suivantes. Mais c'est dans la

Grâce à de tels marqueurs génétiques, grâce à la répartition singulière de certains groupes sanguins, vous flairez,

Mais continuons de suivre vos pas. En 1947, vous ouvrez, en collaboration avec Michel Bossis, la voie de la thérapie des leucémies. Par une opération hardie, vous faites une exsanguino-transfusion à un enfant de six ans atteint de leucémie aiguë : cela veut dire que vous remplacez progressivement tout le sang par celui de donneurs sains. Ce premier essai de traitement, suivi de plusieurs autres, vous y apporte un grand encouragement : la rémission est complète, tous les signes de la maladie disparaissent. Le malade recouvre apparemment la santé. Pas pour longtemps, car la rechute est fatale après des délais variables. Mais vous avez réussi à prolonger de plusieurs mois des malades atteints de leucémie aiguë à allures foudroyantes, dont certains étaient agonisants. Nous comprenons aisément quel espoir était né en vous et que vous vous soyez approché avec opiniâtreté à la thérapeutique des leucémies.

Quelle que soit la méthode employée, le but est de débarrasser l'organisme des cellules souches de la lignée sanguine qui se multiplie à une vitesse excessive sans attendre leur maturité, sans pouvoir exercer leurs fonctions naturelles, indispensables à la vie.

Trois voies étaient ouvertes. Quel que soit l'agent encore inconnu des leucémies, il est probablement un virus ou pouvait tenter de renforcer les défenses de l'organisme par une méthode immunologique ; on pouvait greffer un tissu régénérateur de moelle osseuse tel un fragment de moelle osseuse d'un sujet sain ; on pouvait enfin essayer de détruire jusqu'à la dernière des cellules pathologiques atteintes d'une frénésie de multiplication. Vous vous êtes engagé dans les trois directions, et dans les trois voies explorées, vous avez apporté, avec vos collaborateurs, des résultats de première importance. Mais c'est dans la troisième que vous avez obtenu des succès décisifs.

Destruction des cellules pathologiques

VOUS méthode consiste à combiner l'attaque par les substances chimiques avec le traitement par des rayonnements, tel celui du cobalt. Ces procédés demandent une mise au point de haute précision et de grande délicatesse. Appliqués par des mains inexpérimentées, le remède serait pire que le mal. Vous commencez par une première attaque, dite extrême, à l'aide d'une substance, soit d'autres composés, soit un rayonnement, vous procédez à une seconde attaque, aussi soignée et aussi longtemps qu'il est nécessaire. Ces substances sont des antibiotiques. Vous en avez étudié, vous en avez utilisé toute une gamme. L'une des plus actives, la rubidomycine, est extraite d'un champignon (*Corallorhiza rubra*) du champignon *Streptomyces*. La méthode que vous employez à quelque analogie avec le traitement des infections microbiennes par les antibiotiques. Il faut le prolonger jusqu'à la destruction totale des bactéries. Faute de continuer assez longtemps, il se crée des foyers de résistance, dont on peut difficilement venir à bout. La différence tient à ce que, dans les leucémies, l'ennemi est déjà dans la place : c'est contre des cellules mêmes du corps du malade qu'il faut lutter.

La victoire dépend des substances ou des rayonnements que vous choisissez, des doses que vous administrez, de l'intervalle entre les traitements successifs, de l'étendue et de la localisation du territoire que vous attaquez. N'oublions pas que les antibiotiques, les rayonnements que vous utilisez sont éliminés très vite par les cellules du corps. Mais les cellules cancéreuses, comme toute cellule en multiplication intense, sont plus sensibles que les tissus normaux. Que doit-il, quelle expérience demande votre intervention ! Combien de fois avez-vous dû trembler en essayant un nouveau traitement, en gagnant ou en perdant des semaines, des mois, des années ! Ces remèdes sont souvent des remèdes héroïques, le qualificatif convenant plus au médecin qu'au patient. Mais les cas désespérés ont dû vous être d'un grand secours, car, lorsqu'il n'y a plus d'espoir, lorsque le malade est à toute extrémité, on peut tenter le tout pour le tout.

Et voilà comment peu à peu vous avez su produire des rémissions, poindre des guérisons. Il y a un peu plus de dix ans, un savant soviétique adressait un appel anglois. Sa fille était atteinte d'une leucémie grave. Il savait que, presque seul au monde, vous pouviez tenter l'impossible, faire durer le malade, sinon la sauver. Il était prêt à franchir tous les obstacles, fussent-ils un rideau de fer, pour vous amener l'enfant. Il l'accompagna à la lettre de l'annonce du traitement qui lui était prescrit en U.R.S.S. Vous n'avez répondu : « Inutile qu'elle vienne à Paris. Les soins qu'on lui donne sont les meilleurs possibles, dans l'état actuel de la médecine. Elle peut survivre six mois, un an, deux ans au plus. Le seul espoir qu'on puisse fonder, c'est que, dans l'intervalle, on ait trouvé de nouveaux remèdes, plus sûrs, plus efficaces. Je ne sais si la petite Russie a pu attendre cette heure rêvée, mais, depuis lors, vous avez réalisé sur d'autres enfants le miracle tant souhaité.

Quelques victoires

Je serai très bref sur les grands succès que vous avez obtenus dans le traitement des leucémies et des can-

cers des ganglions lymphatiques. Lorsqu'un résultat est décisif, point n'est besoin de le renvoyer d'explications et de commentaires. Voici, dans toute leur sécheresse, quelques-uns de vos plus beaux résultats.

La maladie de Hodgkin est la plus fréquente des cancers primitifs des ganglions lymphatiques : ils sont dits primitifs quand ils ne proviennent pas de métastases. Cette maladie était incurable avant 1965. En 1967, vous annoncez la guérison des formes localisées dans 80 % des cas. Tout récemment vous obtenez la guérison de 50 % à 60 % des formes généralisées. Les plus remarquables résultats remarquables, si l'on songe qu'il faut atteindre non point quelques ganglions lymphatiques localisés, mais tout le système ganglionnaire.

Même difficulté avec les leucémies aiguës, les plus dangereuses, votre ennemi, puisque la maladie succombait en deux mois. En 1971, vous obtenez une survie de plus de quatre ans dans cent soixante-cinq cas, de plus de dix ans chez quelques sujets. Deux de vos malades se sont mariés après onze ans de rémission. Actuellement, vous obtenez des survies de quatre ans et plus à ce stade, la rémission devient synonyme de guérison. En 1970, vous estimez entre 5 et 8 % le taux de guérison. Il atteint actuellement 12 à 15 %.

Tout récemment, vous avez obtenu un résultat encore plus remarquable : la guérison de la leucémie aiguë à promyélocytes, leucocytes de grande taille non différenciés, qui prolifèrent à une cadence accélérée en quantités énormes. La maladie était incurable en vingt jours vers la mort. Grâce au traitement par la rubidomycine, vous obtenez plus de 60 % de rémissions en 1970, vous estimez actuellement que 20 % de malades peuvent être considérés comme guéris.

Je voudrais faire remarquer que ces résultats sont bouleversants à deux points de vue : d'abord parce qu'ils permettent la guérison de nombreux malades qui, il y a moins de quinze ans, auraient été considérés comme perdus, ensuite parce qu'ils permettent tous les espoirs. Car, si l'on peut guérir un pourcentage, même faible, de malades, cela veut dire que le remède a été pour eux efficace et qu'avec quelques modifications il pourra l'être pour d'autres. On peut penser que le traitement amélioré s'appliquera à un nombre de plus en plus grand de leucémiques, car les techniques que vous employez sont à leurs débuts. Vos succès, déjà si émouvants, font lever les plus grandes espérances. Et déjà, d'année en année, vos résultats s'améliorent, les proportions de guérisons, votre de guérisons, augmentent, de telle sorte qu'on ne sait pas, que je ne sais pas si, au moment où je les énonce, les chiffres correspondent encore à la réalité.

Et voici comment, dans une synthèse publiée en 1972, vous nous donnez vos impressions : « Les traitements actuels permettent à de nombreux leucémiques de survivre à de longues années de vie, à des malades qui se considéraient à la limite de la survie. Depuis vingt-cinq ans, depuis les premiers essais d'exsanguino-transfusion, ils traitaient des leucémies aiguës avec courage, avec persévérance, mais aussi avec désespoir, tremblant à chaque examen de sang et de moelle, bouleversés par la quantité de la rémission et la certitude de la rechute. Mais pendant que ces malades pourrissent leur lutte déolée, se refusant presque à croire aux longues survies qu'ils commencent à observer, la leucémie aiguë subit un petit miracle, un miracle anodin : il est illustré par les résultats que je viens d'évoquer.

La conclusion, monsieur, est que vous vous avez fait franchir à la thérapeutique des cancers du sang une étape considérable, qu'on aurait pu difficilement imaginer il y a quinze ans. L'humanité souffrante, les condamnés à terme, attendent encore beaucoup de vous.

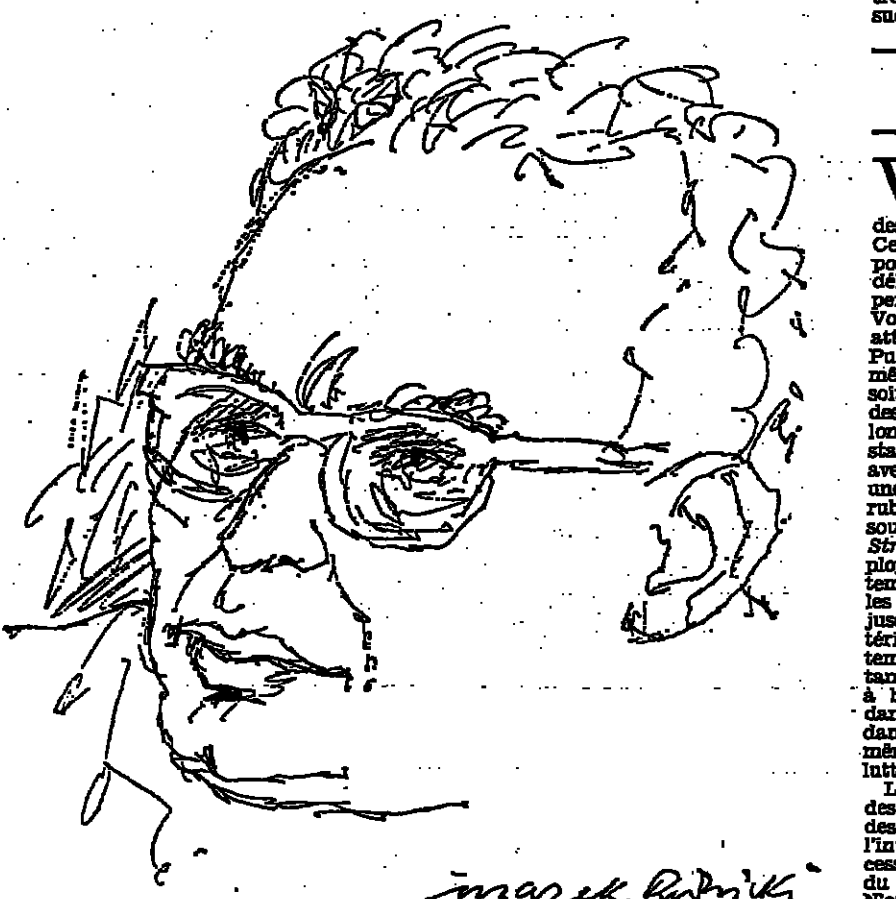
Une héroïne de roman

TEXTRAIS enfin de votre grande œuvre un petit chapitre qui n'est peut-être pas des plus importants à vos yeux ; mais il nous montre quelles sont l'acuité de votre curiosité scientifique et l'étendue de vos connaissances littéraires. Il s'agit du syndrome de Lashénie de Ferjol. Lashénie de Ferjol ? Quelle est cette maladie nouvelle à consonance à la fois harmonieuse et médicale ? Ce n'était pas l'origine d'une maladie, mais le nom d'une héroïne de roman.

Vous partiez en voyage pour l'étranger. Alors que d'autres achètent un journal, un roman moderne, peut-être un poète, dans une bibliothèque de gare, vous profitez de votre rémission pour emporter dans vos bagages les œuvres de Barbey d'Aurevilly publiées dans la collection de la Pléiade. Vous y trouvez une histoire sans nom, dont l'héroïne s'appelle Lashénie de Ferjol. À l'exécution de textes comme les *Diaboliques*, qui ont encore les œuvres de Barbey d'Aurevilly, sinon quelques fins lettres, amoureux de textes anciens et un peu oubliés ?

« Notre Lashénie s'affaiblit de jour en jour, elle pâlit, s'essouffle, s'épuise. Lorsqu'elle mourra après une longue luttue, sa mère a découvert du sang coulant sur son corsage... Lashénie s'était tuée lentement, tuée en détail et en combien de temps ? Tous les jours un peu plus, a-t-elle dit épuisée. Elles en entendaient dix-huit fichtes dans la région du cœur. »

(Lire la suite page 24.)



M. ETIENNE WOLFF. (Dessin de Marek Budnicki.)

Leucémie = cancer

VENONS-EN maintenant à vos découvertes en clinique. Elles vous valent une renommée et une reconnaissance mondiales. Dans ce domaine, qui est celui des maladies du sang, votre pensée s'appuie toujours sur les données les plus récentes de la science fondamentale, à laquelle vous ne cessez de contribuer. Suivons vos traces : nous verrons combien votre méthode est sûre, prudente et novatrice. Depuis vos débuts, vous n'avez cessé de penser au traitement des leucémies et des tumeurs qui affectent les organes où se forment les cellules sanguines. On soupçonnait que les leucémies étaient assimilables à des cancers. Mais comment le démontrer sur des cellules aussi dispersées que les globules blancs ? Vous en apportez la preuve décisive en 1933. On savait que les glandes de bœuf provoquent la formation de tumeurs malignes quand on en badigeonne des animaux d'expérience. Vous injectez ces produits dans un organe où se fait l'hématopoïèse, la moelle osseuse de rats. Ceux-ci deviennent leucémiques. La relation leucémie = cancer est démontrée. Quel était l'intérêt de cette confirmation ? Elle permettait de prévoir qu'un traitement efficace pour l'un serait applicable à l'autre, et réciproquement. C'est ce qui est arrivé. La chimiothérapie de leucémie est actuellement en passe d'être transférée au traitement des autres cancers.

مكي بن النجل

(Suite de la page 23.)

Evocations à ce propos une rampe, une récente d'un camarade et d'un médecin, tous deux écrivains, tous deux membres de notre compagnie. Un des derniers titres : *Un assassin est mon maître*. Il décrit avec beaucoup de pénétration l'évolution d'un jeune bibliaire qui, par une série de malheurs, tombe dans une déchéance mentale irréversible. Etait-ce la suite d'une observation faite par un psychologue, ou bien est-ce que ce grand lecteur d'âmes avait composé son personnage ? Notre confrère Jean Delay retrouvait tous les signes de la maladie, de la dépression, de la névrose, dans ce roman, et même dans sa manière publiée, dans laquelle il percevait une correspondance exacte entre l'analyse du médecin et celle du romancier. Il ne faut pas oublier que Jean Delay est plus admirer. Notons en passant que Jean Delay a été un visionnaire et un ami de toujours pendant vos études, pendant vos voyages en Italie, dans les hôpitaux et professeur à l'université de Paris. Vos carrières ont été parallèles. Et que des parallèles ne se rencontrent pas, mais qu'ils tendent à converger vers notre Académie.

L'ÉPISODE de Lasthané de Ferjol me permet de passer à votre œuvre la plus récente, Car va-t-elle vraiment à l'essentiel un fin lecteur, vous êtes, en outre, un écrivain de qualité. Je pense qu'un membre de notre compagnie ne soit pas être seulement un novateur, un spécialiste, mais qu'il doit avoir fait ses preuves comme écrivain et comme styliste. Je me suis plu à relever les noms des médecins qui, depuis ses débuts, ont fait partie du Grand Médical. Leur nombre est limité et ne dépasse pas une dizaine. Les plus récents ont été Claude Bernard, Henri Mondor, Louis Pasteur, Valéry-Hadot, Georges Duhamel, notre confrère Jean Delay, et, vous-même. Tous sont de grands écrivains.

On peut se souvenir de cette longue école par le nom de Cliché ou de Bonaparte mort en 1878, de Henri Mondor, élu en 1894, Louis Pasteur ne figure pas dans la liste, car il ne fut pas médecin. Mais on ne peut le passer sous silence. On me disait qu'il avait été professeur de médecine avant d'être médecin, mais cela ne me paraît pas. Il me paraît qu'il devait plus à son génie littéraire qu'à la pratique médicale. Plusieurs grands noms de médecins auraient pu être ajoutés, mais j'en ai voulu faire une liste par ordre de mérite, et non par ordre de naissance. Je pense à Charles Nicolle, à René Leriche, à d'autres, qui ont bien servi la médecine en même temps que la science. Mais il y a eu aussi des hommes très restreint de nos fautesils donne plus de prix à nos choix. Il était naïf que votre talent d'écrivain fût dirigé vers la médecine, mais il est un peu tard pour cela. Vous avez écrit de beaux livres de médecine, mais vous n'avez pas écrit de beaux livres de science. Vous avez publié des livres généraux sur votre art, je devrais dire sur votre science. Vous y donnez des renseignements et des idées de la médecine, des jugements sur ses résultats et sur ses orientations, et même, si vous pouvez accepter ce terme inacceptable, des prophéties. Mais vous n'avez pas écrit de beaux livres de science, vous n'avez pas écrit de beaux livres de médecine.

Cette dernière phrase est un avertissement aux magistrats, à l'opinion, encore trop enclins à croire à la fausseté, aux reboutures, aux voyants et voyantes. Bien que je vous trouve un peu sévère pour le médecin et les médecins d'avant 1930, je regrette que vous n'ayez pas révisité, à l'occasion, l'histoire qui s'est sciemment dans l'esprit toute la presse, dans des livres en apparence sérieux et jusque dans les actualités de la télévision. Ceci me rappelle qu'il y avait, en 1939, à l'état-major de notre armée une équipe de chercheurs auxquels on demandait souvent de consulter le pendule.

Dans ce livre riche de science et de réflexion, vous donnez un panorama de la médecine actuelle, de ces réalisations, de son avenir, de l'organisation de la médecine, de ses principes, de ses principes idéaux. Vous enivrez l'esprit dans lequel le médecin doit exercer son métier, on, pour mieux dire, son apostrophe. Vous exposez les trois pratiques : l'hôpital, la clinique, les thermes, l'acupuncture. Vous regrettez qu'une recherche, d'ordre philosophique, ne soit pas poursuivie pour approfondir leur valeur, vous suggérez les expériences cruciales qui permettraient de les juger. Vous en mettez jama

is en doute, l'importance, mais dans ce livre la part que vous avez prise au progrès de la médecine contemporaine. Elle y est pourtant relative, mais elle est précieuse. Vous nous préconisez une nouvelle déontologie, quand vous recommandez aux médecins de ne pas leurs malades en tant que des humains, mais comme des cas anonymes, avec bonté et compréhension, on réalise que c'est votre façon de conduire à laquelle vous vous

PASSONS à votre œuvre proprement littéraire. À l'instar de votre homonyme, j'ai nommé Claude Bernard... vous avez été des vus débuts inspiré par les amuses et bente par le démon de la littérature. Trahissez-le un secret en rapportant que, dès 1920, à l'âge de quinze ans, vous fréquentiez assidûment la célèbre librairie d'Adrienne Monnier, où vous avez côtoyé quelques-uns des grands écrivains de ce temps. Gide, Mauriac, Malraux, Cocteau, Saint-John Perse, et l'indiscrète en révélant que vous aviez écrit, pendant un temps et sous l'anonymat, la critique littéraire d'un quotidien parisien, et que vous avez composé les premiers pages de votre premier roman, le *Grand Pigeon*, en 1927-1930-1934.

« Des mots simples pour notre mis-
« cet enfant qui meurt et nous sau-
« Pas seulement nos bras, [l'impaisance]
« et qui tourne en rond dans son [l'esprit caustic]
« Une idée neuve, une idée, [l'ignorance]
« hélas ! une idée qui n'était pas [l'bonne]
« Un dernier effort qui n'a rien [l'chargé]
« et l'enfant est mort.
« et nous sommes seuls dans notre »

Et j'extraits d'un poème en prose, intitulé *Prière de ceux qui cherchent*, ces lignes poignantes.

« Il y a... ceux qui ont cru trouver, et c'était presque vrai, et cette vérité qu'ils croyaient atteindre, chaque fois elle s'échappait. »

« Ils sont là, ils marchent, ils rêvent à ces corps d'enfants qu'ils ont en charge, à ce petit Michel qu'ils auraient voulu sauver et ils l'avaient espéré, et il remerciait avec tant de gentillesse quand on l'avait soigné ; à Chantal qui avait deux ans et les cheveux blonds, à Gérard et à Christian qui ressemblaient aux deux anges du jubé de Saint-Etienne-de-Mont, à Lucienne, à Jean-Pierre qui sont morts comme les autres.

« Seigneur, ayez pitié de nous qui
cherchons, donnez-nous le courage
nécessaire pour résister aux erreurs, aux
injustices, aux discordes.
« Donnez-nous la force nécessaire pour
tout reprendre et recommencer quand
nous savons que nous nous sommes
trompés.
« Et puisque vous lirez à d'autres
ces secrets, pourquoi ne pas nous faire
le don tout de suite. »

D'AUTRES poèmes évoquent le climat trouble de la «drôle de guerre», l'horreur de la «vraie», l'amertume de la défaite, la misère, l'angoisse de la prison. Vous avez connu tout cela, vous avez été, dès le début des premiers résistants, un des cinq cents premiers arrêtés par les Allemands en 1940, vous passés à la prison de Fresnes, de molle d'affreux déneigement, où l'appréhension de la mort qui vous guette n'est tempérée que par la certitude de temps meilleurs pour ceux qui survivront.

« Je suis sans crayon et sans plume
 » et grave sur un plâtre usé
 » ces vers-ci que j'ai composés,
 » ces pauvres vers sans clair de lune ».

Et encore ce rondeau :

« Dans la prison que France est
» nous nous tordons sous le poids [devenue]
» nous subissons l'injuste retenue [de nos fers,
» et feu flamboyant plus qu'en bas- [fonds d'enfer
» dans la prison que France est [devenue. »

nomme. Vous échappâtes miraculeusement, à la fin de 1943, à la prison et à la mort. C'est pour vous, vous participez aux combats de la libération de Paris. Puis vous vous engagez dans l'armée régulière où vous prenez part aux longues marches et aux combats contre les forces allemandes conservaient dans l'ouest de la France. Ce sont des services que nous n'oublions pas, et pour nous, vous êtes un héros, un héros que nous honorons, que les Français ont la mémoire courte. Ces titres vous suivent partout. C'est pour vous, vous avez trois citations, dont une à l'ordre de l'armée, et la Légion d'honneur à titre militaire. Si nous ne sommes pas distingués par notre Académie qui, trappée par votre talent poétique, vous a accordé le prix Fénélon pour votre plaquette *Le grand voyage*, nous sommes

J'AVOUERAI probablement votre rôle de chef d'école et d'organisateur, et votre dévouement. Vous personnalisez le type du « grand patron ». Vous réhabilitez, à cela près, l'usage des ressources de notre vocabulaire et de nos usages. Mais, grâce à vous, et à beaucoup de vos collègues, le titre et la fonction n'ont jamais subi d'effacement. Vous montrez qu'un grand patron doit être et ce qu'il faut penser pas être. Si d'autres ont une conception un peu rigide de leur rôle social, vous imposez votre autorité par votre savoir, par votre conscience, par le respect que vous inspirent. Vous suggérez, vous proposez, mais ne commandez pas. Mieux encore : vous étonnez et vous consolez ceux qui vous entourent et vous prenez vos décisions en confiance tant leurs idées sont vôtres. Nul ne saurait les contester, tant vous avez de

Ainsi vous répondez, si j'ose dire, par la douceur et la persuasion, sur une école de plus en plus ouverte, à l'École d'immunologie de la faculté de médecine de Paris, renommée dans le monde entier, qui elle-même est subdivisée en équipes, qui elle-même est ouverte à tous les chercheurs du programme. Beaucoup de vos collaborateurs sont déjà des maîtres et des savants éminents. Il me serait difficile de vous en citer beaucoup, mais je ne puis mentionner, par crainte d'être injuste et incomplet. Laissez-moi cependant évoquer, outre les noms déjà prononcés, ceux de deux autres équipes qui ont découvertes majeures, le système d'histocompatibilité tissulaire, qui a force de loi en immunologie, et de la cellule tueuse, qui est l'un des plus importants, sont signés de huit ou neuf noms, et l'ordre alphabétique n'est pas respecté. Mais un chapitre de la découverte est favorisé, et il placera au premier rang s'inscrit avec un numéro quelconque dans cette liste. C'est à la fois la découverte d'un mécanisme et de la collaboration intime et multiple qui, sous votre impulsion, mène à la découverte

Toutes vos charges, toutes vos responsabilités, annulées s'ajoutent des fonctions d'administrateur, de conseiller d'Etat, de représentant institutionnel, scientifique et médicales, imposent une tâche immense dont on se demande comment vous pouvez vous acquitter. Entre-temps, vous êtes appelé en consultation dans tous les pays du monde, où votre nom fait autorité, à Mexico, à Changhai, hier encore à Caracas. Vous notes qu'en 1948 et 1949 vous avez parcouru plus d'un million de kilomètres, cela fait vingt-cinq fois le tour du monde. Et vous remarquez avec une certaine ironie

Nous comprenons ce que parier veut dire ! Mais jamais, dans toutes ces fonctions, nous ne vous étiez départi de votre patience, de votre courtoisie, de votre passion pour la recherche. Comment faites-vous pour les autres ? Comment faites-vous pour les gens dans un quotidien répandu, un de vos collègues et collaborateur. Comment faites-vous en effet pour être toujours présent ? Toujours disponible, toujours prêt à secourir ? Comment faites-vous pour être toujours si gentil et si bon ? Comment faites-vous pour souffrir et sont en danger mortel ? Ne le citerai-je un exemple de votre conscience et de votre dévouement. Vous étiez alors médecin à 8 heures, vous étiez le quart dans votre service à l'hôpital Saint-Louis. Vous consacrez plus d'une heure à recevoir, non point les malades, mais les familles. Vous renseignez celles-ci sur l'état de leur parent, ce n'est pas toujours facile : car, si vous pouvez malheureusement annoncer la mort, vous devez aussi leur donner de l'espoir, dans bien des cas encore ! Vous faut annoncer de tristes lendemains. Nous savons avec quelle douceur, quelle patience, quelle patience ! Et l'on comprend pourquoi tant de malades vous gardent une reconnaissance ardente après leur guérison, pourquoi tant de familles vous ont vu et vous ont aimé. Et nous, nous vous n'avons pu confier une issue fatale.

VOUS voici maintenant entré dans notre Compagnie, où l'on attend beaucoup de vous, de votre humanité et de votre dévouement. Le grand Marcel Pagnol. Quelqu'un demandait récemment : « Pourquoi a-t-il de commun entre lui et vous ? » Nous savons bien que l'Académie Française ne cherche pas la communauté d'âme, mais la fantaisie. Mais on peut cependant établir un lien entre vous. Si, grâce à votre science, vous avez préservé bien des corps, Marcel Pagnol a sauvé de la déresse bien des âmes en peignant, en leur rendant la mort de rire et de vivre. On peut encore trouver une autre affinité entre Pagnol et vous. Le hasard de votre activité clandestine de résistants vous a mené aux lieux mêmes où il a passé, pris ses notes et écrit ses romans : le Vieux Port, Valréas, Cassis, Aubagne, les montagnes de Provence.

Qu'il me soit permis d'ajouter quelques mots à la belle esquisse que vous avez tracée de lui. Dans son œuvre autobiographique de Marcel Pagnol, et devant le succès prodigieux qu'il accueillit, quelques esprits chagrins — il en est toujours — s'exclamaient : « Il a été servi par des circonstances heureuses », l'esprit était mu. Guérpin, Fresnoy, Oranx Demazis, Fernandell ! » D'autres disaient : « C'est du folklore ; le succès en est assuré par l'atmosphère provençale qui l'auteur a recréée dans ses romans », l'esprit était parler du terroir, évocations de la vie et de la campagne marseillaises... Vérité partielle, mais totale erreur ! Les pièces de Pagnol ont été représentées dans toutes les capitales du monde (à Paris, Berlin, Vienne, Londres, New York, Tokyo, Brésil, Iran, Japon). Ces exemples pris au hasard montrent la grande diffusion de ses œuvres et qu'on peut les traduire en n'importe quel idiome. Elles connaissent une telle vogue internationale, gagnent fleurissant le thym et la sarriette ne manquent de savoir ni en japonais ni en espagnol. Après vingt ans, cinquante ans, elles n'ont rien perdu de leur charme et de leur jeunesse. Elles sont la preuve que de telles œuvres sont et seront goûtées en tous temps et en tous lieux. Rien ne peut mieux définir l'universalité de ses écrits—œuvre. Marcel Pagnol, un homme qui, tout jeune, n'a pas cessé d'être timoré.

(Suite de la page 22.)

Il n'est pas interdit d'aborder avec galeté, voire avec ironie, les grandes questions de la science et de la technique. Des éclairages nouveaux, utiles, peuvent ainsi être proposés. D'ailleurs, avant d'avoir donné l'exemple, Précurseur, il encore, il avait conçu l'idée d'une anti-physique afin d'expliquer et de démontrer certains raisonnements non moins plausibles que ceux de l'école, le contraire précisément de la vérité admise.

Voici un travail sur les nombres premiers, sur les principes qui les gouvernent, un essai de démonstration du théorème de Fermat, une étude sur la géométrie des Pyramides, d'autres encore sur la loi de Mariotte et ses limites. On le trouve, presque à chaque page, préoccupé, fasciné par les forces qui nous entourent et que nous ne perce-

rons pas : le magnétisme, l'électricité, les ondes hertziennes, la radio-activité. Puisque tant de forces, et si variées, ont longtemps été méconnues, pourquoi ne pas supposer l'existence de radiations non encore appréhendées et qui, mal-risées, pourraient modifier le destin de l'homme ? D'où les hypothèses sur la nature éventuelle de ces radiations, sur leurs relations avec l'énergie.

[illegible]

C'est un défi à leur système. Beaucoup refusent d'en tenir compte. D'autres la classent sous la rubrique « Curiosités ou jeux de la nature ».

Parfois, il s'en trouve un qui veut
aller au fond de la petite affaire. Celui-
ci, dans un éclair de génie, se demande
si la petite affaire ne remet pas tout en
question. Il quitte la fraîcheur du som-
meil, se lève, rampe sur la branche en
branchette. Il remue, il trouve des
racines, et pousse tout à coup un cri
d'alarme. Là-haut, dans les feuillages,
il a vu un serpent s'écrouler. Alors il
épouille les pages et le feu muet de
l'écaille pour en tirer le mot qui
pourrait que décore les racines. Beau-
coup s'arrêtent et crient avec lui. Là-
haut, dans les feuillages, interdits, d'abord,
ils se demandent un instant, les
serpents, puis, tous en chœur, ils appellent
à grands cris la police. Ils arrivent aussitôt,
ils dispersent les gassants à coups de
queue, ils se précipitent, ils se précipitent
dans une prison qu'chez les fous. Il y
a toujours dans une dépression obscurité en
voix basse : «... et pourtant

**« Faire rire ces êtres qui ont
tant de raisons de pleurer »**

[illegible]

finalement pour tous les hommes, de rire
 enfin, de ce rire qu'il a lui-même si
 magnifiquement loué. « Faire rire ceux
 qui rentrent des champs avec leurs
 grandes mains tellement dures qu'ils ne
 peuvent plus les fermer, ceux qui sortent
 des bureaux avec leurs petites poitrines
 qui ne savent plus le goût de l'air, ceux
 qui reviennent de l'usine la tête basse,

Je Bern

Gran

et ten
de la m
"Un des livres les plu
que j'ai jamais lu"
Buchet
N°23

les ongles cassés, avec de l'huile noire dans les coupures de leurs doigts, faire rire tous ceux qui mourront, faire rire tous ceux qui ont perdu leur mère ou la perdront, faire rire ces êtres qui ont tant de raisons de pleurer. Celui qui possède ce don-là leur donne la force de vivre, et on l'aime comme un bien-faiteur.»

an nard

ndeur

**ations
Édecine**
beaux et les plus juste.
Jean Hamburger
Chastel

**Jean
Bernard**
de l'Académie Française

**Grandeur
et tentations
de la médecine**

"Un des livres les plus beaux et les plus justes
que j'ai jamais lus" Jean Hamburger

Buchet/Chastel

ET CRITIQUE

Jean Ferniot satirique

(Suite de la page 19.)

Un moraliste à la Caton qui, dans la dénonciation des médiocrités et des turpitudes, ne ménage pas plus les classes populaires que les autres.

« Comme le monde n'est pas manichéen, je n'ai pas voulu que la boue soit uniquement sur la bourgeoisie. » Dans les *Honnêtes Gens*, on partage donc assez allègrement dans la fange : « partouzes » du côté des bourgeois, viola du côté des faubourgs.

« L'érotisme est partout, mais il n'est pas le même ici et là : faussement raffiné dans l'élite, c'est le libertinage ; primaire et violent dans le peuple, c'est la bestialité. Malgré cela, je n'ai d'aversion totale pour aucun de mes personnages, même le P.-D. G. : il joue son jeu et le joue bien. Quant à la femme et son jeune amant, l'amour qui leur arrive est plutôt un réconfort, non ? »

Sur le virage vers la critique sociale que prend sa création romanesque, Jean Ferniot est d'accord.

« Il y a trois ans, j'ai publié un pamphlet. Ça suffit, où je répliquais mes comptes avec la fausse démocratie que nous vivons. Après, bâtir seulement des personnages avec des sentiments intéressants ne m'a plus satisfait. Il fallait que le thème compte de ce que je pensais de la société, de la politique... »

En ce domaine, comme Jean Ferniot tape de tous les côtés à la fois, on ne voit pas trop où le situer. Il ne se situe pas lui-même. Il serait bien gauchiste « s'il n'avait pas d'économies ». Mais il est un moment très important de sa vie qui lui a fait comprendre beaucoup de choses. Mais il ne supporte pas les gauchistes riches. Trop de contradiction entre ce qu'ils disent et ce qu'ils sont.

Mais le monde de l'établissement — qu'il critique, n'en fait-il pas lui-même partie ? Certes, les journalistes en sont les esclaves. D'ailleurs, ce monde-là compte aussi bien les gens de gauche que les gens de droite. Même s'ils s'opposent, ils se comprennent parce qu'ils

ont le même langage, tandis que quand ils descendent à Billancourt...

« La véritable cloison entre les hommes ne passe pas entre la droite et la gauche, mais entre le monde d'en haut et le monde d'en bas, entre ceux qui détiennent un pouvoir quelconque : institutionnel, social, économique, culturel, et les autres qui n'ont rien, même pas la possibilité de se faire entendre. M. Marchais est plus près de M. Giscard d'Estaing que de l'ouvrier portugais, et le président de la République plus près du secrétaire général du parti communiste ou de Maurice Clavel que du paysan qui vote pour lui dans l'Orne. Ce sont ces deux mondes que j'ai opposés dans les *Honnêtes Gens*. J'ai voulu montrer les mécanismes parfaitement huilés du monde d'en haut par rapport à l'impuissance et à l'immobilité du monde d'en bas. »

La description de ces mécanismes, la connivence entre les différents pouvoirs, les discours qui s'échangent entre grands de ce monde, les versions qu'on fabrique pour exploiter l'événement ou le rendre inoffensif, c'est le meilleur du livre. Dans le détail, il fait mouche à tout coup. Et tout est dit dans une langue drue, rapide, populaire, qui colle avec la monologue intérieur de certains personnages, moins bien avec celui des autres.

« En fait, c'est moi qui parle à travers tous et dans la langue de mon enfance. J'ai fabriqué l'homme que je suis devenu mais sans oublier ces années-là. Quand j'écris un roman, le langage populaire que j'aime pour sa vigueur, ses drôleries, ses images, vient naturellement sous ma plume. »

Finalement, même si le garçon se retrouve en prison tandis que la dame se repose en clinique, c'est le monde d'en haut qui trique dans les *Honnêtes Gens*. Les mécanismes s'engrènent.

« C'est bien son tour de temps en temps ! Un grain de sable s'est mis dans les rouages : une section imprévue est venue d'en bas et tout s'est détraqué. Au fond, c'est un peu un conseil que je donne. »

JACQUELINE FIATIER.

Quand Jean Freustie plaide le « faux » pour révéler le « vrai »

* FROCHE EST LA MER, de Jean Freustie, Grasset, 280 p., 23 F.

DANS son nouveau roman, Jean Freustie reprend, en les accusant, me semble-t-il, les principaux thèmes de ses précédents romans : un jeune homme sans illusions, des amours sans passion, les blessures de la guerre, les cicatrices de l'enfance, la vie sans vocation ; bref, une certaine vicinité. Son héros, Paul, est ce que, avec une certaine sévérité, on pourrait appeler un « gigolo ». Jeune homme vivant au bord d'une mer proche, près d'une mère veuve, il a été l'amant, gentiment entre-tenu, d'une dame riche dont il a également, par délicatesse, soutenu la fille. Plus tard, prisonnier, il rencontre, sur un quel que de métro, une jeune femme juive, Martha, de dix ans son aînée, pour laquelle il fera de la résistance. Arrêté, déporté, rescapé, à son retour, il vivra d'elle et avec elle, qui est très riche, jusqu'à ce qu'elle meure, d'une vaine maladie de foie. Il enchaînera alors avec la sœur qui est plus jeune et non moins riche. Entre-temps, et concurrentiellement si l'on peut dire, Paul a cultivé, pour une jeune fille blonde du bord de mer, un amour tendre bien qu'épisodique, généreux, encore que non platonique. Le confort que sa position lui procure, il l'en fait bénéficier. Cet entretenu entretient. Pourtant, se sentant délaissé, frustré, la jeune femme se suicidera.

À cinquante ans, Paul se retrouvera seul (il a rompu avec la

sœur ou la sœur avec lui) peignant sans grande conviction des fresques marines ou des amitiés, à la manière de Van Daelen, un petit maître pré-impressionniste. Il mourra d'un arrêt du cœur au moment où Sarah, la sœur de Martha, sonne à la porte.

pour dissimuler son « vrai » message ?

Ce serait assez dans sa manière subtile.

PAUL MORELLE.

Les femmes ont des « poches »

Les Editions des Femmes lancent une collection de poche « pour chacune » dont les six premiers titres paraissent cette semaine. Il s'agit de : *Être exploitée*, par un collectif italien, réédition, 16 F ; *De côté des petites filles*, d'Emma Ghislini Belotti, réédition, 12 F ; *La Malocclusion*, d'Emma Santos, réédition, 10 F ; *Journal et lettres de prison*, d'Eva Forest, réédition, 15 F ; *Marie-Salope*, roman inédit de Gisèle Biennet, 13 F ; *Femmes et femmes*, essai traduit de l'américain, inédit en France, de Dolores Kisch, 25 F.

Une deuxième série de six titres paraîtra en mai : *Etoiles bleues*, de Victoria Thérèse, réédition ; *Cris moins fort*, les soixantes ont l'entendement, d'Eva Forest, réédition ; *Les Messagères d'Évelyne Le Gac*, essai inédit en France ; *Vénus à la chaîne*, de Marjorie Rosen, essai traduit de l'américain, inédit en France, avec illustrations ; *Paysannes des marais*, de Mary Chamberlain, document traduit de l'anglais, inédit en France ; *Conscience des femmes*, monde de l'homme, de Sheila Rowbotham, essai traduit de l'anglais, inédit en France.

Colloques

— LE COMITÉ BREISTOIS POUR LA COMMEMORATION DU BICENTENAIRE DE L'INDEPENDANCE AMERICAINE avec le concours et le patronage de l'université de Bretagne occidentale de la ville de Brest, de la marine nationale et de la Société française d'étude de dix-huitième siècle organise à la faculté des lettres de Brest du 18 au 23 juin 1976 un colloque international sur Brest et la guerre d'indépendance. L'usage de l'américain dans les lettres françaises au dix-huitième siècle. Une exposition consacrée à Brest, la marine et la guerre, sera inaugurée à l'occasion du colloque, qu'elle illustrera. Pour tout renseignement et pour les inscriptions, écrire à Commission du colloque 1976, faculté des lettres de Brest, R.P. 800, 22527 BREST.

— CHERISY 76. — Le Centre culturel organise de juin à août six colloques : « Le Pouvoir médiéval » (dir. J.-P. Auzan, J.-P. Fèvre) ; 22 juin ; « Le Nationalisme » (P. Cozzy, L. Forestier, R. Mitterand) ; 30 juin ; 10 juillet ; « Figures du baroque » (J.-M. Genot) ; 12 juillet ; « Boris Vian » (H. Baudin, N. Arnaud) ; 23 juillet ; 2 août ; « Audubert le trouble-fête » (J.-Y. Guérin) ; 4-11 août ; « Bergson aujourd'hui » (A. Devaux, H. Gouhier) ; 28-30 août. Renseignements : C.C.U.C., 27, rue de Boulaivilliers, 75016 Paris.

— L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES CRITIQUES LITTÉRAIRES tiendra son congrès à Lisbonne, du 22 mars au 3 avril 1976, sur le thème : « Humanisme et Sciences humaines ». La délégation française sera composée de M. Robert André, Jean Biot, Roger Callois, Pierre Gamarra, Alfred Kern, Jean Rousselot, René Tavernier et Solange Pasquell.

Édition

— LES ÉDITIONS PIERRE-JEAN OSWALD ET LES ÉDITIONS HALLIER ont décidé d'associer leurs efforts pour une meilleure diffusion et promotion de leurs livres sans que cette association entraîne une prise de contrôle des uns par les autres, les risques financiers étant partagés par moitié entre les deux éditeurs. Les meilleurs titres des Editions Oswald plus des inédits seront réédités à raison de vingt titres par an. Les deux premiers titres à paraître fin mars seront : « Les Oiseaux » de Tzvetan Todorov et « Poètes du peuple chinois » anthologie réalisée par Michelle Lal. Rappelons que les Editions P.-J. Oswald connaissent au niveau de la diffusion des difficultés qui auront pu entraver leur disparition alors que les Editions Hallier bénéficient des circuits de distribution Hachette.

— LA SEPTIÈME ÉDITION DU CATALOGUE DES LIVRES DU FORT-MAT DE POCHÉ publiée par le Cercle de la Librairie vient de paraître. Fixée à soixante mille exemplaires, elle regroupe environ dix mille titres parus au 31 décembre 1975 ou à paraître avant le 31 juillet 1976, et thématiquement disponibles. Cette édition comprend, comme les précédentes, une liste alphabétique des éditeurs et de leurs collections, une table méthodique des titres, une table alphabétique des titres et une liste alphabétique des auteurs. La précédente édition datait de 1973, alors que le volume des prix de cette catégorie de livres avait entraîné un ralentissement de la production et le report de nombreuses rééditions. L'ouvrage, normalement disponible en librairie, peut également être acquis au Cercle de la Librairie, 17, bd Saint-Germain, 75273 Paris, au prix de 9 F T.T.C., port en plus.

Échos et nouvelles

— LES NOUVELLES MILLE ET UNE NUITS de Robert-Louis Stevenson font l'objet d'une édition dans la collection de poche 10/18 en deux volumes : « Le Cliché du suicide », suivi de « Diamant du rajah » (tome I) dans la traduction de Théo Vaziet, avec l'introduction d'Henry James et une bibliographie de Francis Lacassin et « Le Dynamisme » écrit avec la collaboration de Fanny Van De Grint-Stevenson dans la traduction de G. Art et avec une préface de Manuel Schwob. Dans la même série « L'Aventure insensée » de la même collection 10/18 paraissent les deux volumes de aventures de David Balfour. 1. « Kaledon » ; 2. « Caledonia », traduits par Théo Vaziet.

— « Un coup de dés jamais n'abolira le hasard » de Stéphane Mallarmé, paru en 1914, paraît dans la collection de poche Poésie/Gallimard, avec « L'Éclair » (1925), divers autres textes, réunis sous le titre : « Divagations » (1945) et une préface, ainsi qu'une note sur l'édition de 1976 de l'œuvre d'Yves Bonnefoy (1976).

— « Un prince » d'Henry Bonnier, paru en 1973 chez Albin Michel, vient d'être réédité dans « Le livre de poche ».

— L'ORDINAIRE DU PSYCHANALYSTE est une publication à part. Depuis la fin de 1973, elle donne la parole au lecteur, de manière anonyme, à la seule condition qu'il partage à l'acte psychanalytique comme analyste, analysé, ou analysant. Sept numéros ont déjà paru, avec parfois des textes fort intéressants. Le numéro 8, qui vient d'être publié, fait le bilan de cette expérience. (160 pages, 18 F. Librairie Les mains libres, 2, rue du Père-Correnin, 75014 Paris.)

— DANS LA COLLECTION « FAIRE LE POINT » des classiques Hachette, deux volumes récents rendront bien des services aux « apprentis philosophes » des classes terminales, ainsi que le chapitre de la philosophie des étudiants Rédigés l'un et l'autre par deux agrégés de philosophie, Sylvain Auroux et Yvonne Weil, le « Nouveau Vocabulaire des termes philosophiques », préfacé par M. Yvon Belaval (256 p., 19 F), et le « Dictionnaire des auteurs et des thèmes de la philosophie » (288 p., 21 F) font une large place aux nouveaux termes du vocabulaire philosophique, aux auteurs contemporains et au sens nouveau des concepts classiques. Le tout avec exactitude et concision. Bref, de très utiles instruments de travail.

Prix

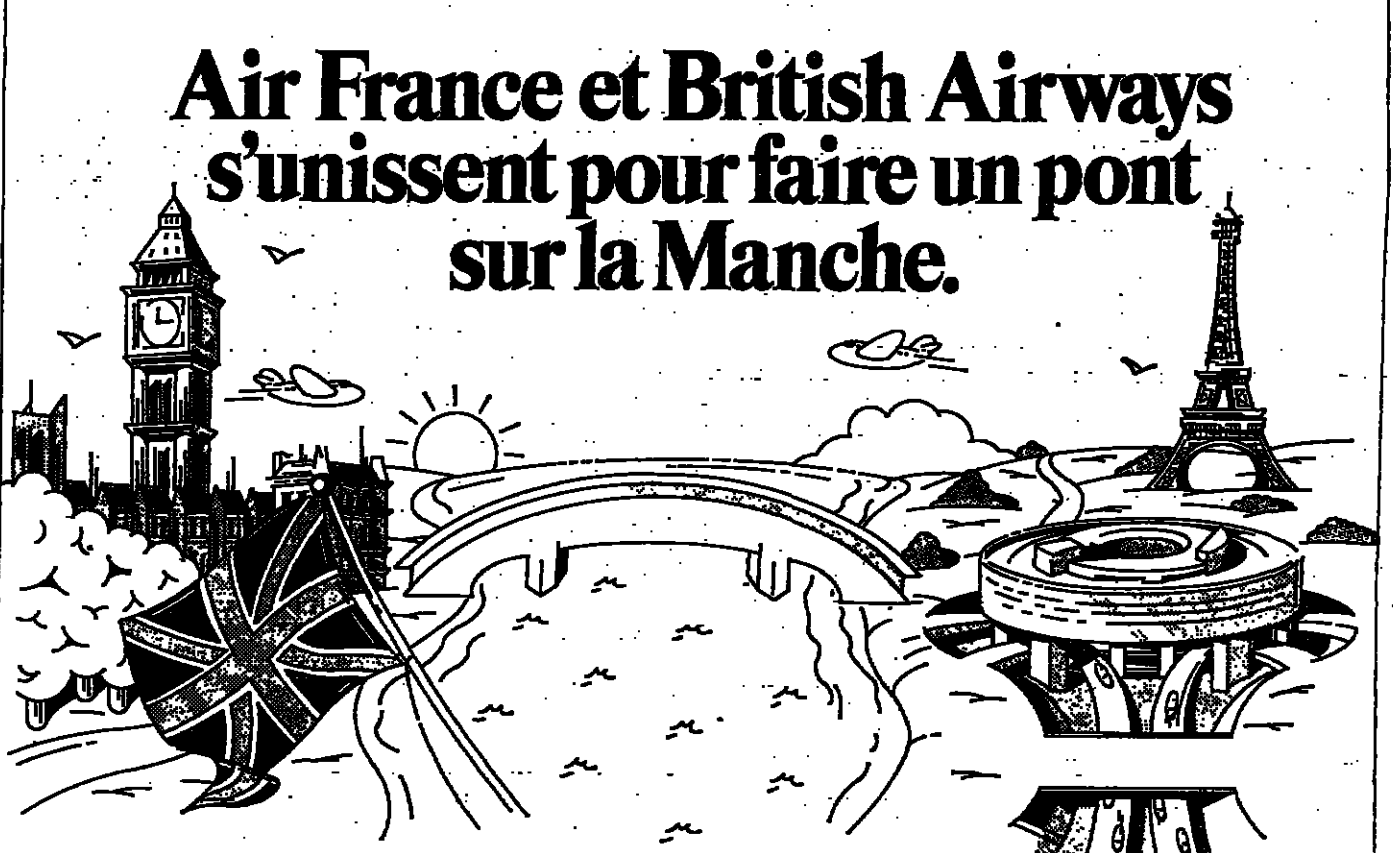
— POUR LES BOURSES DE LA FONDATION GINO DEL DUCA, qui seront attribuées en juin prochain, les candidats sont priés de se faire connaître avant le 10 mai 1976 (dernier délai) auprès du secrétaire de la Fondation, 18, rue Alfred-de-Vigny, Paris (8°).

Revue

— LIRE BLANCHOT est le titre du très riche numéro spécial que la revue « Gramma » consacre à Maurice Blanchot. Au sommaire : trois lettres inédites de l'auteur, un dossier de ses textes politiques, des articles de Patrick Besson, Mirella Holland, Frédéric Mel, Alain Constance, ainsi que la première partie d'une longue étude de Jacques Derrida intitulée « Pas ». Un inédit de Georges Bataille et une bibliographie des livres et articles de Blanchot depuis 1971 complètent ce volume. Grasset (284 p., 20 F), qui publie « Pas », un inédit de Georges Bataille et une bibliographie des livres et articles de Blanchot depuis 1971 complètent ce volume. Grasset (284 p., 20 F), qui publie « Pas », un inédit de Georges Bataille et une bibliographie des livres et articles de Blanchot depuis 1971 complètent ce volume.

Manuel Levine « Sur Maurice Blanchot ».

— AGRIFFA D'AUVERGNE, dont « les Tragiques » sont au programme de l'agrégation 1976, vient de faire l'objet d'un numéro spécial de la revue « Europe ».



Air France et British Airways s'unissent pour faire un pont sur la Manche.

A partir du 28 mars pour Air France, et du 1^{er} avril pour British Airways, tous les vols vers Londres (14 vols par jour en semaine) partent de Roissy-Charles de Gaulle et y reviennent.

AU DÉPART DE LONDRES

8 h 00*
9 h 00*
9 h 30
10 h 00*
10 h 30
11 h 30
12 h 00*
14 h 30
15 h 00*
16 h 00*
17 h 00*
18 h 35*
19 h 30*
20 h 00*
20 h 30*

* Vols quotidiens

Un seul aéroport à Paris: Roissy.

Désormais, partant et revenant au même aéroport, vous profitez à chaque voyage des avantages de Roissy : un circuit court de votre voiture de l'entrée de l'aéroport au satellite d'embarquement, 3 niveaux de parking à l'intérieur de l'aéroport où vous reprenez votre voiture sans problème.

Un embarquement très simplifié.

La porte 6 et le satellite 6 sont réservés à tous les vols vers Londres. Pas d'erreur possible.

L'enregistrement se fait porte 6 dans une zone spécialisée.

Si vous n'avez qu'une valise, l'enregistrement porte 6 est très rapide : vous n'avez pas à la faire peser.

Si vous n'avez que des bagages à main, allez directement au satellite 6, 15 minutes seulement avant l'heure de départ.

Des avions spacieux.

Pour permettre à chacun de partir, même aux heures d'affluence, la majorité des vols sont assurés par des avions de grande capacité et très confortables : l'Airbus (248 places) et le Tristar (320 places). En outre, les petites valises sont admises à bord.

Pour réserver, adressez-vous à votre Agent de voyages agréé.

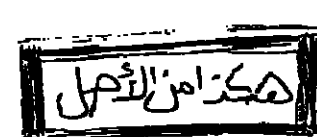
à British Airways Tél. 260.38.40 ou à Air France (Tél. 535.61.61).

AU DÉPART DE ROISSY

8 h 30*
9 h 00*
9 h 30
11 h 30*
12 h 00*
13 h 00*
13 h 30
14 h 45*
15 h 00*
16 h 30
17 h 40*
18 h 00*
19 h 30
20 h 00*
22 h 00*

* Vols quotidiens

British AIR airways FRANCE



HISTOIRE

Entretien avec Pierre Chaunu

AU TEMPS DES CHARIVARIS

* FÊTE ET RÉVOLTE, d'Yves-Marie Bergé, Hachette, coll. « Le Temps et les Hommes », 253 p., 35 F.

La révolte rejoint-elle la fête et à quel moment ? Est-ce au contraire la fête qui peut se continuer en révolte parce qu'elle l'aurait elle-même engendrée ? Depuis 1968 les deux mots ont cherché à aller de pair avec plus ou moins de bonheur. Les guirlandes et les chants, les tréteaux et les lieux du soir ont souvent accompagné les manifestations et plus encore lorsque la contestation a pour mobile la qualité de la vie. N'est-ce pas, il est vrai, lorsque la vie sera une fête qu'elle aura trouvé sa qualité ?

Dans cette revendication de la fête, par là où les révoltes les plus contemporaines, Yves-Marie Bergé voit une « ambivalence » qui « figure en bon rang parmi les mythologies de notre temps ». Il n'en dit guère plus, car son propos n'est pas profondément contemporain. C'est pourquoi le titre de son étude doit être tenu seulement pour un appât. C'est au sous-titre qu'il convient de s'arrêter si l'on veut mieux savoir à quel s'en tenir : « Des mentalités populaires du seizième au dix-huitième siècle ».

Le livre n'en est pas pour autant décevant, encore moins négligeable. Il nous montre les dessous, les ressorts de ce qui fut la fête pendant trois siècles. Il éclaire Bruegel et Carpezzolo, Hogarth et Le Nain. Il situe cette fête dans sa dimension sociologique, dans ses multiples significations. Ses multiples expressions, sous, depuis les « bureaux de jeunesse » jusqu'aux « charivaris », en passant par les « chevauchées de l'âne » et autre formes de mise au pouvoir de la folie, avec rois et reines d'un jour.

C'était le temps des fêtes profondes, expriment des humanités, tout en ayant bien soin, dans leurs ordonnements, de se montrer miroirs des situations sociales, conservateurs des hiérarchies traditionnelles. L'unité, la force, viennent d'une volonté de défense des indépendances communales. Sur ce chapitre, c'est bien la politique qui passe son nez, s'agissant de montrer ce que l'on est et ce à quoi l'on tient.

Du même coup, cette fête citadine, qu'elle s'appelle « triomphe » ou « entrée » pour la venue d'un roi ou d'un prince, reflète bien tout à la fois des passions, des craintes et des espoirs. Et de tout temps on le surveille. Les patrouilles seraient toujours les jours de foire. Une incontinence isolée peut à vite entraîner un tapage collectif. Et la réjouissance se change en prise d'armes tout comme s'achève en fête bachique une dimanche victorieux.

Elles devaient sortir de plus en plus, ces patrouilles, surtout à partir du dix-septième siècle. La fête, même hors Paris, n'avait-elle pas été la Fronde, appuyé ses succès, colporté l'hostilité envers Mazarin ? Il convenait désormais d'empêcher que « la réjouissance serve d'excuse insolente pour légitimer le désordre ». Plus tard il fallut, avec plus ou moins de bonheur, faire respecter les ordonnances, mandements et autres arrêtés rendus au nom des nécessités de l'économie et du travail pour réduire de plus en plus les fêtes. Ce revirement au nom de l'État-nation eut des prolongements jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle.

En fait, les coups décisifs furent portés du jour où le pouvoir prit ombre de la fête, s'offusqua des couplets satiriques qu'on y chantait, des rassemblements qu'elle permettait, des estuques qu'elle autorisait pour tourner en dérision l'agent de l'État.

Yves-Marie Bergé ajoute, pour l'avoir tiré de ses recherches minutieuses, qu'il voit à cette faillite une autre raison. La fête avait longtemps eu l'appui de tous les corps sociaux de la cité. Au siècle des Lumières, l'élite fit la fine bouche. Elle découvrit grossière, vulgaire, gothique, et c'était tout dire, cette fête encastrée et la laissa au peuple. Il ne resta plus pour la justifier que les considérations économiques, les laïques, les auberges à remplir, le négoce.

Sous la poussée janséniste, l'Eglise s'en mêla. Au nom du respect de Dieu, elle dénonça bientôt « des débauches coutumes » des mardi gras et des carnavals, flétrissant le paganisme ou la superstition sous leurs débordements, ne supportant plus les danses et les « occasions de mille autres insolences ».

Bref, on mit de l'ordre, on mit l'ordre. La Révolution y ajouta le sien, puis le concordat de Napoléon, mais aussi l'industrialisation et la conscription. Et la Restauration, sur ce chapitre, n'avait pas envie de restaurer. Il n'y eut plus, et pour longtemps, en guise de fête, que des récréations sans bruit et sans scandales.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

* LA MÉMOIRE DE L'ÉTERNITÉ, de Pierre Chaunu, Laffont, 304 p., 34 F.

SANS en avoir entrepris systématiquement la conquête, l'historien Pierre Chaunu ne paraît plus très loin, à cinquante-deux ans, de la consécration décisive. Depuis l'autisme, radios et télévision découvrent son œuvre, d'un abord pourtant austère, et lui réservent des débats. Comme, estimés depuis longtemps dans le milieu universitaire, à la Sorbonne, où il enseigne, par d'opulents ouvrages sur *Stéphanie et l'Altiplano* — une thèse en douze volumes, — *La Civilisation de l'Europe des Lumières*, le *Temps des réformes*, etc., ses travaux ne

connaissent pourtant rien aux frivolités du temps.

Son attachement à la famille, à la patrie, à la religion le range parmi les traditionnalistes. Mais ce conservateur exprime ses convictions avec un anti-conformisme insatiable. Pour lui, l'homme immuable dans sa nature, mais changeant dans ses œuvres, traverse les millénaires sous le regard de Dieu.

L'historique quantitative dont il fut, en France, l'un des pionniers, fournit à ses démonstrations le renfort des mathématiques, de la statistique et des sciences. Sa méthode de travail range donc résolument cet amoureux du passé parmi les modernes.

« Je ne m'engage que dans des combats sans espoir », affirme-t-il dans sa récente autobiographie, *La Mémoire de l'éternité*. L'optimisme fondamental, conquérant qu'il mène à ses démonstrations, à sa lutte contre le malanthropisme démographique ou les conclusions du club de Rome, invite cependant à ne pas prendre à la lettre cette élogie sodiste.

D'une longue intimité avec l'incomparable Luther, il tient, comme Michélet, des tons de plume en forme de coups d'épée. D'écriture sans sacrifier à la démonstration, à une œuvre la charme si vif du défi. Avec lui, l'érudition côtoie la bataille. — G. C.

« La mémoire est une condition de la croissance »

● Votre œuvre se situe à la fois en marge du marxisme qu'elle le récusait implicitement, et un mariage de la technocratie au pouvoir qu'elle ne concerne pas. Malgré le succès de vos travaux, ne vous sentez-vous pas solitaire, et en porte à faux ?

— En marge du marxisme... dites plutôt en marge de la Vulgate marxiste. Au début de ma carrière, puis ensuite pendant quinze ou vingt ans, j'ai étudié l'économie, les crises. Cet immense travail aurait-il été possible sans Marx ? Nous lui devons tous quelque chose ! Mais effectivement, je récusais le marxisme comme explication globale, totale de l'histoire. Il n'en existe aucune. Et puis, moi, j'ai besoin de mon identité, horreur de crier avec les loups.

● Vous déplorez la perte de mémoire collective des sociétés industrielles. Mais le rythme matériel de la croissance dont vous vous délectez partait, contre le club de Rome, ne détruit-il pas, par nature, la mémoire historique ?

— Depuis quelques années, mon ambition se limite à mettre les connaissances, l'expérience du passé au service de la prévision. Nous abordons l'un de ces tourments historiques où jamais le rythme des transformations n'a été si rapide. La crise économique apporte au moins un ralentissement providentiel. On peut souffler un peu.

● Votre question met à nu la contradiction la plus profonde. Essayons quand même d'y répondre. Qu'en dit la science, l'humanité elle-même vers quelque chose de plus. La mémoire ne semble-t-elle pas une condition de cette croissance. L'idée de progrès peut-elle être perçue sans références historiques ? Au dix-huitième siècle, la perception du passé et celle du progrès marchaient encore ensemble. S'il n'existe plus d'intégration sociale du passé, l'avenir n'existe plus. L'homme se met à vivre dans un présent éternel. L'éternel présent, c'est le retour aux sociétés froides décrites par Lévi-Strauss, une répétition infinie de gestes sans signification.

● L'indifférence des cadres modernes à l'histoire, n'exprime-t-elle pas une sagesse inconsciente ? De Lénine à Hitler, toute la précédente génération d'Européens ne fut-elle pas nourrie, solitaire d'histoire ?

— Ah ! je retrouve mes grands maîtres et vaie vous répondre en homme du dix-huitième. Nos cadres seraient-ils besoin de méditer un *Essai sur les mœurs* de Jean-Jacques ? L'histoire coûte que coûte d'un groupe humain contre un autre, il existe une forme d'histoire pernicieuse. Mais il reste l'autre, la principale, celle de la grande aventure humaine. Elle s'incarne sans doute à travers certains individus, lorsqu'ils polarisent la richesse, l'esprit de leur temps. Un Newton, un Luther... Mais cette histoire-là n'est pas forcément meurtrière. Je crois presque possible une Histoire sans batailles... Je dis bien presque. L'histoire des artisans du dix-huitième siècle, celle de la Machine de Watt, belle comme un stradivarius, valent bien la préparation d'une bataille. Peut-être ne serait-il pas impossible d'y intéresser nos cadres.

L'Université ouverte

● Vous défendez des positions de droite — prenons le mot dans sa dimension intellectuelle et historique. Or, depuis une trentaine d'années, votre propre milieu universitaire glisse lentement, mais de plus en plus, de l'autre côté. N'êtes-vous pas trappé par l'ampleur, la durée du phénomène ? Quelles causes lui attribuez-vous ?

— L'ensemble en est si confus qu'il est difficile d'y voir clair au premier coup d'œil. Cette glissade dont vous parlez exprime une latence, une inertie dans le mouvement. L'Université conserve ! Elle conserve même la contestation. C'est un milieu doté d'une longue, très longue, histoire. Il se souvient encore de l'autoritarisme du Second Empire. Devant les arrogances du pouvoir économique et politique, les universitaires ne se sentent pas payés de respect. Ils s'insurgent à la fois la supériorité du savoir et l'humiliation du précepte qui ravalait au rang du domestique. Grâce à leur longue mémoire, ils récupèrent depuis cent ans l'héritage de Julien Sorel. Or, comme le pouvoir de récupération de ce monde est pratiquement sans limite, il capitalise toutes les révoltes et confectionne un nouveau conformisme : le conformisme de la contestation.

● Ajoutez l'extraordinaire séduction séduisante qu'apporte le marxisme. C'est prodigieux, vous savez, le marxisme ! Il donne l'impression de répondre à tous les problèmes avec des mots. C'est une scolastique fascinante. Devant des embarras pratiques, immédiats, il n'est pas forcément d'un très grand secours. Mais après coup il fournit des explications très complètes, très cohérentes. Considérons-le donc comme une tranquillisante lecture du passé. Il séduit d'autant plus qu'il se répand dans une société en désarroi. Il prend la place du catholicisme comme grand système d'ordre. Or, à leur façon, les universitaires aiment bien l'ordre, sur-

tout l'ordre intellectuel. Ce sont des héritiers sans le savoir, à la fois héritiers d'une scolastique et d'une contestation.

« Je choisirai toujours ma mère ! »

● Pourtant, les prises de positions politiques ne vous effraient guère ! Par exemple, vous célébrez les nations, « génie de l'Europe », en des termes quasi gaullistes. Mais vous qualifiez aussi les deux derniers conflits mondiaux de guerres civiles européennes. Drôle de génie qui nous conduit à de telles catastrophes ! N'existe-t-il pas entre lui et l'Europe fédérée dont vous vous déclarez partisan une incompatibilité naturelle ?

— La rêve d'unir les deux découds de la complexité de notre héritage. Personnellement, je suis un conciliateur, un homme d'accords. Mais les ne sont pas toujours faciles. Comme Français, je suis attaché aux traditions de l'Hexagone. Existe-t-il un mal quelconque à dire cela ? Mais comme historien, je jongle avec les siècles et mesure forcément l'importance de l'héritage européen, de Gallie à Leibniz. Je souhaite un dépassement du nationalisme de clocher par la confédération européenne. Peut-être est-ce un rêve ? Peut-être faudra-t-il, finalement, sacrifier quelque chose de la France ou de l'Europe ? Dans ce cas, je ne sacrifierai jamais la France à la construction européenne.

● Curieusement, la dégradation de la politique démographique de notre pays commença en 1957, après la signature du traité de Rome. Les deux phénomènes sont plus liés qu'on le croit. Aussitôt après la guerre, tous nos gouvernements, de droite comme de gauche, avec ou sans les communistes, ont accepté d'inclure dans le budget de lourdes charges financières au profit des

familles pour redresser la natalité. Sous la pression des Européens, l'idée s'instaura plus tard de ne plus indexer les transferts familiaux sur la croissance, afin de rendre l'économie française compétitive. On aligna donc notre système de soutien aux familles sur celui, très inférieur, de la Communauté. Si les Allemands veulent mourir, cela les regarde. Mais, s'il faut nous sauver seuls, dans les autres, eh bien ! sauvons-nous seuls ! Je suis comme Camus. En cas de conflit, je choisirai toujours ma mère !

● Il est rare, très rare de voir un historien se jeter comme vous le faites dans les batailles sur la natalité, la croissance. Vous avez milité contre la loi sur l'avortement. Aujourd'hui, vous récusiez la thèse généralement admise d'un monde sur-encombré, non sans reconnaître l'inhumanité de nos fournitures urbaines. Par ces engagements, n'êtes-vous pas un peu au-delà de votre rôle ?

— Mais non ! Sûrement pas ! L'histoire m'a confirmé cette grande certitude chrétienne : le phénomène humain doit franchir la mort. Pour qu'il la franchisse, il faut assurer la transmission. C'est simple, mais essentiel. Or, au taux actuel de dénatalité, nous n'assurons plus le renouvellement. Une société se rajeunit elle-même ou elle meurt. Moi, je suis l'homme de la vie. Pas de la mort !

● L'encombrement actuel n'est pas dû à la natalité, puisqu'elle diminue, mais à l'urbanisation sauvage, aux décisions d'urbanisme de gaspillage. Une diminution des naissances n'arrangera rien. Pendant vingt ou trente ans, vous continuerez d'avoir les mêmes villes tentaculaires, avec les mêmes encombrements. Mais le désert s'étendra autour d'elles. Et puis, un jour, enfin, il les envahira. Vous aurez des cités mortes, lugubres.

Propos recueillis par GILBERT COMTE.

VIEN DE PARAÎTRE

MONDE NOUVEAU
ET
NOUVEAU TIERS-MONDE

par Emmentienne de LAGRANGE
Préface de Michel DEBESSE
Collection « Les quatre Vérités »

1 vol., 176 pages, format 15 X 22 PRIX : 27 F. T.T.C.
Edit. G. de Bussac, 2, cours Sablon, 63013 Clermont-Ferrand Cedex

L'Avant-Seine, un immeuble terminé, c'est rentable immédiatement.

L'Avant-Seine, des studios et 2 pièces luxueux avec des cuisines équipées d'appareils de grande marque et de vraies salles de bains...

L'Avant-Seine, nous vous assurons une rentabilité locative de 6 % brut pendant 5 ans, garantie par acte notarié. (Uniquement pour les studios et 2 pièces.)

L'Avant-Seine... un investissement sécurisant

Bureau d'Accueil et appartements modèles sur place, ouverts tous les jours de 11 h à 20 h. 4-8, rue Robert-de-Flers - 75015 PARIS. Tél.: 577.68.21

J'aimerais recevoir des précisions concernant la « Garantie Locative » sur les studios et les 2-pièces de l'Avant-Seine.

☐ par retour de courrier

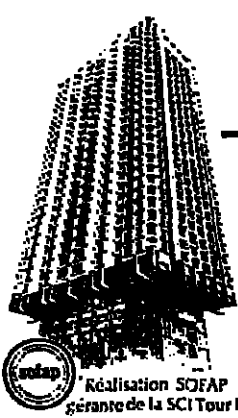
☐ en me contactant au (n° tél.) :

M.

Adresse :

Retourner ce bon à : SOFAP - Service Commercial

64, rue de Lisbonne - 75008 Paris.



Adaptation SOFAP

généraliste de la SCI Tour H6

Après « Mariaagélas », la « Sagouine » ou la mémoire du petit peuple acadien.



Antonine Maillet
La Sagouine
Préface de Jacques Cellard

Un chef-d'œuvre déchirant. Grâce au talent d'Antonine Maillet, des millions de femmes esclaves se reconnaîtront. Cela s'appelle je crois, un classique. Le Canard Enchaîné.



(PUBLICITÉ)
GUY LIGIER

Renaud de LABORERIE et Jean-Pierre GOSSELIN

GUY LIGIER : aucun nom ne symbolise plus fidèlement la continuité et la passion de la course. Aujourd'hui, après de longues années d'efforts, voici donc une Ligier de Formule 1 dans les grandes batailles du championnat du monde. A ce sommet, l'homme était venu de retrouver, par le texte comme par l'image, la carrière d'un coureur devant constructeur et la conception de A jusqu'à Z d'un bolide 100 % français.

GUY LIGIER, c'est l'histoire, sur le vif, avec une rare abondance de détails, d'une époque exceptionnelle et pathétique, unique en son genre.

GUY LIGIER, de Jean-Pierre Gosselin et Renaud de Laborerie, dépense son sujet par son profond retentissement humain. Il se lit le cœur battant, comme l'on assiste à un Grand Prix. Une préface de Pierre Mascade donne à ce livre la dimension qu'il mérite.

Éditions SOLAR

32.10 F. T.T.C.

صلى الله عليه وسلم

Balzac n'aurait pas hésité:

il fallait
un livre de
500 pages
pour
raconter
"le premier
parti
politique
français"

AU PARTI DES SOCIALISTES

Plongée libre
dans les courants d'un grand parti

par
JEAN-FRANÇOIS BIZOT
avec la collaboration de Léon Mercadet
et Patrice Van Eersel

"Un excellent livre de Jean-François
Bizot. Un ébrouement joyeux, aisé et
multiforme."

Le Nouvel Observateur

"Le nouveau parti socialiste n'avait
jusqu'alors suscité aucun livre de
qualité."

Le Monde

"Ce livre n'est pas un livre politique. Peu
de livres auront donné sur un parti une
image aussi précise et aussi vivante."

Le Figaro

Ils ont écrit

Le Canard Enchaîné



NOUVELLES

Trois inspirations : le fantastique, le rêve, le boulevard

★ HISTOIRE DU GOUTTIER ET DE LA LUNETTE, de Pierrette
Fleutiaux, Julliard, 285 p., 35 F.

★ LA BELLE CHARBONNIÈRE, de G.-O. Châteaureynaud, Grasset,
284 p., 34 F.

★ LE CAVALIER MONGOL, de Christine Arnothy, Flammarion,
318 p., 35 F.

L'HISTOIRE DE LA CHAUVESOURIS fit saluer, en Pierrette Fleutiaux, un écrivain envoûtant et singulier (1). Avec l'histoire du gouttier et de la lunette, elle affirme sa singularité et son pouvoir, et témoigne que ce qu'elle a entrepris d'écrire c'est, somme toute, l'histoire de son imagination.

La nouvelle que nous publions est à la fois la plus brève et la plus transparente. Qui n'y verrait le symbole matriciel ? Mais ce serait rester bien à la surface du livre tout entier que de se borner à l'interprétation psychanalytique banale qu'appellent les objets choisis : la lunette astronomique, les bijoux, le ciel. Plus significative, cette obsession même des outils et des instruments par quoi se conduisent et s'approfondissent l'observation, l'exploration, la conquête de ce qui est « autour » et « au fond ». Au fantastique pur de l'« Histoire du gouttier », répond l'ontisme, mêlé de lucidité délicate, du « Dernier angle transparent » ; et à l'attrait des mondes effrayants, la quête sans fin d'un « nouvel espace ». A travers cet univers de chutes, de chuintements, d'écoulements, de soudaines fractures, de perpétuelle absence, revenant, traversant, les murs de la solitude où elle s'écouille, « Je » pourrait verbeusement l'« ailleurs » où trouver l'« autre » : son « semblable », son « double ». Elle le trouve une fois, une seule, et c'est justement après les apocalypses de l'« Histoire du gouttier », dans une fin pacifiée.

Je me surprends à écrire « elle ». Or, le « Je » de cette histoire est un masculin. Pourtant, le féminin qui écrit se trahit tout de suite par les seuls mots « balai », « aspirateur », « casseroles ». Bien entendu, il se révèle plus subtilement, surtout dans l'écriture. Mais jouant peut-être inconsciemment sur la mot « chaire », qui parle ? « En haut de ma chaire, je me sens alors comme un véritable monument érigé à la gloire des lunettes ? Ambiguïté de ce « Je » qui, tantôt masculin, tantôt féminin, n'en est pas moins étrangement le même qui se continue.

Les portes d'ivoire et de corne

Il y a quelque chose de semblable dans les nouvelles de Georges-Olivier Châteaureynaud, dont le premier roman, *Les Messagers*, stiria aussi très justement l'attention. Semblable : mais seulement dans cette continuité de la voix et du personnage, d'un récit à l'autre. D'abord, « Je », ici, le plus souvent est « il » : toujours un homme, et nommé : une fois, il est l'« homme », tout court, anonyme. Mais tous sont comme

les « épreuves », les avatars d'un même « Je » secret dont la figure visible et centrale est ce chevalier errant, non sans peurs ni reproches, et parfaitement intemporel, qui débarque dans l'île du fleuve où vit et se joue la Belle Charbonnière. Tous sont des errants, des vagabonds, des voyageurs de la nuit ; tous, plus ou moins, apparaissent sous les traits de cet « être démonté et étonné », qui, pour Guy Rochou, comme le rappelle Eschyle, caractérise précisément la nouvelle.

Avec la Belle Charbonnière, nous sommes moins dans le monde du fantastique que dans celui du rêve et de la folie (rarement violente). Ce que ce monde a de navrant, G.-O. Châteaureynaud le souligne lui-même discrètement par une allusion aux « portes de corne et d'ivoire ». Par d'autres chemins — moins abrupts et vertigineux, — d'une tout autre démarche — plus unie, — avec lui comme avec Pierrette Fleutiaux, nous franchissons la frontière.

Un réalisme sentiment

On la repasse d'un coup à la suite de Mme Christine Arnothy, qui n'a de commun avec ces deux écrivains inquiets, inquiétants et neurés, que d'être d'abord romancière. Nouvelle nouvelliste, elle se saisi hardiment des formes légères par le naturalisme et où, depuis un siècle, ont été coulés éruditionnellement le bon, le pire et le rien. Avec la même audace simplifiée elle se laisse aller, dans le mouvement du « style coulant », à une certaine écriture automatique : la table y est « harmonieuse et raffinée », le profil « de camée », le cou « de cygne », la femme « brisée d'amour ». Son mode est le réalisme sentimental dont la nouvelle qui donne son titre au recueil est exemplaire. Non moins que cette histoire d'une « petite allée » jaune à qui un beau militaire blanc promet le mariage, et qui, déçue, se tue : sur fond de guerre du Vietnam. Car l'auteur est de son temps, et plaque sur ses anecdotes la satire vengeresse. Châtiant les mœurs, elle ne se prive pas des libertés de la libération sexuelle. La plus chaste de ses histoires est celle du satyre. On la mettra à part avec les deux autres où se glisse l'insolite : celles de la femme-hibou et de la femme-cigogne. Egalement vite surmontées.

Nous voici ramenés à la nouvelle-théâtre. La dame-camée du premier récit, bien qu'elle prétende la Comédie-Française, se laisse mener ailleurs par son fils, ce jeune homme d'avant-garde n'aimant que « les pièces de boulevard du genre ambiteux ». Le mot n'exprime-t-il pas l'ambition même de l'auteur qui, trop jeune pour l'avoir inventé, baptise un genre : la nouvelle de boulevard. — Y. F.

(1) Voir l'article de Jacqueline Fidiar dans *Le Monde* du 22 octobre 1975.

Un texte inédit de Pierrette Fleutiaux

LA « MAISON »

A VEC l'âge, elle a rétréci. Sa tête est rentrée dans les épaules, les épaules elles-mêmes sont parties vers l'avant, tant et si bien que maintenant elle ressemble à un étroit rectangle, aussi plat du haut que du bas, guère plus large que l'encadrement entre deux portes à peine entrouvertes.

Cette fragilité m'inquiète. C'est donc avec joie que j'apprends qu'elle se fait une maison pour ses vieux jours. Je lui ai rendu visite alors que la construction était encore en train. Il manquait un mur entier sur le côté. C'était le printemps, et l'air entrant en force par cette vaste ouverture. Rencognée au fond de la pièce, elle s'est plainte de la lenteur de la construction, de l'absence de lumière, du bruit des ouvriers et des oiseaux, du froid. A chacune de ses plaintes, je me retournais pour mieux voir la cause du tracass. Finalement, pendant cette visite, je l'ai peu vue. Je me rappelle surtout ce grand espace ouvert, par où se voyait le jardin, le ciel.

Prise de remords pour cette négligence, je retournai la voir un peu plus tard. Surprise ! La maison est terminée. Je cherchais l'entrée sur la façade et ne la trouvais pas. Je contournai le mur et ne la trouvais pas davantage. J'entendis alors sa voix irritée, très loin, comme du fond d'un tunnel, qui me dit : « Ne vois-tu pas la porte ? Entre donc à la fin, tu es déjà en retard. » Je reviens vers la façade et aperçois une sortie d'avancée un peu semblable à une niche à chien. Je me penche et crie par la mince ouverture : « Je ne trouve pas l'entrée. »

« Mais comment, répond-elle, de plus en plus irritée, tu es juste devant. »

Aussitôt d'ailleurs, je vois la porte. Elle l'avait déjà ouverte et m'attendait dans le couloir derrière. Je n'aurais pas la faire attendre et je discute rarement ses affirmations. Elle a si souvent raison.

Je me penche donc pour entrer, mais voilà que ma tête bute sur le linteau du haut. « Ecoute, dis-je, je ne passe pas. »

« Tu n'as qu'à te baisser, répond-elle comme on parle à un enfant. »

Pour elle, je me plierais en quatre. Je me baisse donc, je plie même les genoux, je me mets même à quatre pattes. Ma tête ne passe toujours pas.

« Ecoute, dis-je, ma tête bute en haut. »

« Elle n'est pas contente. Je sens qu'elle me soupçonne de mauvaises volontés. J'insiste encore, mon front vient frapper la pierre du linteau. Ni lui ni elle ne veulent céder. Soudain, elle s'empare. »

« J'ai toujours dit que tu avais la tête dure, que cela te perdrait. Les femmes sont si ingrates. Ils viennent nous voir une fois en douze mois et ils font encore qu'ils amènent leur sale gibbosité. Mais rentre-la la tête, voyons, rentre-la ! » L'animosité lui monte à la tête, voilà même qu'elle ajoute : « Et puis fette-la, tiens, à la fin, jette-la sur le tas de fientes ! »

En attendant, la pluie se met à tomber, une pluie glaciale, car nous sommes en hiver. Je vou-

drais bien entrer et être au chaud avec elle. Mais je ne suis plus à l'âge où la tête est souple comme du caoutchouc. Non, la mienne s'est durie au contact de la vie, et je ne peux plus la modeler au gré des ouvertures qu'on m'offre. Je change de tactique et me tourne sur le côté, espérant que ce que je gagne en largeur m'aidera à faire passer la hauteur. Neenni. Ce sont maintenant mes seins qui râclent la pierre, et si par compassion je les presse un peu, ce sont les fesses qui font obstacle. Le moyen de se débarrasser de ce relief ! Il y faudrait des jours de privations et de dure abstinence. Je n'en suis plus là non plus.

L'après-midi maintenant est avancé. Je me tords, me contorsionne, me contorsionne, rien n'y fait. La nuit arrive, la colère me prend.

« Pourquoi as-tu fait l'entrée si étroite, tu n'as même pas pensé à moi, comme d'habitude ! », me mets-je à crier.

« Comment ! Je n'ai pas pensé à toi », sa voix me parvient vraiment ulcérée. « J'ai fait cette maison pour toi, mais tu ne veux pas te plier aux sagesse comme tout le monde. Tu n'en fais qu'à ta tête, et au reste. Quelle honte ! »

Pendant une heure, nous criions comme des chiens de part et d'autre de cette fente. Je ne peux tout de même pas lui demander de sortir dans le jardin par cette pluie glaciale. D'ailleurs elle a déjà reculé au fond des appartements, et sa voix ne me parvient plus que faiblement.

Je reviens pourtant à la prochaine visite. Hélas ! j'ai toujours ma tête, et le reste. Je me contente de lui parler par la fente. Le contact manque de proximité. A chaque visite, elle est un peu plus loin au fond du couloir, car elle souffre du froid. Bientôt je ne la vois plus. Lorsqu'elle tombe malade, elle est si enfoncée que je ne peux même pas l'atteindre avec le bras pour la soulager. Le plus dur, ce sont ses reproches. Elle



★ Dessin de Jean-Pierre Cugnat.

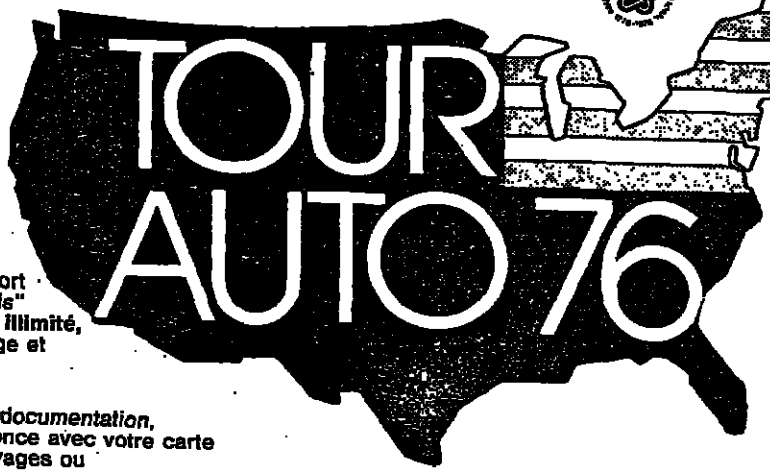
persiste à dire que je ne suis pas conforme à l'entrée, et que puis-je répondre, ce n'est pas faux.

Ainsi d'année en année, je la vois dépérir au fond de ce couloir par lequel je ne peux passer. Ma vie en est empoisonnée, aucune joie ne m'est entière. Je viens cependant, à chaque échéance, me poster devant la fente rectangulaire. Je le fais pour moi, plus que pour elle, car elle ne m'entend plus.

C'est au cours de ces stations que j'ai commencé à me poser les questions suivantes. A-t-elle jamais eu, au fait, une tête, des seins et des fesses ? A-t-elle vraiment rétréci ou a-t-elle toujours été cet étroit rectangle ? Tout compte fait, je l'ai toujours connue ainsi.

Je m'explique ainsi soudain mes souffrances passées. Hélas ! cela ne m'empêche pas de souffrir maintenant, postée seule devant la maison dont elle ne peut sortir et où je ne peux entrer.

En toute liberté aux USA



De 1 à 5 semaines de vacances, 60 possibilités de découvrir les U.S.A. A partir de F. 2.140, comprenant : transport Jet A.R., voiture "Avie" en vrai kilométrage illimité, 900 hôtels Travelodge et Quality Inn. Départs quotidiens.

Pour recevoir notre documentation, retourner cette annonce avec votre carte à votre agent de voyages ou VISIT USA SERVICE, 3, rue Meyerbeer, 75442 Paris Cedex 09 tél. 824.73.22.

VisifUSA Service

LOFTLEIBIR ICELANDIC le service rigoureux le plus économique vers les Etats Unis.

صلى الله عليه وسلم

CARNET

Naissances

Séverine
est née le 14 mars 1976, chez Marie-Catherine Dardel-Varon et Henry Dardel.
Collège de Magnan,
06000 Nice.

M. Alain Montange et Mme. née Brigitte Bourgeois, ont la joie d'annoncer la naissance de
Charles.
Le 17 mars,
24, rue Tactel,
75020 Paris.

Bertrand et Claudine Sorin, née Richard, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille
Charlotte.
Paris, le 14 mars 1976.

Mariages

M. et Mme Marcel Perard ont la joie de faire part du mariage de leur fille,
Elisabeth,
avec
M. Simon Weiss,
qui a été célébré le 13 mars 1976, à
Nathheim (R.F.A.),
35, rue de Chabrol,
75010 Paris.

Décès

M. et Mme Roger Bal et leur famille,
Ses amis, P. Deste, R. Garnier, Michel, L. Morlaix, J. Paris,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Alexandre BAL,
ancien professeur de philosophie au lycée de Châteauneuf-Thierry, survenu subitement à Gonesse (95), dans sa soixante-neuvième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité au cimetière nord de Compiègne.

Le Comité central des Institutions sociales,
La Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres,
ont la très grande regret de faire part du décès, survenu le 15 mars 1976, de
M. Gustave de BONVOISIN,
qui fut le fondateur de l'ensemble des organismes de la « rue Médéric » (rue Guyot).
Ses obsèques seront célébrées le samedi 20 mars 1976, à 11 heures, en la chapelle haute de l'église-Saint-Pierre de Neuilly (boulevard d'Argenson).

On nous prie d'annoncer le décès de
M. Edmond CHARRAU,
survenu brusquement dans sa soixante-dix-huitième année, le 12 mars 1976.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Sans Paris, Paron.
M. et Mme Jean-Paul Collet et leurs enfants,
M. René Collet, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Georges COLLET,
née Jeanne Michel,
survenue le 13 mars, à Sana.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le mardi 16 mars, dans la plus stricte intimité.

● La fondation Langlois, à Rennes, reconnue d'utilité publique, vient de recevoir l'agrément qui lui permet de bénéficier de dons et legs exonérés de droits de mutation. Son but : encourager et favoriser la recherche scientifique et technique fondamentale et appliquée et assurer la sauvegarde et la préservation du patrimoine architectural de la France, ainsi que d'une façon plus générale la protection de la nature et de l'environnement.

Remerciements

Mme Marcel Parturier, très touchée des nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de
M. Marcel PARTURIER,
prie tous ceux qui se sont associés à sa peine de trouver ici l'expression de ses sincères remerciements.

Messes anniversaires

Pour l'anniversaire du rappel à Dieu de
Pierre Paul-Marie de la CROIX,
(Paul Hayaux du Tilly),
une messe sera célébrée, le mercredi 24 mars, à 18 h. 15, au 70 rue de Vaugirard.

Soutenances de thèses

Vendredi 19 mars, à 9 heures, université Paris-VII, grand amphithéâtre, 191, rue Saint-Jacques, M. Djilali Bati : « L'homme et l'érosion dans l'Ouranien (Algérie) ».

Visites et conférences

VENDREDI 19 MARS
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 13 h. 30, rue de la Harpe, 155, Paris 5.
Mme Bacheller : « Exposition La Route de la Soie ». — 14 h. 45, 42, avenue des Gobelins, Mme Le-greco : « La manufacture des Gobelins et ses ateliers ». — 15 h. 30, rue de la Harpe, 155, Paris 5.
Mme Pichot : « L'hôtel des Invalides et l'église du Dôme ». — 16 h. 30, musée des arts et traditions.

Anniversaires

Pour le vingtième anniversaire de la mort du
docteur Jean PERILLIS,
une messe est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

TERRAINS
la revue des terrains à bâtir mensuel
pour la construction individuelle vente en kiosque

Les Tailleurs de Qualité
CLUB DES GRANDS CISEAUX

- XX BERCEVILLE, 4, bd Malesherbes - 265.36.28
- XX BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36
- XXX COURTES, 33, rue Marbeuf - 225.04.81
- X CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23
- XX GUERLOT, 17, rue de Choiseul - 742.47.12
- XXX LORYS, 33, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie - 720.80.46
- XX PITTARD, Succ^r de J. CARETTE - 225.20.21
- XX QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05
- XX A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.66
- XX TALON, 62, av. Bosquet - 551.11.64 et 705.87.35
- XX 2 500 F XX 2 800 F XXX 3 500 F

populaires : « Galerie culturelle et galerie d'étude ».

15 h. 15, musée de l'Orangerie : « Exposition Dunoyer de Segonzac » (L'Art pour Tous). — 15 h. 30, musée de l'Orangerie : « Le village de Saint-Germain-des-Près, ses caves, ses jardins » (A travers Paris).

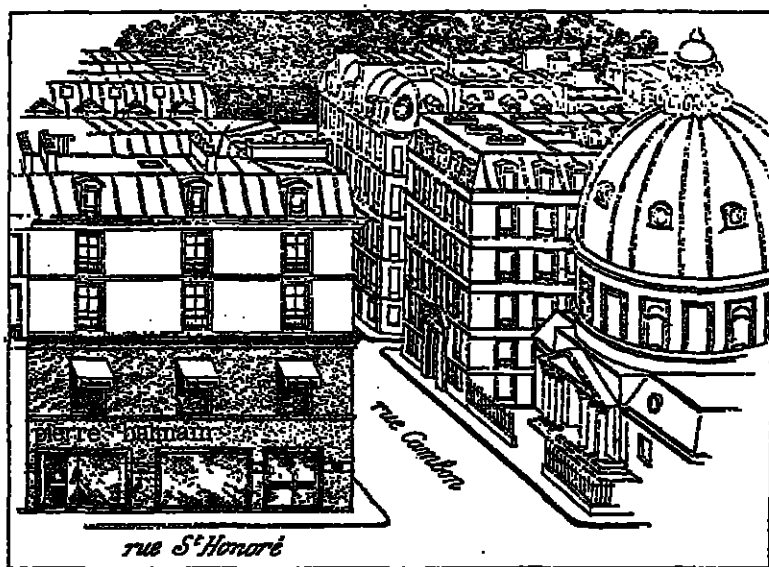
CONFERENCE. — 18 h. 30, Maison des Coiffeurs, 8, rue Jean-Goujon, M. Régis Farjon : « La réussite à l'exportation de la société Apco-Baignol et Farjon » (Les Dirigeants commerciaux de France). — 17 h. 30, 39, quai Voltaire, M. C.-R. Agéron : « L'opinion française devant la guerre d'Algérie » (Société française d'histoire d'outre-mer).

SCHWEPPES Bitter Lemon.
Le plaisir n'est pas un jeu.



CHAMPAGNE
BESSERAT DE BELLEFON
BESSERAT DE BELLEFON - B.P. N° 301 - ALLÉE DU VIGNOBLE - 51550 REIMS

Pour son imperméable, un homme élégant
a son fournisseur britannique.
Pour ses cravates de soie, il aura maintenant
Monsieur Balmain.



monsieur balmain

261, rue Saint-Honoré (angle rue Cambon)

POURQUOI 600 SOCIÉTÉS INTERNATIONALES* ONT-ELLES CHOISI D'IMPLANTER EN IRLANDE LEUR CENTRE DE PRODUCTION POUR L'EUROPE?

Parce que la politique du gouvernement de la République d'Irlande (Membre de la CEE) repose sur une volonté délibérée de développer la fabrication de produits destinés à l'exportation en les rendant compétitifs.

Parce que la République a su maintenir un équilibre harmonieux entre le patronat et la main-d'œuvre. Les produits fabriqués en Irlande bénéficient sur les marchés internationaux d'une compétitivité accrue grâce au coût raisonnable de la main-d'œuvre et des charges sociales.

Parce que la République apporte aux sociétés qui créent des industries exportatrices une aide financière inégalée en Europe. Leurs bénéfices ne sont pas imposés.

Une large part du montant des investissements est couverte par des subventions non remboursables.
Les taux de leasing sont exceptionnellement bas.
La constitution du capital et du fonds de roulement peut être réalisée à peu de frais.
Ces avantages peuvent également s'appliquer à certaines sociétés de services.

LES BONNES NOUVELLES VIENNENT D'IRLANDE

IDA Ireland, chargée d'exécuter le programme d'industrialisation massive prévue par le gouvernement, peut vous faire une proposition détaillée (avec plan de financement) adaptée à chaque projet.

IDA IRELAND, 45 rue Pierre-Charon, 75008 PARIS
Tél. 359.77.57 - Télex : 650416.
Veuillez m'envoyer tous les renseignements concernant le programme de financement exceptionnel proposé par la République d'Irlande.

nom : _____
fonction : _____
société : _____
adresse : _____



Siège social : Lansdowne House, Dublin 4 • 77, rue Joseph II, Bruxelles 1040 • 28, Bruton Street, Londres W1X 7DB • 5, Köln Marienburg 51, Bayenthalgürtel 15, Cologne • Nyropsgade 47, 1602 Copenhague V.

* Quelques-unes de ces sociétés : Essilor, Poclain, Digital, Syntex, Gillette, Courtaulds, Asahi, Snia Viscosa, Akzo, Borg Warner, Plessey, Pfizer, etc. Liste complète sur demande.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	32,00	37,38
EXCLUSIVITES	25,00	29,19
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19

(chaque mercredi et chaque vendredi)

offres d'emploi

GROUPE INDUSTRIEL
EX COMMERCIAL, FRANCAIS
Porte expansion (C.A. 400 M.F. E.T. 1975)
implantation multinationale

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Staff de la D.G. Groupe, il aura pour mission de :

- créer un système avancé de contrôle international avec consolidation ;
- centraliser, analyser, synthétiser l'information budgétaire et prévisionnelle ;
- conseiller et assister les entreprises du groupe ;
- participer aux projets de Joint-Ventures.

Min 30 ans, grande école + Institut de gestion, anglais courant, sachant voyager, expérimenté avec succès dans une fonction similaire ; il faut un homme d'analyse et de synthèse, actif mais nuancé et de grande qualité humaine.

Les candidatures seront adressées au n° 8432, « LE MONDE », 1, rue des Italiens, 75427 PARIS. Discretion assurée.

offres d'emploi

ALVAN

Nous sommes un des leaders de l'informatique répartie. Nos systèmes interactifs de gestion sont opérationnels dans toutes les branches d'activités : banque, industrie, distribution, administration. Notre gamme vient de s'étendre vers de nouveaux multiprocesseurs spécialisés : bases de données, multipostes... Nous recherchons des

ingénieurs commerciaux micro-ordinateurs de gestion
paris lille lyon marseille bordeaux nantes

Ce message s'adresse à des hommes pouvant annoncer des résultats supérieurs à 2 millions de francs/an dans la vente de produits informatiques et souhaitant accélérer leur propre développement. Rémunération et perspectives personnelles indexées sur le marché le plus rapide de l'industrie des ordinateurs.

écrire ou téléphoner à Jean-Paul Rossiensky, directeur général, Alvan France S.A., 94, rue Lauriston 75016 Paris, tél. 553-19-75 727-74-22 727-24-92.

offres d'emploi

Pour entrée en fonction immédiate

A. T. S.

recherche

- 5 INGENIEURS INFORMATIENS pour Paris province, formation Grande Ecole, 3 à 5 ans d'expérience mini et micro-calculateur, connaissances BASIC et SOFT Process Control, connaissances MATH et SOFT Process Control.
- 6 INGENIEURS INFORMATIENS Grande Ecole ou autodidacte, expérience 3 à 5 ans temps réel sur mini-ordinateur.
- 3 INGENIEURS SOFT 3 à 5 ans d'expérience LOGICIEL DE GESTION et réalisation de SOFT en assembleur, pour Process Control, connaissances MATH apprises.
- 2 INGENIEURS INFORMATIENS 3 à 4 ans d'expérience LOGICIEL DE GESTION et réalisation de SOFT applic. gestion.
- 2 INGENIEURS INFORMATIENS Formation ISEP ou ISEN, 1 à 3 ans d'expérience, connaissances circuits logiques, optimisation des temps, micro-programmation.
- 4 ANALYSTES formation IUT, 3 à 5 ans expér. en compil. HANDLERS SOFT de base, ALGOL et PL 1.

Env. C.V. dét., A.T.S., 38, r. Mauberge, Paris-9.

emploi régionaux

CompAir

Matériel de Travaux Publics - CompAir

INGENIEURS d'AFFAIRES

Groupe industriel international d'origine anglaise (chiffre d'affaires 800 millions de francs) recherche pour sa filiale française des Ingénieurs d'Affaires pour la MATÉRIEL DE TRAVAUX PUBLICS, MINES ET CARRIÈRES. Postes à pourvoir : PARIS - LYON - MARSEILLE - NANTES - TOULOUSE - NANCY - LILLE - LIMOGES. Rendement compte au DIRECTEUR DE DIVISION, ils auront la responsabilité de développer la clientèle et d'animer un réseau de distributeurs. Ces postes s'adressent à des cadres niveau Ingénieur et peuvent justifier d'une expérience de 3 ans dans ce type de métier «AIR COMPRISE». La rémunération de départ sera négociée en fonction de l'acquis. Il y a ajoutera une voiture de fonction. Des renseignements complémentaires seront donnés au cours d'un entretien strictement confidentiel. Écrire avec C.V. à No 47833 CONTESSÉ Publicité 20, Avenue Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique, cherche pour Paris le

chef du département après-vente

Il est l'interface des commerçants et des usines : il suit le planning d'intervention en clientèle de ses techniciens, assure la vente et la gestion du stock de pièces détachées, négocie les contrats de maintenance. De bonne formation technique (ingénieur ou équivalent), il a acquis l'expérience de l'après-vente dans l'électronique (si possible enregistrement magnétique) et maîtrise l'anglais.

Écrire à Mme M.-C. TESSIER ss réf. 3029 LM.

ALEXANDRETTI S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENÈVE - ZÜRICH - BRUXELLES

S.F.E.N.A.
DIVISION DES SYSTEMES INFORMATIQUES
Vélizy-Villacoublay

recherche

INGENIEUR SOFTWARE

pour étude et développement Terminal pour Ordinateurs. Formation Institut Programmation ou Ecole d'Ingénieur. Option : Informatique. Expérience 2 à 5 ans. Adresser C.V. + photo avec référence posté à S.F.E.N.A. B.P. 78140 VÉLIZY-VILLACOUBLAY ENTREPRISE NEGOCIE

COMPTABLE EXPERIMENTE
de mesure
TEL : J.M. 285-39-22

S.F.I.M.
STE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche pour la Direction du Contrôle

INGENIEUR POSITION II

Formation électro-mécanicien avec de bonnes connaissances en électronique ; Une expérience dans une fonction similaire serait appréciée ; De bonnes connaissances de l'anglais sont indispensables.

Écrire sous référence 22/A avec C.V. et références au service du personnel B.P. n° 14 - 91301 MASSY

création de poste

La Filiale d'un Important Groupe de Transports coté en Bourse recherche, un

DIRECTEUR AFFRETEMENT

minimum 30 ans, possédant 5 ans d'expérience, à un poste de responsabilité dans les fonctions de commissionnaire de transports nationaux et internationaux, routiers et maritimes. Une forte technicité en matière de transport et d'affrètement routier est nécessaire, ainsi qu'en matière de transport et de transit maritime. Outre de bonnes qualités de gestionnaire et une grande pratique des relations commerciales seront déterminantes pour le choix du candidat.

Le salaire annuel est de l'ordre de 90.000 F.

Adresser lettre manuscrite, CV photo sous référence 264 A.S. CARME EMPLOIS ET ENTREPRISES 13, rue Valmy 75002 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL
(1 MILLIARD DE C.A. - 7.000 PERSONNES)
recherche

PROJETEUR-CALCULATEUR B.A.

CHEF DE GROUPE

POSITION CADRE

pour son Département Bâtiments Industriels et en milieu.

Rattaché au chef de service études et devis, il supervisera une équipe d'une dizaine de projecteurs T.C.E. et sera responsable des solutions techniques et de la tenue des délais pour les études de projet et de réalisation.

Ce poste exige une bonne connaissance des études de génie civil bâtiment, acquises par une expérience de 5 à 10 ans en entreprise, la connaissance des autres C.E. et de l'anglais technique (lecture) sera appréciée.

Lieu de travail : grande ville du Nord.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à n° 1749, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Agence d'Urbanisme d'Agglomération recrute

URBANISTE

5 ans d'expérience minimum (S.D.A.U. - P.O.S.)

INGENIEUR

Traffic, tracks, infrastructures, transports urbains. Expérimenté.

Rémunération niveau chargé d'études. Ecr. HAVAS NANCY, n° 568 N. Société anonyme 200 salariés, 50 mill. C.A. ayant plusieurs activités industrielles, recherche

ADJOINT DE DIRECTION

avec vocation aux fonctions de Secrétaire Général, puis de Directeur Général. Diplômes souhaités : H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P. ou équival. Expérience professionnelle de quelques années.

Résidence : 250 km. Est de Paris dans ville chef-lieu de département. Ecr. au C.V. 681 et prêt à 4.402 « le Monde » P. 2, P. de l'Est, 75002 Paris-2.

Station de Sports d'hiver recherche

DIRECTEUR D'OFFICE DU TOURISME

Dynamique et bon gestionnaire, âge min. 25 ans, connaissance de l'anglais, et de l'ail. Indispensable expér. et conn. du milieu touristique souhaitée, venir à partir du 1er juillet 1976.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à l'Office du Tourisme, 38000 LES ALPES.

TELESYSTEMES

PREMIERE SOCIETE DE TELE-INFORMATIQUE

UN INGENIEUR SYSTEME

Formation : grande école ou équivalent. Expérience work, remote-batch time-sharing, multiprogrammation. Lieu de travail : NANCY.

Env. C.V. et prêt, sous réf., DMI 401 TELESYSTEMES 19, r. E.-Berthel, 54000 NANCY.

LEADER MONDIAL DANS LA DISTRIBUTION D'ACCESSOIRES POUR ANIMAUX FAMILIERS

recherche

des ATTACHÉS (ES) COMMERCIAUX

pour les régions suivantes :

- PARIS.
- BRETAGNE.
- CÔTE D'AZUR.

Elle offre :

- rémunération fixe sur 13 mois ;
- voiture ;
- prime de réalisation ;
- prime d'objectif.

Pour les candidats de la région parisienne : se présenter la semaine 20 mars de 9 h. à 12 h.

Pour les candidats d'autres régions, envoyer curriculum vitae, photo et prétentions :

HARTZ 3 et 5, rue Johannes-Kepler, Zone Industrielle de Trappes (78).

ELF AQUITAINE

recherche

POUR SES ACTIVITES CONTRATS TECHNIQUES

INGENIEUR

Chargé principalement de la négociation et de l'établissement en langue anglaise de contrats de services et travaux intéressant la branche exploration - production y compris secteur offshore.

- Diplômé d'une école d'ingénieurs.
- Parfaitement bilingue.
- Présentant des références industrielles en ligne avec les caractéristiques du poste et disposant de bases pratiques ou bonnes notions juridiques et commerciales.
- Disponible pour d'éventuelles expatriations dans le cadre du développement de sa carrière.

Ecrire sous référence No 47588 avec CV et photo, ELF-P.R.E. Département Développement Formation 7 r. Nélaton 75739 Paris Cedex 15

DELEGUE GENERAL RECH. ADJOINT

pour le secteur de son travail administratif. Baccalauréat en droit, connaissances juridiques substantielles. Se prés. vendredi 19 (9 h. 30 à 12 h. et 14 h. à 18 h.) 22 bis, av. VILLIERS (75).

GROUPE INTERNATIONAL D'ASSURANCES

recherche

1 SOUSCRIPTEUR ACCIDENT

avec solides connaissances responsabilité civile, pour poste d'adjoint au Responsable de Département R.C. Position cadre. Expérience minimum 5 ans acquise en compagnie ou dans un important cabinet de courtage. Analyses souhaitées. Age minimum 28 ans.

Adresser C.V. à A.L.U. Services du Personnel, 24, avenue de la Grande-Armée, 75017 PARIS.

Importante Firma Transit recherche

COLLABORATEUR TRANSIT QUALITE

ANGLAIS EXIGE. Position CADRE ou ASSIMILE. Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 4153, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Filiale tunisienne d'un important groupe chimique européen recherche pour poste à TUNIS

CADRE TECHNIQUE COMMERCIAL

DE NATIONALITE TUNISIENNE. Chimiste de formation. Connaissance de l'allemand souhaitées. Téléphoner pour rendez-vous 772-12-12, poste 7407.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

cherche

à pourvoir au sein de son département

TRAITEMENT DE L'INFORMATION (DIRECTION FINANCIERE ET COMPTABLE)

UN POSTE ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

CE CADRE DEVRA :

- justifier d'une expérience réussie de conception et de réalisation de traitements informatiques appliqués à la gestion de l'entreprise ;
- langage P.L.I. sur I.B.M. 370-145-OS VSI ;
- posséder des qualités humaines d'animation d'une équipe d'analystes-programmeurs et de programmeurs.

Rémunération intéressante à la mesure des compétences du candidat retenu.

Adresser curr. vitas et photo sous n° 2166, à : PUBLICITE DUFAYEL - 6, rue de Clichy, 75015 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

PARIS 17^e, recherche

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

de préférence ex - collaborateur cabinet d'avocat. Restaurant d'entreprise - 40 h. - Avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 47582 CONTESSÉ Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

ALVAN

recherche des

délégués commerciaux déléguées commerciales

pour la présentation de ses micro-ordinateurs de gestion en milieu professionnel. Ce message vous concerne si vous aimez convaincre, si vous vous intéressez à l'organisation et si vous désirez progresser plus vite et gagner plus. Nous vous demandons impérativement de posséder une expérience d'au moins cinq années dans l'un des secteurs suivants :

notariat rédaction d'actes taxation comptabilité gestion de dossiers écrire à A. Leroy	cliniques tiers payant ticket modérateur contrôle budgétaire gestion hospitalière écrire à J. Ch. Slucki	tx publics pale des T.P. suivi de chantier comptabilité analytique comptabilité matière écrire à A. Leroy	imprimerie comptabilité AFCAD contrôle atelier en cours des dossiers stocks matières pale, devis écrire à J.M. Sauvaget	assurances quittancement gestion des polices comptabilité écrire à A. Leroy	mairies comptabilité M12 paye municipale listes électorales action sociale règle des eaux écrire à J.M. Sauvaget	promot. immob. gestion des acquéreurs gestion des marchés contrôle budgétaire comptabilité clients gestion des S.C.I. écrire à J. Ch. Slucki
---	---	--	---	---	--	--

Alvan France S.A. 94, rue Lauriston 75016 Paris, tél. 553-19-75 727-74-22 727-24-92.

صلى الله عليه وسلم

LA PÊCHE MARITIME DANS LE GROS TEMPS



(Dessin de CHENEZ.)

Il y a treize mois les marins-pêcheurs montaient aux barricades. Leur exaspération était à son comble : chute des cours, importations massives et sauvages, accroissement vertigineux des prix du gas-oil, pollution des océans, raréfaction des prises, mesures protectionnistes de plusieurs États maritimes. Pour tenter de calmer la colère de ses « laborieux de la mer », le secrétaire d'État aux transports, M. Cavallé, faisait prendre au gouvernement des mesures financières non négligeables et promettait d'intervenir à Bruxelles.

En cette veille de printemps 1976, on doit bien se rendre à l'évidence : la crise est toujours là et le secteur des pêches maritimes se trouve face à des périls que personne — dans les milieux professionnels, chez les syndicats, au secrétariat d'État aux transports — ne nie. Les charges d'exploitation — en dépit des aides officielles au carburant dont la légalité est d'ailleurs contestée par la Commission de la C.E.E. — ont continué à grimper. Depuis

1973, le gas-oil a augmenté de 360 %. Le bilan de la quasi-totalité des chalutiers modernes est en rouge, et la rémunération des équipages, payés à la part ou même au régime du salaire minimum garanti, s'en ressent gravement. Les revenus réels des marins des chalutiers de Boulogne-sur-Mer auraient chuté de 25 à 30 % entre janvier et décembre 1975.

Les armateurs et les patrons artisans demandent des moratoires de déces, mais les banquiers, s'ils acceptent un échelonnement des remboursements d'emprunts à condition que l'État fasse lui-même un effort, ne veulent pas entendre parler de moratoire.

Voilà pour les difficultés conjoncturelles. Mais ce sont les menaces à long terme qui risquent d'avoir les effets les plus dramatiques.

À l'issue de la conférence de New-York sur le droit de la mer, qui s'est ouverte le 15 mars, il est à peu près certain que chaque État maritime décidera — lorsque ce n'est pas déjà fait — la création au-delà de son littoral d'une « zone économique exclusive »

de 200 milles marins. La pêche par des bateaux étrangers y sera soit interdite, soit soumise à des redevances coûteuses. Si la Grande-Bretagne et l'Irlande, rompant les règles de la solidarité communautaire, prenaient des mesures unilatérales dans ce sens, c'est 70 % de la pêche fraîche de la région de Boulogne et 90 % de la pêche bretonne qui seraient condamnées à mort. De même, si le projet de convention actuellement en discussion à New-York était adopté tel quel, c'est 10 millions de kilomètres carrés d'océan qui, autour des TOM, échapperaient à la souveraineté française.

Dans l'immédiat, la tâche la plus urgente consiste — pour les Européens — à organiser leurs marchés et à préserver leurs stocks contre les déprédations des chalutiers-usines soviétiques, danois, norvégiens ou allemands. « Ce ne serait pas la peine de se battre sur la scène internationale pour une mer vide », dit justement le président des armateurs français à la pêche, M. Jacques Huret.

Au-delà de ces difficultés et de ces craintes, on peut toutefois discerner des signes de confiance. Les flottilles artisanales et industrielles ont été profondément modernisées, de même que de nombreuses installations portuaires. La pêche côtière a encore de beaux jours devant elle, à l'abri des 200 milles français, de même que l'aquaculture. Les secteurs de la transformation du poisson et du négoce — souvent entre les mains d'armateurs — ont beaucoup mieux résisté à la conjoncture. Enfin, plusieurs pays d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du Sud, qui ont besoin de développer leur flotte et leurs conserves, seraient tout prêts à faire la part belle à l'assistance technique française.

Derrière les S.O.S. de l'heure, combien de marins, combien de patrons partageraient encore l'espérance de Saint-John Perse : « La condition terrestre est misérable mais mon avoir est immense sur les mers et mon profit incalculable aux tables d'outre-mer ». ?

F. Gr.

BOULOGNE-SUR-MER

L'espoir qui vient du froid

On n'avait jamais vu ça à Boulogne-sur-Mer, le temple français de la pêche. « L'année 1974 avait été bonne, mais en 1975, dit M. Claude Sénéchal, président de la Fédération Nord-Normandie des armateurs à la pêche, la quasi-totalité des comptes d'exploitation de nos bateaux avaient été déficitaires, avant amortissements et charges financières ».

Pour le premier semestre de l'année dernière, les grands chalutiers industriels boulognais accusaient une perte brute de 13,4 % et les plus petits un gain de seulement 2 %. « Comment alors ne pas croire que 1976 sera aussi une année noire ? », ajoute M. Sénéchal. « Le prix du carburant, en dépit des aides de l'État, continue à grimper, les charges salariales

et sociales représentent 35 à 42 % du prix du poisson mis à terre, soit beaucoup plus que celui de nos concurrents irlandais, il n'y a que le matériel de pêche qui a sensiblement baissé, de l'ordre de 95 %. Mais un chalutier pélagique coûte tout de même 140 000 F ».

Si encore, à la crise, les prix du poisson avaient suivi la hausse des coûts ! Mais hélas ! En 1974 on avait débarqué 122 000 tonnes, et atteint un chiffre d'affaires de 250 millions de francs. Le prix moyen du kilo dépassait 2 F. L'an dernier, on n'a mis à terre que 115 000 tonnes, pour un chiffre d'affaires de 121 millions et un prix moyen de 1,91 F, à cause de l'engorgement des marchés. Pour Boulogne, ce recul a des conséquences très graves puisque près de dix mille emplois — dans une agglomération qui compte cent vingt mille habitants — sont directement ou indirectement liés à la capture ou au commerce du poisson. « L'armement, le maroyage, la conserve, la salaison et les industries du froid, c'est 20 à 25 % en chiffre d'affaires de toutes les entreprises de la circonscription Montreuil-Boulogne », constate-t-on à la chambre de commerce.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 34.)

LES REVENDICATIONS BRITANNIQUES

L'épreuve de la solidarité européenne

Les décisions qui seront prises à l'issue de la conférence sur le droit de la mer vont contraindre la Communauté européenne à revoir profondément la réglementation sur l'accès aux zones de pêche dans les eaux relevant de sa souveraineté. Les premières escarmouches qui se sont produites lorsque les ministres des affaires étrangères des Neuf ont engagé, début mars, la discussion sur le sujet d'après les propositions soumises par la Commission ont montré que l'exercice n'était pas sans mal et risque même de susciter un conflit sérieux entre le Royaume-Uni et l'Irlande d'une part, la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark d'autre part.

Dans le même temps, la France réclame à Bruxelles un aménagement des règles qui régissent le Marché commun du poisson depuis 1970. Elle demande un renforcement de la protection aux frontières ainsi qu'un meilleur soutien pour les producteurs. Les deux dangers sont à la fois distincts et liés. La France souhaite depuis longtemps que la Communauté accorde son action et ses interventions en faveur des pêcheurs ; mais il est clair que la nécessité d'un tel effort s'imposera d'autant plus que l'évolution du droit international rendra plus difficiles les conditions dans lesquelles les pêcheurs de la C.E.E. exercent leur profession.

L'organisation commune

L'organisation commune du marché de la pêche date de 1970. En dépit de résistances déjà vives et moyennant quelques aménagements, elle a été acceptée par les trois nouveaux États membres : le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark. Le règlement de 1970, calqué en moins complet et moins précis sur celui qui s'applique aux fruits et aux légumes, instaure une liberté complète des échanges à l'intérieur de la Communauté. La contrepartie offerte aux pêcheurs est triple : des mécanismes de soutien du marché conçus afin d'éviter que des chutes conjoncturelles des cours ne portent atteinte à leurs revenus ; une protection aux frontières afin de discipliner la concurrence des pays tiers ; enfin, l'octroi d'aides financières pour accélérer la modernisation des flottes.

— Le soutien du marché : le

conseil des ministres des Neuf fixe chaque année pour les principales espèces des « prix d'orientation » à partir desquels sont calculés des « prix de retrait ». La gestion du mécanisme est très largement déléguée aux organisations de producteurs. C'est à celles-ci qu'il revient de décider d'opérer des retraits de poisson lorsque les cours baissent. Les dépenses résultant des retraits sont prises en charge par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) ; celui-ci consent également des aides au stockage.

La protection vis-à-vis des pays tiers : la Commission de Bruxelles, à partir du prix d'orientation, calcule des « prix de référence » au-dessous desquels il est théoriquement interdit aux pays tiers de vendre leur poisson dans la C.E.E. Il n'est cependant pas prévu de sanctions directes et immédiates lorsque les armements des pays tiers — et trop souvent ils ne s'en privent pas — transgressent l'obligation qui leur est ainsi faite.

L'effort de modernisation : la réglementation commune prévoit l'octroi d'aides aux « structures », c'est-à-dire à la modernisation des équipements. Des crédits accordés à cet effet par le FEOGA ont effectivement permis de mener à bien en 1972 la conversion de la pêche maritime irlandaise. L'opération, qui a surtout bénéficié à la France, a abouti au remplacement de dix terre-neuves par cinq grands chalutiers et quatre thoniers. En revanche, les tentatives engagées pour mettre en œuvre un programme commun de restructuration de la flotte côtière n'ont toujours pas réussi.

On considère volontiers à Bruxelles que le bilan de la réglementation du marché ainsi instaurée en 1970 est satisfaisant. Il serait plus conforme à la réalité de constater qu'elle a fonctionné sans à-coups majeurs — et c'est là assurément un résultat positif, — mais sans pour autant apporter un soutien suffisamment puissant pour rassurer de façon durable la profession.

La modicité des interventions du FEOGA témoigne d'une relative stabilité du marché : en 1975, les crédits affectés par la caisse commune au soutien du marché en France ont été légèrement inférieurs à 10 millions de francs, dont plus de la moitié ont été employés comme aide au stockage.

Fin 1974, la Communauté a cependant dû faire face à une chute des cours du thon et des filets de poisson surgelés. Bruxelles a décidé alors l'application de la clause de sauvegarde, et bien que pour les thoniers et les thonnières les frontières françaises ont été fermées aux importations des pays tiers du 1^{er} mai au 31 décembre 1975. En même temps, la Commission insistait auprès des fournisseurs extérieurs pour qu'ils respectent enfin les prix minimaux à l'importation.

La limite des 200 milles

Le gouvernement de Paris veut qu'on soit plus rigoureux encore, et, à l'égard des pays tiers, il souhaite que les infractions au respect du prix de référence entraînent automatiquement des sanctions (taxe compensatoire ou fermeture des frontières). Fin février 1976, des apports massifs de merlu polonais au-dessous du prix de référence ont montré que

ce n'était pas là une préoccupation superflue.

Paris voudrait également que les organisations de producteurs soient désormais obligées de retirer les quantités excédentaires du marché lorsque les cours descendent au-dessous du prix de référence. Aujourd'hui, les organisations de producteurs étant à peu près libres d'agir à leur guise, une telle discipline n'est pas uniformément respectée.

Enfin, le gouvernement français suggère que les prix d'orientation soient fixés avec moins de parcimonie, de façon à devenir — fonction qu'ils sont loin d'avoir aujourd'hui — un instrument efficace pour favoriser la progression des revenus des pêcheurs.

Cette réforme est d'autant plus urgente que le problème change de dimension pour des raisons qui échappent à la Communauté. Les nations maritimes paraissent décidées à ne plus laisser la mer libre et à contrôler attentivement les droits des pêcheurs étrangers dans la limite des 200 milles. Les armements de la C.E.E., dont 27 % des captures proviennent des eaux passant ainsi sous la souveraineté de pays tiers, seront affectés par cette évolution, et il leur faudra moins pêcher. La C.E.E. devra en tout état de cause entreprendre des négociations qui promettent d'être difficiles avec les pays d'Amérique latine et d'Afrique occidentale, les États-Unis, le Canada, l'U.R.S.S., pour sauver la mise autant que faire se peut à ses pêcheurs. Les Britanniques, dont 35 % des captures proviennent des zones de pêche des pays tiers, se sentent particulièrement menacés par la transformation du droit international en cours.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire la suite page 37.)

Le poisson à l'école



Un matériel pédagogique pour le corps enseignant

Destiné à être utilisé dans le cadre des activités d'éveil, ce matériel pédagogique édité par FROMER (Comité national pour la promotion des produits de la mer) comprend trois éléments distincts : 1. tableau mural (85 x 115 cm), montrant le schéma-type d'un poisson et présentant les différentes espèces. 68 fiches pédagogiques réunies dans un dossier, traitant de tous les sujets relatifs au

poisson : la mer, les grandes familles de poissons, la pêche, ses techniques et son industrie, la valeur alimentaire du poisson, etc.

12 diapositives en couleurs (24 x 36 mm), sous étui plastique, permettant d'animer les cours par des projections.

Ce matériel est proposé à des conditions exceptionnelles, réservées à l'enseignement.

BON DE COMMANDE

Je désire recevoir :
☐ tableau (x) mural (x) (8 F par tableau, franco)
☐ jeu (x) de 68 fiches pédagogiques (8 F par jeu, franco)
☐ jeu (x) de 12 diapositives (8 F par jeu, franco)

* Indiquer les quantités désirées. Chaque élément peut être commandé séparément.

Nom _____
Adresse _____



A Boulogne, nous ne nous contentons pas d'être...

Le premier port de pêche français avec 120 à 140 000 t de poisson frais capturé chaque année par une flotte de chalutiers industriels ultra-modernes et une flottille artisanale qui a fait la réputation de nos produits en approvisionnant la France entière en espèces fines et variées.

...Nous sommes aussi...

Un marché international où se vendent et s'achètent chaque année plus de 200 000 t de produits de la mer... Une puissance qui fait de Boulogne le "Wall Street" du poisson pour toute l'Europe occidentale.

Le premier centre français de traitement et de commercialisation des produits de la mer grâce à des équipements publics à la pointe du progrès et à des entreprises de marée, de conserve, de salaison et de surgélation dont l'importance et l'expérience garantissent la fraîcheur et qualité des produits qui sont expédiés aux quatre coins de la France et à l'étranger par l'une des flottes de camions frigorifiques et de wagons isothermes les plus importants de France.

...Alors en matière de produits de la mer, vous pouvez nous faire confiance :

boulogne

Chambre de Commerce et d'Industrie BP 262/2 - 98 quai Gambetta 62204
Tél. (21) 31.61.09 - Téléc. 116.013

BOULOGNE-SUR-MER

L'espoir qui vient du froid

(Suite de la page 33.)

Constatation qu'on fait avec un hochement de tête pensif et inquiet, car la chambre de commerce qui emploie un record : trois cent cinquante personnes est gestionnaire de toutes les installations du port de commerce, du port de voyageurs et du port de pêche. Et les importants investissements dans lesquels elle s'est lancée depuis quelques années pour moderniser les acoës, les hangars, les terre-pleins, la maintenance, les entrepôts frigorifiques, pèsent maintenant d'un poids insupportable sur les épaules de M. Jean Delpeyre, son président. Il a demandé un moratoire à l'Etat pour le remboursement des emprunts, mais en vain. Et pendant ce temps, la baisse de la pêche provoque une chute de 25 % des recettes de la chambre. Celle-ci compte bien se rattraper sur le trafic des voyageurs par navires transbordeurs et sur le trafic des aéroglisseurs géants, mais elle faudra attendre 1978 — au mieux le milieu de 1977 — pour voir la balance se redresser. « Autre scandale, ajoute-t-on à la chambre de commerce. Désormais pour nos investissements, nous n'avons pas le droit d'emprunter à la Caisse des dépôts, il faut adresser au marché financier. Et à quel taux ? » En dépit de l'incertitude du moment, Boulogne fait tout de même preuve d'une vigueur d'acier. Dès 6 heures, la ville se met en marche, les ouvriers et les ouvrières de la criée et des pêcheries passent, très nombreux, le pont de la Liane. Le trafic s'écoule facilement grâce au tout nouveau plan de circulation. A

la criée, surtout le mercredi avec les gros arrivages (800 tonnes débarquées), il n'y aurait pas besoin de beaucoup d'imagination pour se croire, à la Corbielle. Grands tableaux, panneaux, coquilles, acheteurs en vestes épaisses, crieurs portant casquettes et blouses, gradins encombrés où les mareyeurs, d'un geste imperceptible du pouce, guide l'ascension ou la dégringolade des poissons et des coquilles Saint-Jacques. Trente cabines téléphoniques relient la halle de Boulogne aux quatre coins de France et d'Europe.

Certes, il y a eu des anicroches entre les dockers poissonniers et les dockers au commerce pour savoir à quelle catégorie reviendrait la maintenance des caisses de poisson surgelées ou congelées en plaques. Certes, périodiquement les pêcheurs s'en prennent aux importateurs qui leur font une concurrence bien peu fraternelle. Certes, les armateurs industriels dénoncent le « caractère revendicatif, isolationniste » et les manifestations parfois excessives des artisans. Mais, au-delà de ces inévitables rivalités, ce qui rassemble — c'est-à-dire l'avenir de la pêche — est plus fort que ce qui sépare.

La loi de la jungle

Une preuve de cet esprit de communauté : la chambre de commerce et la municipalité, dirigées depuis près de vingt-cinq ans par un socialiste, M. Henri Hennequin, marchent la main dans la main. On a pu le constater avec le SYNDICAT (syndicat d'aménagement de la zone industrielle de la Liane), qui regroupe la chambre et les communes de l'agglomération boudonnaise. L'objectif de tout consiste désormais à essayer de briser le monopole du poisson — et notamment celui du poisson médiocre comme

le Bleu noir — et diversifier l'économie. La flottille artisanale, qui pêche des espèces plus nobles (soles, turbot, raies, bars, rougets, crabes), pousse déjà à élargir la palette. Mais pour M. Bigot, président de la coopérative maritime d'Etaples, la situation des artisans n'est pas beaucoup plus glorieuse que celle des armateurs industriels qui ramassent, par tonnes, des poissons vendus à 1,80 franc le kilo ou bradés aux usines de farine pour 6 centimes le kilo.

« Notre pêche artisanale n'est pas encore assez variée », explique-t-il, « même si nous avons pour nous la fraîcheur des produits. Ça n'empêche pas les difficultés : il y en a eu quatre en 1975. Les incertitudes des exportations hors de portée. Et, surtout, sur le marché, c'est l'anarchie : les Britanniques, les Danois, les Allemands exportent chez nous du poisson à un prix inférieur à nos propres prix de retrait, qui sont déjà en dessous de nos prix de

retrait. Quant au nouveau Fonds d'intervention et d'organisation du marché — le F.I.O.M. — il n'est intervenu que pour la pêche industrielle, pas pour nous, c'est une discrimination. » Et il est vrai que sur le marché européen c'est la loi de la jungle. M. Maurand, directeur de l'organisation de producteurs (FROM) du Nord, raconte : « Dès janvier dernier, nous avons eu de gros apports de maquereaux. La situation était mauvaise, car les conservateurs disposaient de stocks abondants. Il fallait écouler beaucoup de poisson à la farine. Au même moment, les pêcheurs britanniques de Cornouailles, faisant de bonnes pêches de maquereaux, découvrirent le marché français. La réglementation leur permettait de livrer leurs maquereaux à 30 centimes de moins que notre propre prix de retrait ici. »

Le mot d'ordre désormais à Boulogne c'est : diversification. Le mouvement est d'ailleurs déjà engagé. Boulogne

n'est pas seulement le premier port de pêche, c'est aussi, et surtout, le premier marché de produits de la mer. Bon an, mal an, 140 000 tonnes sont pêchées par les chalutiers locaux, mais ce sont 250 000 à 300 000 tonnes de produits de la mer qui y sont commercialisés. On ne compte plus les camions frigorifiques belges, néerlandais ou danois devant les magasins de mer. Au port, des emplacements spéciaux sont réservés aux cargos frigorifiques qui apportent des plaques ou des filets de poisson de toute « nationalité », ainsi que des thons pêchés dans les eaux tropicales.

Désormais, c'est la carte du froid qu'on voudrait jouer. D'abord pour permettre un meilleur écoulement et un écoulement plus régulier des produits de la pêche. Mais combien d'autres crochets sont à explorer ? Vous remarquerez, indique M. Fauquet, chef du service de promotion industrielle à la chambre de commerce, que les grands ports de pêche européens, Hull, Grimsby, Bremerhaven, Vigo, ont quasi d'importants centres industriels du froid. Selon une étude de marché faite avec l'aide de la DATAR, les perspectives du marché français d'ici 1980 sont considérables. Et Boulogne, qui a déjà de l'expérience, serait bien placée pour devenir le capitale du froid. Non seulement pour la pêche, mais aussi pour la viande. Actuellement, d'énormes tonnages de viande et d'abats congelés nous viennent d'Amérique du Sud, par exemple. Il faut penser aussi aux plats cuisinés, dont la croissance, avec le développement de la restauration collective, devrait être la plus rapide de tous.

Voilà un dossier qui est au point. Il ne manque que le coup de pouce des financiers pour faire franchir le pas du regroupement aux industriels français, trop dispersés actuellement. Sinon les investisseurs britanniques pourraient bien saisir la balle au bond.

Si M. Jean Tiberi, nouveau secrétaire d'Etat aux industries agricoles et alimentaires, veut sur un dossier précis montrer ce qu'il sait faire, il a, avec le froid boudonnais, une matière toute trouvée.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Quelques chiffres (*) résumant la situation de la pêche.

I. — LES HOMMES :

— Pêche maritime proprement dite :
Officiers et marins, 34 621, dont 30 423 embarqués à la pêche et 3 558 rémunérés au salaire « minimum garanti ». En tout 25 928 artisans et patrons et 3 558 officiers et marins de la pêche industrielle de la grande pêche (morue) et de la pêche au thon tropical.

II. — LA PRODUCTION :

a) En tonnage :
— Poissons frais et congelés : 379 068 tonnes
— Thon : 64 922 tonnes
— Grande pêche (morue) : 37 527 tonnes
— Crustacés : 29 436 tonnes
— Coquillages, mollusques : 45 908 tonnes
— Moules : 37 139 tonnes
— Huîtres : 73 621 tonnes
b) En valeur (en millions de francs) :
— Pêche : 1 882 336
— Conchyliculture : 711 643
Total : 2 594 231

200.000 FAMILLES

III. — LES BATEAUX :

13 268 bateaux, qui se décomposent en :
Chalutiers de grande pêche : 21
Chalutiers de pêche traditionnelle et conglomérats : 1 680
Thoniers complets : 64
Chalutiers thoniers : 225
Autres navires : 1 879
Embarcations de moins de 10 tonnes : 8 396

IV. — LE COMMERCE EXTÉRIEUR (en millions de francs) :

— Importations : 323-387 tonnes soit : 1 645 122
— Dont poissons frais et congelés : 434 682
— Crustacés : 228 161
— Conserves : 462 663
— Exportations : 135 713 tonnes soit : 693 617
— Dont poissons frais et congelés : 347 138

V. — L'EMPLOI :

Pour la pêche proprement dite, un emploi en mer induit pratiquement trois emplois à terre, soit 188 000 emplois à terre qui s'ajoutent aux 34 600 emplois en mer.

En total, 124 000 emplois sont concernés par la pêche.

Compte tenu de la conchyliculture, le nombre total d'emplois directs et indirects, liés aux produits de la mer est évalué à 298 000.

* Statistiques de 1974. Source : secrétariat général à la marine marchande.

PÊCHE ET COOPÉRATION MARITIME

LE CRÉDIT MARITIME MUTUEL

Les coopératives de pêche reçoivent l'adhésion de la quasi-totalité des artisans pêcheurs français, au nombre de 25.000 dont 8.000 comme patrons pêcheurs. Ils produisent, avec des bateaux dont la plupart sont de taille moyenne, environ 45 % du tonnage total de la pêche débarquée dans les ports français, soit quelque 200.000 tonnes de poisson pour une valeur marchande de plus de 1 milliard de francs, représentant 55 % du chiffre d'affaires de cette activité.

Le secteur de la pêche couvre également la conchyliculture (huîtres plates, huîtres creuses et moules) dont la production s'est élevée à 110.000 tonnes en 1974, pour un C.A. d'environ 600 M.F.

La pêche artisanale française, on le sait, a été frappée, ces dernières années, par la baisse considérable du prix du caribou, qui a quadruplé entre fin 1973 et début 1975, et par celle, non moins importante, de ses fournitures de pêche, en particulier à base de textiles synthétiques (pour les filets), mais aussi de l'acier, du bois et des appareils électroniques, laissant augmenter le coût de la construction des bateaux de plus de 40 % durant la seule année 1974 (deux fois plus que les automobiles).

LES COOPÉRATIVES MARITIMES

Dès le début du siècle, les patrons pêcheurs ont eu la nécessité de constituer entre eux des coopératives, notamment pour tenter de réduire le coût de fournitures de pêche : ce furent les coopératives d'achat, dont le réseau est actuellement très dense. Puis, dans le même esprit, les coopératives de caribou qui jouent le rôle de centrales d'achat et de paiement.

Ces deux activités, pratiquées par une centaine de sociétés, ont réalisé ensemble un C.A. de 200 millions de francs en 1974.

Plus récemment, les patrons pêcheurs ont créé des coopératives en aval de la pêche : coopératives d'écoulement ou d'écoage qui présentent le poisson à la vente et coopératives de mareyage qui achètent le poisson dans les criées. Leur chiffre d'affaires s'est élevé, en 1975, à 185 millions de francs.

Cependant, elles ont été confrontées en 1975-1976 à d'assez grandes difficultés, car elles ont dû maintenir les lois assumer, à leurs risques, un rôle de régulation du marché du poisson et de soutien des cours, sans en avoir les moyens financiers. Aussi, selon des schémas élaborés par la Marine marchande, et avec des prêts à taux réduits accordés par la Caisse centrale de crédit coopératif pour le compte des Pouvoirs Publics, les dirigeants de la pêche artisanale ont mis en place, en 1975, un réseau d'organisation : de

1971, remplacées en totalité par la « gérance » japonaise, l'industrie vient de connaître d'importantes déboires, notamment dans les parcs de la côte bretonne. La variété de cette marchandise n'a pas permis d'entraîner une révolution de son prix, car les navires gérés ont été boudés par la clientèle, d'abord à cause de leur prix élevé, et du défilant, et surtout à la suite de certaines campagnes à sensation essayant de prouver que certains lots de coquillages étaient pollués.

Cependant, dans le cadre d'une véritable politique des façades littorales, les Pouvoirs Publics sont bien conscients de la nécessité de sauvegarder cette activité qui est souvent la ressource essentielle de certaines régions côtières, par ailleurs sous-industrialisées. Un certain nombre de mesures ont déjà été prises et d'autres sont en cours de préparation pour montrer la crise qui affecte ce secteur. Elles devraient permettre un nouvel essor des activités artisanales qui ont maintes fois démontré leur capacité d'adaptation aux circonstances, et depuis trois à quatre années leur attrait sur les jeunes.

LES COOPÉRATIVES MARITIMES

producteurs qui doit permettre de pratiquer une politique de prix minimum capable de sauvegarder le chiffre d'affaires et la rentabilité des entreprises de pêche ; pour y aider, le gouvernement vient également de créer un Fonds interprofessionnel d'organisation des marchés des produits de la mer et de la conchyliculture (F.I.O.M.).

Un autre secteur d'intervention est celui des conserves de poisson, créé en 1958 lors d'une crise de commercialisation du thon germon. Il y a actuellement cinq coopératives régionales sur le littoral atlantique, qui ont formé ensemble une union nationale pour la commercialisation de leurs productions, PÊCHEURS DE FRANCE.

Enfin se sont constituées dans bon nombre de ports artisanaux des groupements de gestion greffés très souvent sur les armements coopératifs, dont la principale fonction est d'aider les patrons artisans à tenir une comptabilité et à centraliser les relations avec les fournisseurs.

Le développement et l'essor des coopératives maritimes ont indubitablement favorisé, ces dernières années, la prospérité de nombreux ports. Si elles sont en prise aujourd'hui, comme on l'a vu, à une forte inflation et à des besoins en fonds de roulement de plus en plus importants, le nouveau statut de la coopération maritime, actuellement en préparation au Secrétariat général de la Marine marchande, devrait leur permettre d'y porter remède.

Aux anciens problèmes de la pêche artisanale, en définitive, vis-à-vis du commerce et de l'industrie, l'organisation du Crédit Maritime Mutuel apporte une réponse depuis le début du siècle, par la mise en place de caisses régionales, des solutions propres à servir de base aux développements requis par les nouvelles formes de ce secteur dans l'économie moderne.

Les caisses régionales de Crédit Maritime Mutuel sont actuellement au nombre de 10 (plus trois caisses outre-mer) comptant une centaine de bureaux permanents, et une quarantaine de bureaux périodiques. Cette activité est dominée, tout d'abord, par les concours aux patrons artisans et aux exploitants conchylicoles, soit sur les ressources du FIDES que la loi de 1975 a transformé en un fonds d'épargne et de crédit, soit sur leurs propres ressources. Ensuite, et de façon plus ponctuelle, d'anciens concours d'épargne du monde maritime.

LE CRÉDIT COOPÉRATIF

Établissement à statut légal spécial créé en 1938, la Caisse Centrale de Crédit Coopératif a pour vocation d'effectuer toutes opérations de banque destinées à faciliter la gestion ou la création d'institutions coopératives et mutualistes non agricoles et d'équipements sociaux gérés par des coopératives, des mutuelles, des collectivités publiques ou des associations à but non lucratif.

Spécialisée dans les prêts à l'équipement de moyenne et longue durée à cette clientèle, dont les coopératives maritimes et les caisses régionales de Crédit Maritime Mutuel, elle a également constitué auprès d'elle un groupe de coopératives d'épargne et de crédit qui offre, à travers un réseau régional de 15 agences, toute la gamme des concours financiers et des produits d'épargne : des établissements spécialisés pour le financement direct de bateaux de pêche artisanale ; et 4,8 millions de francs aux diverses caisses régionales de Crédit Maritime Mutuel en fin d'année avoisinant 350 millions de francs, dont 320 millions de francs d'encours du Crédit Maritime Mutuel sur FIDES.

Parallèlement, elle intervient dans le financement de l'ensemble de la pêche française et des activités annexes, au profit des coopératives interprofessionnelles, les unions régionales de sociétés régionales d'équipement

100 millions de francs de prêts individuels à long et moyen terme, et, près de 40 millions de francs de concours en prêts et avances aux caisses régionales de Crédit Maritime Mutuel et aux groupements, leur concours de crédit s'établissant à 430,5 millions de francs. Fin 1975, l'encours global atteignait 550 millions de francs, et le montant de l'épargne recueillie 630 millions de francs ; leur bilan total s'établissant à 1,1 million de francs. Sur ce total, les avances du FIDES représentent 350 millions de francs.

La gestion de ces caisses est assurée par un conseil d'administration composé en grande majorité de professionnels de la pêche et de la conchyliculture, et pour pratiquer avec elle toutes opérations financières. Progressivement, elle a exercé les fonctions d'organisme financier central de ces caisses, les aidant dans la collecte de l'épargne, l'ouverture de nouvelles agences et leur transformation en véritables banques. Une loi du 11 juillet 1976 a précisé ses attributions financières, son pouvoir de contrôle et son rôle de centralisation des excédents de trésorerie.

En 1975, les concours de la Caisse Centrale ont atteint 85 millions de francs en faveur du Crédit Maritime Mutuel ; 5,5 millions de francs pour le financement direct de bateaux de pêche artisanale ; et 4,8 millions de francs aux diverses caisses régionales de Crédit Maritime Mutuel en fin d'année avoisinant 350 millions de francs, dont 320 millions de francs d'encours du Crédit Maritime Mutuel sur FIDES.

Parallèlement, elle intervient dans le financement de l'ensemble de la pêche française et des activités annexes, au profit des coopératives interprofessionnelles, les unions régionales de sociétés régionales d'équipement

récente (loi du 11 juillet 1975) refonde entièrement leurs statuts, précisant leur caractère d'établissements de crédit à statut légal spécial, leurs caractéristiques de fonctionnement et les rapports financiers avec la Caisse Centrale de Crédit Coopératif.

Si les prêts provenant du FIDES sont naturellement réservés aux ressortissants traditionnels des caisses de Crédit Maritime Mutuel, la loi du 11 juillet 1975 a prévu une extension de compétence de ces établissements en leur permettant de financer d'une part les prêts personnels d'équipement de l'ensemble de leurs adhérents et, d'autre part, de financer les activités annexes à la pêche dans certaines limites et naturellement sur les fonds propres collectés par les caisses de Crédit Maritime. Cette extension de compétence doit permettre au Crédit Maritime de prendre un nouvel essor dans les régions littorales, de proposer des services à de nouvelles catégories d'épargnants et de diversifier ses emplois et ses ressources.

Vos vacances en Grande passe par la B

Si les prêts provenant du FIDES sont naturellement réservés aux ressortissants traditionnels des caisses de Crédit Maritime Mutuel, la loi du 11 juillet 1975 a prévu une extension de compétence de ces établissements en leur permettant de financer d'une part les prêts personnels d'équipement de l'ensemble de leurs adhérents et, d'autre part, de financer les activités annexes à la pêche dans certaines limites et naturellement sur les fonds propres collectés par les caisses de Crédit Maritime. Cette extension de compétence doit permettre au Crédit Maritime de prendre un nouvel essor dans les régions littorales, de proposer des services à de nouvelles catégories d'épargnants et de diversifier ses emplois et ses ressources.

Plus récemment, la Caisse Centrale a été chargée par le Ministère des Finances d'organiser et de centraliser un système de budgétisation d'activités en faveur de la pêche de type industriel, tout en continuant à accorder des crédits concurrentiels avec d'autres établissements financiers spécialisés.

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif a été choisie par le Gouvernement Français pour être l'organisme financier intermédiaire des aides de la section orientation du FROGA pour la pêche, et à ce titre, elle participe à plusieurs comités consultatifs auprès de la C.E.E. Enfin, il faut signaler qu'elle a contribué à la création de la Confédération des Organismes de Crédit Maritime Mutuel, qui coordonne les Pêches Maritimes et qu'elle apporte son concours à divers organismes internationaux tels que la F.A.O. ou l'Alliance Coopérative Internationale dans leur activité pêche maritime.

الاسم الكامل

MARSEILLE

Le Vieux-Port malade de la sardine italienne

DANS le temps, quand on plaisait sur Marseille, on disait « la sardine a bouché le port ». Maintenant, ce sont les pêcheurs qui le bouchent. Et ils n'ont pas envie de plaisanter. Après avoir vérifié l'effet de son estuaire, M. Paul Claramaglie, président du comité local des pêcheurs, secrétaire général du syndicat des patrons-pêcheurs de Marseille, poursuit : « Le plus grand malheur qui puisse arriver à un « sardinier » marseillais, c'est de réaliser une pêche miraculeuse. Trois jours à 100 tonnes par jour, et la machine se bloque. Il faut tout rejeter à la mer. »

L'agitation n'est pas propre à Marseille. La profession connaît les mêmes difficultés à Port-Vendres, à Sète ou sur le littoral varois. Mais elle prend ici un tour aigu compte tenu de l'ampleur, de la complexité de la réglementation, du manque flagrant de débouchés (notamment en conserve) et de la redoutable concurrence étrangère.

La flotte de pêche artisanale représente toute l'activité. Elle comprend 325 navires, appartenant à des patrons-pêcheurs. En tout, 716 marins embarqués. L'essentiel de la flotte est constitué par ce qu'on appelle « les petits métiers » (250 embarcations de 8 à 10 mètres, avec un à trois hommes à bord) qui pêchent, dans la limite des trois mille marins, des poissons nobles.

La seconde catégorie comprend 45 chalutiers de 18 mètres au moins, d'une moyenne de vingt ans d'âge, représentant 125 pêcheurs. La pêche se fait au chalut.

La troisième catégorie, celle des sardiniers-lamparo (35 unités embarquant chacune un équipage de huit à neuf hommes) est seule à connaître de sérieuses difficultés. La pêche au lamparo, qui s'est développée surtout depuis l'arrivée des pêcheurs rapatriés, se pratique de nuit, par

temps calme, à l'aide de puissants groupes électrogènes. Bien que la sardine se pêche toute l'année à Marseille, le lamparo permet aux sardiniers de « passer » (gratifier, notamment) de faire des pêches miraculeuses qui tournent à la catastrophe faute de débouchés. L'apport est - en dents de scie - l'essentiel des 5 000 tonnes annuelles étant pêché en cent cinquante jours, avec des « pointes » de 150 à 200 tonnes par jour.

Sans possibilité de conserver sur place ni de stocker, tributaire des usines de Bretagne, le sardinier de Méditerranée est entièrement soumis à la demande. La consommation « en frais » de la sardine est négligeable eu égard à la production. L'essentiel est destiné à la conserve, c'est-à-dire à la mer. Le sardinier de la pêche en Atlantique, mais des importations d'Italie et du Maroc.

Le 26 octobre dernier, 133 tonnes de sardines flottaient au large de Marseille. Le 26 novembre, 100 tonnes suivaient le même chemin.

« Racisme économique »

Les « règlements inopé » qu'évoque le président du comité des pêcheurs ont fixé à 1,11 F le kilo le prix au-dessous duquel les sardines ne peuvent être commercialisées. Elles doivent être rejetées et payées à l'organisation de production Procaco, par l'intermédiaire du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), qui règle 0,78 F par kilo détruit.

Mais apparaît ici une première discrimination. Le pêcheur marseillais ou adhérent reçoit 0,78 F quand, pour la même raison, son collègue de Douarnenez ou de Fécamp reçoit 1,26 F par kilo. Deux prix de compensation différents. Pourquoi ? On ne daigne pas nous l'expliquer. A moins qu'il ne s'agisse de « racisme économique », commentent les sardiniers.

Mais il y a plus grave aux yeux des pêcheurs de sardines du littoral méditerranéen. Tandis qu'on leur demande de détruire leur pêche par suite de surproduction, on importe des sardines de Bretagne, qui profitent de la faiblesse de la lire et d'une carence du règlement communautaire qui ne lui impose aucun prix de retrait, en inonde le marché français.

« Un transporteur italien qui arrive à Rungia avec 30 tonnes de sardines ne va pas les ramporter. Il les « bradera » à 0,50 F s'il le faut, puisque aucun prix de retrait ne lui est imposé », tonne M. Claramaglie.

Les pêcheurs italiens ont considérablement développé la pêche à la sardine (qu'ils ne commercialisent guère, lui préférant l'anchois), depuis l'entrée en vigueur du Marché commun.

Cette concurrence est encore aggravée par le fait que le gouvernement italien aide ses pêcheurs beaucoup plus que ne le fait le nôtre, ajoute-t-on à Marseille. Un rôle « d'équipage » est planifié en Italie à 20 000 F, quel que soit le nombre d'hommes embarqués. En France, un équipage de douze hommes revient au patron 80 000 F au moins par an. Le pêcheur français n'a aucun droit au chômage alors que son activité est discontinuée. Les Italiens ont droit à un chômage interrompu de 90 000 francs par mois. Enfin, ils paient le gasoil au même prix que la marine de guerre (18 centimes le litre) quand le Français le paie 50 centimes. Il y a treize ans, soupirent les patrons-pêcheurs, le kilogramme de sardines était payé chez nous à 1,11 F le kilo. Le kilo prix moyen d'un rôle d'équipage a été multiplié par quatre.

Au-delà d'une « grogne » locale, c'est de la reconstruction de toute une profession qu'il s'agit. Une profession qui est elle-même peu organisée et qui, parallèlement aux revendications patronales, s'ajoutent des revendications des personnels embarqués, constitués en partie par des travailleurs immigrés qui ne bénéficient pas toujours d'une protection sociale satisfaisante.

En dehors d'une prise de conscience de la situation par l'Etat, il serait bienvenu de créer sur place des moyens et des débouchés, notamment en matière de conserve. L'avenir, à Marseille, passe par le port de Saint-Jean, construit par la ville près de l'estaque. Au bord d'un bassin, 4 hectares de terrain plein de la mer, le nouveau marché qui centralisera tout le poisson débarqué (8 000 tonnes par an) et « importé » de l'Atlantique (8 000 tonnes) et comprendra une halle à marée de 6 000 mètres carrés, et dix ateliers de marée-expédition de 1 000 mètres carrés.

Mais il manquera encore, du moins dans l'immédiat, une conserve qui permettrait aux pêcheurs de trouver l'écoulement à un peu moins amer, eux qui laissent à regret les rives du Vieux-Port.

JEAN CONTRUCCI

LORIENT

Les vignerons du poisson

Si Jacques Chirac avait joué de la mandoline au Palais des congrès quand il est venu à Lorient le 17 janvier dernier, nous serions aussi avancés aujourd'hui. C'est un armateur lorientais qui s'exprime ainsi, et il ajoute : « Le premier ministre doit nous recevoir d'ici à trois semaines. Si lors de cette entrevue, il ne nous apporte aucun élément de solution, alors ce sera la catastrophe. A moins, bien sûr, que nous lussions comme les agriculteurs et les vignerons. S'il faut se réjouir pour obtenir quelque chose, c'est bien sûr. »

A Lorient, les professionnels de la pêche en ont « ras le bol » des promesses gouvernementales.

Et ils doutent d'autant plus des promesses du premier ministre que l'on est à quelques kilomètres seulement d'Hennebont. On se souvient qu'en mars 61 M. Jeannequin, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, avait dit au sujet des forces qu'il ne saurait « évidemment être envisagé de rejeter à la mer tant d'outils ». Or, depuis, les forces ont fermé leurs portes. Mêmes déceptions à propos de la route à quatre voies Brest-Nantes ou de l'affaire « France-Siegeage ».

Tout la crise est d'autant plus durement ressentie que l'industrie lorientaise de la pêche est le premier employeur du département : six mille salariés directs, et ils sont onze mille à vivre de la pêche ou de l'industrie dans le Morbihan.

Crise d'autant plus durement ressentie aussi que le secteur de l'économie n'a fait un effort aussi important pour moderniser son potentiel de production. Lorient, c'est en effet une flotte de chalutiers industriels de plus de trente unités, représentant globalement un investissement de plus de 300 millions de francs. C'est ici que l'on trouve les chalutiers les plus modernes, qui ont remplacé petit à petit les bateaux de moyen tonnage, en application d'une politique définie dans les années 1964 à 1966 par la commission des pêches de la C.E.E. et qui prévoit un soutien des cours de certaines espèces de poisson, une aide à la « reconstruction » et une aide au renouvellement de certaines catégories de chalutiers, « en vue d'assurer le développement harmonieux de l'industrie de la pêche dans un cadre communautaire ».

Les Lorientais sont gens entreprenants : ils ont investi, dans les années 1960, dans la pêche, quelques années plus tard l'attitude des pays producteurs de pétrole ramènerait tout en cause. Ainsi un chalutier pêche-arrière de 3 000 chevaux, qui, en 1973, consommait 30 millions d'anciens francs de carburant en consommant aujourd'hui pour 85 millions.

La situation est telle qu'à Lorient pas un armateur n'ose dire quel est le déficit d'exploitation d'un de ses chalutiers. Car, aux difficultés que connaissent actuellement tous les ports et qui se traduisent pour tous les armements par un déficit d'exploitation, s'ajoute ici le remboursement d'emprunts très importants, et l'on se demande parfois s'il ne vaudrait pas mieux que les marins restent à terre plutôt que de faire naviguer les bateaux. « Ce qui montre notre impuissance », disent les armateurs, « c'est que dans tous les pays l'on retrouve cette crise : nos représentants ont une force politique très faible. » On croirait

entendre les vignerons de l'Hérault.

Pourtant on est fier ici d'afficher un record : Lorient arrive en tête, devant Boulogne de 1 million de francs pour la production en valeur. Si Lorient est loin derrière le port du Nord quant au tonnage de poisson débarqué (en 1975, 38 000 tonnes pour les armements industriels, 22 200 pour les armements à la part et 7 410 pour la pêche artisanale), ce poisson représente 210 millions de francs en valeur, soit un prix moyen de 3,10 francs contre 1,91 pour Boulogne.

En 1975, tandis que le coût de la vie augmentait de 10 %, les rémunérations des pêcheurs baissaient, elles, de 20 à 30 %, en raison de la diminution des apports (moins 10,8 %) et des charges d'exploitation des navires. Pour les artisans les problèmes sont moins graves, parce que les espèces qu'ils pêchent se vendent à un prix plus soutenu et qu'ils sont moins victimes du glacié maritime de 200 milles vers lequel on s'achemine. Mais pour les moyens bateaux d'été, basés aujourd'hui à Lorient, l'avenir aussi risque d'être sombre. Ne faut-il pas, pour maintenir la flotte de pêche de moyen tonnage, construire quarante navires à 4 500 000 francs l'unité, un investissement que personne aujourd'hui n'est assés déraisonnable pour entreprendre ?

« Il faut que nous passions le cap », disent les armateurs lorientais : « Nous avons eu du « succès » — certains disent même que nous étions inconnus — mais nous n'avons pas le droit de prendre le risque de nous priver d'une flotte moderne dont nous aurons certainement besoin dans quelques années et qui a coûté si cher à l'ensemble de la collectivité nationale. »

« Pourquoi la Norvège et l'Islande subventionnent-elles si largement la pêche ? », s'interroge-t-on. « Elles le font parce que leur vocation nationale est de ravitailler en poisson tous les pays du Marché commun ? »

De l'ambition...

Depuis 1973, la chambre de commerce de Lorient s'est lancée dans un ambitieux programme d'investissements : elle a d'abord pris en charge la concession du port de pêche, jusqu'alors géré par une société privée. Elle a construit des quais neufs, une criée des plus modernes d'Europe, un slipway de réparation qui permet d'immobiliser les bateaux que le temps minimum, un bassin d'essai des chalutiers où sont expérimentées les nouvelles techniques de pêche. C'est en France le seul port où la glace est chargée automatiquement à bord des bateaux. Au total, 30 millions de francs d'investissements, qui ne seront subventionnés par l'Etat que pour 3 %.

Or tous ces équipements indis-

pensables sont à la charge des professionnels. Si les superstructures (20 millions de francs) avaient été subventionnées, comme le demandaient les professionnels, à 30 %, ce seraient 6 millions de francs en trois ans qui n'auraient pas été à la charge de la population locale. « Nous ne demandons pas l'aumône, disent en chœur les professionnels, mais le même régime que l'agriculture. »

Et le marché ? Totallement inorganisé. Les circuits de distribution trop longs, le poisson vendu quatre fois plus cher (quand ce n'est pas plus) à Paris qu'à Marseille que sur la criée. « Nous attendons beaucoup du Fonds d'intervention et d'organisation des marchés, mais nous ne nous berçons pas d'illusions : c'est la « curée ».

... en attendant l'aide

Dans ce domaine aussi la chambre de commerce et d'industrie a fait un effort en créant l'Ecole nationale de commercialisation des produits de la mer et l'Ecole de commerce international. Puis, avec l'aide des armateurs et des marins, on a organisé un étalage des apports et la fixation d'un prix moyen hebdomadaire. L'expérience conclut que, pour éviter d'envisager à moyen terme l'établissement d'un prix de campagne ou des contrats de marché.

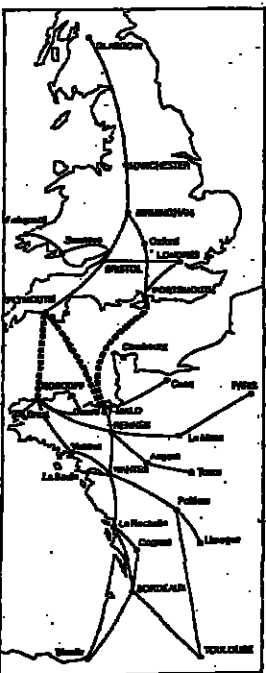
Reste le déséquilibre entre le potentiel de production et le secteur de la transformation (la conserve notamment), qui connaît lui aussi de graves difficultés d'exploitation, au point que trois entreprises sur cinq ont dû mettre ces derniers mois fin à leurs activités. L'on reconnaît avoir fait une erreur en n'investissant à terre, faute d'aide, que 1 % des investissements en mer.

On pense ici que l'on devrait raisonner en termes de « Bretagne-Sud », de loin le premier port de pêche français. Et l'on n'oublie pas que l'on se trouve dans la première région agricole française, qui produit plus de 30 % des aliments pour le bétail et le tiers de la viande de porc. La solution consisterait peut-être à créer une industrie de transformation fondée à la fois sur le poisson et les produits agricoles. La chambre de commerce de Lorient envisage même la constitution d'une société de commercialisation dont elle serait l'un des partenaires.

Mais, on ne cesse de répéter aux Lorientais le dicton bien connu : « Aide-toi, le ciel t'aidera. » « Si nous n'avons rien fait jusqu'à présent, répliquent les armateurs, nous serions déjà morts. Mais nous attendons toujours l'aide promise par le gouvernement. Va-t-il falloir que nous imitions les Languedociens ? »

JEAN-YVES MANAC'H

Vos vacances en Grande-Bretagne passent par la Bretagne.



Per Saint-Malo ou par Roscoff. Les Brittany Ferries ont un effet mis en service trois unités de car-ferries. Quotidiennement, elles relient la Grande-Bretagne aux ports de la Bretagne. Aujourd'hui de Roscoff ou de Saint-Malo vers Plymouth. Et dès le 16 juin, de Saint-Malo vers Portsmouth, et toujours de Roscoff vers Plymouth.

Alors, où que vous habitez en France, les Brittany Ferries vous offrent le moyen le plus direct pour vous rendre en Cornouaille, au Pays de Galles, ou au bord des Lacs d'Ecosse. Et puis, traverser la Bretagne — la petite

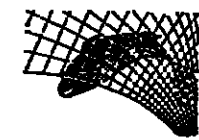
Bretagne — disait-on jadis — pour se rendre Outre-Manche, c'est déjà mieux comprendre ce que vous allez découvrir. Parce que la culture, l'art, la cuisine, la musique, les jeux, tout est là sous vos yeux, des deux côtés du « Channel » qui vous prouve que les pays celtiques ne sont pas un mot, ne sont pas un mythe, mais une réalité. Vivante et d'aujourd'hui. Renseignez-vous auprès de votre Agent de voyages. Ou directement auprès des Brittany Ferries qui ont édité une brochure à votre intention, vous qui désirez voyager dans nos pays — à la suite d'Arthur et de ses chevaliers — à la quête du Graal. Et rêver.

brittany ferries

Gare maritime - 22201 Roscoff - Tél. (02) 69.07.20 - Téléc. 940.380
Gare maritime - 35400 Saint-Malo - Tél. (02) 66.50.71 - Téléc. 950.487
Agences de voyages agréées dans les Départements
Paris-Voyages - 11, rue de la Chaussée-d'Antin 75009 Paris - Tél. 770.43.25
South Air - 34, rue Boudier - 33000 Bordeaux - Tél. (01) 48.00.45
Ferry - 1, rue Lapeyrouse - 31000 Toulouse - Tél. (05) 23.11.70

ETS L. LE DREZEN

Fabrique mécanique
de Filets de Pêche
Filets nylon et autres
synthétiques
Filets en tous genres
Chaluts de tous types
Sennes tournantes (Thons - Sardines)



Rez

LECHIAGAT

29115 GUILVINEC

BP 46 - Tél. (02) 91-10-54 LE GUILVINEC

Télex : 940436 REZNET TREFG

CRÉDIT NAVAL - C.M.A.F.

la Banque spécialisée dans le financement des industries de la pêche

avec sa filiale **COFLUMA**

organise au profit des professionnels de la pêche des crédits à moyen et long terme destinés à faciliter la réalisation des opérations suivantes :

- Acquisition, construction, transformation et modernisation de tous navires pour la pêche industrielle, la pêche côtière, etc...
- Acquisition, transformation et réparation de tous équipements.
- Construction et installation de moteurs et de matériels.
- Exploitations ostréicoles, bassins, viviers, entrepôts frigorifiques, etc...

47, rue Cambon, 75001 PARIS - Tél. : 261-51-54.

sopropêche

C.P.S.P. Ce sigle est la marque déposée sous laquelle la Société SOPROPÊCHE commercialise les Concentrés de Protéines Solubles de poisson fabriqués en France depuis 1968 par la Coopérative de Traitement des Produits de la Pêche à Boulogne-sur-Mer, suivant un procédé breveté lui appartenant.

Cette coopérative s'est vu attribuer le premier prix du Challenge de l'Innovation, en 1974, pour ses réalisations dans le domaine des Concentrés de Protéines Solubles de Poisson. Ce procédé constitue une voie nouvelle pour le traitement industriel des déchets frais de poisson après filetage et des poissons invendus permettant une valorisation de cette matière première.

Les C.P.S.P. ont été mis au point pour remplacer la poudre de lait écrémé dans les aliments d'allaitement du veau. Le veau, avant sevrage, n'absorbe que des aliments liquides et les C.P.S.P. fabriqués en solubilisant la protéine du poisson permettent de réaliser ce type d'aliment.

Il faut se garder de les confondre avec les farines de poisson dont les caractéristiques et les utilisations sont différentes : ces deux produits ne sont pas interchangeables. Une farine de poisson classique ne peut être utilisée pour nourrir les jeunes mammifères avant sevrage.

La technique mise en œuvre pour obtenir ces protéines du poisson est tout à fait différente. La protéine une fois solubilisée est déshuile, concentrée, flash pasteurisée et séchée en tour spray. La technique de séchage est identique à celle utilisée lors de la fabrication des poudres de lait auxquelles les C.P.S.P. servent de substitut. La qualité bactériologique des produits est particulièrement surveillée. La capacité de traitement de l'usine de Boulogne est de 500 tonnes par jour et une partie importante de la production est exportée.

En effet, l'importance du problème protéique pour l'alimentation des hommes et des animaux est particulièrement aiguë dans le monde. Nourrir des veaux dès leur naissance sans utiliser le lait de leur mère permet d'accroître la production laitière pour les hommes. Les animaux nourris d'une manière rationnelle produiront, à l'âge adulte, plus de lait et ce sont des génisses, plus de viande si ce sont des mâles. En outre, leur mortalité en bas âge sera abaissée dans des proportions importantes, ce qui permet d'accroître l'efficacité du cheptel.

Si cette technique, qui permet de réserver la production laitière pour l'alimentation des hommes est satisfaisante pour l'esprit, elle permet aussi de réaliser des économies dans la fabrication des aliments d'allaitement. Les C.P.S.P. contiennent 84 % de protéine alors que la poudre de lait écrémé n'en contient que 34 %. Les C.P.S.P. sont utilisés en association avec le lactosérum qui contient la lactose, seul sucre assimilable par le veau.

Ils sont également utilisés dans l'alimentation des agneaux, chevreux et porcelets, en pisciculture et pour la production des alevins. Cette technique française permet de produire de façon industrielle des protéines de haute valeur nutritive, utilisables dans un domaine où seul le lait, jusqu'à ces dernières années, pouvait être employé. Elle apporte ainsi sa contribution à une meilleure alimentation des hommes.

B.P. 362/2. — 62204 BOULOGNE-SUR-MER

GELMER

B.P. 239-3

Téléphone 31-84-00 +

Télex 110055 - 110043

62206 BOULOGNE-SUR-MER - FRANCE

**Expéditions - Surgélation - Exportation
Importation - Entreposage
de produits de la mer frais et surgelés**

Firme jeune et dynamique à votre service.

Le poisson en collectivités



83 recettes spéciales pour la cuisine collective.

Variées, simples, économiques, ces recettes ont été mises au point par des cuisiniers chevronnés, en pensant aux problèmes particuliers de la cuisine collective.

Éditées par PROMER (Comité national pour la promotion des produits de la mer), elles sont présentées sous forme de fiches plastifiées faciles à manier, réunies dans un classeur plastique à anneaux, très solide.

En outre, ce fichier comporte, expliqués en détail, les grands modes de cuisson et les différentes préparations possibles pour chaque type de poisson... ainsi que de très utiles conseils d'achat.

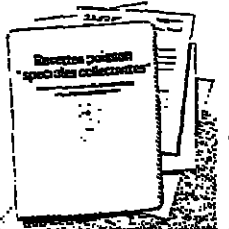
BON DE COMMANDE

Je désire recevoir :
☐ Fichier (s) recettes-poisson spéciales collectivités, moyennant une participation aux frais d'envoi de 10 F par fichier.
☐ Indiquer la quantité désirée.

Nom _____

Adresse _____

Joindre à ce bon le montant de votre commande sous forme de chèque postal (C.C.P. 21.94.60 Paris) ou bancaire, et l'envoyer à : PROMER, 11, rue André-de-la-Forge - 75011 PARIS.



LES PROMESSES DE L'AQUACULTURE

Des élevages en eau de mer

La pêche est une chasse aquatique : on attrape les poissons que l'on trouve et qui ont grandi, avec tous les aléas que cela suppose, dans leur milieu naturel. L'aquaculture, au contraire, est l'élevage d'espèces choisies. Celles-ci sont soit fixées en des endroits sélectionnés, mais se nourrissent au dépend du milieu naturel (telles les huîtres ou les moules), soit rassemblées dans des enclos en communication ou non avec le milieu naturel et donc alimentées par celui-ci, ou par apport extérieur, de nourriture appropriée.

Depuis le début du siècle jusque vers 1970, les ressources de matières vivantes tirées des océans (et pour une petite part des eaux douces) ont augmenté de façon spectaculaire (4 millions de tonnes en 1900, 40 millions en 1960, 80 millions en 1967). Mais depuis 1970, le tonnage global de ces ressources plafonne autour de 65 millions de tonnes, notamment à cause de la surexploitation des zones de pêches proches des marchés de consommation.

Les « élevages » ne sont pas entièrement nouveaux, certes. L'ostréiculture a commencé au milieu du dix-neuvième siècle en Italie et en France, et la pisciculture, surtout d'eau douce (truites ou carpes, par exemple) est courante dans diverses régions du monde depuis des siècles (en Asie du Sud-Est) ou des décennies (Europe et Amérique du Nord). Des techniques empiriques ont permis peu à peu d'améliorer le rendement de ces élevages.

Le but de l'aquaculture moderne est beaucoup plus ambitieux, puisque l'on cherche maintenant à contrôler tout le cycle des espèces choisies, depuis la reproduction jusqu'à l'obtention de sujets de la taille nécessaire à leur commercialisation.

L'aquaculture moderne suppose donc une imbrication étroite des recherches fondamentales et appliquées. Il faut, en effet, d'abord déter-

miner les multiples paramètres (teneur de l'eau en oxygène, en sels minéraux et en matière organique, température, éclaircissement, nature et taille de la nourriture naturelle puis « artificielle », pathologie et même génétique) intervenant à chaque étape du cycle, et ensuite passer de l'expérimentation en laboratoire à l'exploitation industrielle. On comprend alors que l'aquaculture ait commencé par s'intéresser à des espèces chères : pour la France métropolitaine, crevettes et saumons en tout premier lieu (le Monde du 5 mars 1975).

On voudrait aller plus loin : contrôler par tous les moyens possibles, y compris le circuit fermé, l'ensemble d'une chaîne alimentaire de façon à faire produire par le milieu marin la nourriture nécessaire à l'espèce que l'on veut commercialiser. Dans ce but, le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO) a lancé à la fin de 1974 le programme Ecotron, auquel participent déjà une vingtaine de laboratoires : études sur les possibilités d'utiliser certains effluents urbains ou agricoles aussi bien que la chaleur des eaux rejetées par les centrales nucléaires littorales, travaux sur les chaînes alimentaires et sur les éco-systèmes marins, expérimentations à diverses échelles, etc.

Les recherches menées par le CNEXO ou par divers laboratoires français sur les crevettes, les saumons, les daurades, les soles, les bars ou les ommeux depuis plusieurs années commencent à avoir des résultats concrets. La Société pour le développement de l'aquaculture en Bretagne (SODAB), installée près de Tréguier, fait sa reproduction en captivité des saumons. L'année dernière, le Centre océanologique de Bretagne (COB), dépendant du CNEXO, a obtenu pour la première fois au monde la maturation contrôlée de géniteurs de crevettes et il a installé à Argenton (sur la mer, non loin de Brest) une écloserie d'ommeux. En 1975 aussi, le Centre océanologique du Pacifique (COP), installé par le CNEXO à Tahiti, et la station Aquacul du CNEXO (en Nouvelle-Calédonie) ont réussi eux aussi la maturation contrôlée de géniteurs de crevettes d'eau douce et de quatre espèces de crevettes de mer.

Pour assurer le transfert chez les éleveurs potentiels des techniques mises au point en laboratoire, le CNEXO a créé deux stations DEVA (Développement, expérimentation et valorisation de l'aquaculture), qui sont à la fois des exploitations-pilotes en vraie grandeur et des centres de formation. En Bretagne, c'est la SODAB qui joue le rôle de station DEVA pour les saumons.

Pour les crevettes (et également pour les daurades), la station DEVA est installée sur la côte de Langue-doc non loin de Montpellier, grâce à un contrat passé avec l'association les Compagnons de Maguelonne. Cette station espère « produire » en 1976 3 ou 4 tonnes de crevettes, d'un poids unitaire de 10 à 15 g.

YVONNE REBEYROL



FRANCEGEL

GLACIÈRES LEJEUNE - NORFRIGO & C^e

Glace hydrique en pains et en écaillés

Capacité journalière : 630 T

3 usines

NORFRIGO

ENTREPOSAGE FRIGORIFIQUE PUBLIC (50.000 m³).

MAGASIN GÉNÉRAL AGRÉÉ PAR L'ÉTAT.

ENTREPOT PRIVÉ BANAL -

ENTREPOT D'EXPORTATION (C.E.E.).

CORRESPONDANT DE LA CHAÎNE EUROPÉENNE

C.E.G.F.

Les seuls entrepôts bord à quai portuaire

B.P. 236/3

62205 BOULOGNE-SUR-MER

Tél. : (21) 31-56-34 & 31-52-17

Télex : 110066 NORFRIGO BOULM

LES FRANÇAIS DEVANT LE POISSON

La peur des arêtes

Les Français dans leur ensemble ne sont pas de grands amateurs de poisson. Ils en consomment 10 kilos par personne et par an : quatre fois moins que les Japonais. Les prix ne sont pas sans expliquer cette désaffection. Depuis la hausse du fuel, qui, en trois ans, a quadruplé, le poisson — du moins certaines espèces — a considérablement augmenté. Les prix, grevés au départ, sont moins compétitifs qu'autrefois et on les compare à ceux de la boucherie. Le poisson se vend donc mal et le marasme s'est emparé de l'industrie de la pêche.

La pollution, ou la publicité qu'on fait autour d'elle, n'a pas aidé non plus à freiner cette tendance. Les arêtes, les écaillés, l'odeur, les manipulations — souvent la ménagère doit vider le poisson elle-même — ne facilitent guère la vente. Encore aujourd'hui le poisson suscite la méfiance et ne parvient pas à conquérir sur le marché alimentaire la place qui lui revient. On craint qu'il ne soit jamais assez frais.

Il est très difficile de comparer le prix du poisson à celui de la viande : s'il est vrai que certaines espèces sont chères, notamment les poissons des côtes qu'on trouve en moins grand nombre qu'autrefois, les prix d'autres espèces pêchées au large de façon industrielle peuvent rivaliser avec ceux de la boucherie, malgré l'importance des déchets, qui sont pour les poissons d'environ 40 % en moyenne. D'autant plus que la valeur nutritionnelle du poisson est comparable à celle de la viande avec, peut-être, un léger avantage pour le premier, plus digestible — son coefficient d'utilisation digestive, C.U.D., est supérieur.

Pollution et mévente

La pollution explique-t-elle davantage la mévente ? Les traces de métaux lourds découvertes dans certaines espèces — en queue de chaîne alimentaire — comme la rousette ou le thon, — l'effrayante contamination au mercure des pêcheurs de Minamata, les poissons néoécossés de Grand-Fort-Philippe dans le pas de Calais, ont accru les doutes d'une partie de la clientèle, déjà rétive. Pourtant, si la présence de mercure ou de cadmium est effectivement en augmentation depuis ces dernières années chez certaines espèces, les taux prélevés sont toujours inférieurs à la norme, et cette pollution diffuse, relativement peu dangereuse, ne peut être comparée à une pollution plus localisée dans les estuaires, par exemple, qui provoque sur la faune marine ulcérations et altérations des goûts. La pêche côtière ne représente cependant que 5 % de la totalité de la pêche, mais la publicité, faite à juste titre sur certains coups de « fillet douteux », n'a pu que réajuster sur l'ensemble de la production.

Pour le consommateur, le poisson doit être vendu dans un état d'extrême fraîcheur, et c'est peut-être là l'élément dissuasif le plus puissant. Toute une technique séculaire de la conservation du poisson vient renforcer, comme à contrario, cette conviction partagée. Sali-

son, marinage, fumage, ont été par le passé, et sont encore, des moyens efficaces de lutter contre la corruption par les micro-organismes de la chair plus fragile du poisson. Les morues qu'on allait pêcher autrefois sur les bancs de Terre-Neuve devaient être salées. La clientèle, qui semble en être restée là, ignore ou ne veut pas reconnaître l'efficacité des méthodes modernes de réfrigération.

La chaîne du froid qui commence à bord des chalutiers-usines, où les poissons, défilés et éviscérés, sont couchés sur des lits de glace, permet aujourd'hui de transporter du poisson frais dans n'importe quel endroit du territoire. Le poisson vendu à la criée de Boulogne à 5 heures du matin peut être à 2 heures de l'après-midi à Rungis. La pratique de la « ressaie » — des poissonniers peu scrupuleux maintenant dans leurs réfrigérateurs les poissons trop longtemps — n'est pas si courante pour dissuader à l'égard la clientèle.

Le feu vert du Vatican

Tous ces arguments ne suffisent pas à eux seuls à expliquer la mévente. Le facteur religieux n'a, aussi, eu son importance. Depuis l'autorisation accordée par le Vatican de consommer de la viande tous les jours de la semaine, les vendredis du poissonnier sont moins « miraculeux », mais la cette décision a aggravé la tendance, elle est loin d'avoir été déterminante sur le ralentissement du marché.

Si les Français n'achètent pas autant de poisson que de viande, c'est peut-être, après tout, parce qu'ils l'aiment moins. Une simple question de goût. Tel acide aminé, telle réaction chimique entre le milieu buccal et l'aliment font peut-être que dans l'ensemble nos concitoyens, moins habitués à consommer du poisson, l'apprécient moins que la viande.

La psychologie entre dans la formation du goût : habitudes ancestrales, coutumes, expliquant peut-être qu'en survivant la viande, plat noble, le poisson, plat de carême, ait pris du même coup valeur de frugalité, de pauvreté. L'accession bourgeoise au dix-neuvième siècle s'est faite au moyen de repas copieux, où la viande bien rouge devenait un signe de respectabilité autant qu'un signal d'apoplexie. Le poisson pâle était loin de tenir le même rôle. Les pauvres ne sont-ils pas, aujourd'hui encore, ceux qui ne mangent pas de viande tous les jours ? Entre chair et poisson il y a donc bien plus qu'une différence de prix, de goût, il y a comme une distance sociale. Comment alors sortir de la difficulté un marché si lié à des raisons psychologiques contre lesquelles les méthodes modernes de commercialisation ne sont pas d'un grand secours ?

CHRISTIAN COLOMBANI.

Chaque mois

LA PÊCHE MARITIME

La revue française
de pêche internationale
Fondée en 1918
Spécimens gratuits
sur demande

190, bd Haussmann, PARIS (8^e)
Tél. 924-83-69. Télex 290131 F

C. m. n.

26 rue Montévilliers - 75118 PARIS
TELEX. 510 057 - TEL. 504.08.20

Chantiers FELIX AMIOT

- THONNIERS SENNEURS
- CHALUTIERS PÊCHE ARRIÈRE
- GARDE PÊCHE
- CROISEURS DE SAUVETAGE

S. E. P. F. A.

- MOTEURS MARINS
- HÉLICES A PAS VARIABLE
- LIGNES D'ARBRE

USINES à Cherbourg

BP. 185 - Tél. 170 507.

Tél. 53.22.12+

صلى الله عليه وسلم

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

HABITAT

Les montants des dépôts et des prêts d'épargne-logement sont fortement augmentés

L'amélioration du régime de l'épargne-logement, destinée à encourager les formes les plus stables d'épargne, entre en vigueur : un décret et quatre arrêtés d'application, parus au Journal officiel du 17 mars, complètent par des lettres adressées aux divers établissements collectifs d'épargne, précisent les modalités de cette amélioration, qui concernent :

● LE RELEVEMENT DES SEUILS. — Le montant maximum des dépôts est porté de 60 000 à 100 000 F ; celui des prêts de 100 000 à 150 000 F ; celui de la prime d'épargne versée par l'Etat est fixé à 7 500 F pour les comptes et à 10 000 F pour les plans d'épargne-logement. Ces dispositions s'appliquent à toutes

les demandes de prêts déposées à compter du 17 mars. Pour les plans d'épargne-logement, les nouveaux plafonds s'appliquent à tous les contrats en cours non encore venus à terme.

● L'ASSOUPLISSEMENT DES MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES PRIMES. — Pour les plans d'épargne-logement, l'utilisation conjointe de plusieurs plans ou comptes au sein d'une même famille en vue d'une même demande de prêt est désormais facilitée.

● L'OCTROI DE PRÊTS pour l'amélioration de l'habitat ancien (« à l'exclusion des travaux de menu entretien ») est facilité.

● Enfin, DE NOUVELLES REGLES POUR LA PUBLICITE DES TAUX D'INTERET sont instituées.

Pour les plans d'épargne-logement, les documents publicitaires devront mentionner le taux de rendement actuariel annuel maximum (actuellement de 8,8 %). Pour les comptes d'épargne, la publicité se bornera à faire état du taux d'intérêt des dépôts (actuellement de 3,25 %) et à faire mention de l'existence d'une prime versée par l'Etat lors de l'obtention d'un prêt.

SÉCURITÉ SOCIALE

A PARIS
MANIFESTATION LE 2 AVRIL
DES MUTUALISTES
POUR L'OUVREMENT
DE PHARMACIES

« Tout le monde se débrouille, du ministre de la santé, Mme Veil, au premier ministre M. Chirac », a déclaré, mercredi 17 mars, M. Borveau, président de la Fédération nationale de la mutualité française, qui a annoncé une manifestation, le 2 avril, à Paris, afin d'obtenir le feu vert du gouvernement pour l'ouverture de trois pharmacies mutualistes à Libourne, Clermont-Ferrand et Paris.

Sur recours des mutualistes, le Conseil d'Etat a, en effet, décidé que les précédents refus du ministère de la santé d'ouvrir ces pharmacies n'étaient pas fondés. En dépit de ces arrêts du Conseil d'Etat, aucune de ces trois pharmacies ne peut fonctionner sans une autorisation gouvernementale, qui se fait attendre.

Avant de préciser que la manifestation du 2 avril ne serait pas « une manifestation de masse » (« Nous nous refusons encore à établir un rapport de force et de violence »), M. Borveau a apporté la preuve que les charges des pharmacies mutualistes équivalent à celles des pharmacies privées.

EMPLOI

CINQ CENTS LICENCIEMENTS AU PÉAGE-DE-ROUSSILLON (Isère)

La lente agonie de « Rhodiaville »

L'annonce de cinq cent quinze licenciements à l'usine Rhône-Poulenc Textiles (R.P.T.) au Péage-de-Roussillon (« le Monde » du 16 mars) suscite de multiples réactions dans la ville. Après les manifestations du 16 mars des ouvriers de l'entreprise, une réunion des maîtres

du canton est prévue samedi, et le maire de Péage-de-Roussillon doit être reçu le 30 mars par M. Michel Duratour, Est-il encore possible de « faire réguler la direction de R.P.T. », comme le souhaitent syndicalistes ou élus ?

De notre correspondant régional

remplaçant plus celles ou ceux qui partent à la retraite. Pourtant, si le mal progressait, c'était l'indéniable. Le comportement plutôt satisfaisant du secteur le plus important, la chimie, a masqué longtemps l'effacement des effectifs de la filature. Si bien que l'agonie de la soie artificielle évoluait « en douceur ». L'annonce des licenciements a fait l'effet d'une douche glacée sur les habitants, leur révélant brutalement la fragilité d'une économie entièrement dépendante d'une industrie qui ne pouvait évidemment épargner la cité des bords du Rhône.

Depuis quelques années déjà, l'émigration était stoppée. On ne pouvait plus aller à l'étranger. L'émigration est constituée par quatre communes : Roussillon (7 500 hab.), Le Péage-de-Roussillon (8 300 hab.), Saint-Maurice-Viel (2 200 hab.) et Salaise-sur-Sanne (2 800 hab.).

Entre 1950 et 1965, l'agglomération péageoise se développa à un rythme accéléré. On encourageait alors les salariés à construire leurs maisons individuelles. Les salaires, plutôt au-dessus de la moyenne, les prêts, modestes sans doute, que consentait Rhône-Poulenc à son personnel, étaient autant de mesures d'incitation. Plus récemment, Rhône-Poulenc a proposé à ses employés d'acquiescer à des conditions intéressantes les logements des cités.

Tout au long de ces années de croissance, des liens de plus en plus étroits s'établirent entre la grande industrie et la population. Aujourd'hui, les mères qui travaillent à R.P.T. déposent leurs enfants à la garderie ou dans les clubs de l'enfance que la société a créés et que fait fonctionner le comité d'entreprise. Si le restaurant, les colonies de vacances, les centres de loisirs sont réservés aux membres du personnel, la bibliothèque, la discothèque, les sections sportives sont ouvertes à tous les habitants de l'agglomération. Subventionnées presque totalement par la société Rhône-Poulenc, l'équipe intercommunale de football ou de rugby ne connaît la victoire — ou la défaite — que sous l'appellation de « Rhodiaville » dans les pages sportives des quotidiens régionaux.

Pas une entreprise nouvelle en dix ans

Si près de 50 % des habitants tirent directement leurs ressources de Rhône-Poulenc, on estime que 40 % — commerçants, artisans, employés des administrations, etc. — en dépendent indirectement. Mais, régnant en maître absolu, Rhône-Poulenc a aussi régné seul. Et ce, comme l'affirme le maire du Péage-de-Roussillon, M. Flacher, « en raison du climat social et politique » que pas une seule entreprise n'est venue s'installer en dix ans sur les 40 hectares de la zone industrielle intercommunale aménagée à Saint-Maurice-Viel, alors qu'au cours des dix dernières années les effectifs de la filature diminuaient de mille personnes ? Ou bien est-ce — comme l'assurent des élus de gauche et des syndicalistes — parce que Rhône-Poulenc a exercé sur les pouvoirs publics des pressions de nature à dissuader les sociétés qui auraient pu lui disputer la main-d'œuvre ? Aujourd'hui encore, une partie — 15, 30 % ? — des trois mille cinq cents travailleurs de Rhône-Poulenc au Péage vient des quatre départements limitrophes : Drôme, Ardèche, Loire et Rhône.

Le ralentissement des activités de filature, comme de celles du secteur chimique, ont, par ail-

leurs, contraint de nombreuses entreprises sous-traitantes locales à licencier tout ou partie de leur personnel. La fermeture, en 1975, de la Société de piquage péageoise (une centaine d'emplois supprimés) a fermé un peu plus le marché local de l'emploi. En dehors de Rhône-Poulenc on ne parle à peu près que de deux entreprises : une chemiserie et une fabrique de cravates dont les effectifs ne dépassent pas deux cents personnes à elles deux. Aussi, chaque matin, c'est plus d'un millier de travailleurs qui quittent le Péage-de-Roussillon pour des villes voisines. Les trains pour Lyon sont de plus en plus bondés, remarquent des syndicalistes. Les jeunes sont évidemment les premières victimes de cette situation. Leur départ — quotidien ou définitif — accroît le déséquilibre sociologique. Ainsi, la moyenne d'âge des salariés de Rhône-Poulenc-Textiles se situait en 1970 à quarante-huit ans. Une mère de famille de trente-quatre ans travaillait ainsi cette évolution : « Si mon père a travaillé toute sa vie à la filature, si mes sœurs et moi-même y aurons été employées plusieurs années, mes enfants ne la connaîtront certainement jamais. »

Les femmes, premières victimes

Les femmes sont, comme souvent, les premières menacées par les suppressions d'emploi. Avant d'annoncer les cinq cent quinze licenciements, la direction avait tenté de réduire de moitié l'horaire de toutes celles — quatre-vingt-six sur deux cents — n'ayant pas de charges familiales. L'action qu'elles ont menée pendant six semaines, avec l'appui de la C.G.T. — majoritaire dans l'entreprise — et de la C.F.D.T., a fait rendre la direction victorieuse de principe en réalité, compte tenu de la tournure qu'ont prise les événements depuis.

Que deviendront celles et dont Rhône-Poulenc a eu explicitement la certitude et qui avaient humblement qu'elles ne savent rien faire d'autre de leurs dix doigts que ce métier très spécialisé ? Comment pourraient-elles seulement envisager un déplacement lorsque leur mari est employé dans le secteur chimique de Rhône-Poulenc ? Et pourtant, il n'est pas possible de rester chômeur, car pour rembourser les emprunts immobiliers un deuxième salaire est indispensable. C'est pourquoi à l'incertitude se mêle bien souvent la colère : « La fermeture, mais il ne faut pas nous en parler ! »

Les responsables syndicaux ne croient pas du tout au reclassement à l'intérieur du groupe Rhône-Poulenc Textiles dont parle la direction. « Toutes les usines de R.P.T. en sont au même point. Elles vont subir un dégrèvement général en 1976. » Dans la branche chimie alors ? On dit l'usine de Roussillon dotée d'effets pléthoriques. « D'ailleurs, déclare un représentant de la C.F.D.T., on refuse de jouer les bohémien de Rhône-Poulenc. »

La solution ? Le maintien au Péage de la production des fils d'acétate. « Vous vingt ans qu'on

nous parle de fermeture, vingt ans qu'on nous dit que l'acétate n'est pas rentable. Mais la rentabilité, ce n'est pas notre problème, explique un représentant C.G.T. Ce que nous disons, nous, c'est que nous disposons d'une technique de pointe dans le domaine de la filature acétate, que des investissements spécifiques ont été réalisés en 1970-1971 — au point que des métiers ne sont pas finis de monter —, enfin, que la capacité de production de cette usine, la seule à faire de l'acétate en France, correspond sensiblement à la consommation française. »

Ce qui constitue un scandale, ajoute-t-on à la C.F.D.T., c'est que dans le domaine des fibres synthétiques, par exemple, Rhône-Poulenc puisse investir en Thaïlande ou en Egypte plutôt qu'en France. »

Les deux syndicats se déclarent prêts à engager la lutte, avec l'espoir d'être soutenus par la population. Dès lors que ceux qui la menent n'ont rien à perdre, elle risque d'être longue et dure. Permettra-t-elle pour autant de faire la démonstration que la filature du Péage « peut et doit vivre » ?

BERNARD ELIE

● E.D.F. VA DÉCALER D'UNE HEURE SON TARIF RÉDUIT correspondant aux consommations de la nuit afin de se conformer à l'avancement de l'heure légale décidée par le gouvernement français. Du 25 mars au 26 septembre 1976, période où l'heure d'été sera mise en vigueur, le tarif d'heures creuses d'E.D.F. sera appliqué de 23 heures à 7 heures, au lieu de 22 heures à 6 heures actuellement.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences :

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

ebic

European Banks International
Amsterdam-Rotterdam Bank
Banca Commerciale Italiana
Creditanstalt-Bankverein
Deutsche Bank
Midland Bank
Société Générale de Banque
Société Générale

LE TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
24 heures	4 3/8	5 1/8	1 1/2
1 mois	5	5 1/2	2 1/8
3 mois	5 1/8	5 3/8	2 1/8
6 mois	5 1/8	5 3/8	2 1/8

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

FONCTION PUBLIQUE

La FEN ratifie l'accord 1976 sur les salaires

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a signé sans réserve son accord avec la fonction publique. L'accord, qui est le résultat de négociations menées par M. André Henry, secrétaire général de la FEN, au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 17 mars, a été ratifié par le conseil d'administration de la Fédération. L'accord, qui est le résultat de négociations menées par M. André Henry, secrétaire général de la FEN, au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 17 mars, a été ratifié par le conseil d'administration de la Fédération.

Mais, a assuré M. André Henry, je ne signifierai aucun accord, aucun contrat avec le gouvernement. En lui disant notre appréciation favorable sur le résultat de la discussion et de l'action de grève du 9 mars, nous lui demandons de signer ce relevé et de s'engager à le mettre en œuvre. Nous prenons acte de cet engagement.

La FEN entend ainsi « n'être liée en rien » dans son action, tout en voulant, dans le cadre d'une « politique sociale responsable et efficace », recueillir le fruit des luttes qu'elle a engagées pour apporter aux travailleurs qu'elle représente les garanties qu'ils attendent. Critiquant la « politique de prébendes » adoptée lors des nég-

ociations par d'autres centrales syndicales, M. André Henry a déclaré que la FEN était prête à étudier avec la C.G.T., la C.F.D.T., F.O. et la C.F.E.C. les moyens d'une action commune — pouvant aller jusqu'à une grève généralisée — autour d'un certain nombre de problèmes : réorganisation totale de l'enseignement, mise en place d'un système « corrigé » des insuffisances et des anomalies de l'indice INSEE, réforme globale du code des pensions et réajustement de la grille des salaires dans la fonction publique.

Commentant la décision de la FEN, la C.G.T., qui a rejeté dès le 15 mars les conclusions de M. Gabriel Péroquet, a notamment déclaré dans un communiqué : « Les explications qui accompagnent cette décision sont incohérentes. En effet, si le texte proposé par le gouvernement est, comme le disent les dirigeants de la FEN, un constat du résultat des discussions dont la FEN serait seulement appelée à prendre acte sans se considérer comme alliée, il n'est pas logique de revenir sur ce texte d'une signature... »

Les autres organisations syndicales doivent jurer connaître leur position. Proche de la C.F.D.T., l'U.F.I. pour la C.F.T.C.

Le maquis des rémunérations

La complexité des alambics où se défile l'évolution des traitements de la fonction publique est poussée, à un si haut degré qu'il est difficile de qualifier la nature du produit qui en sort. D'autant qu'en dépit des divergences de doctrine des gouvernements successifs ou des différences d'attitude des syndicats les secrets de cette alchimie ne sont jamais tous mis sur la place publique. Pas question de connaître officiellement, pour le moment du moins, le coût global du projet d'accord pour 1976 que le gouvernement vient de soumettre à l'appréciation des syndicats. Il est déjà difficile de s'y retrouver dans le maquis des différentes mesures prévues au titre de la progression du pouvoir d'achat (le Monde du 17 mars). Les dispositions qui régissent les ressources des fonctionnaires sont, en effet, multiples et liées entre elles par des rapports tantôt complexes, tantôt étranges.

Au traitement de base proprement dit s'ajoutent diverses primes parfois partiellement justifiées, parfois artificielles que les majorations d'heures supplémentaires ne compensent pas. L'indemnité de résidence est calculée en pourcentage du salaire et varie en fonction du lieu de travail ; dans la région parisienne elle représente un supplément de 11 % ; ailleurs de 9 ou 7,5 % selon les zones. Le projet d'accord de 1976 prévoit l'intégration, le 1^{er} octobre, d'un point et demi de cette indemnité dans le traitement de base, mesure qui ne changera rien au revenu réel des fonctionnaires en activité mais sera profitable aux retraités dont les pensions sont calculées sur les seuls traitements. Pour ajouter à la complexité, l'accord prévoit dans le même temps de relever d'un demi-point l'indemnité de la dernière zone afin de lui faire rejoindre progressivement la seconde.

Le calcul du supplément familial, autre ajout au traitement, n'est guère plus simple : à une indemnité forfaitaire s'ajoute, à partir du deuxième enfant, une majoration de 2 % du salaire par enfant ; cette année le projet fixe, en outre, un plancher de traitement pour le calcul de ce supplément afin d'éviter que les fonctionnaires les plus modestes ne soient lésés.

Parle-t-on de l'ancienneté et de l'avancement ? Ils obéissent aussi à des règles précises. Pourtant, des coups de pouce ne sont pas à exclure. Cette année, par exemple, une accélération de carrière a été prévue pour les fonctionnaires débutants du bas de l'échelle, ils pourront passer un an plus tôt dans la catégorie immédiatement supérieure, ce qui entraînera, bien sûr, une augmentation de leurs revenus. Une étiquette administrative a même été donnée au mouvement qui, irrésistiblement, entraîne une dérive des rémunérations vers le haut : le G.V.T. (glissement, vétusté, technicité).

Dans cette mouvance, il existe cependant des points d'amarage qui se révèlent souvent être des points de blocage. Lorsqu'une fonctionnaire de carrière découvre que son salaire est inférieur à celui d'un collègue cité ou des services qu'il lui est attachés, il est pratiquement impossible de relever l'indice qui y est attaché sans déclencher des répercussions en chaîne, aussi bien en dessous qu'en dessus du poste considéré que dans les autres corps de fonctionnaires. Pendant des années, par exemple, le reclassement des « aiguilleurs du ciel » a échoué, car il entraînait l'extension des mesures envisagées à des emplois totalement différents mais dotés du même indice.

Autre adhérence lourde de conséquences : les pensions des anciens combattants et des victimes de guerre sont indexées à un traitement

(approximativement celui d'un huissier du ministère). Le faire bouger, c'est déclencher la majoration de plusieurs centaines de milliers de retraites et pensions.

Voici une dizaine d'années, le recours à la notion de masse salariale, destinée surtout à freiner l'augmentation des traitements, permit de se faire une idée globale plus précise de l'évolution des rémunérations. Mais petit à petit, les syndicats ont obtenu que certaines opérations soient placées hors la masse salariale, notamment la remise en ordre des grandes catégories de fonctionnaires A, B, C et D, pour répondre aux exigences techniques, économiques et sociales. Le rythme galopant de l'inflation a achevé de retirer son caractère contraignant à cette technique salariale.

Faute de pouvoir juger instantanément de la valeur intrinsèque d'un projet d'accord — les polémiques que s'échangent chaque année les syndicats contribuent rarement à clarifier les éléments en débat. Il faut observer sur une longue période l'évolution des rémunérations globales. On constate que la pression des syndicats pour le relèvement des bas salaires s'est portée depuis 1970, une partie des augmentations est accordée sous forme de points d'indices, c'est-à-dire de façon non hiérarchisée ; c'est encore le cas dans le projet pour 1976. Le conseiller d'Etat, en début de siècle, avait un traitement de cinquante fois supérieur à celui du manoeuvre. Cet écart a été ramené de 1 à 6, non sans soulever les protestations de certains cadres.

Cependant, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a progressé en moyenne plus lentement que celui des salariés du secteur privé, pendant toute la période de plein emploi. La persistance de ce décalage ne peut qu'encourager le recours à des moyens détournés pour calmer les revendications des fonctionnaires et ajouter encore un peu plus d'obscureté au maquis des rémunérations de deux millions de salariés. — J. R.

THÉORICIEN DE L'ABONDANCE

JACQUES DUBOIN EST MORT

M. Jacques Duboin, fondateur du Mouvement français pour l'abondance (M.F.A.), vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Curieux destin que celui de Jacques Duboin ! C'est à peine si son nom figure dans quelques manuels d'économie politique, et pourtant ses thèses eurent entre les deux guerres un succès foudroyant dans un milieu — de classes moyennes notamment — traumatisé par la crise de 1929. Ce mélange d'idées, où le bon sens s'effaçait avec une doctrine révolutionnaire, eut un effet magique sur certains, qui se prolongèrent aujourd'hui dans un cercle assez restreint de disciples défendant vigoureusement les thèses « abondancistes ».

C'est beaucoup moins son livre sur la stabilisation du franc, écrit en 1925, que la Grande Révolte des hommes par la machine (1932), qui fit connaître Jacques Duboin. L'année même de la publication de cet ouvrage, son auteur lançait le Mouvement français pour l'abondance (M.F.A.), né de la vision absurde offerte par la « grande crise ». Alors que les nations industrialisées comptaient alors, d'après les statistiques du Bureau international du travail, plus de trente-trois millions de chômeurs secourus, les marchés, les magasins, les entrepôts, regorgaient de denrées alimentaires et de marchandises qu'il était impossible de vendre.

Révolté par les procédés d'assainissement du marché, qui conduisaient à dénaturer le bled ou à brûler du café dans les locomotives brésiliennes, Jacques Duboin démontre que le système capitaliste fondé sur le profit et la rareté est complètement inadéquat à une époque où la science et les techniques procurent normalement l'abondance. « L'économie distributive » doit remplacer l'autre. Elle est essentiellement fondée sur une répar-

tion du pouvoir d'achat telle qu'elle permette d'absorber tous les produits de la société industrielle. Chaque individu recevrait de sa naissance à sa mort un revenu social et devrait à la communauté nationale, pendant sa vie active, un service du travail, mais il n'y aurait pas de lien direct entre la rémunération touchée et les tâches effectuées. Curieusement, Jacques Duboin prétend donc réaliser une sorte de communisme dans sa phase ultime, celle d'un chacun selon ses besoins. Au reste, ses admirateurs n'hésitent pas à regarder du côté des « grands auteurs », Marx ou Lénine, pour étayer les propos du père de l'« abondancisme ». Ainsi, dans un bulletin qui sert de lien entre les défenseurs de Jacques Duboin, la Grande Révolte des hommes par la science, le général R. Lasserre écrivait une phrase qui Lénine demandait de « continuer fermement à substituer au commerce une distribution des produits planifiée et organisée à l'échelle de l'Etat ».

C'est sans doute parce qu'il verse sans rougir dans l'utopie et que les hommes ont tant besoin de rêver que Jacques Duboin a pu prolonger son audience. Peut-être, au soir de sa vie, a-t-il eu la satisfaction de voir que certaines de ses institutions étaient reprises par les « écologistes », voire par des hommes proches du pouvoir, car l'« impôt négatif » n'est pas sans lien avec le « revenu social ». — P. D.

(Ancien collaborateur de M. Gervais, M. Jacques Duboin y avait notamment signé une série d'articles intitulés « Ce qu'on appelle la crise » (1934), « La stabilisation du franc » et « La grande révolte des hommes par la machine ». Il avait publié plusieurs ouvrages : L'abondance (1932), L'économie distributive (1934), L'économie distributive (1934), L'économie distributive (1934), L'économie distributive (1934).

Faits et chiffres

LA COMMISSION EUROPEENNE « regrette profondément » la décision du gouvernement français de prendre des mesures restrictives aux importations des autres spécialités pour protéger l'industrie américaine (le Monde du 18 mars). Le conseil des ministres de Neuf va être saisi du dossier par la Commission.

GREVE DANS LES AEROPORTS DE PARIS. — L'ensemble des syndicats de l'Aéroport de Paris — à l'exception de celui des cadres supérieurs — a décidé, ce jeudi 18 mars, une grève de vingt-quatre heures, qui affecte les aéroports Charles-de-Gaulle, Orly et Bourget. Le trafic n'est pas sensiblement perturbé : les services au sol sont assurés dans de bonnes conditions. Motif de ce mouvement : essentiellement les difficultés des négociations en cours sur la sécurité de l'emploi.

BARRAGES DE PENICHES A ROUEN. — Une quinzaine de péniches barrent, depuis mercredi après-midi 17 mars, un bras de la Seine à Rouen, interdisant partiellement le trafic fluvial. Les propriétaires des embarcations veulent protester contre la répartition du fret jugée « injuste » entre les grandes sociétés de transport et les marins indépendants. Le barrage a pour conséquence d'interdire le passage aux convois industriels, les artisans pouvant, quant à eux, circuler normalement.

BILLET

L'Europe agricole sur une voie de garage ?

L'ombre des trois hommes morts récemment au cours de manifestations paysannes à Epinal et à Montreuil a plané sur la première journée du congrès de la Fédération nationale des exploitants agricoles. Ces dernières années, certains syndicalistes en étaient arrivés à penser que « seule la violence est valable ». L'étape ultime de cette escalade a été franchie : le sang a coulé. Où cela peut-il conduire le syndicalisme paysan ?

Mardi matin, au cours de la traditionnelle séance d'ouverture, le président des producteurs de lait, M. Marcel Danois, a rappelé que le bon fonctionnement de la démocratie est incompatible avec la violence. Le secrétaire général des chambres d'agriculture, M. Sylvain Guizard, parlant au nom des exploitants de l'élevage, a dénoncé le fait que les manifestations viticoles aient été organisées « par des irresponsables » — il a notamment désigné MM. André Cazes et Michel Romarin, leaders du comité d'action viticole de l'Aude — qui ne sont pas les représentants élus de la profession.

« On ne peut être un responsable et appeler à manifester avec un fusil », a déclaré M. Guizard. Pour lui, le gouvernement a tort de discuter avec le délégué du Comité d'action, alors qu'il est habituellement plus sourcilieux sur les critères de représentativité.

Le débat n'a pourtant pas permis de déterminer à partir de quel point les manifestations deviennent violentes : l'arrêt des trains ? Les barrages de routes ?

Les camions déchargés ? La violence des cercs de M. Danois à Toulouse ou de M. Romarin à Montreuil ? « Où est la violence ? Est-ce la violence froide des margouillins qui ont des soutiens politiques ? Ou est-ce la violence chaude des agriculteurs ? », a demandé, au fin d'après-midi, le représentant d'un département de l'Ouest, où vingt syndicalistes ont été condamnés à des peines de prison avec sursis pour avoir « déchargé » des camions de viandes importées en 1974.

Après une minute de silence, observée à l'ouverture de la séance publique de l'après-midi, le président de la F.N.E.A., M. Michel Debatisse, a fait le point : « Quelles que soient les raisons du mécontentement, il ne faut en aucun cas attenter aux biens ni aux vies ». Toutefois, M. Debatisse a apporté deux nuances à son propos. D'abord, « les agriculteurs sont furieux », car, depuis des mois, ils font des manifestations pour expliquer la gravité de leur situation, mais l'opinion publique les tient « pour d'éternels révoltés ». Et il a déploré que les pouvoirs publics interviennent avec trop de lenteur.

Ensuite, M. Debatisse a distingué entre la manifestation des Vosges et celle du Midi : « A Epinal, c'est le manque de sang-froid des forces de l'ordre qui est à l'origine de la mort de notre collègue et nous avons révisé des sanctions. En revanche, le type d'action mené à Montreuil n'est pas tolérable. »

Les morts récents ont profondément marqué — pour ne pas dire traumatisé — les respon-

sables syndicaux. Et cela renforce l'inquiétude générale sur l'avenir de la politique agricole commune. MM. Michel Debatisse, François Guillaume, le secrétaire général, et Jean Deleau, l'ex-président des céréaliers, ainsi que de nombreux orateurs, ont développé les mêmes thèmes : la manière dont sont fixés les prix agricoles à Bruxelles n'est pas sérieuse, compte tenu des taux différents d'inflation chez les Neuf ; l'évolution monétaire, en dépit des engagements de l'actuel traité, sera préjudiciable au commerce agricole ; les projets d'élargissement de la C.E.E. se traduiraient, s'ils aboutissaient, par la délocalisation complète de l'« Europe verte », tant les intérêts seraient divergents entre les pays méditerranéens et atlantiques ; les agriculteurs sortent d'accord pour participer financièrement à la réorption des surplus, proposée par les Neuf à partir de 1977, mais à la condition de pouvoir prendre part aux décisions ; pourquoi les responsables de l'Europe hésitent-ils à développer la production agricole ? Est-ce pour céder la place aux Etats-Unis, alors que la C.E.E. serait capable de fournir une plus large part des besoins alimentaires mondiaux ? « On n'a pas d'énergie, mais on a l'agriculture », lance M. Deleau en guise de boutade.

Depuis amoureux des « chouchous » de l'Europe que croyaient être les paysans français ? Ou intuition que l'Europe s'engage en agriculture sur une voie de garage, au moment où il faudrait la lancer dans la compétition internationale ?

ALAIN GIRAUDO.

Le 15 Faubourg Saint-Honoré

AVANT d'entrer chez Lanvin, il faut savoir que ce n'est pas un endroit que l'on traverse en coup de vent.

L'atmosphère qui vous y enveloppe, sans parler de ce que l'on y trouve incite à ne pas se presser. Décor de boiseries, merveilleuse cage d'escalier dans le plus pur style des années 25, silence feutré... le tumulte du Faubourg s'arrête devant la porte.

Prendre son temps

« C'est très important, me confie M. Deschamps, le maître tailleur. Habiller quelqu'un suivant sa personnalité, ses goûts et ses goûts, c'est un art, suppose de bien le connaître ».

Les salons du premier étage avec le département de la chemiserie, pourraient bien être ceux d'un appartement. Et, tandis que s'établit la conversation, il va et vient, sortant des tissus comme on a ramené l'habitude d'en voir.

Une heure s'écoule et on découvre soudain qu'il vient de vous suggérer exactement ce que l'on a toujours en envie de porter. Car tout son art est de partir de votre personnalité tout autant que de votre physique et de vos besoins pour vous proposer une coupe, des étoffes et des harmonies de couleurs qui vous ressemblent.

Le goût des privilèges

Ce même souci de créer pour chacun de ses clients un style personnel se retrouve chez le chemisier, M. Van Hangel. Il pourra vous proposer des centaines de tissus qu'il rapporte chaque année des quatre coins du monde.

S'habiller chez Lanvin, c'est aussi s'offrir un confort exceptionnel. Il est sans secret.

Tout repose sur la précision de la coupe et la qualité des finitions. Il suffit de jeter un oeil dans les armoires pour comprendre. Coupeurs, spécimens, finisseurs et plus de quarante ouvriers sont à l'œuvre.

Il leur faut près de cent heures pour réaliser un seul costume et quinze pour une chemise. Tout est conçu à la main après avoir été soigneusement relevé sur des patrons de papier que l'on conserve

ensuite dans les dossiers personnels de chaque client.

Une époque dite de consommation, on redécouvre soudain ici une autre manière de voir les choses.

Songez qu'il existe chez Lanvin un service spécial pour l'entretien des costumes. Périodiquement on peut y faire changer les doublures, recoudre les boutons ; en un mot, les remettre à neuf.

Il est vrai que le confort et la qualité de certains vêtements donnent envie de les garder longtemps, comme une Rolls, disait M. Deschamps.

En descendant, il est difficile de ne pas s'attarder au rez-de-chaussée.

Id., ce sont les cravates dessinées spécialement par les stylistes de la maison et réalisées en si petit nombre qu'il suffit parfois d'en acquiescer deux ou trois pour avoir le privilège d'être le seul à les porter. Là, ce sont les pull-overs en cachemire et soie, les chaussettes en fil brodées.

La dernière adresse

Et si vous avez vraiment le goût des raffinements dans les détails les plus discrets, demandez à voir les mouchoirs. Lanvin est sans doute la dernière adresse où l'on trouve encore des « tours de main » tissés sur des métiers anciens...

Si bien qu'en sortant du 15 Faubourg Saint-Honoré, on réalise soudain que l'on peut entièrement s'habiller. Car au fond, on peut-on trouver ailleurs réunis à la même adresse un tailleur, un chemisier, des stylistes et autant de services qui font chacun séparément le renom d'une maison différente. Mais au fait, comment devient-on un habitué de chez Lanvin ? Par goût des privilèges, par exigence ou par désir de se simplifier la vie... parfois les trois. Cela dépend des tempéraments.

G.L.



Une adresse à retenir...

LA VIE ÉCONOMIQUE

La crise monétaire

(Suite de la première page.)

Après tout, le « serpent » regroupait, à l'exception notable de l'Italie, tous les membres fondateurs du Marché commun (France, R.F.A., Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) avec, en plus, le Danemark. Tout se passait comme si l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne, acquis sur le plan juridique, était, dans les faits, repoussé à plus tard. Tel était en tout cas le sens de la politique d'attente franco-allemande poursuivie par M. Valéry Giscard d'Estaing. Mais faire entrer le franc dans le « serpent » et l'y maintenir impliquait le choix d'une politique économique et monétaire d'une particulière vigilance. L'inconséquence du président de la République et de son gouvernement a été de l'oublier. M. Fourcade plaide non coupable en arguant de l'accident : « qu'a constitué la chute de la livre et surtout celle de la livre. Quel analyste monétaire considérant tant soit peu son métier pouvait ignorer en juillet dernier que ces deux monnaies étaient extré-

ment vulnérables ? La République fédérale s'est montrée à la hauteur du risque. Pas la France.

Parce qu'il n'y avait pas d'autre parti à prendre, dimanche soir, que de laisser « flotter » le franc, nombreux sont ceux qui estiment que, dans les circonstances actuelles, les taux de change flexibles représentent la meilleure, ou la moins mauvaise solution possible. C'est oublier que ce régime a sa propre dynamique et qu'elle conduit à la désorganisation. Pourquoi ? Il n'est pas besoin, pour l'expliquer, de recourir à une argumentation sophistiquée.

L'économie de marché dans laquelle nous vivons est caractérisée par une liberté à peu près totale pour les échanges de biens et services, par une assez large liberté (variable selon les pays) pour les mouvements de capitaux, enfin par une liberté également très grande, sinon complète — quoique soumise à des restrictions de plus en plus nombreuses — pour les personnes de se déplacer et d'aller travailler là où les emplois sont

disponibles. De toute évidence, il faut qu'il existe quelque part un mécanisme de « discipline » afin de coordonner la multitude des décisions individuelles prises isolément les unes des autres. En régime libéral, cet instrument ne peut être fourni, à l'échelle internationale, que par le système monétaire. On a, depuis une dizaine d'années, pour ne pas remonter plus loin, assisté à son déclin, à son effacement. Cela a conduit les Banques centrales d'une tâche à intervenir sur les marchés. Cette renonciation est ce qu'on appelle le régime des changes flottants.

Dans un premier temps, le régime en question procure un certain soulagement, en déchargeant

TROIS PAYS RELÈVENT LEUR TAUX D'ESCOMPTE

Trois pays ont décidé, mercredi 17 mars, de relever leur taux d'escompte :

- L'Italie : de 8 à 12 %.
- La Belgique : de 6 à 7 %.
- Le Danemark : de 7 1/2 à 8 1/2 %.

les banques centrales d'une tâche devenue impossible. Dans un deuxième temps — et on en est là — la véritable situation apparaît dans toute sa lumière : plus aucun mécanisme n'obligeant l'Etat à pratiquer des politiques monétaires et financières convergentes, l'instabilité s'accroît. Les dévaluations « sauvages »

aggravent la concurrence étrangère à un moment où tous les pays connaissent un grave chômage. Les gouvernements peuvent réagir de deux façons.

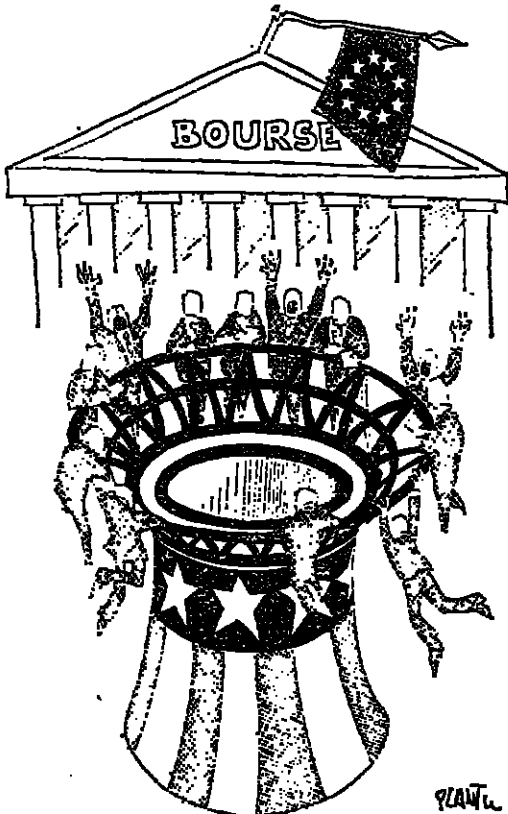
On bien, comme viennent de le faire l'Italie, le Danemark, la Belgique, ils prennent des mesures de restrictions intérieures telles que le relèvement des taux d'intérêt. La reprise étant encore fragile, une telle politique risquerait, à terme sans doute rapproché, de la briser net.

On bien ils estiment que la relance a la priorité. Dans ce cas, la baisse de la monnaie risque de s'accroître, et avec elle l'inflation. Le gouvernement français semble estimer actuellement qu'il lui suffit d'attendre. Après tout, dit-il, nos taux d'intérêt sont déjà très élevés.

La divergence des politiques risque de conduire à plus de désordre encore. La rumeur court que les gouvernements seront conduits à lâcher les contrôles des changes. Pour quoi décider, puisque les monnaies « flottent » déjà ? La prochaine étape, qui sera peut-être franchie beaucoup plus tôt qu'on ne le pense, sera de rétablir les contrôles sur les mouvements de marchandises, de capitaux, et, par conséquent, de personnes. Ce ne sera pas un choix doctrinal. Ce sera la conséquence inéluctable de la disparition des mécanismes de « régulation ».

On se demande si les signataires du programme commun reprendront à leur compte l'« héritage » du Marché commun, s'ils accèdent au pouvoir. La question ne se posera sans doute pas, car l'héritage aura été dilapidé d'ici là par les libéraux, « avancés » ou pas.

PAUL FABRA.



(Dessin de PLANTU.)

Les Etats-Unis ont tout à gagner de la crise européenne.

Trois jours de sautes monétaires

LE DOLLAR, devise-pivot du système, a varié de façon inquiétante depuis vendredi. Il a fléchi vis-à-vis des devises fortes : son cours est ainsi passé de 3,3810 DM vendredi à 2,5510 DM mercredi en clôture, dans le même temps, de 2,5880 à 2,4470 francs suisses. Il a, inversement, progressé vis-à-vis des devises faibles, son prix passant, par exemple, de 4,78 à 4,79 F à Paris entre vendredi et mercredi et de 807 à 818 francs à Milan.

LE DEUTSCHEMARK, en léger progrès en début de semaine, a sensiblement monté mercredi, sa hausse étant particulièrement sensible vis-à-vis des devises faibles. Le cours de la livre sterling est ainsi passé de 5,91 à 4,87 DM, celui du franc français de 56,85 à 54,10 pfennig, celui de la lire de 3,65 à 2,89 pfennig.

LE FRANC SUISSE a évolué parallèlement au deutschemark, progressant vigoureusement mercredi. Le cours de la livre est ainsi tombé de 4,94 à 4,88 francs suisses, celui de la lire de 9,37 à 8,29 francs suisses.

LES CONSTRUCTEURS EUROPÉENS DE MOTOS se sont réunis à Modène afin de « discuter d'une stratégie commune pour lutter contre la concurrence japonaise sur tous les marchés », indique un communiqué de la firme italienne Moto Guzzi Benelli.

Les représentants des constructeurs européens, ajoute le communiqué, ont estimé qu'il était devenu impossible de continuer à se battre seuls. Ils ont donc décidé de créer une association commune pour défendre leurs intérêts.

pour 1 000 francs et celui du franc français de 8,58 à 8,54.

LE FRANC BELGE ET LA CROUONNE DANOISE, qui font partie du « serpent » européen, sont tombés des hautes à leur cours plancher vis-à-vis du deutschemark et y sont restés, contraignant les banques centrales à intervenir pour les soutenir.

LE FRANC FRANÇAIS, après avoir fléchi lundi, premier jour de son nouveau « flottement », s'est légèrement redressé le lendemain, puis a de nouveau baissé mercredi. En clôture, le dollar valait mercredi 4,71 F (contre 4,62 sur vendredi), le deutschemark 1,85 F (contre 1,7625), le franc suisse 1,85 F (contre 1,762), 1 000 francs 5,35 F (contre 5,24), le livre 9,37 F (contre 8,29).

LA LIVRE STERLING, en léger recul après l'annonce du départ de M. Wilson, a regagné du terrain par la suite et finissant mardi comme le dollar, progressant vis-à-vis des devises faibles mais fléchissant vis-à-vis des monnaies fortes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

Dans sa séance du 16 mars 1976, le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1975. Le solde du compte de pertes et profits (en charges et revenus) fait ressortir un bénéfice net de 146 millions 824 637,87 francs contre 127 millions 733 338,58 francs en 1974, soit une progression de 15 %.

Compte tenu des opérations sur titres et des reprises nettes de provisions par suite de la remontée des cours sur les différents marchés financiers, le compte de pertes et profits (opérations en capital), enregistre une dotation de 101 millions 579 118,53 francs à la provision pour dépréciation d'un prélevement de 84 millions 117 977,44 francs sur cette provision en 1974.

Le conseil propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 25 mai 1976, de distribuer un dividende net de 16 francs, augmenté d'un impôt de 8 francs, soit un revenu global de 24 francs. Le dividende net distribué au titre de l'exercice 1974 s'élevait à 16 francs, assorti d'un avoir fiscal de 7,50 francs.

FRANCE GARANTIE

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de notre société, tenue le mardi 16 mars 1976, a approuvé les comptes de l'exercice 1975.

Au 31 décembre 1975, l'actif net estimé s'élevait à 1 080 354 087,81 F. La répartition de 15 % du dividende de l'action ressortait à 209,58 francs.

Pour l'exercice 1975, le bénéfice distributable s'élevait à 77 936 201,32 F (contre 76 287 639,88 F pour l'exercice 1974), ce qui permet la distribution d'un dividende de 15 % sur le dividende de l'action s'ajoute un crédit d'impôt de 1,70 F.

Le tableau ci-dessous présente le montant et la répartition de ce dividende matérialisé pour les titres au porteur vif par les coupons n° 15 et n° 16.

	Net	Crédit d'impôt	Total
Coupon n° 15 (assortit d'avantages fiscaux)	13,48	1,57	15,05
Coupon n° 16	1,52	0,13	1,65
Total	15,00	1,70	16,70

Il sera procédé au paiement à partir du lundi 22 mars 1976 contre remise de ces coupons aux guichets des établissements suivants :

- Caisse des dépôts et consignations, 56, rue de Lille, Paris (7^e).
- Banque Industrielle et Commerciale, 22, rue Faugquier, Paris (8^e).
- Banque de l'Union européenne, 4 et 6, rue Gallien, Paris (2^e).
- Caisse centrale des banques postales, 115, rue Montmartre, Paris (2^e).
- Banque nationale de Paris.
- Société générale.
- Crédit lyonnais.

Les actionnaires ont la possibilité de réinvestir en actions nouvelles de la société le dividende de l'exercice 1975 en franchise totale de droits d'entrée, à condition que le réinvestissement ait lieu dans les trois mois qui suivront la mise en paiement du dividende.

legrand

LEGRAND EN IRAN

Créée courant mai 1975, la société Alborz Electric Industries, dont le siège est à Téhéran, filiale à 40 % de Legrand S.A., a réalisé au cours de son premier exercice un chiffre d'affaires de 14,6 MF. Ces résultats permettent d'envisager pour le second exercice (avril 1976-mars 1977), un total de ventes de l'ordre de 30 MF, dont 80 % seront assurées avec des produits fabriqués sur place.

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Le conseil d'administration, qui s'est réuni le 16 mars 1976, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1975 tels qu'ils seront soumis à l'assemblée générale ordinaire du 18 mai prochain.

Le bénéfice d'exploitation de l'exercice s'élevait à 115,81 millions de francs contre 11,10 millions de francs l'an dernier et 48,51 millions de francs en 1973. Le bénéfice net atteint 42,83 millions de francs contre 18,23 millions de francs en 1975 et 21,73 millions de francs en 1974. Enfin, le total du bilan progressé de 6,92 milliards de francs à 7,25 milliards de francs au 31 décembre 1975.

Cette amélioration importante des résultats provient de conditions d'exploitation particulièrement favorables en 1975 pour un établissement comme la Banque de l'Union européenne, qui récolte ainsi les fruits de sa politique de développement menée au cours des dernières années.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 25 mai 1976, de distribuer un dividende de 10 F auquel s'ajoutent 5 F d'impôt payé d'avance au Trésor. Le dividende net distribué au titre de l'exercice 1974 s'élevait à 16 francs, assorti d'un avoir fiscal de 7,50 francs.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE L'UNION EUROPÉENNE

M. Jean Forgeot ayant, en raison des charges très importantes qu'il exerce par ailleurs, souhaité être déchargé de ses fonctions de président de la Compagnie financière de l'Union européenne, le conseil d'administration n'a pu accéder avec regret à sa demande et lui a exprimé sa vive reconnaissance pour les responsabilités qu'il a assumées à la tête de la Compagnie au cours des cinq années de son mandat.

Sur la proposition de M. Forgeot, le conseil a nommé à la présidence M. Jean de Dreux, administrateur de la société.

M. Forgeot reste administrateur de la Compagnie financière de l'Union européenne.

ÉPARGNE-VALEUR

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale des actionnaires qui devait se réunir le mardi 16 mars 1976 à 15 h. 30, dans l'une des salles de la Société des Ingénieurs civils de France, 18, rue Blanche, à Paris (9^e), n'a pu délibérer valablement faute de quorum.

Une nouvelle assemblée se réunira sur deuxième convocation le lundi 29 mars, à 16 heures, avec le même ordre du jour et dans la même salle.

ÉPARGNE-INTER

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale des actionnaires qui devait se réunir le mardi 16 mars 1976, à 15 h. 45, dans l'une des salles de la Société des Ingénieurs civils de France, 18, rue Blanche, à Paris (9^e), n'a pu délibérer valablement faute de quorum.

Une nouvelle assemblée se réunira sur deuxième convocation le lundi 29 mars, à 15 heures, avec le même ordre du jour et dans la même salle.

ÉPARGNE-OBLIGATIONS

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 16 mars 1976 n'a pu délibérer valablement faute de quorum.

Une nouvelle assemblée se réunira, sur deuxième convocation, avec le même ordre du jour, le 30 mars 1976, à 15 h. 15, 19, rue Blanche, à Paris-8^e.

KUBOTA LTD

ATTRIBUTION GRATUITE

Le conseil d'administration de la société, réuni le 11 mars 1976, a pris les décisions suivantes :

Première résolution : Le 16 avril 1976, une partie des réserves sera incorporée au capital. Le montant transféré sera égal au nombre d'actions créées au terme de la deuxième résolution, multiplié par la valeur nominale des actions nouvelles, soit 50 yen.

Deuxième résolution : Cette incorporation de réserves aura pour conséquence une attribution gratuite d'actions aux conditions suivantes : — Distribution d'actions nouvelles dans la proportion d'une pour dix aux titulaires d'actions anciennes existantes le 15 avril 1976. — Il ne sera pas tenu compte des fractions pour cette attribution. — Prix d'émission des actions nouvelles : le pair, soit 50 yen par action. — Les rompus seront vendus au profit de la société ; la somme provenant de cette vente sera répartie entre les actionnaires concernés au prorata de leurs titres formant rompus.

Toute autre question relative à cette attribution gratuite fera l'objet de décision du conseil d'administration.

Georges Sokoloff

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIQUE

L'économie obéissante

Le pouvoir soviétique a-t-il domestiqué les « forces aveugles » de l'économie ?

CALMANN-LÉVY

Pour louer une voiture au Danemark, réservez chez

europcar

645.21.25

UN HOTEL ★★★★★ C'EST UNE ADRESSE UTILE.

sofitel jacques borel

35 HOTELS EN FRANCE ET EN BELGIQUE.

RESERVATION CENTRALE PARIS 657.11.43 TELEX 200-432

BRUXELLES tél.: (322) 720.60.50
CANNES tél.: (93) 99.22.75
MULHOUSE tél.: (89) 44.75.75
NANCY tél.: (28) 28.01.28
NICE tél.: (93) 88.69.54
PARIS tél.: 657.11.43
VAL-D'ISÈRE tél.: (79) 06.08.30

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

INSTITUTION GÉNÉRALE DE LA CONSOMMATION

R.P. 2532

Damas - Syrie

Adresse télégraphique : Maski

Téléphone : 226710 — 226711 — 226712

Damas, le 2 mars 1976.

AVIS D'APPEL D'OFFRES (2)

En l'urgence, l'Institution Générale de la Consommation de Damas fait appel à des soumissionnaires sous pli cacheté pour la fourniture de 2 500 tonnes (+ 5 %) de mouton congelé, chaque carcasse pesant de 12 à 20 kilos et ne dépassant pas deux ans d'âge, selon les conditions suivantes :

1. Les offres doivent être adressées par la voie postale au siège central à Damas, B.P. 2532, ou par télégramme à Maski, Damas.
2. La caution pour la soumission et celle pour l'exécution satisfaisante sont fixées respectivement à 5 et 10 % de la valeur de l'offre et doivent être versées à l'Institution en espèces ou sous forme de chèque certifié par une banque syrienne ou encore de garantie bancaire émise par la Banque Commerciale de Syrie, succursale n° 2, selon le texte en vigueur ou accepté par celle-ci.
3. Les marchandises doivent être livrées CANDP à Lattakieh ou à Tartous, comme suit : 500 M/T dans le courant de juin 1976. 500 M/T dans le courant de juillet 1976. 500 M/T dans le courant de septembre 1976. 500 M/T dans le courant d'octobre 1976. 500 M/T dans le courant de novembre 1976.
4. L'abattage et la préparation doivent être supervisés par les représentants de l'Institution : le vendeur devra donc prévenir en temps voulu du début des opérations.
5. Les soumissionnaires doivent indiquer les dates d'expédition, afin d'assurer la livraison aux dates mentionnées ci-dessus.
6. Les soumissionnaires ou entrepreneurs sont soumis aux dispositions des règlements de contrats des Organisations Économiques, édictés par le Décret n° 198 en date du 22-7-1974.
7. Une copie du livre de conditions des adjudications n° 18301/814-822 en date du 13-8-74 peut être obtenue auprès du siège central de l'Institution — département des importations, gratuitement.
8. Du seul fait de la soumission de leur offre, les soumissionnaires sont considérés comme informés des conditions sus-mentionnées, et régies par elles.
9. La date de clôture (forclusion) pour l'acceptation des offres est fixée à la fermeture des bureaux, le samedi 3 avril 1976.

Le directeur général.

مكتبة الامم المتحدة

PARIS

Marché très résistant

La résistance dont les valeurs françaises ont fait preuve ces deux derniers jours s'est nettement accrue ce mercredi.

La majorité des titres cotés ont reproduit, à peu de choses près, leurs cours de la veille. Il en va ainsi pour Citroën, Mérieux, Casino, C.G.E., Ericsson. On note cependant la hausse de Peugeot, L.M.T., Lafayette, Prenatal, Pompey, Poclair, Pollet. Quelques compartiments, tels les électriques et les pétroles français ont même été mieux orientés. En revanche, baisse de Paris-France, Sagem, Printemps, Mouton et Bati Squ-

Manifestement, le marché se refuse à céder au pessimisme. La bonne orientation des valeurs françaises ne se dément pas vraiment, et les volumes de transactions, sans établir de records, restent assez étoffés.

Le rétablissement progressif de l'économie, mais aussi les bienfaits que les entreprises pourront retirer à l'exportation de la dépréciation du franc ne sont certes pas étrangers au comportement de la Bourse.

Aux valeurs étrangères, la reprise de Wall Street a favorisé les américaines, les allemandes reprenant leur mouvement ascendant stoppé la veille, pour s'inscrire derechef au plus haut niveau, depuis longtemps. Les pétroles internationaux restent bien orientés tandis qu'une grande sélectivité a prévalu dans le compartiment des mines. (Baisse de Goldfields, Randfontein, Charter; hausse de Free State, Saint-Helena).

Sur le marché de l'or, le litagot a fléchi de 115 F à 20 915 F. le napoléon ne perdant que 0,30 F à 239,70 F. Le volume des transactions s'est très sensiblement contracté, revenant de 23,7 millions de francs à 13,6 millions de francs.

Taux du marché monétaire	
12 mois	1,25 %
18 mois	1,25 %
24 mois	1,25 %
30 mois	1,25 %
36 mois	1,25 %
42 mois	1,25 %
48 mois	1,25 %
54 mois	1,25 %
60 mois	1,25 %
66 mois	1,25 %
72 mois	1,25 %
78 mois	1,25 %
84 mois	1,25 %
90 mois	1,25 %
96 mois	1,25 %
102 mois	1,25 %
108 mois	1,25 %
114 mois	1,25 %
120 mois	1,25 %
126 mois	1,25 %
132 mois	1,25 %
138 mois	1,25 %
144 mois	1,25 %
150 mois	1,25 %
156 mois	1,25 %
162 mois	1,25 %
168 mois	1,25 %
174 mois	1,25 %
180 mois	1,25 %
186 mois	1,25 %
192 mois	1,25 %
198 mois	1,25 %
204 mois	1,25 %
210 mois	1,25 %
216 mois	1,25 %
222 mois	1,25 %
228 mois	1,25 %
234 mois	1,25 %
240 mois	1,25 %
246 mois	1,25 %
252 mois	1,25 %
258 mois	1,25 %
264 mois	1,25 %
270 mois	1,25 %
276 mois	1,25 %
282 mois	1,25 %
288 mois	1,25 %
294 mois	1,25 %
300 mois	1,25 %
306 mois	1,25 %
312 mois	1,25 %
318 mois	1,25 %
324 mois	1,25 %
330 mois	1,25 %
336 mois	1,25 %
342 mois	1,25 %
348 mois	1,25 %
354 mois	1,25 %
360 mois	1,25 %
366 mois	1,25 %
372 mois	1,25 %
378 mois	1,25 %
384 mois	1,25 %
390 mois	1,25 %
396 mois	1,25 %
402 mois	1,25 %
408 mois	1,25 %
414 mois	1,25 %
420 mois	1,25 %
426 mois	1,25 %
432 mois	1,25 %
438 mois	1,25 %
444 mois	1,25 %
450 mois	1,25 %
456 mois	1,25 %
462 mois	1,25 %
468 mois	1,25 %
474 mois	1,25 %
480 mois	1,25 %
486 mois	1,25 %
492 mois	1,25 %
498 mois	1,25 %
504 mois	1,25 %
510 mois	1,25 %
516 mois	1,25 %
522 mois	1,25 %
528 mois	1,25 %
534 mois	1,25 %
540 mois	1,25 %
546 mois	1,25 %
552 mois	1,25 %
558 mois	1,25 %
564 mois	1,25 %
570 mois	1,25 %
576 mois	1,25 %
582 mois	1,25 %
588 mois	1,25 %
594 mois	1,25 %
600 mois	1,25 %
606 mois	1,25 %
612 mois	1,25 %
618 mois	1,25 %
624 mois	1,25 %
630 mois	1,25 %
636 mois	1,25 %
642 mois	1,25 %
648 mois	1,25 %
654 mois	1,25 %
660 mois	1,25 %
666 mois	1,25 %
672 mois	1,25 %
678 mois	1,25 %
684 mois	1,25 %
690 mois	1,25 %
696 mois	1,25 %
702 mois	1,25 %
708 mois	1,25 %
714 mois	1,25 %
720 mois	1,25 %
726 mois	1,25 %
732 mois	1,25 %
738 mois	1,25 %
744 mois	1,25 %
750 mois	1,25 %
756 mois	1,25 %
762 mois	1,25 %
768 mois	1,25 %
774 mois	1,25 %
780 mois	1,25 %
786 mois	1,25 %
792 mois	1,25 %
798 mois	1,25 %
804 mois	1,25 %
810 mois	1,25 %
816 mois	1,25 %
822 mois	1,25 %
828 mois	1,25 %
834 mois	1,25 %
840 mois	1,25 %
846 mois	1,25 %
852 mois	1,25 %
858 mois	1,25 %
864 mois	1,25 %
870 mois	1,25 %
876 mois	1,25 %
882 mois	

Effets privés.....	7 11,16 %
--------------------	-----------

LONDRES.

Le mouvement de reprise amorcé mercredi en clôture, se poursuit et s'accroît même parfois jeudi à l'ouverture. Progrès des industrielles. Stabilité des pétroles et des fonds d'Etat. Nouveau et vif repli des mines d'or.

08 (ouverture; dollars) : 134 30 contre 133 35

VALEURS	CLOTURE	
	17/3	18,3
War Loan 3 & %	25	26
Deutch	357 1/2	360 1/2
British Petroleum	551 1/2	553 1/2
Shell	408 1/2	411 1/2
Wickers	165	169
Imperial Chemical	291	296
Woolworth	141	148
50 Cents	225	223 1/2
Western Holdings	23 3/4	27 1/4
Fluio Zinc Corp	193 1/2	198
West Deutschland	23 3/8	23

NEW-YORK

[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
INSEE Base 100 31 d'ér 1975.
16 mars 1976

Valeurs françaises ..	108,6	108,3
Valeurs étrangères ..	109,3	110
C ^o DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc 1961.)		
Indice général	80,2	80,3

huiles, des pétroles, des chimie
er, des aluminums, des mines
es produits pharmaceutiques

des tabacs. Recul des ordinateurs des magasins, des papiers, des radio-télévisions, des sidérurgiques et des compagnies aériennes. Ailleurs, tendance irrégulière.

Sur 1 877 valeurs traitées, 789 ont monté et 634 ont baissé.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CREDIT NATIONAL. — Dividende

global pour 1975 : 25,50 F (inchangé).
**CREDIT DU NORD ET UNION
 PARISIENNE** — Bénéfice net pour
 1975 : 31,85 millions de francs contre
 18,69 millions. Dividende global de
 8,25 F contre 8 F.

Indice Dow Jones : transp
77.77 (- 0,71); services pub
130 (+ 0,09).

VALEURS	COURS 18/2	COURS 17/3
---------	---------------	---------------

ENAIN-NORD-EST-LONGWY.
Déficit net pour 1975 : 135,70 m

R.A.S.F. — Le bénéfice consolidé avant impôts pour 1975 s'élève à 830 millions de deutschemarks.

00	48 1/2	48
1.	56 3/4	56
002	26 3/8	28

Chase Manhattan Bank ..	28 7 8	29 1 8
De Pont de Nemours....	148 8 4	148 1 8
Eastman Kodak	112 8 4	112 1 2
Exxon	88 1 4	88 3 4
Ford	55 7 8	56 3 4
General Electric	51 1 2	51 3 4

38 %) pour un chiffre d'affaires de 18,08 milliards de deutschemark.

557 millions de deutschemarks
(— 37,8 %); chiffre d'affaires,
8,39 milliards de deutschemarks
(— 17,4 %).

General Funds	29	...	29
General Motors	69	...	69
...	31	2 8	33

IBM	27 7 8	22 ...
L.I.T.	282 3 8	258 1/8
Kennecott	27 7 8	28 ...
Mobil Oil	35 1 4	35 1 4
Pfizer	53 1 4	54 1 2
	27 3 8	27 7 8

COMPAGNIE FRANÇAISE DE CRÉDIT ET DE BANQUE — Dividende pour 1975 : 7,50 F (inchangé)

EWOTO. — Bénéfice net pour 1975 : 1,45 million de francs contre 1,22 million. Dividende global de 5,25 F contre 4,80 F.

Kemperberger	72 1/2	72
McCoy	25 1/4	25
U.S. Inc.	25	22

Union Carbide	75 1/4	74 3/4
U.S. Steel	83	82 5/8
Westinghouse	16 5/8	16 5/8
Zerex	64	62 3/8

millions de francs contre
millions. Le dividende globa
it néanmoins. Au titre de 1924

avait atteint 7.50 F.

COURS DU DOLLAR A TOKYO	17,3	18
-------------------------	------	----

1 dollar (ten years) ...	308 625	300 ..
--------------------------	---------	--------

BOURSE DE PARIS - 17 MARS - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Composition	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours				
539 1370	4.50 % 1973 C.M.E. 3 %	540 1380	538 1375	538 1380	750 240	Die Eise E. Lohrwe E. Lohrwe E. Lohrwe	735 506 507 507	732 506 507 507	732 506 507 507	722 516 516 516	285 85	Ultra-Cor Dph-Paritas	260 85	260 85	260 85	197 50	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318
405 376	Alpine Cote Als. Liquid	435 384	385 380	380 380	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175	Europe Europe	187 176	187 176	187 176	183 176	11 81	Paris-Stras Paris-Stras	124 82	124 82	124 82	118 82	540 750	J.L.L. Tél. Elect Tél. Elect	615 750	612 750	225 25	Gaz. Electric Gaz. Electric	242 318	242 318	242 318	242 318	
376 42	Alstom A.S. P.A.L.	384 43	385 44	385 44	195 175																						

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS d'ar.	COURS 17.3	échanges de 3 gr 50 millièmes	NOMINALE ET DEVISES	COURS prix.	COURS 17.3
États-Unis (5 %)	4 712	4 781	4 71	de 100 d'ar. au marq.	20950	20939
Canada (5 %)	4 712	4 781	4 71	de 100 d'ar. au longq.	21030	20916
Angleterre (100 %)	126 250	126 250	126 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Belgique (100 %)	11 950	11 960	11 15	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
France (100 %)	10 000	10 000	10 00	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Grande-Bretagne (100 %)	7 830	7 880	6 38	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Allemagne (100 %)	9 881	9 880	9 10	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Autriche (100 %)	10 000	10 000	10 00	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Italie (100 %)	16 476	16 520	16 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Portugal (100 %)	176 876	176 580	172 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Espagne (100 %)	176 876	176 580	172 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Grèce (100 %)	152 950	152 320	150 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Suède (100 %)	152 950	152 320	150 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Indes (100 %)	152 950	152 320	150 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70

COURS DES BILLETS | MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	COURS d'ar.	COURS 17.3	échanges de 3 gr 50 millièmes	NOMINALE ET DEVISES	COURS prix.	COURS 17.3
États-Unis (5 %)	4 712	4 781	4 71	de 100 d'ar. au marq.	20950	20939
Canada (5 %)	4 712	4 781	4 71	de 100 d'ar. au longq.	21030	20916
Angleterre (100 %)	126 250	126 250	126 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Belgique (100 %)	11 950	11 960	11 15	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
France (100 %)	10 000	10 000	10 00	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Grande-Bretagne (100 %)	7 830	7 880	6 38	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Allemagne (100 %)	9 881	9 880	9 10	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Autriche (100 %)	10 000	10 000	10 00	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Italie (100 %)	16 476	16 520	16 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Portugal (100 %)	176 876	176 580	172 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Espagne (100 %)	176 876	176 580	172 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Grèce (100 %)	152 950	152 320	150 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Suède (100 %)	152 950	152 320	150 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70
Indes (100 %)	152 950	152 320	150 25	de 100 francs (50 gr.)	240	235 70

صَدَقَ عَنْ الْإِجْلِ